

Solutions transitoires au moment de la transition I – Etat des lieux

Rapport

pour le compte du
Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI)

dans le cadre de la collaboration interinstitutionnelle (CII)

Charles Landert

Daniela Eberli

Zurich, le 26 mai 2015

Equipe de projet:

Charles Landert

Direction de projet, rapport

Daniela Eberli

Recueil des données, recherches, portraits cantonaux

Adresse de contact:

Landert Brägger Partner

Sozialforschung Evaluation Konzepte

Stampfenbachstrasse 42

8006 Zurich

landert@lfp.ch / +41 44 265 39 90

Table des matières

L'essentiel en bref	7
1 Introduction	11
2 Objet de l'enquête et problématiques	13
2.1 Définition et délimitation de l'objet de l'enquête	13
2.2 Problématiques.....	14
3 Réalisation de l'état des lieux	16
3.1 Analyse des documents et exploitation des supports statistiques	16
3.2 Inventaire des offres de formation transitoires et des SEMO	16
3.3 Etudes approfondies dans des cantons sélectionnés	16
4 Résultats	18
4.1 Objectifs, groupes-cibles et accessibilité des groupes-cibles	18
4.2 Catégories des solutions transitoires.....	19
4.2.1 Offres transitoires.....	19
4.2.1.1 Formation scolaire (à plein temps).....	19
4.2.1.2 Orientation vers un domaine professionnel: formations scolaire et pratique combinées («Combi»).....	19
4.2.1.3 Classes d'intégration pour les jeunes ayant immigré tardivement.....	20
4.2.2 Semestre de motivation (SEMO)	21
4.2.3 Classes préparatoires professionnelles des écoles spécialisées	22
4.2.4 Développements actuels et futurs	23
4.3 Indicateurs statistiques.....	24
4.3.1 Formation professionnelle initiale (CFC, AFP, formation élémentaire)	24
4.3.2 Participants aux offres transitoires et aux SEMO.....	26
4.3.2.1 Vue d'ensemble	26
4.3.2.2 Profil des participants aux offres transitoires et aux SEMO	28
4.3.3 Participation à des formations pratiques (FPra/INSOS; non reconnues par la LFPr)	36
4.4 Conditions de participation et procédures d'affectation	36
4.5 Prestataires et capacités disponibles, coûts	38
4.5.1 Prestataires de solutions transitoires et capacités d'accueil	38
4.5.2 Coûts et financement	40
4.6 Initiatives cantonales, motifs de mise à disposition de solutions transitoires	43

4.7	Interdépendances institutionnelles des solutions transitoires, coordination.....	44
4.8	Sélection des prestataires, contrôle de la qualité et de l'efficacité.....	45
4.9	Mobilité des participants.....	46
4.10	Participants devant interrompre une solution transitoire	49
4.11	Conseil des participants au terme d'une solution transitoire	50
4.12	Organisation des offres de formation transitoires	51
4.13	Pilotage de l'offre.....	51
4.14	Possibilités d'amélioration (organisation/structure, financement, coordination)	52
5	Résumé, appréciation et propositions d'amélioration.....	54
Annexes	62
A1	Sources.....	63
	A1.1 Documents officiels.....	63
	A1.2 Recherche et évaluation, divers.....	64
A2	Portraits des cantons	67
	A2.1 Kanton Zürich	68
	A2.2 Kanton Bern.....	75
	A2.3 Kanton Luzern	80
	A2.4 Kanton Glarus.....	86
	A2.5 Kanton Zug	90
	A2.6 Kanton Solothurn	94
	A2.7 Kantone Basel-Landschaft und Basel-Stadt.....	99
	A2.8 Kanton Schaffhausen.....	107
	A2.9 Kanton St. Gallen.....	111
	A2.10 Kanton Graubünden	117
	A2.11 Kanton Aargau	121
	A2.12 Kanton Tessin.....	126
	A2.13 Canton de Vaud	129
	A2.14 Canton du Valais	135
A3	Liste des offres transitoires et des SEMO	140
	A3.1 Offres transitoires scolaires et combinées (état au 31.10.2014).....	141
	A3.2 Offres transitoires Intégration	147
	A3.3 Classes préprofessionnelles/offres transitoires dans le domaine de la pédagogie spécialisée	149
	A3.4 Semestre de motivation (SEMO) Etat au 11.5.2015	151

A4	Sélection de statistiques de cantons et d'organes responsables.....	154
	A4.1 Débouchés après l'école obligatoire.....	154
	A4.2 Effectifs	155
	A4.3 Débouchés après une formation transitoire.....	156
A5	Autres données.....	158
	A5.1 Résiliation de contrats d'apprentissage (cantons de ZH, AG et BE)	158
	A5.2 Places d'apprentissage dans le total des emplois par cantons 2008.....	160
	A5.3 Répartition des formations au degré secondaire II	161
	A5.4 Jeunes quittant prématurément l'école 1996 – 2013: évolution	161
	A5.5 Taux de diplômés au degré secondaire II (1990 – 2012)	162

Index des tableaux

Tableau 1: Vue d'ensemble des sources de données utilisées.....	17
Tableau 2: Matrice de décision simplifiée pour la sélection de jeunes en fin de scolarité obligatoire...	18
Tableau 3: Contrats d'apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle initiale (évolution des effectifs) entre 2005 et 2013	24
Tableau 4: Contrats d'apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle initiale conclus entre 2005 et 2013	25
Tableau 5: Offres transitoires, valeurs caractéristiques entre 2010/2011 et 2012/2013	27
Tableau 6: Nombre de places disponibles dans les semestres de motivation (places annuelles 2014) .	28
Tableau 7: Valeurs caractéristiques des offres transitoires par canton, 2012/2013	34
Tableau 8: Domicile des bénéficiaires d'OT l'année précédant le relevé et site de l'offre transitoire (2012/2013)	35
Tableau 9: Capacité d'accueil des offres transitoires 2012/2013, en nombre de places disponibles.....	39
Tableau 10: Coûts totaux des offres transitoires (trois profils) et des SEMO, état en 2012/2013.....	41

Index des illustrations

Figure 1: Transition I avec variantes de solutions transitoires	13
Figure 2: Formations professionnelles initiales à bas seuil entre 2005 et 2013.....	25
Figure 3: Nouveaux contrats d'apprentissage (CFC, AFP et formations élémentaires), croissance économique entre 2005 et 2013	26
Figure 4: Répartition par âge des bénéficiaires d'offres transitoires et de SEMO (2012/2013).....	29
Figure 5: Situation de formation des jeunes âgés de 15 à 19 ans entre 2010 et 2012.....	29
Figure 6: Age des élèves et des étudiants suivant une formation transitoire (2012/2013, détails).....	30
Figure 7: Répartition des élèves et des étudiants selon la nationalité et le niveau/type de formation (2012/2013)	31
Figure 8: Places offertes dans les offres transitoires selon le profil (2012/2013)	40

L'essentiel en bref

Dans les années 90, les cantons et les communes ont lancé les offres de formation transitoires («dixième année d'école») et la Confédération (assurance-chômage) a mis en place les semestres de motivation (SEMO) pour lutter contre le chômage des jeunes. La rapide augmentation du nombre d'initiatives individuelles initiales (également communales et privées) a donné lieu en quelques années au développement d'une offre de solutions transitoires au moment de la transition I, étayée par la loi sur la formation professionnelle. Parmi les groupes-cibles, on compte non seulement les élèves en difficulté ou maîtrisant mal la langue locale, mais aussi ceux qui manquent de maturité pour intégrer le monde professionnel, qui rencontrent des problèmes de motivation et peinent à prendre une décision ou qui ont eu un parcours mouvementé, ainsi que les jeunes adultes nouvellement arrivés de l'étranger.

Du fait de la croissance des propositions et du nombre d'acteurs impliqués, avoir une vue d'ensemble de ce nouvel élément de l'offre de formation devient de plus en plus complexe. C'est pour cette raison que le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a lancé un appel d'offres pour la réalisation d'une étude portant sur les acteurs, les éventuelles coopérations, les profils, les coûts et le financement, ainsi que le succès et le développement des offres de formation transitoires et des semestres de motivation. Le mandat ne comportait pas d'évaluation au sens strict.

Pour réunir des informations, l'état des lieux dressé essentiellement à l'automne 2013 et en 2014 s'est basé sur de nombreux documents imprimés de toutes sortes, sur des supports statistiques officiels, sur des recherches Internet et sur des entretiens avec des représentants des autorités responsables, des collaborateurs des services cantonaux correspondants ainsi que d'autres informateurs. Les trois réunions avec le groupe d'accompagnement ont permis de recueillir des indications utiles pour la poursuite du travail sur le sujet. Les résultats comprennent le rapport, un inventaire des offres ainsi que les portraits de 15 cantons.

En 20 ans, les capacités des solutions transitoires ont augmenté de manière plus ou moins marquée. Aujourd'hui, quelque 170 autorités responsables proposent plus de 16 000 places dans des offres de formation transitoires et les semestres de motivation près de 3000 places par an pour un nombre estimé de 23 000 jeunes et jeunes adultes chaque année. La fourniture de solutions transitoires est aujourd'hui garantie sur presque tout le territoire. Il existe la plupart du temps aussi une offre différenciée grâce aux profils d'offres de formation transitoires *Ecole*, *Ecole/pratique* («combi») et *Intégration* ainsi qu'aux semestres de motivation. La répartition entre les différents profils peut varier en fonction des particularités cantonales. De manière générale, il convient de rappeler que les programmes des solutions transitoires sont fortement individualisés.

Les profils *Ecole*, *Combi* et *SEMO* sont désormais bien établis. Des efforts de conception particuliers et une clarification du financement sont nécessaires dans quelques cantons pour les diplômés ayant bénéficié de l'appui intégré ou issus d'écoles spécialisées, ainsi que pour les jeunes et jeunes adultes fraîchement immigrés.

De manière générale, la qualité de l'organisation, de la mise en réseau et de la coordination des solutions transitoires est bonne. Le pilotage des offres de formation transitoires est parfois rendu

compliqué par le manque de bases fiables (supports statistiques, coordination minimum des rapports annuels). Un objectif de développement devrait ainsi permettre d'obtenir une documentation comparable au niveau national, grâce à la concertation des cantons au sujet des concepts, des catégories de participants, des processus, etc. Nous estimons qu'une telle initiative ne devrait pas générer d'investissement considérable. Sans que les cantons perdent de leur autonomie, des informations optimisées quant à l'état des solutions transitoires et à leurs résultats pourraient être disponibles en quelques années.

Les coûts des solutions transitoires varient entre CHF 5000.– et CHF 28 000.– pour une place annuelle. Les différences sont dues à divers facteurs et justifiées par ces derniers: profils des programmes, participants et étendue de l'accompagnement individuel. Faute de saisie homogène des coûts et en raison de l'absence au cas par cas de calcul global de ces derniers et d'autres facteurs pratiques, les comparaisons et les projections font actuellement l'objet de grandes incertitudes. Le rapport ne fournit ainsi pas de données agrégées sur les coûts des solutions transitoires.

Les solutions transitoires sont couronnées de succès, au sens strict, lorsque les jeunes parviennent à intégrer une formation ou une école de formation générale. Dans l'ensemble, le taux d'intégration dans les formations professionnelles initiales telles que le CFC, l'AFP ou la FPra selon INSOS ou encore au sein d'écoles de formation générale est satisfaisant (de 50 % à plus de 80 % en fonction des cantons). 46 % des jeunes et jeunes adultes en SEMO, qui sont généralement en grandes difficultés et dont les performances scolaires sont médiocres et les connaissances de la langue locale souvent limitées, parviennent à trouver une solution de raccordement conformément à la définition ci-dessus.

Au sens plus large, les solutions transitoires sont une réussite lorsque leur solution de raccordement (stage, commencement d'une thérapie, emploi temporaire, séjour linguistique ou autre) représente une étape intermédiaire et permet de façon prévisible d'intégrer une formation professionnelle initiale avec CFC ou AFP ou une formation pratique (FPra selon INSOS). Les succès de ce type, largement compris, varient en fonction de différents facteurs: offres de formation transitoires ou SEMO, canton, prestataires et institutions comparables.

En ce qui concerne les offres de formation transitoires, plus de 85 % des personnes réussissent à trouver une solution de raccordement au sens plus large. 58 % des jeunes et jeunes adultes en SEMO, qui sont généralement en grandes difficultés et dont les performances scolaires sont médiocres et les connaissances de la langue locale souvent limitées, parviennent à intégrer ce type de solution.

A la lumière de ces résultats, des efforts des cantons et de la Confédération dans le domaine de la mesure du marché du travail SEMO et la situation actuelle des places d'apprentissage, l'objectif poursuivi par la CDIP ainsi que par les représentants des associations faitières et de la Confédération (CDIP 2006: 1), qui consiste à porter la part des jeunes de 25 ans titulaires d'un diplôme du degré secondaire II à 95 %, semble réaliste. La date de sa réalisation effective – dès 2015, comme cela était envisagé, ou un peu plus tard – reste cependant incertaine. Les résultats de l'ESPA 2011 (CSRE 2014) indiquent toutefois que cet objectif est déjà atteint chez les jeunes de 25 ans nés en Suisse et ayant suivi tout leur cursus de formation sur le territoire helvétique.

Le fait que plus de 20% des jeunes et jeunes adultes n'intègrent pour l'instant le monde professionnel, si tant est qu'ils y parviennent, que via des étapes intermédiaires, est une réalité, qui n'est toutefois pas irrévocable. Les difficultés d'apprentissage et les retards de développement chez les jeunes, l'immigration continue de jeunes sans formation ou qui n'ont pas terminé la scolarité obligatoire ou les grandes exigences des entreprises formatrices vont cependant continuer à représenter une toile de fond importante de la transition I.

Les solutions transitoires doivent leur succès aux efforts de systèmes organisés en grande partie à l'échelle cantonale et à ceux de leurs acteurs professionnels. Les améliorations, conséquence logique de la mise au jour de défauts et de dysfonctionnements, sont généralement mises en œuvre dans la pratique. S'il convient de ne pas élargir davantage le rôle de la Confédération, nous conseillons toutefois aux cantons, lorsqu'ils réduiront leurs capacités afin de resserrer les budgets, de faire preuve de discernement et de clairvoyance en tenant toujours compte des nouvelles évolutions qui se dessinent (scolarisation plus précoce aujourd'hui, p. ex.), et de surveiller tout particulièrement le groupe des jeunes et jeunes adultes ayant immigré en Suisse sur le tard.

Index des abréviations

AFP	Attestation fédérale de formation professionnelle
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CFC	Certificat fédéral de capacité
CFFP	Commission fédérale de la formation professionnelle
CIP	Centre d'information professionnelle
EIS	Encadrement individuel spécialisé
ES	Ecoles supérieures
FPra	Formation pratique selon INSOS (cf. ci-dessous)
HarmoS	Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire
HES	Hautes écoles spécialisées
INSOS	Association de branche nationale des institutions pour personnes avec handicap
LEtr	Loi fédérale sur les étrangers
LFPr	Loi fédérale sur la formation professionnelle
MMT	Mesures du marché du travail conformément à LACI; RS 837.0
OFPr	Ordonnance sur la formation professionnelle
OFS	Office fédéral de la statistique
OSP	Orientation scolaire et professionnelle
PIC	Programme cantonal d'intégration
SEFRI	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
SEM	Secrétariat d'Etat aux migrations

1 Introduction

La CDIP et les représentants des associations faitières et de la Confédération ont fixé en 2006 l'objectif de «porter le pourcentage des jeunes de 25 ans titulaires d'un diplôme du degré secondaire II à 95 % d'ici 2015» (CDIP 2006)¹. Cette intention formulée dans les «Lignes directrices pour l'optimisation de la transition scolarité obligatoire – degré secondaire II» a ainsi nécessité des mesures relatives non seulement à la tranche d'âge concernée par la scolarité obligatoire et par la phase ordinaire de la formation professionnelle initiale, mais aussi aux quelques années qui suivent. Etant donné la grande part de jeunes au terme de la scolarité obligatoire sans solution de raccordement, les efforts se sont toutefois concentrés sur les interventions au moment de la transition I.

La réussite du passage direct de l'école obligatoire à une formation professionnelle initiale ou à une école de formation générale est le résultat de diverses contributions, de la part des jeunes eux-mêmes, de leurs parents, des écoles et des services d'assistance scolaire ainsi que de l'orientation professionnelle et de carrière. L'offre de places d'apprentissage, c.-à-d. le nombre et la capacité d'accueil des entreprises formatrices, ainsi que la propension de ces dernières à donner leur chance à des jeunes rencontrant des difficultés scolaires ou présentant un comportement social problématique, représentent cependant aussi des facteurs essentiels.

Pour les jeunes n'intégrant pas directement une école de formation générale ou une formation professionnelle initiale, de plus en plus de cours de préparation professionnelle et d'offres scolaires et combinées sont disponibles depuis les années 90². Ces derniers visent à pallier les lacunes en termes de compétences et à rendre les jeunes aptes et disposés à suivre une formation. En 1994, l'ancien Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) a mis en place les semestres de motivation (SEMO) sous forme de mesure de l'assurance-chômage visant à intégrer les jeunes sur le marché du travail.

Malgré une diminution du nombre de jeunes au terme de la scolarité obligatoire, la constante augmentation de l'offre de formations professionnelles initiales avec CFC et AFP, ainsi que le recul du chômage des jeunes, le nombre de participants aux solutions transitoires n'a pas connu d'évolution sensible. Par anticipation, Müller (2007) imputait cela d'une part aux capacités toujours insuffisantes d'un grand nombre de jeunes au terme de la scolarité obligatoire et, d'autre part, à leur manque de compétences pour s'orienter professionnellement. Quelques études³ montrent cependant aussi qu'une gestion insuffisante ou manquante de l'offre ainsi que des seuils d'accès peu exigeants peuvent permettre de maintenir à un niveau élevé le recours aux solutions transitoires.

La rédaction du présent rapport a été déclenchée par la proposition d'effectuer une analyse de l'interface Case Management formation professionnelle (CM FP)–assurance-chômage (AC), faite en

¹ Pour l'année 2006, la CDIP indique une part de 89 % de jeunes adultes titulaires d'un diplôme du secondaire II (CDIP 2006: 1).

² En 1992, l'OFIAMT a édicté des recommandations pour l'intégration scolaire des jeunes de langue étrangère à la formation professionnelle. Déjà plusieurs années auparavant, de nombreuses communes et communautés scolaires avaient commencé à préparer les enfants de langue étrangère, dont les connaissances de la langue locale étaient insuffisantes, à la phase de choix professionnel dans le cadre de classes spécifiques. Des recommandations de l'OFFT, qui portaient sur une population-cible plus large (intégration générale de jeunes ayant des difficultés d'apprentissage, un manque de motivation, des lacunes linguistiques et un niveau de culture générale insuffisant) ont suivi en 2000.

³ Häfeli et al. (2004); Landert (2011, 2012, 2013).

2011 à l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) par le comité de pilotage de la collaboration interinstitutionnelle (CP CII). Après consultation des divers partenaires de la CII afin de consolider la procédure, un *«état des lieux complet et une vue d'ensemble des solutions transitoires et des acteurs au moment de la transition I»* ont occupé le centre des préoccupations. Mis à part le fait que la Confédération et les cantons souhaitent de manière générale *«améliorer l'état de la transition I avec le CM FP»*, *«l'étendue et la variété des solutions transitoires découlant des mesures d'intégration disponibles»* sont *«[...] trop peu connues»* et figurent donc au cœur du mandat planifié.

D'après les sous-objectifs et les produits listés dans l'appel d'offre du SEFRI (*page 3*) ainsi que le catalogue de questions (*page 7*), il semble évident que l'atelier interne au SEFRI et les feed-back des partenaires de la formation professionnelle et de la CII ont permis d'identifier un grand nombre d'attentes et de souhaits. Conscient de cet état de fait, le SEFRI a prévu dans le descriptif du mandat de préciser, compléter et classer par ordre de priorité les problématiques en concertation avec le groupe d'accompagnement. Le chapitre suivant présente les résultats de ce processus de clarification.

Nous remercions le mandant, à savoir le SEFRI, représenté par Christian Eicher, de nous avoir attribué ce mandat et accordé sa confiance dans le cadre de la collaboration. Sans la disposition à coopérer d'un grand nombre de personnes de contact dans les cantons, il aurait été impossible de dresser cet état des lieux. Nous vous remercions tous pour le travail constructif réalisé. Enfin, nous adressons des remerciements particuliers aux membres du groupe d'accompagnement, qui ont soutenu et enrichi notre travail par leur regard critique et leur lecture de la version provisoire du rapport.

2 Objet de l'enquête et problématiques

2.1 Définition et délimitation de l'objet de l'enquête

La **transition I** recouvre la période comprise entre l'école et une formation professionnelle initiale (duale) ou une école de formation générale. Elle porte sur toutes les mesures qui aident les jeunes sans solution de raccordement ayant pour objectif de réussir leur intégration directe ou via des étapes intermédiaires: information professionnelle et cours de préparation au choix professionnel du degré secondaire I, formation et pratique en entreprise ainsi que combinaison de ces deux éléments, stages, coaching, mentoring, Case Management formation professionnelle, mais aussi promotion des places d'apprentissage entre autres.

On entend par **solutions transitoires** les activités générales qui visent l'intégration d'une formation de degré secondaire II. Parmi elles, on compte aussi bien les solutions privées organisées et financées de façon autonome que les mesures institutionnalisées des pouvoirs publics au niveau communal ou cantonal, à condition qu'elles aient pour perspective l'intégration planifiée d'une formation: séjour linguistique dans une autre région de Suisse ou à l'étranger (travail au pair, année d'employé(e) en économie familiale dans une famille d'accueil), stage trouvé par soi-même (p. ex. dans le domaine de l'encadrement), activité professionnelle («petits boulots») pour servir de passerelle et permettre d'accumuler volontairement des expériences, ainsi que toutes les mesures qui s'adressent aux jeunes au terme de la scolarité obligatoire et recouvrent des offres scolaires ou entrepreneuriales collectives. Les principaux éléments fonctionnels sont la formation (langue locale, compétences sociales et méthodologiques), la préparation des étapes de formation (information et décision professionnelles, incursions dans le monde du travail), le développement personnel et la structure de jour.

Figure 1: Transition I avec variantes de solutions transitoires

SEC II	FPrä selon INSOS	AFP	CFC / maturité professionnelle	Ecoles de maturité gymnasiale, écoles de culture générale		
	<i>Non reconnu par la LFPPr</i>	<i>Formation professionnelle de base (reconnue conformément à la LFPPr)</i>		<i>Ecoles de formation générale</i>		
Transition I CMFP	Offres de formation transitoires spécialisées	Mesures d'occupation / d'intégration	Mesure du marché du travail Semestres de motivation (SEMO)	Offres cantonales de formation transitoires		Séjour linguistique, travail au pair, année de stage, entre autres
	IV / cantons	Aide sociale (cantons / communes)	Assurance-chômage	Intégration	Ecole / pratique	
				Cantons (SEM)	Cantons / communes	<i>Solutions transitoires à financement privé</i>
<i>Solutions transitoires à financement public</i>						
SEC I	Ecoles spécialisées	Ecoles secondaires avec niveaux de performance				
	<i>Ecole obligatoire</i>					

La prise en compte des **solutions transitoires** mises à disposition des jeunes sans solution de raccordement **avec des moyens financiers des pouvoirs publics** ou de **l'assurance-chômage** se trouve au cœur de l'état des lieux. Sont examinées (*figure 1*):

les solutions transitoires conformément aux art. 12 et 53 LFPr et aux art. 64a et art. 59c^{bis} LACI⁴

- **Offres de formation transitoires:** offres de formation d'une année financées ou subventionnées⁵ par les cantons avec ou sans volet pratique (plusieurs profils, parfois avec différenciation intrinsèque supplémentaire),⁶ qui préparent à l'intégration d'une formation professionnelle (duale) avec CFC ou AFP ou d'une école de formation générale (gymnase, école de culture générale).
- **Semestres de motivation (SEMO):** mesures d'occupation avec volet de formation⁷, financées par des ressources de l'assurance-chômage⁸. Les SEMO, qui sont sur la forme une mesure du marché du travail, sont attribués et coordonnés par les offices cantonaux de l'économie et du travail dans le cadre de mandats de prestations.
- **Offres de formation transitoires spécialisées, classes préparatoires professionnelles des écoles spécialisées ou de pédagogie curative:** offre de dispositifs de formation pour les jeunes avec un handicap, dans la perspective d'obtenir le diplôme d'une formation professionnelle avec attestation fédérale, d'une formation élémentaire AI ou d'une formation pratique (FPra) selon INSOS⁹.

Sont **exclues** de l'état des lieux les offres financées par des fonds privés et non cantonaux: séjours linguistiques, agences de placement au pair ou en séjours linguistiques, écoles privées sans subventions publiques ou contributions aux frais d'écolage versées aux parents, etc.

2.2 Problématiques

L'état des lieux contient d'une part un inventaire des solutions transitoires à (co)financement public mentionnées et, d'autre part, d'autres aspects: autorités responsables, organisation, pilotage et controlling des solutions passerelles au moment de la transition I. Concrètement, il s'agit des problématiques suivantes:

- Objectifs, groupes-cibles, facteurs de motivation et accessibilité des groupes-cibles
- Catégories de solutions transitoires

⁴ En vertu de l'art. 53 LFPr, la Confédération participe aux coûts de mise à disposition des mesures de préparation à la formation professionnelle initiale. Selon les articles 64a et 64b de la loi sur l'assurance-chômage LACI, l'assurance-chômage rembourse les coûts de mise en œuvre aux organisateurs des semestres de motivation. Conformément à l'art. 97b OACI, les participants ont droit à une contribution sous forme d'indemnités journalières (CHF 450.– nets maximum).

⁵ Dans le cadre d'un accord de prestations avec un prestataire externe à l'administration ou d'une contribution individuelle aux finances de cours.

⁶ La base légale au niveau fédéral réside dans l'art. 12 LFPr: «Les cantons prennent des mesures pour préparer à la formation professionnelle initiale les personnes qui, arrivées à la fin de la scolarité obligatoire, accusent un déficit de formation.»

⁷ Cf. art. 59 ss LACI (sixième chapitre: Mesures relatives au marché du travail).

⁸ Cf. art. 64a et art 59c^{bis} LACI.

⁹ Avec la réforme de la péréquation et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) et le transfert des mesures d'intégration destinées aux personnes avec un handicap de l'AI aux cantons, une refonte des mesures ad hoc au sein des cantons s'est avérée nécessaire. Cela a provisoirement engendré des solutions différentes et des problèmes lors des placements extracantonaux.

- Conditions de participation et voies d'attribution (homogénéité/hétérogénéité des participants à un programme, sélection des risques)
- Prestataires, coûts
- Initiatives cantonales, motifs de mise à disposition des solutions transitoires
- Interdépendances institutionnelles des solutions transitoires, coordination
- Choix des prestataires, contrôle de la qualité et de l'efficacité
- Dotation des finances publiques
- Flux des participants
- Possibilités d'amélioration concernant l'organisation, la structure, le financement et la coordination
- Situation des participants avant et après la participation à la solution transitoire
- Participants contraints d'interrompre une solution transitoire
- Conseil et solutions de raccordement des participants après la participation à une solution transitoire

3 Réalisation de l'état des lieux

L'état des lieux a reposé sur trois sources de données. Nous avons utilisé des documents existants et des supports statistiques (*cf. section 3.1*) d'une part, et réuni les informations sur les offres de formation transitoires et les SEMO (*section 3.2*) en collaboration avec les cantons d'autre part. Enfin, nous avons mené des études approfondies sur l'offre et sur le pilotage des solutions transitoires dans 15 cantons: ZH, BE, LU, GL, ZG, SO, BS, BL, SH, SG, GR, AG, TI, VD et VS (*section 3.3*). Les informations collectées sont compilées dans des portraits (*cf. annexe A2*).

3.1 Analyse des documents et exploitation des supports statistiques

Les efforts d'accompagnement des jeunes lors du passage de la fin de l'école obligatoire à la vie active remontent jusqu'à la moitié du siècle dernier (classes pratiques, années d'économie familiale). Si l'offre de solutions transitoires disponible aujourd'hui pour les jeunes sans raccordement à une formation professionnelle trouve ses racines dans cette tradition, elle résulte surtout d'une vingtaine d'années d'évolution, marquées par un chômage des jeunes inhabituellement élevé et par l'afflux d'une nouvelle génération de migrants à partir de 1994 environ.

Parallèlement à la mise en place et au développement d'offres de formation transitoires, un nombre difficilement mesurable de vastes enquêtes et évaluations et de petites études restreintes ont vu le jour. L'important volume de matériel désormais disponible est dû à la réalisation simultanée de multiples travaux de base et d'approfondissement, projets-pilotes et évaluations dans la majorité des 26 cantons. Mais l'implication de plusieurs services tant au niveau fédéral que cantonal – formation obligatoire, formation professionnelle, économie et travail notamment – et la nécessité préalable de coordination et de collaboration de ces derniers ont également joué un rôle.

La littérature plus large disponible sur le thème ainsi que les études relatives à des projets (cantonaux) individuels n'ont pas été systématiquement consultées dans l'objectif d'un traitement quasi exhaustif des textes. Toutefois, certaines enquêtes plus vastes ont servi de base pour la consultation des autres supports statistiques et documentaires.

3.2 Inventaire des offres de formation transitoires et des SEMO

Les listes existantes d'offres de formation transitoires et de SEMO ont été compilées, vérifiées et en partie rectifiées sur la base des données fournies par les cantons correspondants. Les dispositifs spécialisés avec années de préparation professionnelle n'apparaissent pas comme tels dans les index et ont été repérés via des contacts directs avec les bureaux des écoles spécialisées et contrôlés par rapport à leur profil d'offre. Cette liste n'est pas exhaustive.

3.3 Etudes approfondies dans des cantons sélectionnés

L'étude approfondie avait pour objectif de représenter et de refléter plus largement l'offre, l'organisation et le pilotage des solutions transitoires dans des cantons sélectionnés. Les résultats individuels sont réunis en portraits cantonaux, qui servent également de base pour le traitement de

chacune des problématiques. Les portraits (*cf. annexe A2*) découlent de l'exploitation d'informations écrites ou disponibles au format électronique sur des solutions transitoires et ont été complétés au besoin grâce à des demandes auprès des informateurs concernés.

Le nombre d'interviews qualitatives menées figure dans le *tableau 1*.

Tableau 1: Vue d'ensemble des sources de données utilisées

Accords avec des personnes-cibles ayant permis d'obtenir un entretien ou des renseignements plus larges	Nombre
Niveau de la direction d'office	4
Niveau de la direction de division	11
Direction d'offres de formation transitoires	11
Services statistiques	3
Autres	4
Total	33

4 Résultats

4.1 Objectifs, groupes-cibles et accessibilité des groupes-cibles

La conception des **objectifs** des solutions transitoires est la même d'un canton à l'autre. Tous partent du principe qu'une situation économique stable constitue un prérequis indispensable pour mener une existence autonome et participer à la vie sociale. Une formation professionnelle achevée ou des études permettent généralement d'y parvenir, mais pour une minorité non négligeable de jeunes, le passage de l'école obligatoire à une formation volontaire se révèle ardu. Chargés d'une double mission – intégrer un maximum de jeunes adultes et prévenir leur dépendance économique –, les cantons sont tenus d'encourager un maximum d'adolescents à entamer une formation.

L'objectif global des solutions transitoires financées par l'Etat est d'assurer l'aptitude des jeunes à suivre une formation du degré secondaire II. Un individu est considéré apte à suivre une formation lorsqu'il fait preuve de compétences sociales et méthodologiques suffisantes ainsi que d'une maîtrise satisfaisante de la langue locale. Si, dans ses recommandations concernant les offres de formation transitoire, l'OFFT visait encore l'obtention d'un emploi rémunéré (*OFFT 2000: p. 6*), c'est l'idée de la «*formation primant sur le travail*» qui s'est entretemps imposée. L'objectif premier des offres transitoires est donc de permettre aux jeunes de mener à bien un cursus au sein d'une école de formation générale ou une formation professionnelle initiale.

Les **groupes-cibles des offres transitoires** – autre point faisant l'unanimité parmi les cantons – se distinguent par une ou plusieurs des caractéristiques suivantes (*cf. tableau 2*): déficits de formation (lacunes dans les compétences en culture générale), difficultés ou troubles des apprentissages, maîtrise insuffisante de la langue locale, immaturité professionnelle (concernant le choix d'un métier)¹⁰ (le jeune ne s'intéresse pas du tout à son orientation; il ne manifeste ni motivation à travailler ni persévérance), absence provisoire d'offre / de cursus dans la formation professionnelle initiale envisagée, période d'essai au gymnase non concluante, interruption de la formation. Ces dernières années, la taille du groupe-cible que constituent les jeunes étrangers en situation de séjour précaire (requérants d'asile, réfugiés de guerre, personnes admises à titre provisoire) a augmenté.

Tableau 2: Matrice de décision simplifiée pour la sélection de jeunes en fin de scolarité obligatoire

	Situation familiale/personnelle, soutien	Attirance pour la formation; maturité	Déficits de formation Lacunes de compétences	Maîtrise de la langue locale
non problématique				
problématique				
très problématique				

¹⁰ La scolarisation précoce prévue dans le cadre de l'accord HarmoS a abouti à l'élargissement du groupe des jeunes «professionnellement immatures» et partant, du besoin d'offres transitoires. On notera que cet aspect n'est pas thématiquement traité dans l'étude de Wanack et al. (2006) sur la scolarisation précoce.

Les **groupes-cibles** sont **accessibles** et disponibles tant qu'ils n'ont pas achevé leur scolarité obligatoire. La plupart des cantons ont en outre mis en place des mesures de détection précoce (tests d'aptitudes, bilans de compétences, conférence d'évaluation) dès le degré secondaire I afin de proposer des solutions de raccordement adaptées avant même la fin de l'obligation scolaire. Les cantons de moyenne et grande tailles veillent à une bonne répartition territoriale des solutions transitoires, afin que les personnes concernées puissent facilement y accéder. Les distances à parcourir, à peu près équivalentes aux trajets que doivent effectuer les apprentis pour se rendre à l'école ou à l'entreprise formatrice depuis leur domicile, n'exigent aucune mobilité particulière. De même, lorsqu'en l'absence d'offre cantonale, il faut recourir à une formation privée, les frais d'écolage sont pris en charge afin de faciliter l'accès à la solution transitoire.

4.2 Catégories des solutions transitoires

La section 2.1 exposait dans leurs grandes lignes les diverses catégories de solutions transitoires existantes. Les paragraphes suivants proposent une présentation plus détaillée des différents profils.

4.2.1 Offres transitoires

Les offres transitoires ont été subdivisées en trois profils de base pratiquement dès le début. Les cantons possédant leur propre offre transitoire proposent des formations majoritairement scolaires, des offres combinées (principalement axées sur l'orientation vers un domaine professionnel) ainsi que des cours d'intégration:

4.2.1.1 Formation scolaire (à plein temps)

Les jeunes suivent un cours leur permettant d'approfondir leurs connaissances et de mieux discerner le métier auquel ils aspirent. Cet enseignement est éventuellement complété par des excursions ou par une initiation à la pratique. Les deux variantes les plus fréquentes sont les suivantes: 1) préparation à l'intégration d'une école de formation générale ou d'une formation professionnelle initiale exigeante sanctionnée par un CFC; 2) consolidation des compétences permettant de suivre avec succès une formation professionnelle initiale sanctionnée par un CFC ou une AFP en améliorant notamment les capacités mathématiques, la maîtrise de la langue locale, la culture générale ainsi que la motivation, et incluant généralement une orientation professionnelle. Le volet pratique est moins développé que dans le profil «*Combi*», présenté ci-après.

4.2.1.2 Orientation vers un domaine professionnel: formations scolaire et pratique combinées («Combi»)

On distingue trois variantes: 1) les jeunes suivent des cours et reçoivent une initiation pratique dans des proportions variables (trois à quatre jours de pratique et un à deux jours de cours). Les cursus diffèrent les uns des autres en fonction notamment de leur organisation et de l'importance accordée à la pratique: certains jeunes peuvent ainsi conclure un contrat de préapprentissage (conformément à l'art. 7 OFPr) ou avoir de bonnes chances d'obtenir un contrat d'apprentissage, mais ne passer d'abord qu'une partie de leur temps au sein de l'entreprise. 2) Le volet pratique se concentre sur certains secteurs professionnels (p. ex. l'informatique, les métiers techniques, le domaine des

soins) sans que les jeunes aient signé de contrat d'apprentissage. 3) L'accent est mis sur l'identification des vœux professionnels. La dixième année d'école (année pratique) entre dans cette variante.

4.2.1.3 Classes d'intégration pour les jeunes ayant immigré tardivement

Les jeunes de moins de 18 ans vivant séparés de leurs parents dans des Etats situés en dehors de la zone de libre circulation sont autorisés à immigrer en Suisse au nom du regroupement familial (art. 42 à 44 de la loi fédérale sur les étrangers LEtr). Il en va de même pour les jeunes de cet âge dont l'un des parents au moins a été admis à titre provisoire ou a obtenu le statut de réfugié (art. 85, al. 7, LEtr). Nombre d'entre eux, ayant dépassé l'âge de l'école obligatoire, n'ont pas terminé leurs études secondaires ou ne connaissent pas suffisamment bien la langue locale pour pouvoir entamer directement une formation professionnelle initiale ou intégrer une école de formation générale du degré secondaire II. Ils bénéficient donc d'offres transitoires visant à leur enseigner la langue locale, à leur transmettre les compétences de base, à les intégrer culturellement et à les aider à préparer leur choix professionnel et leur entrée sur le marché du travail.

En matière d'offres de formation transitoires, ce groupe représente un défi bien particulier. En termes d'âge, ses membres se situent le plus souvent dans la frange supérieure des bénéficiaires de solutions transitoires, mais ils doivent apprendre une langue qu'ils ne connaissent pas du tout et se préparer à une formation professionnelle tout en s'efforçant de s'intégrer. Tous les cantons n'ont pas encore élaboré de concept parfaitement adapté à l'accueil de ce public. De même, les financements ne sont pas durablement garantis partout. Dans certains cantons, les candidats doivent justifier d'un niveau d'allemand minimum (souvent un niveau A2 du CECR) pour obtenir une place dans un cours d'intégration. Aujourd'hui, cependant, il est possible de suivre la plupart de ces cours sans parler la langue locale. Le cursus dure alors deux ans: la première année est principalement consacrée à l'apprentissage de la langue et à la familiarisation avec la vie quotidienne en Suisse, la deuxième année s'intéressant à des aspects spécifiques de la préparation et de l'intégration professionnelles. Les élèves les plus doués peuvent toutefois entrer directement en deuxième année.

Les jeunes et jeunes adultes ayant immigré tardivement constitue un groupe hétérogène non seulement en termes de bagage scolaire et de compétences linguistiques, mais aussi en termes d'âge. Dans certains cantons, les limites d'âge (supérieures) empêchent certains d'accéder aux cursus. De même, la limite de la durée de séjour (p. ex. deux années maximum), en mettant certains immigrés sous pression, font obstacle à une bonne intégration professionnelle.

Les spécialistes du domaine de l'intégration notent une très forte demande de la part des nouveaux immigrés, notamment ceux en provenance de pays africains et asiatiques. Les statistiques de l'OFS traitant de l'immigration confirment cette observation: elles montrent notamment la forte croissance de la population des jeunes immigrés âgés de 15 à 19 ans ayant fui des zones de conflits (p. ex. Erythrée, Somalie et Afghanistan notamment), qui augmente à un rythme bien supérieur à la moyenne de 21 % constatée entre 2011 et 2013.

La diversité des modèles (p. ex. critères d'accès, structure des programmes, durée maximale, financement) et les grands écarts dans le nombre de bénéficiaires des offres de formation transitoires visant l'intégration sont dus au fait que dans beaucoup de cantons, les responsables de ce secteur

n'ont pas ou pas encore été clairement désignés. De même, certains cantons bénéficient encore d'un cofinancement du Secrétariat d'Etat à la migration (SEM), destiné à favoriser l'élaboration d'une offre ordinaire adressée au groupe des jeunes immigrés. Cette aide concerne notamment, mais pas obligatoirement, les offres transitoires visant l'intégration ou les cours de langue préparant à une formation transitoire, dans la mesure où ils ne relèvent pas encore du système ordinaire. Les fonds sont alloués par le SEM sous forme de contributions forfaitaires versées dans le cadre des programmes d'intégration cantonaux (PIC). Des manques risquent cependant d'apparaître si, à l'expiration de son PIC, un canton n'a pas commencé à mettre en œuvre une solution de raccordement dans ses structures ordinaires.

4.2.2 Semestre de motivation (SEMO)

Les **semestres de motivation** (SEMO) ont été créés en 1994. Comptant parmi les mesures du marché du travail (MMT), le SEMO est une mesure d'occupation comprenant un volet de formation. Il répond aux exigences du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), elles-mêmes basées sur la LACI et l'OACI, et concerne généralement les jeunes et les jeunes adultes bénéficiant des prestations de l'assurance-chômage (AC)¹¹. Pour participer à un SEMO, il faut être âgé de moins de 25 ans, avoir achevé sa scolarité obligatoire, ne pas avoir trouvé de place d'apprentissage ou avoir abandonné une formation professionnelle initiale, ne suivre aucune offre transitoire, être inscrit comme chômeur et avoir droit à l'AC. Le semestre de motivation se différencie des autres MMT dans la mesure où il ne vise pas *«la réinsertion sur le marché du travail mais l'insertion dans un parcours professionnel, autrement dit l'acquisition de qualifications de base par le biais d'un apprentissage ou de tout autre format adapté»* (traduit de l'allemand, Froidevaux et Weber 2003: p. 2).

Prévoyant un à deux jours de cours par semaine, le SEMO présente quelques ressemblances avec l'offre transitoire «Combi» (cf. ci-dessus, section 4.2.1.2). Il s'en distingue néanmoins plus ou moins fortement en ce qui concerne l'âge et le parcours des jeunes, le caractère du volet pratique, les liens entretenus – souvent pendant plusieurs années – avec le réseau des places pratiques dans les entreprises partenaires, sa durée moyenne plus courte ou la rémunération de la participation. La durée du SEMO peut varier selon les besoins et les exigences. En effet, si la plupart des cantons accordent une disponibilité de six mois, cette période est très souvent prolongée (la durée maximale atteint généralement 210 jours, soit neuf mois à neuf mois et demi). Le SEMO peut débiter à n'importe quel moment de l'année. Il n'occupe ainsi aucune place précise dans le calendrier des écoles professionnelles ou de formation générale, dont les cours commencent systématiquement mi-août, et offre une certaine flexibilité aux jeunes ayant droit aux prestations de l'assurance-chômage qui recherchent une solution transitoire en cours d'année.

En règle générale, les offres transitoires et les SEMO sont coordonnés au sein d'un même canton, mais il peut arriver que l'organisation soit assurée par deux cantons en tandem, comme c'est le cas entre Bâle-Ville et Bâle-Campagne (pour les offres transitoires uniquement). Dans certaines circonstances, le SEMO peut être suivi par l'intégration d'une offre transitoire (ou inversement).

¹¹ Les jeunes étrangers doivent être domiciliés en Suisse depuis dix ans. Ceux ayant immigré tardivement peuvent bénéficier d'un financement au titre de l'art. 59d LACI.

Pour autant qu'elles s'adressent au groupe-cible que constituent les jeunes, les mesures d'occupation ou d'intégration mises en place par les communes sont traitées dans le présent rapport uniquement si elles entrent dans la rubrique SEMO¹² (cf. section 4.2.2). Il s'agit soit de SEMO supervisés par les communes, soit de places de SEMO libres achetées. Il se peut donc que certains cas – celui de jeunes affectés dans un programme pour adultes – ne figurent pas dans cette étude.

4.2.3 Classes préparatoires professionnelles des écoles spécialisées

Aujourd'hui, les jeunes, quels que soient leurs problèmes ou leur niveau de performance, ne bénéficient pas encore tous d'un accès égal à une solution transitoire adaptée à l'issue de leur scolarité obligatoire. Tout comme les élèves des classes ordinaires ou à effectif réduit, de nombreux jeunes inscrits dans des écoles d'enseignement spécialisé ou de pédagogie curative ne sont pas en mesure d'entamer une formation professionnelle (AFP, formation élémentaire AI ou formation pratique FPra selon INSOS en deux ans) immédiatement après leur sortie de l'école. Aussi, certaines écoles de pédagogie curative proposent des *classes préparatoires professionnelles* ou des *offres transitoires spécialisées*¹³ afin d'améliorer les chances de ces jeunes d'obtenir par la suite¹⁴ une place de formation dans l'un des profils évoqués plus haut et d'accéder au marché du travail primaire ou secondaire¹⁵.

D'une manière générale, les offres transitoires spécialisées se répartissent en trois catégories:

- **Offres transitoires destinées aux jeunes présentant un handicap mental ou des troubles de l'apprentissage**

Ces offres sont majoritairement proposées par les écoles de pédagogie curative ou par des institutions similaires. L'organisation du cursus varie selon les cas. Dans de nombreux établissements, il existe des classes mixtes, aussi bien en termes d'âges (cycle supérieur et cours pratique) qu'en ce qui concerne les objectifs visés à l'issue de la scolarité, si le handicap mental est compatible avec une formation (marché du travail primaire, marché du travail protégé, FPra, AFP) ou s'il permet une formation pratique (mesures d'activation/d'occupation). Dans le deuxième cas, on est en droit de se demander si l'on peut parler d'une offre transitoire ou s'il ne s'agit pas plutôt d'une prolongation de la scolarité spécialisée permettant de reculer l'entrée en institution pour adultes. Les classes composées des deux groupes-cibles figurent dans l'inventaire dressé par le présent rapport.

Comme explicité dans la définition, ces offres transitoires visent l'obtention d'une FPra ou d'une AFP. De nombreuses institutions spécialisées parmi celles qui ont été contactées font cependant remarquer que l'intégration d'une formation avec attestation constitue moins la règle que l'exception.

¹² En 2013, un peu moins de 7 % des places annuelles ont été financées par des tiers (notamment l'aide sociale des communes).

¹³ Lorsqu'il est appliqué au domaine de l'enseignement spécialisé, le terme d'«offre transitoire» ne semble pas recouvrir le même sens pour les institutions, qui l'utilisent volontiers, que pour les offices, qui préfèrent ne pas l'employer. Ces derniers estiment en effet que les offres spécifiques transmettent exactement les mêmes contenus que les propositions ordinaires, la seule différence résidant dans le temps plus long dont les élèves de ces cursus ont besoin pour les assimiler. Ils font également remarquer que l'école spécialisée fait partie intégrante de l'école obligatoire, tandis que les offres transitoires relèvent du degré secondaire II (formation professionnelle). Ainsi, la division de l'enseignement spécialisé du canton de Zurich ne considère pas les offres proposées dans le cadre de l'enseignement spécialisé destiné aux plus de 15 ans comme des offres transitoires. De même, le Johanneum Neu St. Johann (SG) a été prié par l'office de l'instruction publique de ne pas qualifier ses offres de *transitoires*, ce terme étant réservé au degré secondaire II, seul à proposer ce genre de prestations.

¹⁴ En principe un an, mais plus souvent deux ans, bien que l'on évoque actuellement de plus en plus souvent des difficultés financières.

¹⁵ La capacité des places représenterait environ 1 % de la population des jeunes de 16 ans.

- **Offres transitoires destinées aux jeunes présentant un handicap physique**
Relativement rares, ces cursus entrent dans la catégorie des «offres transitoires spécialisées» s'ils ont lieu dans le cadre de la scolarité postobligatoire. Les jeunes peuvent toutefois intégrer des formations sanctionnées par un CFC (avec ou sans EMP); ce type d'offres transitoires vise plutôt une formation professionnelle initiale avec CFC ou AFP.
- **Offres transitoires destinées aux jeunes souffrant de troubles du comportement**
Ces offres sont elles aussi minoritaires dans cet inventaire. Elles sont le plus souvent proposées par des écoles spécialisées ou des établissements de détention, et ne sont généralement pas mixtes.

Les trois variantes présentées ont en commun d'accueillir avant tout des jeunes ayant suivi une scolarité spécialisée séparée ou amenés à ces programmes par une autorité ou une mesure d'exécution (notamment dans le cas des jeunes souffrant de troubles du comportement).

4.2.4 Développements actuels et futurs

En analysant systématiquement les expériences pratiques, certains cantons ont entrepris, au cours des dernières années, de différencier plus finement leur offre de cursus et d'en adapter les conditions d'accès. Les projets de développement concernent les situations suivantes:

- Jeunes menacés de décrochage scolaire, jeunes souffrant de problèmes multiples (p. ex. addiction, maladie psychique): les conditions fixées pour accéder aux offres transitoires établies s'avèrent trop élevées pour ce sous-groupe. Il faut viser une stabilisation de la situation personnelle des jeunes ou des jeunes adultes en leur proposant un programme adapté à leurs besoins. De cette manière, on pourra mettre en place les prérequis nécessaires à l'acquisition progressive d'une formation professionnelle (*cf. p. ex. ERZ 2013*).
- Améliorations des propositions adressées aux jeunes récemment immigrés (regroupement familial, statut de réfugié): une offre transitoire d'une année (type intégration) s'avère souvent trop courte pour permettre de suivre ensuite les cours dispensés dans le cadre d'un cursus scolaire ou «Combi». Désormais, il est proposé de participer à un cours de langue intensif avant d'entamer une offre transitoire d'intégration (*p. ex. dans le canton de Zurich*); d'autre part, il est explicitement permis d'achever le cursus en deux ans – dans certains cas, les jeunes adultes étrangers prennent même plus de temps.
- Offres transitoires spécialisée: la création et la structuration d'offres transitoires spécialisées est une préoccupation majeure pour les instituts d'accueil et de formation. Plusieurs cantons s'efforcent d'ores et déjà de combler les lacunes dans ce domaine ou d'améliorer les offres existantes: le canton de Lucerne a introduit l'offre transitoire spécialisée. Dans celui de Soleure, la conférence des institutions d'enseignement spécialisé a présenté un concept pour la création d'une année de préparation professionnelle dans les établissements spécialisés. De même, dans le canton de Zoug, des offres destinées à des jeunes entre AI et employabilité sur le marché du travail primaire sont actuellement examinées.
- Le renforcement de l'aide et de l'encouragement apportés aux élèves dans le cadre des offres transitoires ordinaires est lui aussi en discussion. Dans leurs rapports d'activité, plusieurs cantons soulignent le besoin croissant de mesures d'accompagnement pour les élèves faibles, notamment pour les participants à des offres transitoires ayant effectué leur scolarité obligatoire dans une école intégrative. On peut ainsi citer l'exemple du canton de Zurich, qui développe actuellement des mesures de soutien dans le cadre du remaniement des années préparatoires professionnelles (similaires à

l'EIS proposé dans le cadre d'une formation avec attestation). De même, le canton de Bâle-Ville met en place une formation intégrative dans le cadre de l'offre transitoire scolaire (quatre places).

- Enfin, on constate une tendance en faveur du repérage précoce des jeunes présentant des risques en ce qui concerne l'orientation professionnelle et le passage au degré secondaire II. Les opportunités d'intervenir précocement et de mettre en place des mesures d'accompagnement sont de mieux en mieux identifiées, favorisant ainsi leur intégration aux concepts relatifs à la transition I.

4.3 Indicateurs statistiques

4.3.1 Formation professionnelle initiale (CFC, AFP, formation élémentaire)

L'efficacité d'une offre transitoire joue un rôle non négligeable dans la capacité des étudiants à trouver une place dans une formation professionnelle initiale à l'issue de la transition. Cependant, l'évolution du nombre de raccords réussis que l'on peut observer sur plusieurs années est difficilement analysable, en particulier lorsque le contexte économique et le nombre de places d'apprentissage disponibles varient (fortement). Ces dernières années, la situation s'est modifiée en faveur des jeunes, ce qui explique que les taux de placement aient eu tendance à augmenter.

La population des 15-19 ans a connu une légère croissance entre 2005 et 2009 (+3,3 %). Fin 2013, toutefois, elle affichait le même niveau qu'en 2005. En revanche, de 2005 à 2013, le nombre de contrats d'apprentissage en cours n'a cessé d'augmenter, atteignant une croissance totale de 20 %.

Tableau 3: Contrats d'apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle initiale (évolution des effectifs) entre 2005 et 2013

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Contrats apprentissage CFC	174'814	179'372	189'078	196'648	198'500	200'161	202'395	203'240	204'864
Contrats apprentissage AFP	1'550	3'618	5'184	6'805	7'979	8'457	9'415	11'084	12'082
Contrats formation élémentaire	4'416	3'773	2'832	2'307	2'028	2'016	1'692	1'164	741
Contrats apprentissage total	180'780	186'763	197'094	205'760	208'507	210'634	213'502	215'488	217'687
15-19 ans	440'800	447'169	454'620	455'633	454'904	451'619	447'894	442'704	441'088
CA pour 1'000 15-19 ans	410	418	434	452	458	466	477	487	494

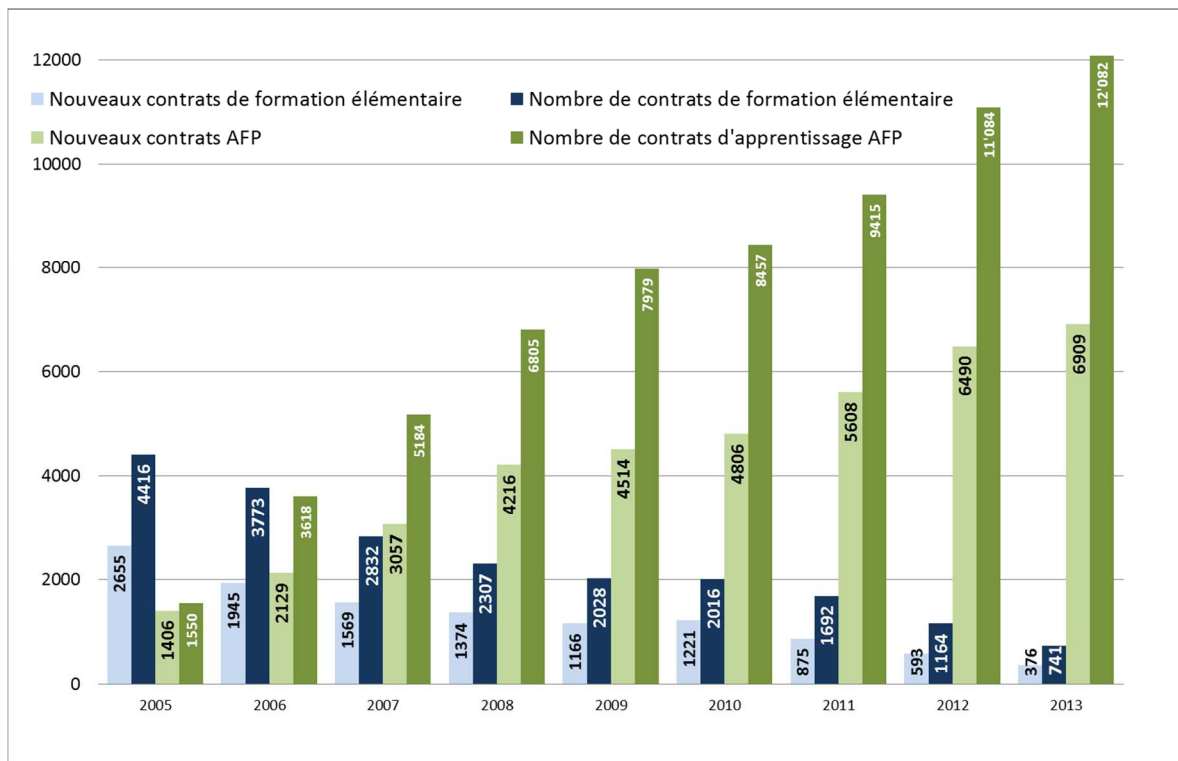
Source: ESPOP 2005 – 2010; STATPOP 2011 – 2013. Neuchâtel: OFS.

Le nombre total de contrats d'apprentissage a connu une augmentation disproportionnée: +17 % et +679 % pour la formation professionnelle initiale avec CFC et AFP, – 83 % pour la formation élémentaire (cf. figure 2, p. 24)¹⁶. En 2013, quelque 13 000 jeunes ont décroché leur AFP ou achevé leur formation élémentaire (contre 6000 environ en 2005).

Cette même année, 1048 autres jeunes ont terminé une formation pratique (FPra) selon INSOS.

¹⁶ Bien qu'elle ne figure plus dans la loi fédérale sur la formation professionnelle, la formation élémentaire peut encore être proposée pendant une période de transition, en attendant l'introduction d'une formation professionnelle initiale avec CFC dans le secteur d'activité correspondant.

Figure 2: Formations professionnelles initiales à bas seuil entre 2005 et 2013



Source: OFS, Statistiques de la formation professionnelle initiale, 2005 – 2013.

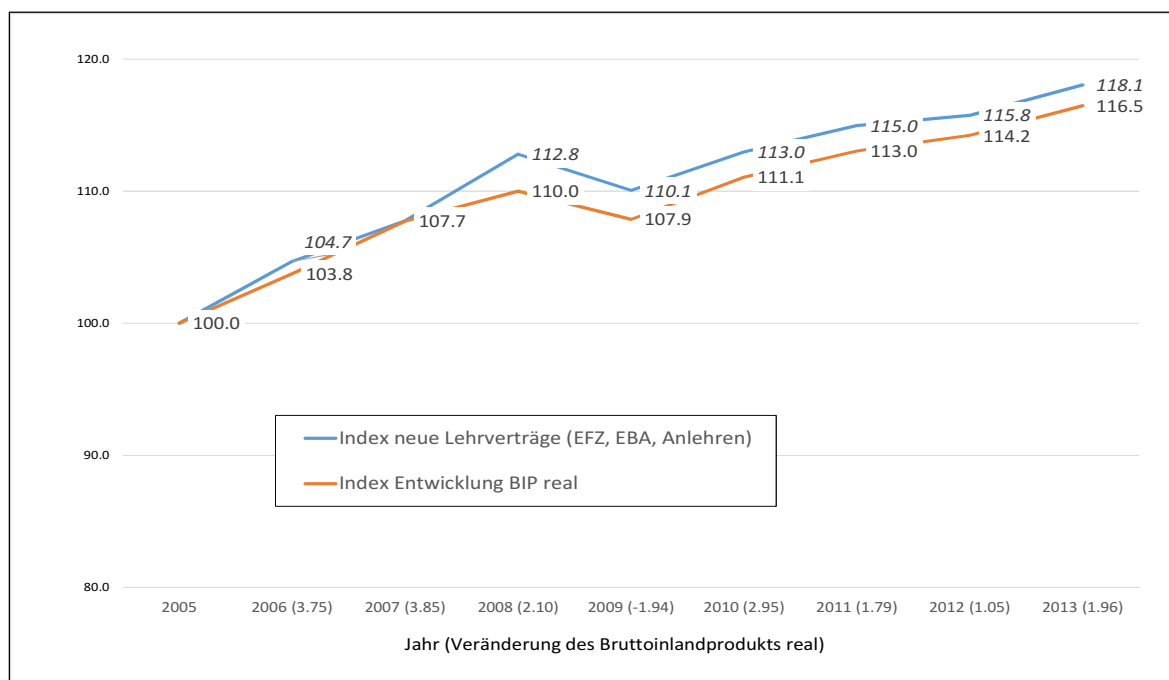
Tableau 4: Contrats d'apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle initiale conclus entre 2005 et 2013

	CFC		AFP		Formation élémentaire		Nouveaux CA total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
2005	37'022	25'526	499	907	1'940	715	66'609
2006	38'334	27'222	900	1'329	1'467	488	69'740
2007	39'360	27'799	1'443	1'614	1'231	338	71'785
2008	39'913	29'644	2'218	1'998	1'065	309	75'147
2009	38'644	28'996	2'464	2'050	892	274	73'320
2010	39'845	29'374	2'716	2'090	947	274	75'246
2011	40'707	29'388	3'229	2'379	667	208	76'578
2012	40'352	29'666	3'569	2'921	512	81	77'101
2013	41'033	30'316	3'872	3'037	311	65	78'634

Le tableau 4 indique le nombre de contrats d'apprentissage de différents types conclus entre 2005 et 2013. Il reflète la réorganisation, quasiment achevée, qui touche les profils de formation à bas seuil: tandis que le nombre de nouveaux contrats de formation élémentaire a enregistré un net recul, celui des nouveaux contrats pour des formations avec attestation professionnelle a sensiblement progressé. Jusqu'en 2007, les jeunes femmes étaient plus nombreuses à exploiter ces offres (notamment pour les métiers d'assistante du commerce de détail, assistante de bureau et em-

ployée en intendance AFP), mais les hommes ont rattrapé leur retard après cette date. Les formations avec attestation fédérale concernaient 27 types de professions en 2008, contre une petite cinquantaine en 2014.

Figure 3: Nouveaux contrats d'apprentissage (CFC, AFP et formations élémentaires), croissance économique entre 2005 et 2013



Sources: Statistiques de la formation professionnelle initiale 2005-2013 (OFS). Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

Avant le début de la crise financière de 2008, le nombre de places d'apprentissages disponibles augmentait un peu plus rapidement que le produit intérieur brut. Depuis 2009, le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage suit une évolution quasiment parallèle à celle de la croissance économique.

4.3.2 Participants aux offres transitoires et aux SEMO

4.3.2.1 Vue d'ensemble

Dans la statistique des élèves et des étudiants qu'il établit au début de chaque année scolaire, l'OFS recense entre autres des données concernant les participants aux offres transitoires.

Dans la mesure où le nombre de places disponibles au sein de la formation professionnelle initiale (duale) a connu une nette augmentation en deux ans (près de 3 %), les jeunes ont eu moins de mal à trouver une place d'apprentissage que leurs prédécesseurs. Cette évolution a aussi très probablement eu des répercussions sur la situation des solutions transitoires, dont le nombre de participants a légèrement décliné. Au moment du relevé de 2012 (début de l'année scolaire 2012/2013), plus de 16 000 jeunes et jeunes adultes bénéficiaient d'une offre transitoire publique ou (co)financée

par le secteur public, ce qui équivaut à 18,4 % de la population des jeunes âgés de 16 ans¹⁷. Lors des relevés de 2010, 2011 et 2012, cette population de référence n'a pratiquement pas varié (+0,2 %). Dans la mesure où le nombre de participants aux offres transitoires a légèrement baissé dans l'ensemble (-1,9 %), leur part dans le groupe de référence des jeunes de 16 ans n'a connu qu'un recul négligeable (de 18,8 % à 18,4 %).

Tableau 5: Offres transitoires, valeurs caractéristiques entre 2010/2011 et 2012/2013

	2010		2011		2012	
	val. abs.	%	val. abs.	%	val. abs.	%
Population des jeunes de 16 ans	87'747		86'936		87'907	
en «formation transitoire» (au jour de référence)	16'508		16'449		16'199	
- dont en préapprentissage	2'750	16.7	2'119	12.9	2'015	12.4
en SEMO (places de travail annuelles)			2'717	16.5	2'828	17.5
- femmes, part des femmes	9'040	54.8	8'959	54.5	8'734	53.9
- en % de la cohorte des 16 ans	18.8		18.9		18.4	
- en 1 ^{re} année	15'652	94.8	16'123	98.0	15'984	98.7
- en 2 ^e année (dans un petit nombre de cas, en 3 ^e et 4 ^e années, et inconnu)	250	1.5	326	2.0	215	1.3
Offre publique	14'042	85.1	14'014	85.2	14'241	87.9
Offre privée, subventionnée (50 - 100%)	1'098	6.7	1'077	6.5	864	5.3
Offre privée, subventionnée (0 - 49%)	1'344	8.1	1'344	8.2	1'080	6.7
- Part d'étrangers	6'295	38.1	5'949	36.2	6'485	40.0
- A titre de comparaison: part des étrangers en 2 ^e classe secondaire, exigences fondamentales		32.3		32.8		34.0
part des étrangers en 6 ^e classe primaire		20.4		20.9		20.9
En formation professionnelle initiale	234'463		233'223		230'529	
- dont en 1 ^{re} année de formation	69'647		70'239		74'539	
- part des femmes	42.4		42.2		42.3	
En écoles de formation générale	88'958		89'188		89'593	
- part des femmes en écoles de maturité gymnasiale	55.8		56.0		56.3	
- part des femmes en écoles de culture générale	72.6		73.1		74.7	

Source: Statistique des élèves et des étudiants. OFS Neuchâtel 2014.

Chaque année, le SECO charge la Haute Ecole de Lucerne de relever le nombre et le profil des participants aux SEMO.

Il convient de distinguer le nombre de places disponibles d'une part et le nombre de participants d'autre part, ce dernier s'avérant presque deux fois plus élevé que le nombre de places annuelles (2013/2014: 5060, incluant les participants ne bénéficiant d'aucun financement de l'AC). En effet, la durée des programmes et la fluctuation de la participation font qu'une place annuelle est occupée par 1,8 personne en moyenne. En 2013/2014, la durée moyenne de participation à un SEMO s'élevait à 125 jours (contre 110 en 2012/2013). Les places annuelles ne sont pas attribuées selon le nombre de jeunes et de jeunes adultes, mais, en règle générale, achetées en fonction du chômage des jeunes. Rapporté à la population des jeunes de 17 ans d'un canton, ce chiffre oscille entre les extrêmes que constituent les cantons de Schwyz et du Tessin.

¹⁷ Le groupe des jeunes de 16 ans représentant la classe d'âge la plus importante dans le domaine de la formation professionnelle (cf. fig. 6, p. 29), c'est lui qui a été choisi comme population de référence.

Tableau 6: Nombre de places disponibles dans les semestres de motivation (places annuelles 2014)

	Effectif moyen d'une génération âgée de 16 à 19 ans	Nombre de places annuelles (2014)		Chômage des 15-24 ans (2013; en %)
		en val. abs.	en % de l'effectif moyen d'une génération âgée de 16 à 19 ans (2013)	
Suisse	89'090	2'960	3.3	3.4
- Zurich	13'583	751	5.5	3.6
- Berne	10'581	230	2.2	2.6
- Lucerne	4'638	76	1.6	2.1
- Uri	415	1	0.2	1.4
- Schwyz	1'727	9	0.5	1.3
- Obwald	422	3	0.7	1.1
- Nidwald	448	3	0.7	0.9
- Glaris	460	3	0.7	2.7
- Zoug	1'246	32	2.6	2.0
- Fribourg	3'686	214	5.8	3.0
- Soleure	2'879	110	3.8	3.3
- Bâle-Ville	1'555	157	10.1	4.6
- Bâle-Campagne	2'964	pas de SEMO	0.0	2.9
- Schaffhouse	853	22	2.6	3.6
- Appenzell Rhodes-Extérieures	667	Les cantons d'AR et d'AI envoient certains participants dans les SEMO du canton de SG.		1.6
- Appenzell Rhodes-Intérieures	223			-
- Saint-Gall	5'821	110	1.9	2.6
- Grisons	2'064	22	1.1	1.8
- Argovie	6'982	178	2.5	3.0
- Thurgovie	3'096	90	2.9	2.7
- Tessin	3'479	247	7.1	6.3
- Vaud	9'202	354	3.8	5.1
- Valais	3'803	169	4.4	4.4
- Neuchâtel	2'087	57	2.7	6.4
- Genève	5'303	113	2.1	5.7
- Jura	910	9	1.0	4.8

Valeur supérieure d'au moins 20% à la moyenne suisse

Valeur inférieure d'au moins 20% à la moyenne suisse

Sources: Aeschbach et Villiger (Haute Ecole de Lucerne, 2014); Villiger (Haute Ecole de Lucerne, 2015); Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), 2013 et 2014. OFS STATPOP, Démographie et migration.

4.3.2.2 Profil des participants aux offres transitoires et aux SEMO

Répartition des sexes

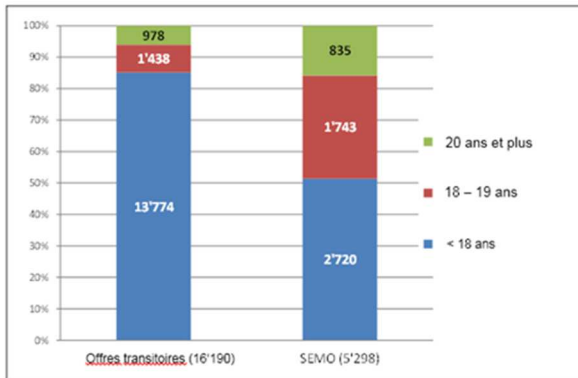
Avec 54 %, la part des femmes dans les offres transitoires se situe légèrement au-dessus de la moyenne du groupe d'âge observé et également au-dessus de celle des femmes dans la formation professionnelle initiale. Entre 2005 et 2009, la proportion de femmes ayant nouvellement intégré une formation professionnelle initiale dans le nombre total de nouveaux contrats d'apprentissage est passée de 40,8 % à 42,7 %. Après une période de déclin puis de stagnation, ce chiffre a été de nouveau atteint en 2013 (42,5 %). *Les participantes rattrapent donc – petit à petit – le niveau de leurs homologues de sexe masculin.*

Dans les SEMO, les femmes sont moins représentées que les hommes. Elles constituent 41 % des effectifs, soit une proportion à peu près équivalente à celle observée dans la formation professionnelle initiale.

Age

Figure 4: Répartition par âge des bénéficiaires d'offres transitoires et de SEMO (2012/2013)

La répartition des âges est très différente selon que l'on s'intéresse aux bénéficiaires des offres

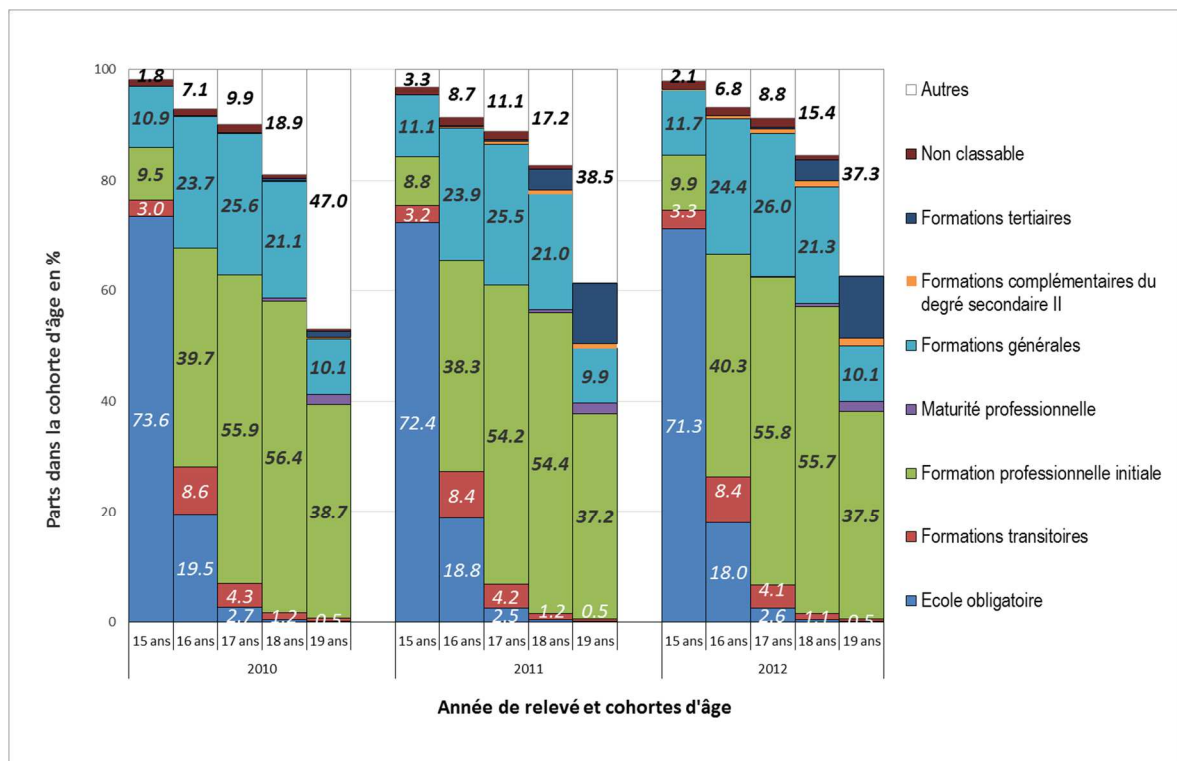


transitoires (OT) ou à ceux des SEMO. Dans les premières, 85 % des participants sont âgés de 17 ans au plus, un chiffre qui tombe à 51 % dans les SEMO; 9 % des bénéficiaires d'OT ont entre 18 et 19 ans (SEMO: 33 %) et 6 % ont 20 ans ou plus (SEMO: 16 %) (cf. figure 4). Dans les SEMO, la moyenne d'âge est principalement relevée par les jeunes étrangers (profil Intégration) et par ceux ayant interrompu leur apprentissage.

Sources: OFS, Statistique des élèves et des étudiants 2012/2013, et Aeschbach et Villiger (Haute Ecole de Lucerne) 2013.

La figure 5 montre que les participants à une offre transitoire (en rouge) représentent environ 8,5 % de leur classe d'âge. En 2012/2013, le groupe des 15-19 ans représentait 17,4 % de la cohorte des 16 ans (et non des apprentis âgés de 16 ans). Si l'on ajoute à ce chiffre la part des participants de plus de 20 ans, on obtient un résultat de 18,5 %.

Figure 5: Situation de formation des jeunes âgés de 15 à 19 ans entre 2010 et 2012

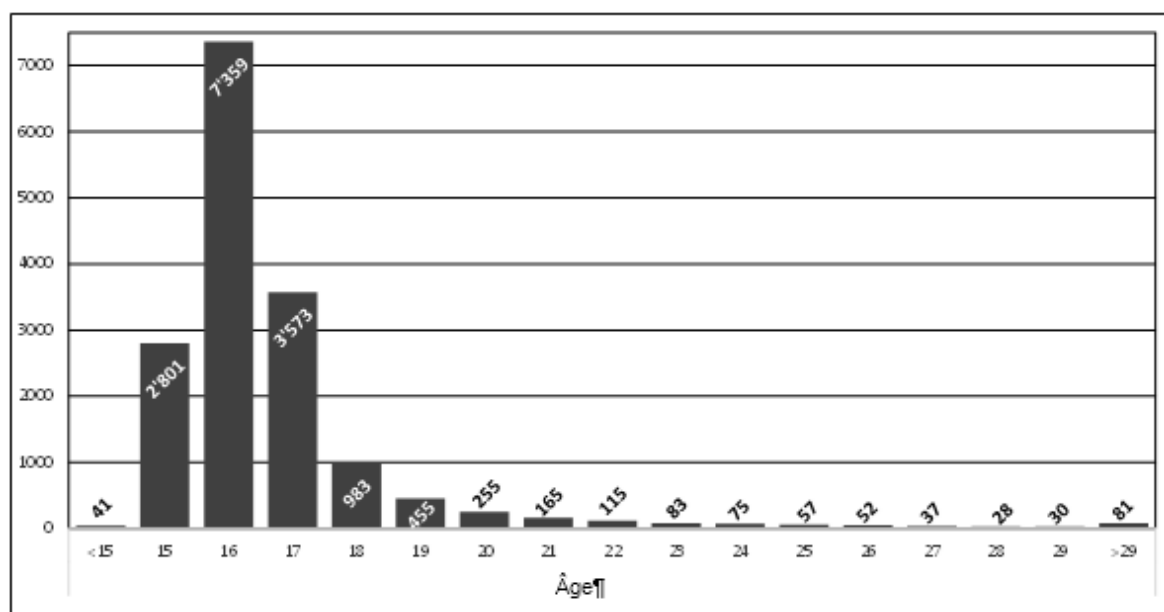


Sources: OFS, Statistique des élèves et des étudiants 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013. OFS STATPOP 2010, 2011, 2012.

La part des jeunes suivant une offre transitoire au sein de leur classe d'âge est indiquée en rouge sur le graphique. Ainsi, pour l'année de relevé 2012, on constate que la probabilité pour les jeunes âgés de 15 à 19 ans de suivre une formation transitoire est de 17,4 %, soit la somme des valeurs suivantes: 3,3 + 8,4 + 4,1 + 1,1 + 0,5 (2010: 17,6 %; 2011: 17,5 %).

Les jeunes ayant effectué leur scolarité en Suisse et les jeunes étrangers ayant récemment immigrés suivent une formation transitoire bénéficiant d'un (co)financement public avec une probabilité de 18,5 %. En ajoutant les 3,3 % de participants aux SEMO (*tableau 6*), cette proportion atteint presque 22 %. Si l'on inclut en plus les solutions transitoires à financement privé, c'est près d'un quart des jeunes qui accède à la formation professionnelle ou à une école de formation générale par des voies détournées. Tous ces chiffres sont confirmés par l'étude menée en 2014 par Scharenberg et al¹⁸.

Figure 6: Age des élèves et des étudiants suivant une formation transitoire (2012/2013, détails)



Source: OFS, Statistique des élèves et des étudiants 2012/2013, T6.1

Parmi les participants aux offres transitoires, 94 % appartiennent à la cohorte des 14-19 ans et 96,5 % à celle des 14-21 ans. Une petite minorité (3,5 %) est constituée de jeunes adultes âgés de 22 ans ou plus.

Les *figures 4 et 6* montrent que les autorités responsables des offres transitoires et des SEMO admettent également de jeunes adultes nettement plus âgés que la moyenne du groupe-cible auquel s'adressent prioritairement ces propositions. Cet écart est dû au profil des jeunes bénéficiaires d'offres visant l'intégration et des participants aux SEMO. Ces deux types de formation sont délibérément souples quant à la limite d'âge maximum. C'est la raison pour laquelle la part d'étudiants en provenance directe de l'école obligatoire y est bien moins importante qu'ailleurs.

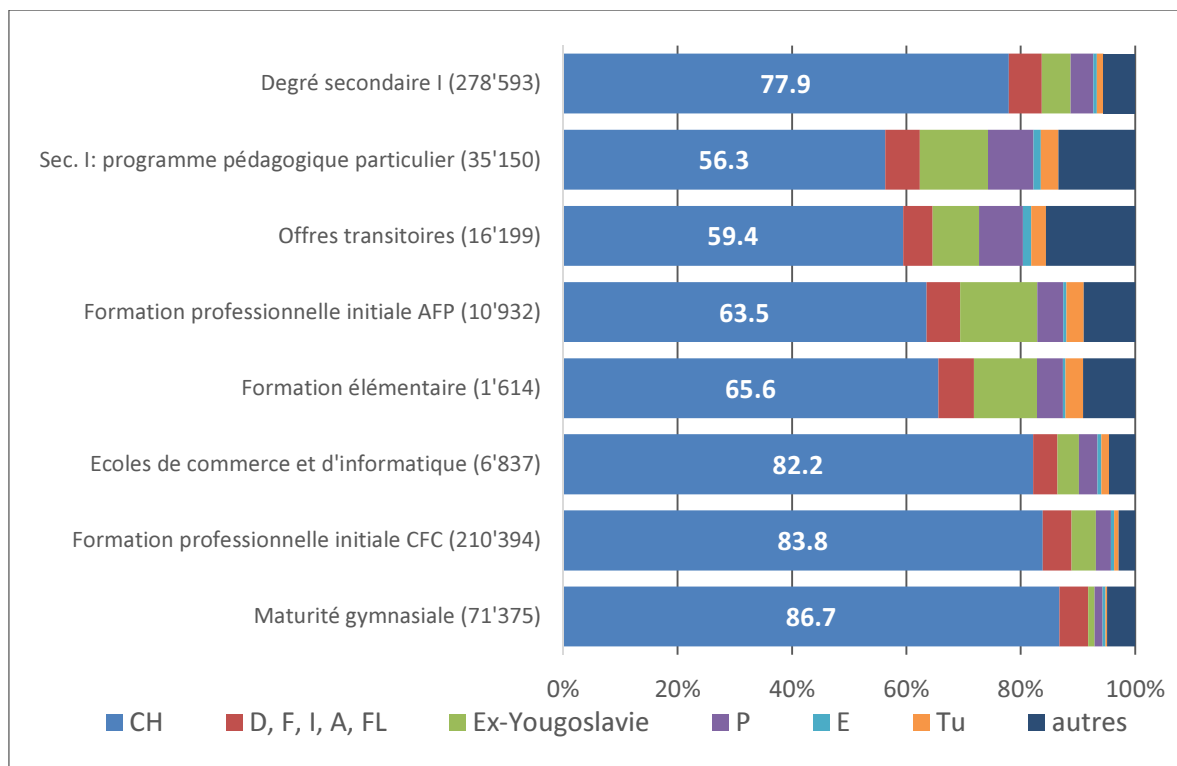
Si l'on considère uniquement le groupe des 15-19 ans recourant à une offre transitoire, on note un léger recul de l'âge moyen (2010: 17,6 ans, 2011: 17,5 ans; 2012: 17,3 ans). Cependant, les différences étant minimes, il convient d'attendre avant de conclure à une véritable tendance à la baisse (p. ex. due à un repérage plus précoce, ou mieux effectué, des jeunes dépourvus de solution de raccordement).

¹⁸ L'étude de Scharenberg et al. 2014, qui s'intéressait à la cohorte TREE (génération sortie de l'école en 2000, aujourd'hui âgée d'une trentaine d'années), a montré que 20 % des élèves recourent à une solution transitoire (offre transitoire, SEMO, initiative privée) au cours de la première année suivant la fin de la scolarité obligatoire.

Nationalité

Les jeunes ressortissants étrangers représentent 40 % des effectifs des offres transitoires. C'est deux fois plus qu'en 6^e classe primaire et plus également qu'en 8^e année du degré secondaire I à exigences fondamentales. L'écart est dû d'une part aux différences de contextes socio-économiques/familiaux, d'autre part à la présence des jeunes étrangers initiés aux offres d'intégration.

Figure 7: Répartition des élèves et des étudiants selon la nationalité et le niveau/type de formation (2012/2013)



Source: OFS 2014. Statistique des élèves et des étudiants 2012/2013. T2 Elèves et étudiants répartis selon le niveau de formation, le type de cursus et la nationalité 2012/2013.

La figure 7 et le tableau ci-après qui lui est associé présentent un aperçu détaillé de l'origine (ou de la nationalité) des participants étrangers aux offres transitoires.

Informations relatives à la figure 7:

Niveau scolaire / type de formation		Répartition des élèves et des étudiants selon la nationalité (en %)						
		CH	D, F, I, A, FL	Ex-Yougoslavie	Portugal	Espagne	Turquie	Autres
Degré secondaire I	278'593	77.9	5.8	5.0	3.9	0.6	1.2	5.5
Offres transitoires	16'199	59.4	5.2	8.1	7.7	1.4	2.6	15.6
Formation professionnelle initiale AFP	10'932	63.5	5.9	13.5	4.5	0.6	3.0	9.0
Formation élémentaire	1'614	65.6	6.2	11.0	4.5	0.4	3.1	9.1
Sec. I: programme pédagogique particulier	35'150	56.3	6.1	11.9	7.9	1.3	3.1	13.4
Ecoles de commerce et d'informatique	6'837	82.2	4.3	3.7	3.3	0.7	1.3	4.6
Formation professionnelle initiale CFC	210'394	83.8	5.0	4.2	2.7	0.5	0.8	2.9
Maturité gymnasiale	71'375	86.7	5.0	1.1	1.4	0.5	0.3	4.9

Source: OFS 2014. Statistique des élèves et des étudiants 2012/2013. T2 Elèves et étudiants répartis selon le niveau de formation, le type de cursus et la nationalité 2012/2013.

Dans les SEMO également, les étrangers représentent 40 % des effectifs, et sont originaires de pays pour moitié membres de l'UE. Une bonne partie de cette catégorie de participants a en outre obtenu la nationalité suisse.

Durée de la participation

La quasi-totalité des participants aux OT n'y restent pas plus d'un an, conformément aux règles fixées par la plupart des organes responsables ou des cantons financeurs. Durant l'année scolaire 2010/2011, la part des jeunes suivant une formation transitoire pendant plus d'un an s'élevait à 1,8 %, passant à 2 % en 2011/2012 (dont 0,3 % restant dans le cursus pendant trois ou quatre ans) et à 1,3 % en 2012/2013. Cette situation constitue donc une exception, comme la faiblesse des pourcentages suffit à le montrer. Il s'agit principalement de jeunes récemment immigrés sans connaissance de la langue locale, pour qui une formation transitoire d'intégration de deux ans s'avère souvent pertinente. Si le recul à 1,3 % figurant dans le relevé de 2012/2013 devait refléter une tendance, il faudrait sans doute qualifier cette évolution de dysfonctionnelle.

La durée moyenne de la participation aux SEMO est de 110 jours (soit 22 semaines ou 5 mois et demi environ). Cette brièveté s'explique d'une part par la durée maximale fixée pour ce genre de cursus, d'autre part par les événements pouvant mettre précocement fin au parcours (entre autres intégration d'une formation professionnelle initiale ou d'une école, stage, préapprentissage, interruption voulue par le participant ou exclusion décidée par la direction du programme).

Autres caractéristiques des participants

Les informations concernant d'autres caractéristiques des participants, telles que leur souhait de formation, leur degré de motivation, leur milieu socio-économique et leurs résultats scolaires notamment, ne sont pas disponibles et n'ont pas été recueillies au moyen d'une enquête primaire. En effet, ce projet aurait fortement grevé le budget du mandat, et, plus important encore, n'aurait apporté aucune valeur ajoutée pour le pilotage du programme ou la planification des capacités. Guidés par le leitmotiv «Pas de diplôme sans passerelle», les cantons veillent à ce que les jeunes sortant de l'école – s'ils ne sont pas inscrits dans une école de formation générale, une formation professionnelle initiale ou une solution transitoire privée – bénéficient d'une offre qui leur permette de reprendre le chemin d'un cursus du degré secondaire II. En plus de 20 ans d'existence, les solutions transitoires (OT, SEMO) ont montré que les caractéristiques empêchant un jeune d'intégrer directement ce degré sont toujours multiples, d'intensité diverse et concomitantes: lacunes scolaires (notamment linguistiques et mathématiques), inadéquation entre le souhait professionnel et les places d'apprentissage disponibles, connaissances insuffisantes ou nulles de la langue locale, manque d'estime de soi, fatigue scolaire, motivation défailante, absence de soutien ou de stimulation de la part des parents, dévalorisation par le milieu social, problèmes de santé (consommation de substances addictives, maladie psychique, traumatisme).

Cette liste non exhaustive donne une idée de la difficulté et de l'ampleur du travail qu'il faudrait effectuer pour obtenir des données valides et refléter la complexité des profils individuels de façon à dégager des informations apportant une plus-value pour le pilotage du projet. En l'occurrence, le fait de ne pas avoir recueilli d'autres données primaires auprès des jeunes ne constitue pas un manque et ne devrait guère entraver le pilotage. Par ailleurs, les principales sources d'informations pour le pilotage restent les procédures d'admission, qui permettent (ou devraient permettre) de

déterminer le besoin d'aide de chaque jeune. Aussi la valeur d'un système d'offres transitoires, ou plutôt son organisation qualitative et quantitative se manifeste-t-elle dans sa capacité à prendre en compte les besoins spécifiques des participants en leur proposant des éléments/modules personnalisés, autrement dit une combinaison adaptée d'unités individuelles et collectives de cours et de pratique.

Les spécialistes de l'insertion professionnelle s'accordent en effet à dire que les profils de base, déjà présentés, que sont la formation scolaire, l'offre «Combi» et les cours d'intégration suffisent pour accueillir tous les jeunes concernés, mais ils estiment que de larges pans du programme proposés dans ce cadre doivent suivre un déroulement personnalisé. La procédure d'admission, la formulation des objectifs et les évaluations intermédiaires permettent aux enseignants, aux coaches en insertion professionnelle et aux autres acteurs de prendre la mesure des besoins de chaque élève.

Répartition des bénéficiaires d'OT et de SEMO par canton

Depuis 2010, l'Office fédéral de la statistique publie des évaluations basées sur des données individuelles qui, depuis 2011, peuvent être associées à des relevés ultérieurs grâce au numéro AVS des jeunes. Par rapport à la période antérieure à cette date, cela permet une analyse plus nuancée des données concernant les élèves et les étudiants durant leur cursus au sein d'un institut de formation suisse.

Afin d'identifier les bénéficiaires des offres transitoires d'un canton en fonction de leur domicile, on peut, depuis 2013 (à partir de la Statistique des élèves et des étudiants 2012/2013), établir des recoupements individuels entre le lieu de scolarisation de l'année précédente et l'offre transitoire fréquentée (canton) au cours de l'année scolaire considérée. On estime que le nombre de changements de domicile est marginal.

Durant la période de relevé, 18,7 % des jeunes de 15 ans ont bénéficié d'une offre transitoire. Le nombre de participants aux OT et aux SEMO, de même que la part qu'ils représentent dans la population des jeunes de 15 ans (valeur de référence) diffèrent d'un canton à l'autre, parfois dans des proportions considérables (*cf. tableau 7, p. 33*):

- Dans six cantons, moins de 10 % de la cohorte des 15 ans ont participé à une offre transitoire.
- Dans sept cantons, ce chiffre oscillait entre 10 et moins de 15 %.
- Dans huit cantons, il se situait entre 15 et moins de 20 %.
- Dans cinq cantons, il était supérieur à 20 %.

La valeur la plus basse était de 4 % (canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures) et la plus haute de 54 % (canton de Bâle-Ville)¹⁹. Le taux des bénéficiaires des cantons est avant tout influencé par la part et l'origine des jeunes étrangers, par l'offre de places d'apprentissage et le chômage des jeunes, par la proportion de jeunes fréquentant une école de formation générale, par le niveau des seuils fixés

¹⁹ Le chiffre de 54 % pour le canton de Bâle-Ville est vraisemblablement surestimé. Sur la base de sources d'informations différentes pour les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, nous tablons sur un maximum de 46 % pour le premier et de 19 % pour le second. Nous supposons que la mobilité des élèves et des étudiants entre les deux cantons, plus élevée que la moyenne, n'est pas reflétée de manière exacte par les chiffres fournis par l'OFS, mais ne sommes pas parvenus à consolider les données des deux cantons bâlois. Toutefois, nos hypothèses ne modifieraient que marginalement le pourcentage national (18,6 %).

pour accéder aux OT (contrôle; limitation ou non des effectifs²⁰) ainsi que par l'adéquation des aptitudes des candidats aux exigences des entreprises de formation. La présente étude n'a pas permis de formuler de conclusions plus approfondies quant aux relations de cause à effet. Cette analyse ne peut de toute façon pas être réalisée sans données de très bonne qualité.

Tableau 7: Valeurs caractéristiques des offres transitoires par canton, 2012/2013²¹

	Total	Canton d'hébergement de l'offre transitoire													
		ZH	BE	LU	UR	SZ	OW	NW	GL	ZG	FR	SO	BS	BL	
Population des jeunes de 15 ans (2011)	85'521	13'283	10'110	4'389	400	1'696	436	436	435	1'243	3'611	2'833	1'423	2'861	
Total de la capacité d'accueil utilisée dans le canton (le jour de référence)	16'199	2'634	2'622	662	29	176	37	36	30	211	405	262	1'078	503	
dont part des jeunes domiciliés dans le canton	15'162	2'526	2'505	621	29	176	37	34	30	208	402	250	746	448	
en % de toutes les places utilisées		95.9	95.5	93.8	100.0	100.0	100.0	94.4	100.0	98.6	99.3	95.4	69.2	89.1	
Domicile de l'anne précédente inconnu	101	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	
en % des places disponibles		0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.5	0.0	
Jeunes venus d'un autre canton	936	108	116	41	0	0	0	2	0	3	3	12	327	55	
en % des places disponibles		4.1	4.4	6.2	0.0	0.0	0.0	5.6	0.0	1.4	0.7	4.6	30.3	10.9	
Jeunes partant dans un autre canton	936	18	27	16	3	20	8	10	7	17	148	78	30	281	
en % (des jeunes ayant obtenu une place dans leur canton)	5.7	0.7	1.0	2.6	10.3	11.4	21.6	29.4	23.3	8.2	19.4	31.2	4.0	62.7	
Total des jeunes ayant obtenu une place dans une offre transitoire	16'098	2'544	2'532	637	32	196	45	44	37	225	550	328	776	729	
en % de la cohorte des jeunes de 15 ans	18.7	19.2	25.0	14.5	8.0	11.6	10.3	10.1	8.5	18.1	15.2	11.6	54.5	25.5	
Suite		SH	AR	AI	SG	GR	AG	TG	TI	VD	VS	NE	GE	JU	
Population des jeunes de 15 ans (2011)	837	671	222	5'536	1'983	6'858	2'978	3'413	8'431	3'525	1'991	5'015	905		
Total de la capacité d'accueil utilisée dans le canton (le jour de référence)	132	115	0	831	156	1'012	379	282	2'387	557	332	1'207	124		
dont part des jeunes domiciliés dans le canton	126	104	0	737	153	992	369	267	2'263	554	293	1'171	121		
en % de toutes les places utilisées		95.5	90.4	0.0	88.9	98.5	98.0	97.4	95.9	94.8	99.5	91.1	97.2	98.2	
Domicile de l'anne précédente inconnu	0	0	0	14	1	0	0	10	0	0	35	34	1		
en % des places disponibles		0.0	0.0	0.0	1.7	0.6	0.0	0.0	3.5	0.0	10.5	2.8	0.8		
Jeunes venus d'un autre canton	6	11	0	80	2	20	10	5	124	3	4	2	2		
en % des places disponibles		4.5	9.6	0.0	9.6	1.3	2.0	2.6	1.8	5.2	0.5	1.2	0.2	1.6	
Jeunes partant dans un autre canton	11	17	9	21	11	64	31	20	34	21	7	7	20		
en % (des jeunes ayant obtenu une place dans leur canton)	8.7	16.3	100.0	2.8	7.2	6.5	8.4	7.5	1.5	3.8	2.4	0.6	16.5		
Total des jeunes ayant obtenu une place dans une offre transitoire	137	121	9	758	164	1'056	400	287	2'297	575	300	1'178	141		
en % de la cohorte des jeunes de 15 ans	16.4	18.0	4.1	13.7	8.3	15.4	13.4	8.4	27.2	16.3	15.1	23.5	15.6		

Le nombre de jeunes bénéficiant d'une offre transitoire dans un autre canton (par obligation ou non), est relativement modeste (936, soit 5,8 % du total) mais réparti de manière très inégale. Cinq cantons (BS, VD, BE, ZH et SG) accueillent 80 % de ces 936 jeunes, 16 autres se partageant les 20 % restants. De même, 80 % de ces jeunes sont originaires de 11 cantons, et 20 % des 15 autres.

²⁰ Certains cantons, peu nombreux, fixent en effet des objectifs quantitatifs à atteindre (en cas de baisse des effectifs) ou à ne pas dépasser.

²¹ Si l'on prend en compte les domiciles «inconnus», les taux se modifient comme suit: NE: 16,8 % (contre 15,1 %), GE: 24,2 % (contre 23,5 %), SG: 13,9 % (contre 13,7 %), TI: 8,7 % (contre 8,4 %).

Tableau 8: Domicile des bénéficiaires d'OT l'année précédant le relevé et site de l'offre transitoire (2012/2013)²²

		Total	Canton d'hébergement de l'école																									
			AI	UR	GR	GL	TI	NW	OW	SZ	SO	TG	SG	LU	FR	AG	JU	VS	SH	NE	AR	ZG	ZH	GE	BE	BL	VD	BS
Canton de domicile durant l'année précédant l'intégration d'une solution transitoire	ZH	2'544									2	4		2				2				###		7			1	
	BE	2'532								7			3	2	1	2						8	###		1		3	
	LU	637						1			1		621										8		4	1	1	
	UR	32		29									2										1					
	SZ	196								176			1	4									3	11		1		
	OW	45						1	37					6											1			
	NW	44						34						8										1		1		
	GL	37				30							1											6				
	ZG	225											9		1								208	5		2		
	FR	550										1	8	402	1										19		119	
	SO	328								250				1	12									6		9	28	22
	BS	776												1										2		5	22	746
	BL	729									1			1										2	3	448		274
	SH	137										1								126				9		1		
	AR	121										1	14									104		2				
	AI	9		0									2										7					
	SG	758			1							5	737			1							3		11			
	GR	164			153		5									1								4		1		
	AG	1'056									3		6	992										23		5	2	25
	TG	400										369	17		1					4		1		7		1		
	TI	287			1		267						18											1				
	VD	2'297											9		1										2			###
	VS	575										5						554						1		13		2
	NE	300											1								293					6		
	GE	1'178																						###		4		2
	JU	141															121					4				13	1	1
n. rens. en %	101		0	1	0	10	0	0	0	0	0	14	0	0	0	1	0	0	35	0	0	0	34	1	0	0	5	
			0	0.6	0	3.5	0	0	0	0	0	1.7	0	0	0	0.8	0	0	10.5	0	0	0	2.8	0.0	0	0	0.5	

Dans les cantons de BL²³, FR et SO, les jeunes quittant le canton pour participer à une OT sont plus nombreux que ceux qui arrivent d'ailleurs. Au contraire, les cantons de BS, VD, ZH et BE affichent les «excédents d'importation» les plus élevés. Certains cantons ont mis sur pied une collaboration, comme ceux de la Suisse centrale, qui ont élaboré un programme pédagogique commun.

Le *tableau 8* montre que les jeunes sont extrêmement peu nombreux à suivre un cursus dans une région où est parlée une autre langue que la leur. Tout au plus cette opportunité est-elle proposée au sein de certains cantons (p. ex. *l'année linguistique*), notamment dans les cantons bilingues de Fribourg, du Valais et de Berne. Si l'on considère qu'il est très probable que les jeunes entament leur formation dans la région où résident leurs parents, recherchant pour cette raison une place de formation ainsi qu'un poste d'apprentissage rémunéré au même endroit, cette réserve est facilement compréhensible. Cependant, il ne faut en aucun cas sous-estimer le profit que les jeunes peuvent tirer d'un «changement de décor» en termes de développement personnel.

Les deux Bâle se concertent pour mutualiser leurs offres transitoires respectives, afin que les jeunes des deux cantons puissent en bénéficier. Il faut dire que Bâle-Campagne ne propose pas de SEMO, et que ses jeunes n'ont pas non plus accès à ceux de Bâle-Ville, contrairement aux jeunes des districts soleurois de Dorneck et de Thierstein. Les jeunes des cantons d'Uri, de Schwyz, d'Obwald et de Nidwald bénéficient d'un accès réglementé à l'offre proposée à Goldau, tout comme ceux des cantons de Saint-Gall, d'Argovie et d'Appenzel Rhodes-Intérieures peuvent participer aux SEMO du

²² Cf. note de bas de page 19.

²³ Cf. note de bas de page 19.

canton de Saint-Gall organisés à Saint-Gall ou à Heiden (AR). Dans ces régions, la participation à un SEMO se déroulant ailleurs que dans le canton de domicile fait donc figure d'exception.

Transitions

Environ 1800 jeunes intègrent un SEMO directement après avoir achevé leur scolarité obligatoire (soit près de 2 % d'une promotion comptant quelque 80 000 élèves)²⁴.

Il est possible d'établir une estimation de la part d'étudiants intégrant une offre transitoire à l'issue de l'école obligatoire: environ 1500 jeunes/jeunes adultes étaient en première année d'offre transitoire en 2012/2013 (au jour de référence). En supposant que 800 d'entre eux suivaient les cours d'intégration sans avoir fréquenté une école suisse ou achevé un cursus dans un établissement de ce type (jeunes récemment immigrés), on en conclut qu'approximativement 16,5 % d'une promotion poursuivent leur formation par une offre transitoire.

La moyenne nationale des élèves intégrant directement une offre transitoire publique ou cofinancé par le secteur public ou un SEMO à l'issue de leur scolarité obligatoire (9^e année d'école) est donc estimée à 18,5 %.

Certains cantons fixent une limite aux capacités des offres transitoires, comme c'est le cas dans le canton de Thurgovie, qui n'admet pas plus de 15 % d'une promotion sortante. En 2012, ce seuil était même plus bas, en raison, entre autres, du grand nombre de places de formation offertes aux apprenants cette année-là (entre 2007 et 2013, le nombre de places proposées dans les OT et par tant, le recours à ce type de formation ont enregistré un recul de 32 %)²⁵.

4.3.3 Participation à des formations pratiques (FPra/INSOS; non reconnues par la LFPr)

En 2013, INSOS, association de branche nationale des institutions pour personnes avec handicap, recensait 1048 contrats d'apprentissage dans la formation pratique, dont 648 concernaient des élèves de première année et 400 des jeunes de deuxième année. Les secteurs les plus représentés étaient l'hôtellerie et l'économie domestique (409 apprentis au total), l'horticulture et l'agriculture (158 au total), la métallurgie et l'industrie mécanique (77 apprentis), le travail du bois (72), les emplois de bureau, la logistique et la médiamatique (71).

Si l'on admet qu'une partie de ces jeunes – à l'instar des apprentis CFC et AFP – ont suivi une année préparatoire professionnelle avant d'entamer leur formation, le nombre de bénéficiaires d'une solution transitoire publique ou cofinancée par le secteur public augmente de façon indéterminée (hausse estimée entre 0,5 et 1 %).

4.4 Conditions de participation et procédures d'affectation

Afin de limiter le nombre d'interruptions et d'éviter que les jeunes ne quittent le programme en cours de formation, les cantons établissent des règles assez strictes pour l'admission dans une offre

²⁴ Aeschbach et Villiger (Haute Ecole de Lucerne) 2013: p. 9.

²⁵ Suite à l'assainissement des finances cantonales, le Département de l'éducation et de la culture a décidé de fermer le site de Kreuzlingen et de réduire les capacités. Le nombre de places visé (280) correspondrait à environ 10 % de la population des jeunes de 16 ans susceptibles de participer eux-mêmes à une offre transitoire dans le canton (2012: 12,4 %).

transitoire. Bien que la formulation diffère, le contenu de ces conditions d'admission se recoupe largement d'un programme à l'autre.

L'intégration d'une offre provisoire (formations scolaires et combinées) est soumise à un certain nombre de prescriptions formelles: les candidats doivent avoir achevé leur scolarité obligatoire et être âgé de 15 à 17 ans. La limite d'âge, en réunissant des participants concernés par le programme, assure un minimum d'homogénéité au sein du groupe, quand bien même les offres transitoires réservent une place importante à l'encadrement personnalisé (groupes d'apprentissage, coaching individuel). Signalons également que la formation professionnelle doit commencer rapidement après la fin de l'école obligatoire. Ces conditions paraissent logiques et sensées si l'on se place du point de vue des institutions prestataires. Cependant, en cas de marginalisation (non-admission, exclusion), elles augmentent le risque de rupture totale des liens qui relient au système éducatif les jeunes manquant de maturité pour ce genre de programmes.

Dans le profil Intégration, la limite d'âge est le plus souvent relevée à 25 ans, et peut même être encore reculée sur demande pour certains candidats – une mesure parfaitement cohérente si l'on considère les particularités du groupe ciblé par ces cours. Quelques formations scolaires et combinées, plus rares, appliquent elles aussi parfois une politique d'âge plus souple, dans la limite de la marge de manœuvre existante en termes de capacités disponibles. Dans tous les cas, les candidats doivent prouver qu'ils ont tout mis en œuvre pour trouver une place de formation, remettre leur dossier d'inscription complet dans les délais impartis, justifier de notes minimales (pour certains profils), présenter un rapport rédigé par un enseignant du degré secondaire I et exploiter les aides à l'orientation professionnelle mises à leur disposition. Ils doivent aussi manifester clairement leur motivation et leur implication.

Si les jeunes sans solution de raccordement doivent être signalés au canton par les enseignants, la plupart des élèves en fin de scolarité obligatoire remettent eux-mêmes leurs dossiers de candidature. Selon les cantons, les délais d'inscription s'étalent sur quatre mois (de fin février à fin juin). Cette grande marge de fluctuation s'explique principalement par les diverses procédures d'admission, qui exigent une charge de travail plus ou moins importante, et par la taille variable des populations d'élèves. Elle ne dispense cependant pas les candidats de poursuivre leurs efforts pour trouver une place de formation après avoir déposé leur dossier d'inscription.

Dans les cantons de petite taille, où une seule et unique institution propose des offres transitoires, les inscriptions sont directement envoyées à l'école correspondante, qui se charge d'examiner les candidatures et de leur attribuer une formation adéquate. Dans les cantons de moyenne et grande tailles, les procédures sont plus complexes: les dossiers sont examinés et triés par une commission spécialement prévue à cet effet, composée de représentants des offres transitoires, de l'orientation professionnelle et éventuellement du CM FP ainsi que d'autres experts. Le but est d'aboutir à une affectation correcte au profil d'OT qui convient, en appliquant p. ex. le principe de triple lecture tel que le pratique le canton de Lucerne, ou lors d'une conférence de tri des dossiers comme il s'en organise dans les deux Bâle. Dans plusieurs cantons, les formations accueillant les élèves ont le dernier mot. Elles peuvent ainsi refuser des candidats dont la motivation et la volonté semblent insuffisantes.

Comparée aux offres transitoires, l'admission à un semestre de motivation est moins restrictive. Cette formation est ouverte aux jeunes et aux jeunes adultes âgés de 15 à 24 ans qui ont droit à une indemnité de chômage, ne sont titulaires d'aucun diplôme et souhaitent suivre une formation²⁶.

Du fait des explications susmentionnées, il est évident que les participants d'un SEMO forment en général un groupe plus hétérogène que ceux d'une OT. Cela est notamment dû au fait que les SEMO constituent une sorte de «filet de sauvetage». Les mesures visant à réduire le risque d'interruption en cours de formation et partant, à atteindre un bon taux de diplômés ne sont pratiquement jamais mises en œuvre étant donné le droit légal aux aides de l'AC et ne sont certainement pas utilisées de manière systématique. Compte tenu de ces disparités, il n'est pas très pertinent de comparer la réussite des OT et des SEMO selon les mêmes critères.

4.5 Prestataires et capacités disponibles, coûts

4.5.1 Prestataires de solutions transitoires et capacités d'accueil

88 % de la capacité des offres transitoires sont fournis par des organismes publics (cantons, communes ou associations de communes) et 5 % par des structures privées, tous subventionnés à plus de 50 %. Les 7 % restants sont mis à disposition par des acteurs privés subventionnés à moins de 50 %.

Parmi les prestataires proposant des SEMO, 14 % sont soutenus par une raison individuelle, une Sàrl ou une SA; 85 % bénéficient du soutien de l'administration publique, d'une fédération, d'une association à but non lucratif ou d'une fondation.

On dénombre environ 190 offres transitoires, cours d'intégration et SEMO (souvent multiples dans les cantons de moyenne et grande tailles) proposés par 167 prestataires (organes responsables).

Le *tableau 9* montre que les différents types d'offres sont largement présents sur l'ensemble du territoire suisse. Pour assurer l'accessibilité des formations dans toutes les régions, certains cantons collaborent de façon formelle ou admettent des candidats recrutés au-delà de leurs frontières contre paiement d'une participation forfaitaire.

²⁶ Ces conditions s'appliquent aux jeunes étrangers uniquement s'ils sont domiciliés en Suisse depuis dix ans.

Tableau 9: Capacité d'accueil des offres transitoires 2012/2013, en nombre de places disponibles

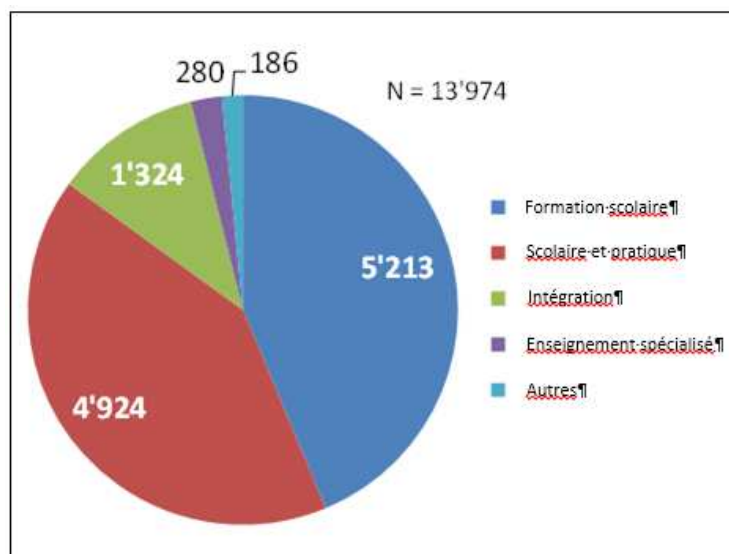
	Total 2012/13	Total 2012/13 ohne sonderpäd. Schule	Schule	Kombination Schule + Praxis	Integration	sonderpäd. Schule	andere
ZH	2'123	2'111	538	1'320	253	12	0
BE	2'229	2'182	1'157	825	200	47	0
LU	665	654	207	335	67	11	45
UR	29	29	15	14	0	0	0
SZ	177	177	61	102	14	0	0
OW	41	41	14	27	0	0	0
NW ¹⁾	50	50	0	0	0	0	0
GL	43	43	33	0	10	0	0
ZG	201	197	60	68	69	4	0
FR	235	235	0	52	183	0	0
SO	239	205	114	67	24	34	0
BS	849	849	392	313	144	0	0
BL	436	428	370	58	0	8	0
SH	178	178	39	102	13	0	24
AR ¹⁾	122	122					
AI ²⁾	0	0	0	0	0	0	0
SG	798	750	158	496	42	48	54
GR	235	210	95	109	6	25	0
AG	974	883	613	116	154	91	0
TG	380	380	110	270	0	0	0
TI ¹⁾	279	279	0	0	0	0	0
VD	1'528	1'528	848	535	145	0	0
VS	567	567	389	115	0	0	63
NE ¹⁾	345	345	0	0	0	0	0
GE ¹⁾	1'125	1'125	0	0	0	0	0
JU ³⁾	126	126	0	0		0	0
Total	13'974	13'694	5'213	4'924	1'324	280	186

¹⁾ Données concernant uniquement le total

²⁾ Pas d'offre transitoire propre

³⁾ Chiffres 2011/12; pas de données concernant le profil Intégration

Figure 8: Places offertes dans les offres transitoires selon le profil (2012/2013)



Les formations scolaires et «Combi» (école et pratique) représentent ensemble 85 % de l'offre (respectivement 44 % et 41 %). Le profil Intégration absorbe 11 % des places. Les 4 % restants reviennent aux cursus d'enseignement spécialisé et aux autres profils.

Les populations de jeunes présentant des caractéristiques parfois très différentes, la structure des offres de certains cantons peut diverger fortement de ces valeurs moyennes.

Source: Relevé effectué par les prestataires d'offres transitoires.

Les SEMO proposent au total 2828 places annuelles (en 2012/2013), occupées par 5310 participants. Le volet scolaire de ces offres, adapté aux exigences spécifiques des bénéficiaires, correspond en moyenne à 25 % des cours (de 0 à 50 % selon le cursus). C'est nettement moins que dans les offres transitoires, où il représente 44 % du programme.

4.5.2 Coûts et financement

Le coût d'établissement détaillé d'une place en OT ou en SEMO (infrastructure, gestion, participations éventuelles) est difficile à évaluer et à représenter. Même si les différentes formations transitoires fournissaient des données fiables, on ne pourrait les exposer clairement qu'à grand renfort d'explications. Les personnes familiarisées avec la pratique connaissent bien cette problématique et se montrent prudentes quant à la publication des informations: c'est pourquoi il est délicat d'obtenir des prestataires des relevés de données systématiques.

Les offres transitoires et plus particulièrement les SEMO, explicitement axés sur l'encouragement individuel des participants, sont bien moins normalisés que les classes ordinaires de l'école obligatoire, organisées selon le programme pédagogique, les dotations d'heures, les ressources en personnel pour chaque classe, etc. En pratique, pour reconstituer les coûts, il faudrait procéder au cas par cas, en prenant en considération le canton, l'organe responsable et son profil de prestations, le type de solution transitoire (notamment le public ciblé par une offre et la part qu'elle réserve à la pratique), les prestations de tiers, etc. Or l'implication nécessaire et dispendieuse d'acteurs très divers (service comptable, direction d'école ou de projet, secrétariat, administration cantonale, etc.) que ce travail demanderait serait disproportionnée au vu de la plus-value qu'on peut espérer en retirer.

Ces obstacles obligent à se tourner vers des sources alternatives, qui ont le mérite de fournir au moins un ordre de grandeur des coûts:

- **Indications de coûts forfaitaires** pour une place «moyenne» fictive en offre transitoire, indépendamment du profil: cette valeur s’obtient en divisant les coûts totaux indiqués dans les rapports de gestion (p. ex. ceux des conseils d’Etat) par le nombre de places mentionnées. Le résultat n’est pas très éclairant dans la mesure où il concerne un profil moyen d’offre transitoire sans existence réelle. Les comparaisons entre cantons s’avèrent impossibles dès lors que la proportion des différents profils varie entre eux.
- **Procédé similaire pour les SEMO**: les dépenses consenties par le SECO sont divisées par le nombre de places achetées. La valeur ainsi obtenue correspond au coût d’une place pour l’organe payeur et s’applique à tous les SEMO. En revanche, elle ne couvre pas obligatoirement les coûts de production.
- **Allocations journalières versées (SEMO)**: allocation journalière multipliée par le nombre de jours
- **Contributions aux frais d’écolage pour une OT dispensée dans un autre canton**: si l’on admet que les contributions par tête versées par les pouvoirs publics et la participation des parents suffisent à couvrir les coûts, il est possible de calculer le coût total d’une place dans un profil d’OT spécifique. On peut en effet se reporter d’une part aux listes tarifaires qui existent dans certains cantons, tels que ceux de Zurich ou de Saint-Gall, et d’autre part aux annexes actualisées des accords intercantonaux, p. ex. *l’accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale (accord sur les écoles professionnelles, AEPr)*. Les calculs se basent sur les coûts d’exploitation nets moyens, auxquels on ajoute une part au titre des frais d’infrastructure – 10 % dans l’AEPr. Les frais d’écolage facturés aux bénéficiaires d’une offre originaires d’un autre canton, couvrent 90 % des coûts de formation nets moyens par élève. Les coûts totaux moyens théoriques peuvent être extrapolés en calculant ce que représente 100 % de la somme. Cependant, le résultat ainsi obtenu nous paraît plutôt bas, inférieur aux coûts effectifs de production.
- **Estimation des coûts** d’une place proposée par un prestataire déterminé au moyen de la **somme des rentrées d’argent par place**: cette variante permet de nuancer les divers profils d’OT. Des différences entre les prestataires sont prévisibles, puisque l’on sait d’expérience que des subventions croisées entrent en ligne de compte (p. ex. pour les coûts des locaux, le service de maison, la part administrative, etc.). Le procédé, coûteux et complexe, nécessite généralement le soutien de plusieurs personnes. Lorsque le calcul a déjà été fait, les prestataires sont en mesure de chiffrer les coûts totaux.

Dans certains cas, il existe des sources indiquant de manière explicite le coût total d’une place – notamment les réponses des conseils d’Etat aux questions parlementaires (p. ex. Nidwald 2012, Thurgovie 2014). Les informations disponibles dans dix cantons permettent de dresser le tableau suivant:

Tableau 10: Coûts totaux des offres transitoires (trois profils) et des SEMO, état en 2012/2013

Profil	Fourchette (CHF)
Ecole	Entre 18 000.– et 23 000.–
Offre combinée/préapprentissage	Entre 5000.– et 10 000.–
Intégration	Entre 23 000.– et 28 000.–
SEMO	Environ 24 000.–

Le *tableau 10* montre clairement que les coûts des offres transitoires «Combi» sont plus faibles que ceux des profils Ecole et Intégration, en raison de la moindre importance accordée au volet scolaire et de l'externalisation des coûts d'encadrement, pris en charge par les entreprises. Bien que les besoins d'encouragement et d'encadrement des participants aux SEMO soient comparativement plus importants que ceux des bénéficiaires des autres formations et que certains de ces cursus aient à gérer leurs propres ateliers, les coûts de cette filière ne sont pas sensiblement plus élevés que ceux des offres transitoires scolaires.

Dans la plupart des situations (c'est-à-dire dans le cas des offres transitoires cantonales), les frais de cours sont pris en charge par le canton de domicile des élèves. Les sommes déboursées par les participants ou leurs parents pour l'achat de matériel ou les frais d'inscription oscillent entre CHF 200.– et CHF 2500.– par an. Certains facteurs contribuent à faire baisser ces montants (souvent, absence de frais d'écologie et autres contributions aux coûts) ou à les augmenter (p. ex. cours préparatoire pour les formations en graphisme, CHF 4200.–). Dans le canton de Zurich, où les écoles de préapprentissage sont financées par les communes ou les associations de communes, les frais d'écologie demandés aux parents sont fixés de manière uniforme à CHF 2500.– (hors frais d'inscription et achat de matériel).

Lorsqu'un canton ne dispose pas d'offre transitoire, ou ne propose pas celle qui conviendrait, les jeunes peuvent se tourner vers un prestataire privé ou poser leur candidature pour une formation dispensée dans un autre canton. En règle générale, les cantons assument sur demande la majeure partie des coûts (y compris dans le cadre de mandats de prestations), de façon à ce que les participants et leurs parents n'aient plus à leur charge que les sommes détaillées plus haut.

Certains cantons plafonnent leur aide aux jeunes qui sortent de leurs frontières pour suivre une formation transitoire. C'est le cas des cantons d'Appenzell Rhodes-Extérieures (90 % des coûts facturés ou CHF 15 300.– max.) et d'Appenzell Rhodes-Intérieures (90 % ou CHF 12 000.–).

Rien qu'en termes de coûts à assumer, il faudrait que l'accès des jeunes à l'offre transitoire qui leur convient soit à peu près le même pour tous. Si certains élèves originaires de petits cantons (pour la plupart) devaient être désavantagés par rapport à ceux des cantons voisins de plus grande taille, ce devrait être moins en raison de l'aspect financier que de celui des trajets éventuellement un peu plus longs à effectuer.

Les sommes dépensées par les cantons pour financer les offres transitoires ne sont pas indemnisées directement (en fonction d'un objet précis), mais dans le cadre des forfaits versés par la Confédération en fonction des prestations (art. 53 LFPr), la loi imposant à cette dernière de consacrer un quart de ses dépenses à la formation professionnelle (le Parlement fédéral détenant la souveraineté budgétaire). Dans la mesure où la clé de répartition des contributions aux cantons s'appuie sur le nombre de contrats d'apprentissage conclus, les efforts des autorités cantonales dans le domaine de la transition I sont financièrement récompensés avant tout lorsqu'un maximum de jeunes intègrent un apprentissage (ou une formation professionnelle initiale en école à plein temps).

En matière de financement, les cours d'intégration constituent une particularité à durée limitée dans les cantons qui ne disposent pas encore d'une offre d'encouragement bien établie à destination des immigrés maîtrisant mal la langue locale et qui bénéficient de contributions du Secrétariat

d'Etat aux migrations. Pour autant qu'un cofinancement se compose de subventions pour l'intégration, il est versé de façon subsidiaire (au sens d'un financement de départ, donc limité dans le temps) et diffère d'un canton à l'autre. Lorsqu'un canton ne dispose pas encore de structure ordinaire pour les offres destinées aux jeunes et jeunes adultes de langue étrangère récemment immigrés, il peut bénéficier d'aides pour l'intégration pendant une durée maximale de quatre ans. Les accords sont négociés entre le canton et le Secrétariat d'Etat aux migrations dans le cadre du programme d'intégration cantonal (PIC). Le but est de parvenir à pérenniser l'offre dans un délai déterminé. La contribution de la Confédération est comprise forfaitairement dans les indemnités versées au titre du PIC.

Pour les SEMO, le SECO fait état de coûts à hauteur de CHF 68,4 millions (2013; 5872 participants), soit des frais annuels totaux s'élevant à CHF 24 000.– par place (2828). Ce chiffre, (légèrement) plus élevé que celui relevé dans les offres transitoires Ecole et «Combi», tient aux particularités du public accueilli par les SEMO. Ce dernier, dans l'ensemble plus «difficile» que celui des autres cursus, demande plus de travail et de dépenses (p. ex. aide socio-pédagogique plus importante, davantage de coaching individuel).

4.6 Initiatives cantonales, motifs de mise à disposition de solutions transitoires

L'initiative des cantons consistant à proposer des offres de formation transitoires, ainsi que le soutien de la Confédération s'adressaient initialement aux élèves et aux jeunes de langue étrangère ayant des difficultés à accéder au degré secondaire II du fait de leur connaissance limitée de la langue locale et de leurs résultats scolaires. En raison de l'élargissement du groupe-cible à la quasi-totalité des jeunes et des jeunes adultes (qui rencontrent p. ex. des problèmes dans le cadre de la préparation à la vie professionnelle et dans le choix de carrière ou qui ont interrompu un apprentissage), associé au risque d'intégrer sans succès une formation professionnelle initiale ou une école de formation générale, les offres transitoires sont de fait devenues des offres ordinaires pour un sous-groupe de la population scolaire. Certes, le droit à l'obtention d'une place au sein d'un cursus de ce type n'est pas absolu. En règle générale, l'accès est cependant ouvert à tout candidat remplissant les conditions d'admission, qui impliquent notamment de rechercher activement une place d'apprentissage et de faire preuve de motivation.

Les offres de formation transitoires initialement mises en place par les communes et les cantons sur une base volontaire (auparavant: 10^e année d'école) sont désormais disponibles sur l'ensemble du territoire et dans des profils adaptés aux besoins. Cela s'explique par un phénomène inhabituel en Suisse, à savoir le taux élevé du chômage des jeunes observé d'abord au début des années 90 et jusqu'en 1998, puis entre 2002 et 2004. Les arrêtés fédéraux sur les places d'apprentissage pris par le Parlement fédéral (1^{er} arrêté: 1997-1999, CHF 60 millions; 2^e arrêté: 2000-2005, CHF 100 millions)²⁷ ont incontestablement contribué à la dynamisation de la formation professionnelle et à l'instauration réussie de la nouvelle loi sur la formation professionnelle. Dans la perspective d'un risque de pénurie de places d'apprentissage et d'une hausse du chômage des jeunes, les cantons ont élaboré les offres de formation transitoires et mis en place la promotion des places

²⁷ Les fonds fédéraux, d'un total de CHF 160 millions, ont été largement étoffés par les cantons et les contributeurs privés.

d'apprentissage. Aujourd'hui, les trois facteurs présentés à l'unanimité comme décisifs pour un fort engagement dans le cadre de la transition I sont les mêmes que ceux mentionnés pour la formation professionnelle en général dans le *Masterplan Formation professionnelle du SEFRI et de la CDIP* (SEFRI et CDIP 2011): importance pour l'économie, bénéfice individuel et intégration.

- Importance pour l'économie: «*Des cadres et une main-d'œuvre bien formés constituent un atout de poids pour la compétitivité et contribuent à la grande qualité du pôle économique suisse.*»
- Bénéfice individuel: «*Les diplômés d'une formation professionnelle ont des revenus supérieurs à ceux des personnes qui n'ont suivi aucune formation postobligatoire. Le risque qu'ils se retrouvent au chômage est également inférieur.*»
- Intégration: «*Grâce au lien étroit de sa formation professionnelle avec la pratique et le marché du travail, la Suisse présente l'un des taux de chômage des jeunes les plus bas au niveau international. [...]. La formation professionnelle initiale offre une bonne protection contre le chômage. [...]. Par ailleurs, la formation professionnelle contribue de manière importante à l'intégration des jeunes d'origine étrangère.*» (citations du SEFRI et de la CDIP 2011: 4).

Tandis que l'argumentation du Masterplan souligne l'importance de l'aspect économique (national) des mesures de la formation professionnelle et, partant, de la transition I, les cantons insistent quant à eux davantage sur l'intégration sociale des jeunes. Logiquement, les documents relatifs à la politique de la jeunesse ou à l'aide à la jeunesse²⁸ contiennent de multiples propositions de mesures pour le degré secondaire I, la transition I et la formation professionnelle initiale, destinées à lutter contre la désintégration ou la marginalisation des jeunes et jeunes adultes (et donc des futurs membres adultes de notre société).

Les cantons et, dans certains cas également, les communes, sont très motivés pour offrir un volume d'offres répondant à la demande et des solutions de transition différenciées, comme en témoigne la documentation existante. Au cours des dernières années, de nombreux cantons ont accompli un travail de fond intensif qui leur a permis de modifier leurs concepts. Globalement, on peut constater un processus d'harmonisation des solutions transitoires, conformément aux recommandations du SEFRI et de la CDIP.

Les économies visées par les exécutifs et les parlementaires laissent toutefois penser que les solutions transitoires ne sont pas intouchables. Dans quelques cantons, la suppression de certaines offres est même envisagée et des contrats de prestations ont déjà été résiliés. Tandis que ce petit démantèlement dans certains cantons est justifié par une baisse des effectifs (à l'exception de l'offre d'intégration), d'autres refusent de considérer que les modifications conceptuelles font partie des efforts d'économie.

4.7 Interdépendances institutionnelles des solutions transitoires, coordination

Les offres de formation transitoires et les semestres de motivation sont généralement organisés à l'échelle du canton et, dans la plupart des cas, axés sur les groupe-cibles des jeunes du canton con-

²⁸ Des exemples sont disponibles dans la base de données du programme national de prévention Jeunes et violence: <http://www.jeunesetviolence.ch/fr/etat-des-lieux.html>

cerné. Cette orientation géographique (et économique) est pertinente dans la mesure où les institutions impliquées en amont ou en aval du processus (école obligatoire, écoles du degré secondaire II) sont elles aussi organisées au niveau cantonal, de même que les autres acteurs, tels que les offices d'orientation professionnelle, le Case management Formation professionnelle (CM FP), les conseillers psychosociaux, l'aide sociale, l'encouragement de l'intégration (immigration), la collaboration interinstitutionnelle (CII), etc.

Par conséquent, les solutions transitoires sont en premier lieu étroitement liées les unes aux autres au sein du canton à différents égards: spécialisation en coordination avec d'autres prestataires, responsabilité de la mise à disposition d'activités dans certaines régions ou échanges en groupe au sujet des évolutions nécessaires.

Les cantons très peuplés, tels que ceux de Berne, de Lucerne ou de Vaud, se sont notamment efforcés de concevoir la transition I avec les offres de formation transitoires et les SEMO de manière cohérente en termes de pilotage et d'organisation, afin d'éviter autant que possible les désaccords entre les acteurs (institutions, personnel). L'efficacité du recrutement des candidats aux solutions transitoires et des mesures de soutien s'en trouve ainsi accrue: la bonne affectation des jeunes à la structure la plus adaptée et la concertation sur leur passage optimal d'une offre à l'autre sont désormais devenus partie intégrante de la pratique, notamment parce qu'un savoir-faire, des spécialisations et des réseaux spécifiques ont pu être mis sur pied au cours des deux décennies d'existence de ces systèmes.

Les contacts entre les offres de formation transitoires et les SEMO sont en outre relativement fréquents: les élèves passent régulièrement des unes aux autres et inversement. Certes, cela implique individuellement un allongement de la transition I, mais permet d'éviter par la même occasion qu'ils perdent leur place en structure de jour, à défaut d'une solution de raccordement à une formation.

4.8 Sélection des prestataires, contrôle de la qualité et de l'efficacité

Avec le positionnement des offres de formation transitoires principalement au niveau du degré secondaire II, les cantons ont majoritairement délégué la responsabilité de ces activités aux écoles professionnelles, aux centres dédiés gérés par les cantons ou à des prestataires privés dans le cadre de contrats de prestations. Il est rare que les acteurs publics et privés agissent parallèlement, hormis lorsqu'une région n'est pas couverte par les instances cantonales: dans ce cas, il s'agit généralement de contrats de prestation avec des écoles privées (p. ex. Thurgovie, Valais). Par conséquent, il s'est rarement avéré utile d'opérer une sélection des prestataires: dans de nombreux cas, un nouveau mandat supplémentaire a été confié aux écoles professionnelles (centres de formation professionnelle) afin de garantir la meilleure répartition possible des offres de formation transitoires sur le territoire cantonal.

Les cantons des Grisons et de Zurich constituent des exceptions. Le premier ne disposant d'aucune offre de solution transitoire propre, l'accueil des jeunes au sein des solutions transitoires a été confié à des acteurs privés, généralement des écoles (privées). Dans le canton de Zurich, les communes ont l'obligation de garantir une offre d'années de préparation professionnelle. Les différentes communes (scolaires) – en général une par district – assument la responsabilité des écoles de préapprentissage actuelles, perpétuant ainsi souvent un engagement de plusieurs décennies, et

fournissent l'offre de formation transitoire. Dans ce cas de figure, aucune mise en concurrence au sens strict n'a eu lieu entre les prestataires, mais le canton (Office de l'enseignement secondaire du 2^e degré et de la formation professionnelle) a privilégié les organisations décentralisées existantes ou nouvellement créées, afin de procéder à une harmonisation de l'offre. Une réglementation définissant les profils et le plan d'études cadre pour les écoles, ainsi que le financement est en train d'entrer en vigueur. L'historique des années de préparation professionnelle zurichoises et la répartition des rôles entre les communes et le canton expliquent qu'une certaine variation des offres persiste (cf. p. ex. sites Internet, différenciations de l'offre de soutien comme le coaching, le travail social en milieu scolaire, etc.), mais les offres au sein du canton doivent être considérées comme équivalentes.

L'évolution au niveau du degré secondaire II au cours des 15-20 dernières années se caractérise par une plus grande indépendance des écoles, toutefois quelque peu relativisée par un ensemble de prescriptions, conditions-cadres et modes de financement. Les gymnases, les écoles de culture générale et les écoles professionnelles ont recours aux concepts qualitatifs: les principes de la formation et de la vie scolaire sont décrits et appliqués sur le plan opérationnel. Il est possible qu'un système de gestion de la qualité soit exigé, car les cantons participent au financement des écoles et peuvent définir des conditions homogènes: garantie de la qualité, pertinence de l'infrastructure, éventuellement certification, etc.

Les prescriptions relatives aux résultats sont généralement définies oralement, conformément à l'objectif suivant: «*le taux de conversion directe vers la formation professionnelle et les écoles postobligatoires doit être relevé*». Dans les cantons disposant d'un budget global, les prescriptions sont plus contraignantes: «*Part des diplômés disposant d'une place d'apprentissage/d'un poste au terme de leur offre de formation transitoire: 85 %*» (canton SZ). Actuellement, on constate que les taux élevés de placement dans les entreprises formatrices ou les écoles postobligatoires sont aussi évoqués comme étant à l'origine du démantèlement de l'offre.

4.9 Mobilité des participants

La mobilité des jeunes entre l'école obligatoire et la solution de raccordement d'une part, et entre la solution transitoire et l'activité subséquente d'autre part, est communément considérée comme un indicateur du succès de l'école et de la préparation professionnelle ou de la solution transitoire correspondante. Dans cette logique – certainement discutable – les organes responsables des offres de formation transitoires et des SEMO recueillent des données relatives à l'origine des participants (situation avant leur arrivée) d'une part, et aux solutions de raccordement privilégiées par ces derniers d'autre part.

La représentation de la population de participants et de leur mobilité au sein des solutions transitoires est loin d'être simple, car les sources disponibles (statistique des élèves et des étudiants de l'OFS, TREE, cantons ou prestataires, ESPA, PISA) s'intéressent à des problématiques et à des populations variées.

- Combien d'élèves en fin de scolarité intègrent directement une formation professionnelle initiale ou une école postobligatoire de formation générale?
- Quelles sont les situations de formation d'une cohorte d'âge à une date donnée (en pourcentages)?

- Quelle proportion d'une population donnée (p. ex. les jeunes de 25 ans) possède un diplôme du degré secondaire II?
- Quelle part d'une population donnée (p. ex. les jeunes de 25 ans) a eu recours, à un moment ou à un autre, à une ou plusieurs solutions transitoires?

La distinction entre situation réelle et bilan est essentielle, au même titre que la différence entre les notions d'incidence et de prévalence utilisées dans le domaine de la santé publique, qui désignent respectivement le nombre de nouveaux cas (p. ex. consommation de drogue, délinquance ou maladie) au sein d'une population donnée pendant une période définie (en général un an) et le nombre total de cas (p. ex. consommateurs de drogue, alcooliques) à une date donnée ou pendant une période définie, p. ex. une année. Cette distinction est essentielle pour interpréter les données suivantes:

- Selon nos calculs (*cf. ci-dessus, section 4.3.2*), la proportion d'élèves en fin de scolarité disposant d'une solution de raccordement directe, comme une offre de formation transitoire ou un SEMO, ou répétant la 9^e année d'école, s'élève à environ 18 %.
- Conformément au projet TREE (*Scharenberg et al. 2014*), il faut tabler sur un taux relativement constant de jeunes (environ 20 %) qui participent à une offre de formation transitoire ou à un SEMO, ou qui organisent individuellement une solution transitoire, à une ou plusieurs reprises (*cf. CSRE 2014: 113*).
- Nous partons du principe qu'il faut se baser sur une valeur légèrement supérieure (22-23 %) si l'on prend en compte les jeunes adultes immigrés et si l'on étend la période d'observation jusqu'à l'âge de 30 ans.

Si ces chiffres n'ont pas subi une baisse significative au regard de la situation plutôt confortable des places d'apprentissage, cela s'explique essentiellement par la meilleure réceptivité des jeunes et des jeunes adultes nouvellement immigrés (augmentation de l'offre, également grâce aux aides initiales du Secrétariat d'Etat aux migrations pour les offres transitoires d'intégration; recensement plus précoce), ainsi que par les aptitudes invariablement limitées d'une frange de la population de jeunes, entre autres. Cela pourrait également être dû à une certaine «*persévérance institutionnelle*», dans la mesure où les prestataires de solutions transitoires ne peuvent pas réagir immédiatement par une suppression des structures en cas de recul du nombre d'utilisateurs: d'une part, les résiliations de contrats (location, collaborateurs) ne sont pas effectives tout de suite, d'autre part, on attend parfois de voir si une tendance se confirme avant de passer à l'action.

La représentation et la comparaison du succès des offres transitoires posent problème, car la notion de réussite n'est pas clairement définie et les catégories utilisées ne sont pas standardisées (sauf pour les SEMO). Le succès peut être considéré du point de vue d'une organisation ou des individus, c'est-à-dire mesuré à l'aune des progrès personnels des jeunes, sans qu'ils doivent pour autant être associés à une réussite formelle (passage vers une formation).

Cependant, les problèmes de représentation n'expliquent pas à eux seuls les différences importantes observées entre les cantons. In fine, les facteurs qui influent sur la réussite du raccordement des élèves en fin de scolarité jouent également un rôle à cet égard: offre de places d'apprentissage/chômage des jeunes, structure des entreprises commerciales remplissant une mission de formation, préparation des jeunes à un choix de carrière au cours des deux dernières classes du degré

secondaire I. Il arrive que les offres transitoires ne soient pas totalement en mesure de garantir aux jeunes la réussite du raccordement, faute de places suffisantes.

Dans la mesure où il n'existe aucun système homogène de recensement, les évaluations et les comparaisons des solutions de raccordement – c'est-à-dire des exemples de réussite – exigent un investissement substantiel. Par ailleurs, il est rare que les offres transitoires incluent un suivi et un enregistrement systématiques du parcours (de formation) de leurs anciens participants. La mobilité de ces derniers ne peut donc être observée que sur une courte période d'un à deux ans tout au plus.

L'étude de Gertsch et al. (1999) a montré que la réussite (définie comme l'intégration d'une formation ou du stade préliminaire d'une formation) ne dépendait pas du type d'offre, mais de la qualité du programme et de certaines caractéristiques des participants (notamment le sexe, l'origine et la durée du séjour en Suisse). Ce constat soulève la question suivante: les offres de formation transitoires parviennent-elles à suivre de manière aussi engagée le développement personnel des personnes concernées que la recherche d'une solution de raccordement?

La définition de la réussite d'une solution transitoire et le moment où celle-ci est mesurée sont des éléments déterminants. La mesure doit avoir lieu dans le cadre d'un départ régulier et par rapport à l'ensemble de la population encadrée (toutes les entrées). Afin de permettre la comparaison, les données concernées doivent tout d'abord être harmonisées, c'est-à-dire que la présentation des chiffres doit être rendue transparente. Une solution simple, quoique «stricte», consiste à évaluer comme réussis uniquement les départs conduisant à l'intégration d'une formation professionnelle initiale (CFC, AFP, éventuellement formation élémentaire) ou d'une école de formation générale (gymnase, école de culture générale). A titre d'exemple, cette approche permet d'aboutir à des taux de réussite de 74 % (NW, tous profils confondus), de 74 % (ZG, tous profils confondus), inférieurs à 60 % (BS, tous profils confondus), de 79 % (AR, tous profils confondus), de 80 % (AG, tous profils confondus) et de 46 % pour les SEMO (dont le profil d'utilisateurs est toutefois différent de celui des offres transitoires). Il n'est pas exclu que, dans certains cas (profil, prestataire unique, tranches d'âges spécifiques), les taux de réussite atteignent, voire dépassent 90 %.

Les solutions de raccordement (réussite) des offres transitoires sont très hétérogènes: elles vont de moins de 60 % de raccordements à une formation CFC ou AFP à quasiment 100 %. La valeur des raccordements à une école de formation générale oscille entre quelques points de pourcentage et 25 %, également pour l'intégration d'une (autre) OT ou d'un SEMO (entre 3 et 20 %) ou l'obtention d'une place de stage (entre 3 et 15 %). Généralement, les statistiques ne représentent pas les fluctuations de façon transparente: il est par conséquent difficile de déterminer le nombre de jeunes intégrant et quittant chaque stade de l'offre de formation transitoire. Souvent, les décrochages scolaires ne sont pas pris en compte. Globalement, les taux de passage vers une formation professionnelle initiale ou une école de formation générale sont appréciables, malgré certains problèmes de présentation.

Il est également possible de considérer une solution transitoire comme réussie lorsqu'elle permet au jeune d'obtenir un stage ouvrant ultérieurement une porte vers une formation professionnelle initiale. Lorsqu'un stage ou plusieurs stages d'affilée ne débouchent pas sur une place d'apprentis-

sage, la responsabilité n'incombe pas toujours aux jeunes, mais parfois aussi aux entreprises concernées. Ainsi, quelques exemples négatifs dans le domaine de l'accueil de jour des enfants ont été rendu publics (aucune perspective concrète de place d'apprentissage comme personnel qualifié d'encadrement pour des candidats ayant effectué deux stages ou plus, cf. *OrTra S Berne 2011: 8*).

Les chiffres de réussite évoqués ci-dessus ne doivent pas être lus au sens d'un *benchmarking*, mais comme une approximation des résultats des solutions transitoires. Les exemples montrent qu'il convient de s'attendre à des écarts significatifs. On constate notamment que les SEMO (en tant que filet de sauvetage au sens de l'assurance-chômage) et les offres de formation transitoires ne peuvent être comparés de façon judicieuse, du fait de leurs clientèles très différentes. Souvent, ces systèmes sont à peine comparables entre eux parce qu'ils reposent sur des critères d'admission et d'exclusion hétérogènes ou qu'ils concentrent leur offre sur différents secteurs d'activité en fonction des régions, compte tenu du marché du travail. Les affirmations relatives à la réussite d'une solution transitoire ne sont par conséquent pertinentes que dans le cadre des auto-évaluations, des comptes rendus ou des évaluations externes réalisées périodiquement au sujet des différentes institutions.

4.10 Participants devant interrompre une solution transitoire

Les motifs d'interruption sont si divers qu'il est difficile de les classer par catégories. Souvent, plusieurs facteurs se combinent pour former un profil complexe, ce qui ne facilite pas l'identification des motifs d'abandon. Outre le manque de persévérance fréquemment rencontré, qui peut se manifester par l'absence de ponctualité, de fiabilité ou de rigueur, ce sont les crises personnelles, les maladies, la consommation de stupéfiants, les accidents, les événements familiaux traumatisants ou encore les attentes divergentes des parents qui conduisent ou contraignent les jeunes à abandonner.

Le nombre de personnes en formation qui interrompent prématurément une offre transitoire n'est pas toujours mentionné dans les statistiques des cantons. En s'appuyant sur les données existantes, on peut toutefois tabler actuellement sur un taux inférieur à 10 %, dont une faible partie intègre une place d'apprentissage. Nous ne disposons pas de données systématiques sur le parcours des autres jeunes en situation de rupture. Les problèmes de santé, la toxicomanie et la marginalisation sociale constituent des freins – ne serait-ce que temporairement – à l'intégration réussie d'une formation professionnelle. Parallèlement, des jeunes trouvent individuellement l'accès à une formation, sur une plus longue période et par des voies détournées.

Les taux d'abandon pour les SEMO sont plus élevés que pour les OT. D'après le SECO, pour la période sous revue 2011-2012, 9 % des participants ont volontairement quitté le programme avant son achèvement (2013-2014: 10 %), tandis que 9,6 % ont été exclus prématurément pour raisons disciplinaires (2013-2014: 8 %). Ces chiffres élevés au regard de ceux des OT pourraient principalement s'expliquer par l'hétérogénéité des profils des participants.

Le défi consiste à lutter contre le *décrochage scolaire* chez les jeunes. Les solutions reposent d'une part – à titre préventif – sur la différenciation d'un profil d'offres (niveau des résultats, dans le cas de classes multiples) ou sur la différenciation interne d'une classe, d'autre part sur le coaching individuel, dont le développement est toutefois fortement disparate. Il est cependant inévitable que

la situation évolue dans le mauvais sens lorsque les jeunes ne disposent d'aucune structure de jour pendant une longue période et sont confortés dans leur choix par des personnes de leur âge qui se sont éloignées de la valeur symbolique d'un diplôme formel délivré au terme d'une formation professionnelle initiale.

Certains prestataires d'offres de formation transitoires, notamment le *Zentrum für Brückenangebote* (LU), ont par conséquent décidé de permettre aux jeunes d'abandonner une offre pour en privilégier une autre, plus adaptée, lorsque cette transition s'avère pertinente et génère un regain de motivation. Le canton de Bâle-Campagne opère un tri à destination de la structure «*wie weiter?*», un service de consultation consacré aux jeunes, dont l'offre inclut notamment des programmes d'intégration professionnelle destinés aux mineurs (à temps partiel et à temps complet).

Les postes de travailleur social en milieu scolaire dans le cadre des offres de formation transitoires sont relativement récents. Ils présentent eux aussi un potentiel préventif et devraient, notamment lorsque les jeunes rencontrent des crises personnelles, permettre d'aborder le sujet de l'interruption en termes de coûts et d'utilité.

Généralement, les enseignants ou la direction de l'école concernée s'efforcent en premier lieu de conseiller et d'orienter les jeunes en situation de rupture. L'entretien final s'achève sur des précisions au sujet du CM FP, avec, dans certains cas également, l'intervention préalable d'un conseiller d'orientation professionnelle – notamment lorsque l'offre transitoire, l'orientation professionnelle et le CM FP sont étroitement liés les uns aux autres. Dans la perspective de l'intégration dans une structure de jour, une consultation ou une inscription auprès d'un ORP (SEMO) est aussi envisagée.

Cependant, les abandons sans solution de raccordement alternative se caractérisent souvent chez les jeunes par une prise de distance avec les institutions et un rejet des tentatives de contact, notamment lorsque la rupture a été principalement provoquée par un désaccord avec le personnel enseignant ou l'entreprise de stage. Il est par conséquent difficile pour le CM FP également de maintenir un contact durable. Les collaborateurs expérimentés indiquent que, dans ces cas de figure, il faut employer des formes de travail non conventionnelles: après un décrochage, les tentatives de contact en dehors des heures de bureau s'imposent. Les interventions du CM FP devraient recourir aux méthodes du travail social hors murs, ce qui est pourtant rarement le cas. Le canton de Bâle-Campagne constitue une exception, dans la mesure où le programme *BerufsWegBereitung* (CM FP BL) fait appel à des scouts qui assurent un suivi des jeunes et cherchent à les impliquer dans une relation de coopération.

4.11 Conseil des participants au terme d'une solution transitoire

Même lorsqu'un jeune intègre une formation professionnelle initiale à l'issue d'une solution transitoire, sa situation personnelle peut demeurer fragile, que ce soit en raison de son parcours, de sa situation familiale, de ses mauvaises fréquentations ou de difficultés d'adaptation au sein de l'entreprise, entre autres.

Les fournisseurs d'offres transitoires et de SEMO ont conscience de cette réalité et recherchent des solutions pour maintenir et stabiliser le niveau de développement et de compétences des personnes en formation. Lorsque les ressources financières nécessaires sont disponibles, cela passe

par le soutien des jeunes eux-mêmes, mais également des entreprises d'apprentissage et de leurs responsables de formation (coach pédagogique, coach professionnel, accompagnement pendant la formation).

Au cours du premier semestre d'une formation professionnelle, certains SEMO proposent aux jeunes et à leurs entreprises formatrices une prestation de conseil dispensée par l'équipe du semestre de motivation, visant à assurer une intégration durable.

4.12 Organisation des offres de formation transitoires

La 10^e année d'école mise en place par les communes (scolaires) fut l'élément précurseur des actuelles offres transitoires cantonales. Elle fut instaurée et développée dans le contexte du chômage des jeunes et de la pénurie de places d'apprentissage des années 90, et inclut dès le départ la mise à disposition des capacités d'accueil nécessaires. Avec la nouvelle loi sur la formation professionnelle, les offres transitoires furent transposées au degré secondaire II.

Le modèle placé sous la responsabilité des cantons s'est imposé comme principe organisationnel:

- 22 cantons gèrent leur propre offre de formation transitoire (dont 15 sur plusieurs sites) et certains d'entre eux ont également passé des accords de prestations avec des prestataires privés. Les acteurs incluent également quelques villes possédant une offre propre. Les cantons délèguent la mise à disposition de l'offre à une institution créée spécialement à cet effet ou la rattachent aux écoles professionnelles existantes. En fonction de la taille du canton, cela peut prendre la forme d'un site unique centralisé ou de plusieurs structures décentralisées, dans lesquelles sont disséminées les offres ou une partie des profils d'offres.
- Les cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures, d'Appenzell Rhodes-Extérieures (à compter de 2014-2015) et des Grisons ne gèrent aucune offre propre, mais soutiennent financièrement les jeunes en demande, afin qu'ils aient accès aux structures privées au sein de leur propre canton ou aux offres privées et publiques dans d'autres cantons, de préférence limitrophes.
- Dans le canton de Zurich, les communes – qui sont la plupart du temps regroupées sous la forme d'une organisation collective définie géographiquement – assument la responsabilité des offres. Il se peut également que la commune dans laquelle est implantée la structure soit seule responsable et permette aux jeunes des autres communes d'avoir accès à l'offre. Le canton assume une partie des coûts et le Conseil de l'éducation édicte des prescriptions, afin que toutes les offres affichent un profil comparable.

La responsabilité relève de la Direction de l'éducation dans la quasi-totalité des cantons, et de la Direction de l'économie dans certains cas exceptionnels. Généralement, ce sont des services propres (ou un office) de l'administration ou des écoles (professionnelles) qui assurent la gestion de l'offre de formation transitoire dans le cadre d'un mandat de prestations.

4.13 Pilotage de l'offre

Le développement systématique de l'offre de formations transitoires au niveau du degré secondaire II, ainsi que de son pilotage a été instauré relativement tard. Les prescriptions et les impulsions de la nouvelle loi sur la formation professionnelle ont abouti à une institutionnalisation du nouveau profil de formation et de l'offre d'encouragement. Les fonds fédéraux destinés aux offres

de formation transitoires sont versées aux cantons de manière forfaitaire, conformément à l’art. 53 LFPr. Jusqu’à présent, la Confédération n’a influé sur l’organisation des offres transitoires que par le biais de recommandations (*cf. OFFT 2000*). De la même manière, l’impact des conférences régionales des directeurs de l’instruction publique n’est que très limité (*cf. p. ex. BKZ 2005*).

Les impulsions pour la conception des offres de formation transitoires au sens strict ont émané du projet de transition de la CDIP et de l’initiative de l’OFFT pour un Case management Formation professionnelle (CM FP). La réflexion relative à l’accompagnement et au soutien optimaux des jeunes dépourvus de solution de raccordement à une formation du degré secondaire II a initié un débat au sujet des rôles, de la coopération et de la coordination des différents acteurs de la transition I. Mais elle a également permis de s’intéresser de plus près aux questions concernant l’évaluation des besoins, la planification de l’offre et les profils correspondants, ainsi que le tri lors de la phase de transition entre la fin de la scolarité et le début d’une formation professionnelle initiale.

A cet égard, il est intéressant de constater que les caractéristiques individuelles des jeunes, telles que *le souhait de formation, l’orientation professionnelle, le milieu socio-économique, les résultats scolaires, le degré de motivation, etc.*, n’ont pas fait l’objet d’un recensement statistique systématique. Pour autant, cela ne constitue aucunement une omission susceptible d’avoir des conséquences négatives pour le pilotage. La plupart du temps, des services spécialisés ont été mis sur pied pour les tâches de conception, ainsi que pour la planification et le pilotage des offres transitoires. Dans les cantons disposant d’un seul fournisseur d’offres (p. ex. SH, GL), ces fonctions ont été déléguées à ce dernier: dans ce contexte, l’implantation des offres de formation transitoires au degré secondaire II a généralement permis d’instaurer une situation favorable au pilotage des offres par les cantons. Les procédures d’admission sont essentielles pour collecter des informations utiles au pilotage: le recensement minutieux de situations problématiques complexes permet non seulement d’affecter les participants de manière optimale aux différents types d’offres, mais également de définir des volets de programme individualisés.

4.14 Possibilités d’amélioration (organisation/structure, financement, coordination)

Pour attester de l’efficacité, les responsables d’offres de formation transitoires invoquent généralement le nombre de raccordements à une formation professionnelle initiale, à une école de formation générale, à une autre offre transitoire (notamment en cas de passage d’un profil Intégration à un profil Combi) ou à un stage. L’absence de solution de raccordement ne fait pas partie des résultats escomptés. Cette approche clairement axée sur la capacité des offres transitoires à conduire à une solution de raccordement est compréhensible dans le contexte du débat relatif à la politique en matière d’éducation. Elle devrait également refléter les efforts déployés par les organismes de formation transitoire pour accorder une importance centrale à l’admission des jeunes dans une structure de jour, afin de limiter au maximum le risque de dérive vers la passivité, d’abandon ou d’apparition de troubles médicaux (ou) psychologiques.

De leur côté, les jeunes axent leurs attentes sur le fait de trouver une place d’apprentissage ou une école qui leur convienne: le nombre d’interruptions de cursus d’apprentissage met en évidence un risque non négligeable de voir les participants aux solutions transitoires abandonner le cap de la

formation professionnelle initiale et retomber dans des schémas comportementaux antérieurs qui ne sont pas appréciés ni tolérés de la même manière par tous les formateurs professionnels.

C'est pourquoi, dans le cadre de la recherche de solutions de raccordement, un placement réussi ne doit pas constituer le seul objectif: il convient également de sélectionner une place d'apprentissage répondant le mieux possible aux exigences des jeunes (*à ce sujet, cf. également Kiener 2000, p. 8*). Par ailleurs, toutes les initiatives de coaching et de tutorat à l'issue d'une offre de formation transitoire doivent être soutenues dans la mesure où elles permettent d'accroître son efficacité à long terme.

Compte tenu de la multitude de fournisseurs d'offres de formation transitoires, de leur communication et des nombreux systèmes de gestion de la qualité mis en place, il est étonnant que l'on dispose de si peu de données statistiques appropriées et d'auto-évaluations (réflexions sur la pratique individuelle destinées à fournir une base pour la perfectionner). Une faible visibilité est accordée aux connaissances et aux estimations des acteurs des offres transitoires au sujet des bonnes pratiques, des lacunes et des défauts de la transition I, ainsi qu'à la présentation des possibilités d'amélioration.

Des statistiques comparables relatives à la mobilité des participants, aux motifs des interruptions prématurées et aux solutions de raccordement pourraient générer un débat constructif au sujet de la qualité, de l'efficacité et de la nécessité de développement des offres.

5 Résumé, appréciation et propositions d'amélioration

La présente enquête avait pour objectif de dresser un état des lieux complet et d'offrir une vue d'ensemble des solutions transitoires et des acteurs au moment de la transition I. **Les solutions transitoires au sens entendu par l'enquête** désignent à la fois des **offres de formation transitoires**, publiques ou financées par l'Etat, entre l'école obligatoire et l'intégration d'une formation professionnelle initiale ou d'une école de formation générale du degré secondaire II (école de culture générale, gymnase) et les **semestres de motivation (SEMO), mesure du marché du travail**.

Les jeunes qui ne disposent d'aucune solution de raccordement après avoir quitté l'école et qui sont motivés pour intégrer une formation professionnelle initiale ou une école de formation générale en un an (offres de formation transitoires) font partie du **groupe-cible** d'une solution transitoire. Les SEMO s'adressent aux jeunes et aux jeunes adultes qui ont droit à l'allocation chômage. Les jeunes ayant interrompu un apprentissage représentent un groupe-cible essentiel (dont le nombre ne cesse de croître)²⁹ pour ce dispositif. **L'objectif** des solutions transitoires est donc aussi bien de favoriser les compétences cognitives, sociales et linguistiques des jeunes que de leur faire acquérir dans le même temps une certaine maturité professionnelle (décision d'orientation en matière de formation, motivation au travail, apparence personnelle, fiabilité, etc.). Cela est valable aussi bien pour les offres transitoires (cantonales) que pour les semestres de motivation (SEMO; cf. ci-après).

Par des mesures prises avant la fin de l'année scolaire, entre février et juin, les cantons veillent à ce qu'un maximum de jeunes sans raccordement à une formation bénéficie d'un **accès** à bas seuil à une solution transitoire. Parallèlement, ils vérifient l'application des jeunes à exploiter le potentiel de l'année intermédiaire.

On distingue **cinq profils différents** de solutions transitoires publiques. Les cantons proposent en général les trois profils ou «offres de formation transitoires» **Ecole** (enseignement scolaire, orientation professionnelle), **Pratique/école** (combinaison des deux éléments; orientation vers un domaine professionnel) et **Intégration** (linguistique, culturelle), que ce soit en prenant en charge la responsabilité et le financement ou seulement ce dernier aspect. Dans plusieurs cantons, on rencontre un quatrième profil, encore fragile toutefois: **l'année de préparation professionnelle pour les jeunes issus d'une formation spéciale** ou **intégrée** dans une classe ordinaire. Le cinquième profil concerne les jeunes pouvant prétendre à la mesure du marché du travail **SEMO**.

Le recours aux offres de formation transitoires affiche les proportions suivantes: offre scolaire pour 44 %, combinaison entre école et pratique pour 41 %, intégration pour 11 % et offres d'enseignement spécialisé à hauteur de 4 %.

Le **financement** des trois premiers profils et, partiellement, du quatrième provient de ressources cantonales. Etant donné que les offres de formation transitoires relèvent de l'offre de base au niveau du degré secondaire II, la Confédération participe au financement. Si cette aide n'est pas spécifiée comme telle, elle est comprise dans l'indemnisation forfaitaire versée aux cantons. Les SEMO

²⁹ Les offres de formation transitoires n'intègrent en général pas dans leur programme de jeunes ayant interrompu un apprentissage.

sont quant à eux largement financés par des fonds de l'assurance-chômage (mesures du marché du travail). Des tiers (notamment les services sociaux communaux) acquièrent environ 10 % des capacités d'accueil. Les SEMO et les offres transitoires se distinguent également par leur durée d'intervention ainsi que par leur date de début (en principe à tout moment pour les premiers et en début d'année scolaire pour les secondes).

La proportion de jeunes au terme de la scolarité obligatoire et intégrant une **offre de formation transitoire** est de 19 % – une valeur qui varie entre 4 % et 46 % en fonction des cantons. A un **jour de référence** au moment du relevé à l'automne 2012 (année scolaire 2012/2013), 16 200 jeunes bénéficiaient d'une offre de formation transitoire, env. 300 jeunes d'une année de préparation professionnelle conformément à la définition ci-dessus et près de 2800 participants d'un SEMO. Le total des personnes recourant à une solution transitoire (19 300) correspond à 22,5 % d'une cohorte d'âge. Tandis qu'au cours des trois dernières années, le nombre de participants aux offres de formation transitoires a stagné ou légèrement reculé, celui des participants aux SEMO a quelque peu augmenté dans toute la Suisse (de 1 % par an en moyenne sur deux ans), en raison d'une hausse en Suisse romande et au Tessin.

Si l'on additionne les nombres de participants sur toute une année, les valeurs ci-dessus progressent de 10 % (offres de formation transitoires, estimation) et de quelque 80 % pour les SEMO (conditionné par la durée plus courte et ainsi par le plus grand flux de participants par année, cf. statistiques) du fait de la fluctuation. Les éventuels doublons (p. ex. passage d'une OT à un SEMO) sont inclus dans ces chiffres.

La plupart des cantons ont systématisé l'accès aux offres transitoires en cours d'année et examinent les candidatures des jeunes à une place d'OT. Ils veillent à les affecter au profil d'offre disponible le mieux adapté en effectuant un tri et font dans le même temps davantage pression sur eux afin qu'ils s'efforcent de trouver une place de formation.

Dans le cadre des offres de formation transitoires, la procédure de tri comporte une **sélection des risques**, l'accès à une OT restant refusé aux jeunes qui manquent de motivation ou de discipline, sont malades ou consomment des drogues ou de l'alcool de manière excessive. Toutefois, quelques cantons aspirent aussi à apporter une aide particulière aux jeunes pour lesquels l'intégration à une offre de formation transitoire est indiquée, mais dont l'échec est jugé prévisible en l'absence de mesures spécifiques.

En Suisse, 88 % des offres de formation transitoires ont le canton correspondant ou (rarement) une commune pour organe responsable. 12 % de l'offre relèvent d'autorités privées, qui ont en général conclu un règlement contractuel avec le canton concerné. Au total, 167 autorités responsables différentes proposent des solutions transitoires.

Les **coûts d'établissement des offres de formation transitoires** ne peuvent être représentés que par une fourchette, ce qui rend une estimation fiable de l'investissement total quasi impossible. Ce phénomène est imputable à l'absence fréquente de calcul global des coûts, au nombre variable de participants, aux différences dans les tailles d'organisation et les frais généraux et à l'hétérogénéité de la pratique des participations. La fourchette est comprise entre CHF 20 000.– et 23 000.– pour les offres scolaires, entre CHF 23 000.– et 28 000.– pour le profil Intégration et entre CHF 5000.– et

10 000.– pour les offres combinées (conséquence d'un volet scolaire moindre et de coûts d'encadrement partiellement externalisés aux entreprises).

Les contributions des parents (coûts relatifs aux cours et au matériel) représentent environ 10 % des frais de revient et varient entre CHF 100.– et 200.– par mois et CHF 1000 et 2500.– par an.

Une place en **SEMO** coûte à peu près CHF 24 000.–, du fait de la différence de clientèle et de postes de travail souvent mis à disposition en interne. Les **coûts des SEMO** s'élèvent à CHF 68,4 millions (en 2013) pour 5872 participants et quelque 2800 places annuelles.

Aussi bien les offres de formation transitoires que les SEMO présentent des **interdépendances institutionnelles**. Les prestataires des offres transitoires travaillent en étroite collaboration avec le degré secondaire I et les enseignants de la 9^e classe, l'orientation professionnelle et de carrière, le Case management Formation professionnelle, l'appui intégré (migration), éventuellement la CII, la surveillance de l'apprentissage, les offices régionaux de placement (ORP) et les SEMO, de sorte que tous les partenaires puissent assurer une fonction potentielle de placement – de façon plus ou moins marquée néanmoins.

Les SEMO coordonnent leur offre avec les offres de formation transitoires et le CM FP et sont aussi, dans le cadre de la CII, en contact rapproché avec les principaux organes de placement (ORP), les services sociaux communaux, la surveillance de l'apprentissage et l'orientation professionnelle (*cf. dissolutions de contrats d'apprentissage et abandon du gymnase*). Les intégrations (raccordements) sont possibles, sous certaines conditions, aussi bien des offres de formation transitoires aux SEMO que vice-versa, le flux des premières vers les seconds étant plus important que l'inverse. L'état actuel de l'interdépendance et des coopérations dans la plupart des cantons a été obtenu grâce à des impulsions positives ayant découlé de l'introduction du CM FP ainsi que de la CII.

La question du **choix des prestataires** se pose moins dans le contexte des offres de formation transitoires, qui sont établies par les cantons eux-mêmes dans neuf cas sur dix, que dans celui des SEMO. L'intégration de jeunes à une formation constitue une tâche hautement spécialisée, qui exige non seulement une coopération interdisciplinaire de divers acteurs, mais aussi une bonne mise en réseau avec les prestataires adéquats de places de stage ainsi que de places d'apprentissage CFC et AFP. Une soumission d'offre de SEMO a pour l'instant eu lieu dans les cantons de ZH, de SG et de SO. Mais la réalité des répercussions positives (p. ex. amélioration des programmes) d'un investissement conséquent tant pour le mandant que pour les prestataires est remise en question par ces derniers, du moins dans le canton de Zurich, p. ex.³⁰

La **qualité et l'efficacité sont contrôlées** d'une part en observant les solutions de raccordement (notamment offres de formation transitoires), d'autre part aussi en réalisant des évaluations ad hoc (projets pilotes ou repositionnements nécessaires dans certaines situations), dans lesquelles les SEMO s'avèrent plus dynamiques que la plupart des cantons avec leurs offres transitoires. La représentation des chiffres d'intégration à l'issue de la mesure d'offre de formation transitoire est caractérisée par une certaine hétérogénéité – à l'échelle de la Suisse.³¹ La situation initiale (entrées,

³⁰ Voir Insertion Suisse 2013.

³¹ Les catégories de l'enquête sont homogènes au sein des SEMO et, partiellement, au sein des cantons.

durée), mais aussi dans certains cas la réussite, sont présentées de façon différente. Il est relativement rare d'observer un suivi et ce, notamment à cause de l'important investissement nécessaire. Quant à la date de mesure de la réussite, elle coïncide en général avec le départ de la solution transitoire.

Les **participants aux offres de formation transitoires** proviennent majoritairement de l'école obligatoire, ont interrompu une formation professionnelle initiale ou quitté l'école moyenne, n'ont pas réussi la période d'essai ou – plus rarement – ont déjà suivi un semestre de motivation ou une première année dans un autre profil d'offre transitoire. Dans le cadre des **SEMO**, les participants sont surtout des jeunes arrivés au terme de la scolarité obligatoire, ayant interrompu leur apprentissage ou encore suivi ou abandonné une OT. Les raccordements à une formation professionnelle initiale avec CFC ou AFP ou à une école de formation générale varient entre 50 % et plus de 80 % pour les offres de formation transitoires et s'élèvent à 46 % pour les SEMO, ces valeurs étant plus élevées lorsque les stages ou les formations non reconnues par la LFPPr sont prises en compte en tant que solution de raccordement. La différence entre les offres de formation transitoires et les SEMO réside dans les divers profils d'utilisateurs: les bénéficiaires des SEMO sont en moyenne plus âgés, ont des résultats scolaires plus médiocres, sont souvent en grandes difficultés à bien des égards et présentent de ce fait des besoins plus hétérogènes que nombre d'utilisateurs d'une OT.

L'interruption involontaire des solutions transitoires traduit de multiples difficultés d'intégration et d'adaptation des jeunes, lesquelles peuvent avoir des conséquences négatives, telles que le repli sur soi, le risque de ne pas obtenir de diplôme professionnel, le chômage ou la maladie. En ce qui concerne les offres de formation transitoires, le mandat ne prévoit pas d'accompagnement sur une plus longue période après le départ des participants. Pour certains SEMO, un encadrement (coaching) pendant un semestre supplémentaire est mis en place le cas échéant. Si les solutions privées organisées de façon autonome ne garantissent aucune structure de jour, un tri en direction du CM FP est indispensable.

Estimation du niveau atteint

Les solutions transitoires que sont les offres de formation transitoires et les SEMO sont devenues en une vingtaine d'années des possibilités pour les jeunes qui ne parviennent pas à intégrer du premier coup une formation professionnelle ou une école de formation générale. Elles permettent de combler les phases de relative instabilité et insécurité que traversent ces derniers et les préparent à entrer dans une formation professionnelle initiale ou une école de formation générale.

La stabilité du nombre de jeunes dont le parcours le plus direct vers une formation professionnelle a été prolongé (22.5%, env. 25 % cumulés) démontre le défi que représente la réduction de l'extension effective de l'école / de la préparation professionnelle de près d'un an en moyenne pour ce groupe.

Du fait de la crise financière de 2008, de l'insécurité qui en a découlé sur le marché du travail, de la mise en place du Case management Formation professionnelle et du rapport sur la transition, la plupart des cantons ont commencé à se pencher à nouveau de plus près sur la transition de l'école à la formation professionnelle et à définir des mesures visant à réduire le nombre de jeunes sans diplôme du secondaire II. Les résultats des analyses y afférentes varient. Si les grands et les moyens

cantons ont eu tendance à déterminer des stratégies complètes et des mesures à large portée au moment de la transition I, les autres ont préféré opter pour des interventions à caractère ponctuel. Etant donné la baisse du nombre d'élèves, la conjoncture économique et donc les places de formation disponibles, ainsi que la marge de manœuvre réduite en termes de budget cantonal, quelques cantons sont sur le point de réduire les capacités des solutions transitoires – ce qui est parfaitement compréhensible. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue le fait que les solutions transitoires ont pour mission de rendre les jeunes aptes à suivre une formation, quelle que soit l'offre de places d'apprentissage.

En somme, l'éventail des activités observables dans les cantons avant, pendant et après les solutions transitoires est vaste: *l'amélioration de la fonction d'orientation professionnelle de l'école, l'optimisation du positionnement de l'orientation professionnelle et de carrière, la meilleure mise en réseau des acteurs pertinents, l'identification précoce des intégrations potentiellement problématiques, le diagnostic, le transfert des mesures d'encouragement à la première classe du degré secondaire I, le coaching et le mentoring, les offres destinées aux jeunes et jeunes adultes immigrés sur le tard, le développement des formations à bas seuil, le Case management, le tri, l'accompagnement et le soutien de l'apprentissage dans les écoles professionnelles, la reconnaissance précoce des signes d'interruption potentielle d'apprentissage, etc., ainsi que les initiatives telles que l'accompagnement de l'apprentissage et l'aide à la rédaction des candidatures ou les foires professionnelles* sont autant de mesures contribuant à minimiser le risque de décrochage scolaire. Ces efforts considérables vont assurément porter également leurs fruits.

Dans les cantons situés à l'écart des grandes agglomérations, le processus de placement des jeunes dans une formation est en général plus simple. La petite taille des réseaux et les contacts informels entre l'école et l'économie locale continuent de représenter un avantage pour l'intégration des jeunes dans une formation professionnelle initiale. Si la quasi-totalité des cantons de Suisse centrale et orientale, les cantons de Fribourg, du Valais, de Neuchâtel et du Jura ainsi que le canton du Tessin comptent parmi ceux qui présentent un taux de jeunes en offres de formation transitoires plutôt bas (16 % et moins d'une cohorte d'âge dans une OT), les proportions de jeunes en solutions transitoires supérieures à la moyenne se concentrent dans les cantons tant de Suisse romande (GE, VD) que de Suisse alémanique, qui possèdent un ou plusieurs centres urbains de moyenne ou grande taille. Ceux-ci ont généralement des taux de chômage des jeunes qui sont au-dessus de la moyenne suisse. En outre, les villes font état d'un plus grand nombre de cas à l'aide sociale.

Grâce à l'expérience croissante du personnel et à l'amélioration de l'expertise que cela implique, les offres de solutions transitoires (offres de formation transitoires, SEMO) ont été modifiées et différenciées. On peut ainsi constater que la différenciation interne (classes de niveau) et l'individualisation de l'enseignement et de l'accompagnement pratique sont devenues un bien commun. Enfin, les contacts entre les entreprises de formation pratique et d'apprentissage et les solutions transitoires sont bien rodés, ces dernières ont trouvé leur place au sein de la formation professionnelle et obtenu une certaine reconnaissance.

Possibilités d'amélioration (organisation, structure, financement, coordination)

Dans la plupart des cantons, une solution a été trouvée pour régler l'organisation au moment de la transition I (recensement précoce des «cas» problématiques, information professionnelle et enseignement relatif au choix professionnel, examen analytique de la population d'élèves et tri cohérent, mise à disposition en temps utile de mesures de soutien) et la coordination des acteurs. Le système évolue par lui-même et les nombreuses initiatives en faveur d'un développement cohérent des solutions transitoires sont suivies d'effets.

Il est essentiel de souligner le fait qu'il faut accepter l'existence de solutions transitoires et ne pas la considérer comme une erreur systémique ou une mesure temporaire lorsque les entreprises traversent des phases de capacités d'accueil limitées. Toutefois, cela ne signifie pas nécessairement que la capacité actuelle doit être maintenue à long terme. Les solutions transitoires sont mises en place pour les jeunes présentant des lacunes de formation, des parcours mouvementés, des difficultés d'insertion linguistique et culturelle et dont les perspectives d'intégrer facilement une formation professionnelle initiale sont mauvaises. Cette population va se maintenir plus ou moins dans les mêmes proportions, quelle que soit la situation économique. En outre, le groupe des jeunes désignés comme insuffisamment mûrs pour suivre une formation devrait vraisemblablement avoir tendance à croître avec la baisse de l'âge d'entrée à l'école (*cf. art. 5 al. 1 de l'accord HarmoS*).

Au regard du niveau atteint, formuler des possibilités d'amélioration dans le domaine des solutions transitoires ne s'avère pas chose aisée.

1. Le financement et l'acceptation des solutions transitoires, qui n'est plus assurée du fait des mesures d'économie des cantons, sont sources de préoccupations. Les modèles de coûts subséquents en cas de chômage, de maladie, d'invalidité précoce due à une affection mentale, d'aide sociale, et éventuellement de frais liés à l'intervention de la police et de la justice, montrent rapidement que l'oubli de mesures préventives a tôt fait d'avoir des répercussions en termes de coûts. Avant de procéder à la réduction des solutions transitoires, il conviendrait donc de rappeler également leur fonction et leurs effets, en particulier par une quantification des résultats.
2. Des améliorations peuvent être réalisées s'il subsiste encore des confusions dans les processus standard ou des lacunes en matière de soutien au sein d'un canton (définition de la date optimale de recensement, saisie des mesures de soutien, planification et accompagnement individuels du processus de choix professionnel, formulation-cible, coaching lors de la candidature à une place d'apprentissage et également – au cas par cas – à l'issue de la solution transitoire).
3. Pour le débat spécialisé dans le domaine des offres de formation transitoires, il serait utile de disposer d'une définition et d'une exploitation homogènes des concepts et d'un matériel statistique de meilleure qualité (p. ex. grille de saisie à l'issue de la scolarité ou de l'offre de formation transitoire), comme cela est le cas pour les SEMO, pour lesquels une saisie homogène a d'ores et déjà été introduite.
4. Des améliorations sont nécessaires dans le domaine de l'enseignement spécialisé et de l'accompagnement des élèves suivant une scolarité intégrée en classe ordinaire. En la matière, il est nécessaire de déployer des efforts particuliers afin d'assurer l'égalité des chances au moment de la transition I, indépendamment du niveau de performance des élèves («offre transitoire

d'enseignement spécialisé»). Il s'agit enfin de proposer un soutien de même qualité aux jeunes au moment de la transition I.

5. Une attention particulière doit être accordée au groupe des jeunes et jeunes adultes immigrés sur le tard sans diplôme scolaire ni formation professionnelle (capacités d'accueil adaptées en classes d'intégration, compétences, garantie durable du financement).
6. Il faut examiner les points suivants: dans quelle mesure le Case Management ou, éventuellement, ce dernier en coopération avec la personne responsable de la solution transitoire peut-il permettre de conserver l'accompagnement des jeunes après leur départ sans solution de raccourcement et de quelle façon le financement peut-il contribuer à ce maintien?

Les autres propositions d'amélioration au moment de la transition I s'adressent aux organes de pilotage de l'école obligatoire et du degré secondaire II ainsi qu'aux OrTra. Dans ce contexte, il se pourrait qu'elles se trouvent en dehors du système défini par l'enquête. Mais nous souhaitons tout de même faire état des remarques suivantes.

- Ecole obligatoire: actuellement, les conditions-cadres de l'enseignement et de l'action pédagogique semblent se développer de telle manière que les enseignants du degré secondaire I perdent de leur marge de manœuvre et doivent consacrer du temps à des prestations qui ne sont pas bénéfiques aux jeunes dont ils ont la responsabilité. Ils déplorent donc de passer moins de temps avec les élèves et d'être de plus en plus absorbés par des tâches qui ne relèvent pas de leur cœur de métier (documentation, obligation laborieuse de rendre compte à des tiers, participation à des réunions internes à l'école dénuées de sens et d'objectif, etc., cf. *Landert 2014 ainsi que Landert et Brägger 2009*). Si les enseignants du secondaire veulent ainsi être sollicités pour d'autres missions au moment de la transition, il serait judicieux que les propositions tiennent compte de ces sensibilités.
- Degré secondaire II: les chiffres élevés des résiliations de contrats d'apprentissage et de départs prématurés des écoles de formation générale, variant selon les cantons et la branche, posent problème (des chiffres comparables pour l'ensemble de la Suisse concernant les résiliations de contrats d'apprentissage et les départs prématurés du gymnase ne sont pas disponibles). Bien que de nombreux jeunes trouvent un nouveau contrat (gradation du niveau de performance, changement de profession), il convient de continuer de déployer des efforts importants afin de réduire le nombre effectif d'interruptions d'apprentissage ou, du moins, de saisir le meilleur moment pour l'abandon/le transfert planifié vers une autre formation. Les contacts réguliers et précoces entre écoles professionnelles et entreprises formatrices en font partie (cf. p. ex. *Schmid et Stalder 2008 ainsi que Allidi 2011*). Ces affirmations sont également applicables aux jeunes des écoles de maturité.
- OrTra: les motifs de résiliation des contrats d'apprentissage varient en partie entre les branches et les professions. A l'instar des efforts de la société suisse des entrepreneurs, par exemple, d'autres secteurs économiques sont également invités à examiner le phénomène des résiliations de contrats d'apprentissage, respectivement des interruptions d'apprentissage en leur sein et à explorer les possibilités (information, prévention) qui leur sont offertes en tant qu'association de branche ou professionnelle pour aider les jeunes au moment du choix du métier adéquat.

Müller (2007) a écrit il y a quelques années au sujet des SEMO: «*En ce qui concerne l'organisation du système de transition, il apparaît clairement que ce dernier se trouve actuellement dans une*

phase de consolidation et que les préoccupations centrales des mesures et des projets lancés dans les années 90 en vue de l'amélioration de la situation des jeunes sans place d'apprentissage ont été traitées. A présent, l'ajustement précis des offres et l'assurance de leur qualité occupent le premier plan. L'efficacité des offres les plus variées peut en principe être considérée comme positive, étant donné qu'environ deux tiers des jeunes trouvent une solution de raccordement.»

Huit ans plus tard, eu égard aux résultats encore meilleurs, le débat sur l'importance des solutions transitoires s'impose. Le maintien des SEMO et des offres de formation transitoires semble judicieux. La situation dans le domaine de la pédagogie spécialisée doit être examinée de plus près – également au sens de l'article exposant le but de la loi sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées – et nécessite des ressources supplémentaires. Si les solutions transitoires au moment de la transition I ont été établies dans une plus large mesure à une époque marquée par le chômage des jeunes, de nombreux jeunes et jeunes adultes ont besoin d'un encouragement et d'un accompagnement au moment de la transition vers la formation professionnelle, indépendamment de la conjoncture économique et du marché des places d'apprentissage.

Annexes

A1 Sources

Vgl. auch Quellenverzeichnisse der Kantonsportraits (*Anhang A2*).

A1.1 Documents officiels

- Bildungsdirektion des Kantons Zürich, Amt für Jugend und Berufsberatung (2010). Brückenangebote im Kanton Zürich. Zürich: Bildungsdirektion.
- Bildungsdirektorenkonferenz Zentralschweiz (2005). Empfehlungen zur regionalen Koordination der Brückenangebote. Vom 25. Februar 2005. Luzern: BKZ.
- BKS BL, Bildungs-, Kultur und Sportdirektion Kanton Basel-Landschaft (2014). Brückenangebote bei der Basel. Zahlenspiegel Basel-Landschaft 2008-2014.
- Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (2000). BBT-Empfehlungen 2000 für Brückenangebote zwischen obligatorischer Schule und Berufsbildung. Bern: BBT.
- Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (2011). Masterplan Berufsbildung. Strategische Ziele und benötigte Mittel. Version vom 3. Oktober 2011. Aktualisiert im März 2012. Bern: BBT.
- Bundesamt für Berufsbildung und Technologie BBT (2000): BBT-Empfehlungen 2000 für Brückenangebote zwischen obligatorischer Schule und Berufsbildung. Hilfestellungen im Hinblick auf eine berufliche Ausbildung für Jugendliche mit schulischen oder sprachlichen Schwierigkeiten.
- Bundesamt für Statistik (2014). Lernende 2012/13. Neuchâtel: BFS. <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/05/data/blank/01.html> (Abfrage vom 28.8.2014).
- Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten in der beruflichen Grundbildung (Berufsfachschulvereinbarung, BFSV) vom 22. Juni 2006.
- Nordwestschweizerische Erziehungsdirektorenkonferenz NW EDK (2009). Regionales Schulabkommen über die gegenseitige Aufnahme von Auszubildenden und Ausrichtung von Beiträgen (RSA 2009) zwischen den Kantonen Aargau, Basel-Landschaft, Basel-Stadt, Bern, Freiburg, Luzern, Solothurn, Wallis und Zürich.
- Schweizerische Eidgenossenschaft (2002). Bundesgesetz über die Berufsbildung. (Berufsbildungsgesetz, BBG) vom 13. Dezember 2002 (Stand am 1. Januar 2013).
- Schweizerische Eidgenossenschaft (2003). Verordnung über die Berufsbildung (Berufsbildungsverordnung, BBV) vom 19. November 2003 (Stand am 1. Juli 2014).
- Schweizerische Eidgenossenschaft (2005). Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer (Ausländergesetz, AuG) vom 16. Dezember 2005 (Stand am 1. Februar 2014).
- Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren EDK. Generalsekretariat (2011b). Empfehlungen Nahtstelle obligatorische Schule – Sekundarstufe II. Verabschiedet von der Plenarversammlung am 28. Oktober 2011. Bern: EDK.
- Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren EDK (2006a). Leitlinien zur Optimierung der Nahtstelle obligatorische Schule – Sekundarstufe II. Verabschiedet anlässlich der EDK-Jahresversammlung vom 27. Oktober 2006. Bern: EDK.
- Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren EDK (2006b). Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten in der beruflichen Grundausbildung vom 22. Juni 2006 (Berufsfachschulvereinbarung). Bern: EDK.
- Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (2006c). Leitlinien zur Optimierung der Nahtstelle obligatorische Schule – Sekundarstufe II. Bern: EDK.

- Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren, Generalsekretariat (2011a): Projekt Nahtstelle. Schlussbericht. Bern: GS EDK.
- Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (2011b). Empfehlungen Nahtstelle obligatorische Schule – Sekundarstufe II. Verabschiedet von der Plenarversammlung am 28. Oktober 2011.
- Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren EDK (2014): Brückenangebote in den Kantonen. Bern: EDK.
- Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (2013a). Interinstitutionelle Zusammenarbeit: Bestandesaufnahme Nahtstelle I. Pflichtenheft. Juni 2013.
- Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (2013b): Berufsbildung in der Schweiz. Fakten und Zahlen.
- Staatssekretariat für Wirtschaft SECO (2013). SEMO-Umfrage 2011/12: Resultate.

A1.2 Recherche et évaluation, divers

- Aeschbach, Susanne; Villiger, Simone (2013). Auswertung der Umfrage bei den Motivationssemestern der Schweiz. Zeitraum: 2012/13. Luzern: Hochschule Luzern. Soziale Arbeit.
- Allidi, Oreste (2011). Risiko- und Schutzfaktoren bei Lehrvertragsauflösungen. Zusammenfassung. www4.ti.ch/fileadmin/DECS/DFP/Documenti/O_ALLIDI/zusammenfassung.pdf (Abfrage 15.5.2015).
- Arbeitsintegration Schweiz (2013). Information an die Mitglieder von Arbeitsinformation Schweiz aus der Region Zürich. <http://www.arbeitsintegrationschweiz.ch/fileadmin/sektion/zuerich/Mitgliederinfo.pdf> (Abfrage vom 2.12.2014).
- Berufsbildungsfeindliche Praktikumskultur an Kindertagesstätten? Vorstoss 021-2013 Kanton Bern (Interpellation Andreas Blaser vom 21.1.2013).
- Büro BASS (2009): Gesellschaftliche Kosten der Ausbildungslosigkeit in der Schweiz. Erstellt im Auftrag von Travail.Suisse (http://www.buerobass.ch/pdf/2009/ausbildungslosigkeit_schlussbericht_def.pdf).
- Brahm, Taiga; Euler, Dieter; Steingruber, Daniel. «Brückenangebote» in der Schweiz: Versorgung in Warteschleifen oder Chance zur Resilienzförderung? Zeitschrift für Berufs- und Wirtschaftspädagogik, 2/2012, S. 194–216.
- Bundesamt für Statistik (2003). Wege in die nachobligatorische Ausbildung. Die ersten zwei Jahre nach Austritt aus der obligatorischen Schule Zwischenergebnisse des Jugendlängsschnitts TREE. Neuchâtel: BFS.
- Egger, Dreher & Partner (2007): Vertiefungsstudie Bildungsangebote im Übergang von der obligatorischen Schule in die Berufsbildung. Inkl. Anhang D – Merkmale des Übergangs von der Sekundarstufe I in die Sekundarstufe II in 6 ausgewählten Kantonen. Erstellt im Auftrag des BBT.
- Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2013). Projekt KoBra: Umsetzungskonzept Teil I. Bern: ERZ.
- Froidevaux, Aline; Weber, Markus (2003). Motivationssemester (SEMO). Bericht 1999 – 2002. Bern: seco.
- Gertsch, Marianne; Gerlings, Alexander; Modetta, Caterina (1999). Der Lehrstellenbeschluss. Evaluation. Studie über Brückenangebote. Bern: Zentrum für universitäre Weiterbildung.

- Häfeli, Kurt; Rüesch, Peter; Landert, Charles; Wegener, Robert; Sardi, Massimo (2004). Berufsbildungsangebote für gefährdete Jugendliche in der Schweiz. Vertiefungsstudie. Lehrstellenbeschluss 2. Bern: BBT & KWB (Koordinationsstelle für Weiterbildung der Universität Bern).
- Häfeli, Kurt; Schellenberg, Claudia (2009). Erfolgsfaktoren in der Berufsbildung bei gefährdeten Jugendlichen. Studien + Berichte 29A. Bern: EDK.
- Hasler, Patrizia (2014). Lehrvertragsauflösungen im Bauhauptgewerbe. Kurzfassung. Im Auftrag des Schweizerischen Baumeisterverbandes Zürich (SBV) und des Fachverbandes Infra. Zürich: SBV.
- KEK Consultants (2011): Koordination Brückenangebote im Kanton Bern (KoBra). Grundlagen – Analyse- Lösungsvorschläge. Im Auftrag der Erziehungs-, Volkswirtschafts- und Gesundheits- und Fürsorgedirektion. Bern.
- Kiener, Urs (2000). Studien und offene Fragen zu den Brückenangeboten in der Schweiz. DBK-Lehrstellenprojekt – Werkstattpapier. Luzern DBK.
- Landert, Charles; Brägger, Martina (2009). LCH Arbeitszeiterhebung 2009. Zürich: LCH.
- Landert, Charles (2011) Nationales Projekt Case Management Berufsbildung. Bericht zur Umsetzungsevaluation. Bern: BBT.
- Landert, Charles (2012). Evaluation der Fachstelle 1155 Kanton Aargau. Im Auftrag der Abteilung Berufsbildung und Mittelschulen des Kantons Aargau.
- Landert, Charles (2013). Organisationsanalyse der Berufs- und Laufbahnberatung des Kantons Solothurn und von vier Vergleichskantonen. Im Auftrag des Amtes für Berufsbildung, Mittel- und Hochschulen des Kantons Solothurn.
- Landert, Charles (2014). Die Berufszufriedenheit der Deutschschweizer Lehrerinnen und Lehrer. Zürich: LCH.
- MBA Mittelschul- und Berufsbildungsamt des Kantons Zürich (2013). Zürcher Lehrstellenbericht 2012.
- Müller, Brigitte (2007), Motivationssemester – ein Angebot für Jugendliche im Übergang in Berufsbildung und Arbeitsmarkt. Basel: Institut für Kinder- und Jugendhilfe.
- Müller, Dieter (2007). Last minute: Evaluation 2007. Basel Stadt: Amt für Berufsbildung und Berufsberatung.
- Niederberger, Martin, unter Mitarbeit von Christin Achermann (2003). Brückenangebote: Struktur und Funktion. Die Rolle von Geschlecht und Nationalität. Projekt im Rahmen des Nationalen Forschungsprogramms Bildung und Beschäftigung. Forschungsbericht 30/2003 des Schweizerischen Forums für Migrations- und Bevölkerungsstudien. Neuchâtel: SFM.
- OdA Soziales Bern. Jahresbericht 2011.
- Scharenberg, Katja; Rudin, Melania; Müller, Barbara; Meyer, Thomas; Hupka-Brunner, Sandra (2014). Ausbildungsverläufe von der obligatorischen Schule ins junge Erwachsenenalter. Die ersten zehn Jahre. Ergebnisübersicht der Schweizer Längsschnittstudie TREE, Teil I. Basel: Universität Basel TREE.
- Schellenberg, Claudia; Wettstein, Emil (2007). Projekt: «Genügen 9 Schuljahre nicht mehr?» Berechnungen zum Alter und zur Zahl der besuchten Schuljahre bis zum Eintritt in die Berufslehre <http://www.nahtstelle-transition.ch/files/nst7122h.pdf> (Abfrage vom 23.4.2014).
- Schmid, Evi; Stalder, Barbara E. (2008). Lehrvertragsauflösung: Chancen und Risiken für den weiteren Ausbildungsweg Ergebnisse aus dem Projekt LEVA. Bern: Erziehungsdirektion des Kantons Bern.

- Schweizerische Koordinationsstelle für Bildungsforschung SKBF (2014). Bildungsbericht Schweiz 2014. Aarau: SKBF.
- Tondorf, Anne; Schuppli, Fabiana (2012). Der Übergang von einer schulischen Zwischenlösung in die berufliche Grundbildung. Lizentiatsarbeit der Philosophischen Fakultät der Universität Zürich, Soziologisches Institut. Zürich: Universität Zürich.
- Villiger, Simone (2015). Auswertung der Umfrage bei den Motivationssemestern der Schweiz. Zeitraum: 2013/14. Luzern: Hochschule Luzern. Soziale Arbeit.
- Wannack, Evelyne; Sörensen Criblez, Barbara; Gilliéron Giroud, Patricia (2006). Frühere Einschulung in der Schweiz. Ausgangslage und Konsequenzen. Bern: EDK.

A2 Portraits des cantons

Note:

Les portraits des cantons ont pour partie été rédigés et validés à des moments différents. En principe, le délai de clôture de la rédaction avait été fixé à fin août 2014. Le développement des solutions transitoires étant en perpétuelle évolution, il se peut que des changements soient survenus entretemps.

Les portraits mettent l'accent sur la situation dans les cantons et sur les développements en cours ou planifiés. Les chiffres concernant les participants aux solutions transitoires sont incomplets. Des différences entre le total et les données du tableau 7 sont en outre possibles. Ces légères divergences sont dues aux différentes méthodes utilisées pour effectuer les relevés. La statistique des élèves et des étudiants de l'Office fédéral de la statistique recense l'ensemble des élèves à une date de référence donnée du premier semestre des offres transitoires (tableau 7), alors que les données des cantons se réfèrent en partie à ce résultat et en partie au nombre total des diplômés d'une offre transitoire.

A2.1 Kanton Zürich

Beschreibung

Im Kanton Zürich wählen überdurchschnittlich viele SchulabsolventInnen eine berufliche Grundbildung und dementsprechend weniger oft eine allgemeinbildende Ausbildung. Die Quote der SchulabgängerInnen, die eine Übergangslösung benötigen, liegt in Zürich im schweizerischen Mittel. Abgesehen von Motivationssemestern und sonderpädagogischen Brückenangeboten, befanden sich im Jahr 2012/13 2'123 SchülerInnen ein Brückenangebot, davon besuchten 253 SchülerInnen einen Integrationskurs³².

Angebot

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kommunale bzw. übergemeindliche Brückenangebote	Berufsfachschule für Detailhandel Zürich		
	Berufsfachschule Winterthur	260	
	Berufsschule Mode und Gestaltung		
	Berufswahl- und Weiterbildungsschule Zürcher Oberland	159	
	Berufswahlschule Bezirk Horgen	101	
	Berufswahlschule Bülach	167	
	Berufswahlschule Effretikon	35	
	Berufswahlschule Kloten	73	
	Berufswahlschule Limmattal (Dietikon)	163	
	Berufswahlschule Uster	169	
	Berufswahlschule Winterthur	390	
	Fachschule Viventa Zürich	491	
	Hauswirtschaftliche Fortbildungsschule		
	Tempus am See	44	
Werkjahrschule Winterthur			
Integrationskurse	Berufswahl- und Weiterbildungsschule Zürcher Oberland		
	Berufswahlschule Bülach		
	Berufswahlschule Limmattal		
	Berufswahlschule Uster		
	Fachschule Viventa Zürich	138	
	Hauswirtschaftliche Fortbildungsschule		
	Tempus am See		
SEMO (Plätze)	AOZ		
	Arbeitsintegration Winterthur		
	Berufswahlschule Limmattal		
	Laufbahnenzentrum Stadt Zürich		
	proBIP		

³² <http://www.bista.zh.ch/sbw/Brueckenangebote.aspx>.

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
SEMO (Plätze) Forts.	SAH Zürich		594
	Soziale Einrichtungen und Betriebe Stadt Zürich		
	Soziale Unternehmungen Zürich		
	Stiftung Arbeitsgestaltung		
	Verein Access bridge to work		
	Verein Impulsis		
	Zweckverband Soziales Netz Horgen		
Sonderpädagogische Brückenangebote			

Angebote der Gemeinden in Zusammenarbeit mit dem Mittelschul- und Berufsbildungsamt

Der Kanton Zürich führt schulische, kombinierte sowie integrationsorientierte Brückenangebote. Von den Schuljahren 2009/10 bis 2013/14 waren diese Brückenangebote übergangsrechtlich geregelt. Dabei wurden sie in drei verschiedene Typen eingeteilt³³:

- Berufswahlorientierte Angebote (kombiniert oder schulisch)
- Berufsfeldorientierte Angebote³⁴ (kombiniert)
- Berufsvorbereitungsjahr Sprache und Kultur

Die Unterscheidung zwischen «berufswahlorientiert» und «berufsfeldorientiert» ergab sich dabei nach dem Stand des Berufswahlprozesses des, der Jugendlichen. Berufswahlorientierte Angebote richten sich an jene SchulabgängerInnen, die noch keinen festen Berufswunsch haben, während berufsfeldorientierte Angebote sich für jene SchulabgängerInnen eignen, die sich bereits auf einen Beruf oder ein Berufsfeld festlegen konnten.

Mit Beginn des Schuljahres 2014/15 werden die übergangsrechtlichen Bestimmungen in die Verordnung zum Einführungsgesetz BBG integriert³⁵. Die verschiedenen Angebote werden dabei neu in vier verschiedene Typen eingeteilt, wobei die Einteilung gemäss dem Praxisanteil sowie der Zielgruppe der Angebote erfolgt:

- Schulische Berufsvorbereitungsjahre
- Praktische Berufsvorbereitungsjahre (kombiniertes BVJ mit Praxis in Schule/Werkstätte)
- Betriebliche Berufsvorbereitungsjahre (kombiniertes BVJ mit Praxis in Betrieb)
- Integrationsorientierte Berufsvorbereitungsjahre

Die Anbieter der Berufsvorbereitungsjahre sind Gemeindezweckverbände (Berufswahlschulen) oder Städte. Aufgrund der kommunalen Zuständigkeit für das Anbieten von Berufsvorbereitungsjah

³³ Verordnung über die Berufsvorbereitungsjahre 2009/2010 bis 2013/14 vom 22. April 2009, §5.

³⁴ Die einzelnen Schulen haben die Berufsfelder unterschiedlich festgelegt.

³⁵ Verordnung zum EG BBG (VEG BBG), Änderung vom 30. April 2014, §7.
([http://data.rrb.zh.ch/appl/rrbzhch.nsf/0/C12574C2002FAA1FC1257CC3002E7E7C/\\$file/Begr._V%20zum%20EG%20BBG_V_Finanzierung%20von%20Leistungen_Aend._30.4.14.pdf?OpenElement](http://data.rrb.zh.ch/appl/rrbzhch.nsf/0/C12574C2002FAA1FC1257CC3002E7E7C/$file/Begr._V%20zum%20EG%20BBG_V_Finanzierung%20von%20Leistungen_Aend._30.4.14.pdf?OpenElement), 10.07.2014).

ren schliessen die anbietenden Schulen sowohl mit den Gemeinden als auch mit dem Kanton Leistungsverträge ab.

Weitere Angebote – SEMO und Angebote der städtischen sozialen Dienste

Insgesamt 13 verschiedene private und öffentliche Institutionen bieten im Auftrag des Amtes für Wirtschaft und Arbeit (AWA) Motivationssemester an. Die Motivationssemester dauern sechs Monate, wobei eine Verlängerung um max. sechs Monate nach Absprache möglich ist. Die sozialen Dienste der Stadt Zürich bieten ebenfalls Motivationssemester an. In diesen Motivationssemestern stellen sie zusätzliche Plätze zur Verfügung für junge Erwachsene bis 25 Jahre, die Sozialhilfe beziehen³⁶. Einen ähnlichen Ansatz verfolgen auch die sozialen Dienste der Stadt Winterthur, deren Motivationssemester der Arbeitsintegration im Auftrag der Arbeitslosenkasse sowie der städtischen Sozialhilfe durchgeführt werden³⁷.

Sonderpädagogische Brückenangebote (nicht in der Zuständigkeit des MBA)

Nach der obligatorischen Schulpflicht existiert für Jugendliche der integrativen und separaten Sonderschulung im Kanton Zürich die sogenannte «Sonderschulung 15 plus». Sie richtet sich an Jugendliche, denen der Übertritt in die Arbeitswelt, eine weiterführende Schule oder Brückenangebote nicht möglich war und verlängert die Schulzeit wenn nötig bis zum 20. Altersjahr³⁸. Im Rahmen von «Sonderschulung 15 plus» führen mehr als ein Dutzend anerkannte Schulen sog. Berufsfindungs- oder Werkjahrklassen, die wie Brückenangebote auf den unmittelbaren Übertritt in die Berufswelt vorbereiten.

Zulassung und Kosten

Die SchülerInnen melden sich selbst für die kantonalen Brückenangebote an. Zugelassen zu den kantonalen Brückenangeboten sind SchülerInnen zwischen 15 und 17 Jahren nach Beendigung der obligatorischen Schulzeit³⁹. Zusätzlich müssen die SchülerInnen nachweisen, dass sie sich entweder erfolglos um eine Lehrstelle bemüht haben, oder die Berufsberatung bestätigt, dass eine Lehrstellensuche noch zu früh ist oder dass nach einer Lehrvertragsauflösung keine Anschlusslösung gefunden werden konnte. Der Anmeldeschluss ist auf den 15. Mai festgesetzt⁴⁰. Innerhalb eines Monats entscheiden die Schulen über die Aufnahme⁴¹. Eine Ausnahme bildet die Fachschule Viventa der Stadt Zürich, welche von der Stadt Zürich beauftragt wurde, sämtliche Jugendlichen aufzunehmen⁴². An Jugendliche, die noch keine Anschlusslösung haben, richtet sich die Veranstaltung «Last Call», die jeweils nach den Sommerferien stattfindet. «Last Call» wurde von dem Laufbahnzentrum

³⁶ Soziale Dienste der Stadt Zürich bieten vier verschiedene SEMO an: Profil Gastronomie, Gewerbe, Handwerk, Detailhandel (Spice), <https://www.stadt-zuerich.ch/sd/de/index/arbeitswohndrogen/arbeitsintegrationjugend/brueckenangebote.html>, Zugriff 09.05.2014.

³⁷ Arbeitsintegration Winterthur (2013). Angebote für Jugendliche. Perspektiven und Lehrstellen finden.

³⁸ Bildungsdirektion Kanton Zürich, Volksschulamt (2013). Berufswahl- und Lebensvorbereitung von Jugendlichen in der Sonderschulung, Rahmenkonzept.

³⁹ Für das Integrationsangebot sind SchülerInnen zwischen 15 und 21 Jahren zugelassen.

⁴⁰ Bis 2013/14: Verordnung über die Berufsvorbereitungsjahre 2009/2010 bis 2013/14, §8.

Ab 2014/15: Verordnung über die Zulassungsvoraussetzungen und die Abschlussbeurteilung der Berufsvorbereitungsjahre, §3.

⁴¹ Bis 2013/14: Verordnung über die Berufsvorbereitungsjahre 2009/2010 bis 2013/14, §9.

Ab 2014/15: Verordnung EG BBG, §9.

⁴² Stalder, Walker, Frommelt (2013), Seiten 34 und 68.

der Stadt Zürich initiiert und wird in Zusammenarbeit mit der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung des Kantons Zürich realisiert. Unterstützt wird «Last Call» auch von den RAV⁴³.

An der Finanzierung der Brückenangebote beteiligt sind der Kanton, die Gemeinden sowie die Eltern. Das Schulgeld für die Eltern liegt bei CHF 2'500. Je nach Schule kommen dazu noch Materialkosten sowie eine Anmeldegebühr von maximal CHF 200⁴⁴. Während die Kantone einen fixen Betrag an die Finanzierung leisten, decken die Gemeinden den restlichen, grössten Betrag ab⁴⁵.

Akteure an der Nahtstelle I

Im Kanton Zürich sind diverse Akteure an der Nahtstelle I involviert, wobei die Akteure verschiedenen Departementen sowie unterschiedlichen Ebenen (kommunal, kantonale) angehören. Im Bereich der kantonalen Brückenangebote sind es die Gemeinden, die verpflichtet sind, die Berufsvorbereitungsjahre anzubieten. Mit welcher Schule sie Leistungsverträge abschliessen, bestimmen sie jedoch selbst. Die strategischen Entscheide hingegen übernehmen verschiedene Akteure auf Kantonsebene. Der Regierungsrat regelt die Finanzierung der kantonalen Brückenangebote und der Bildungsrat definiert die Zulassungsvoraussetzungen, die Anforderungen an die Lehrpersonen, den Rahmenlehrplan, die Abschlussbeurteilung und ist verantwortlich für die Qualitätssicherung⁴⁶. Die Leistungsaufträge mit den Anbietern schliesst das Mittelschul- und Berufsbildungsamt (MBA) ab, wobei sich die Anbieter an die inhaltlichen Vorgaben der Kurse in der Verordnung halten müssen. Innerhalb des MBA befasst sich vornehmlich die 2012 neu geschaffene Stabstelle für Berufsintegration und Förderung mit den Berufsvorbereitungsjahren⁴⁷. Die Berufsberatung schliesslich ist dem Amt für Jugend und Berufsberatung (AJB) unterstellt.

Auch im Bereich der arbeitsmarktlichen Massnahme Motivationssemester sind sowohl kommunale als auch kantonale Akteure beteiligt. Die SEMO werden vom Amt für Wirtschaft (AWA) in der Volkswirtschaftsdirektion gesteuert. Einige der SEMO werden jedoch von den städtischen Sozialdiensten aus Winterthur und Zürich selbst angeboten, damit auch junge Sozialhilfebezügler, Sozialhilfebezüglerinnen einen Platz in diesen SEMO erhalten.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Die kantonalen Brückenangebote des MBA sowie die SEMO des AWA sind unabhängig voneinander, und es findet keine Triage der SchülerInnen statt. In den letzten Jahren und auch zurzeit laufen jedoch Bestrebungen für eine engere Zusammenarbeit des AWA mit dem MBA. Bezweckt wird dabei, dass die verschiedenen Angebote direktionsübergreifend koordiniert werden. Eine Initiative war etwa das Projekt «Koordination öffentliche Brückenangebote im Kanton Zürich»⁴⁸ Grundlagen

⁴³ Laufbahnzentrum Stadt Zürich (2014). Last-Call, (<http://www.last-call.ch/index.php>, Zugriff 15.05.2014).

⁴⁴ Bis 2013/14: Verordnung über die Berufsvorbereitungsjahre 2009/2010 bis 2013/14, §15 und §17. Ab 2014/15: Verordnung über die Finanzierung von Leistungen der Berufsbildung (VFinBBG), Änderung vom 30.04.2014, §18a.

⁴⁵ Bildungsdirektion Kanton Zürich, Mittelschul- und Berufsbildungsamt (2011). Antworten auf häufig gestellte Fragen (FAQ), Seite 2.

⁴⁶ Bis 2013/14: Verordnung Berufsvorbereitungsjahre, §2, §12 und §13. Ab 2014/15: Verordnung EG BBG (Änderung vom 30.04.2014), §6.

⁴⁷ Mittelschul- und Berufsbildungsamt Kanton Zürich (2013). Ihr Bildungspartner. Jahresbericht 2012, Seite 8.

⁴⁸ Stalder, Walker, Frommelt 2013: 37.

für die Zusammenarbeit liefern soll ebenfalls eine kürzlich verfasste Studie zur Situation an der Nahtstelle I im Kanton Zürich, die vom MBA in Auftrag gegeben und von Beteiligten aus dem AWA, dem AJB sowie dem Volksschulamt (VSA) begleitet wurde⁴⁹.

Fazit der Autoren

Der Kanton Zürich als einwohnerstärkster Kanton der Schweiz zeichnet sich durch ein grosses, geographisch breit gestreutes Angebot an Brückenangeboten und Motivationssemestern aus. Im gesamtschweizerischen Vergleich ist es eine Besonderheit⁵⁰, dass die Gemeinden vom Kanton zur Bereitstellung der Brückenangebote verpflichtet werden.

Wie in anderen Kantonen sind zurzeit im Kanton Zürich an der Nahtstelle I Reformen im Gang und die gesetzlichen Grundlagen für die BVJ werden per Schuljahr 2014/15 angepasst. Diese Anpassung der gesetzlichen Grundlagen bringt hauptsächlich eine Vereinfachung des bisherigen Systems. So werden die übergangsrechtlichen Bestimmungen in der Verordnung über die BVJ in die Verordnung zum EG BBG überführt⁵¹. Ebenso werden sämtliche Bestimmungen des Bildungsrates betreffend die BVJ in einer einzigen Verordnung zur Zulassung und Abschlussbeurteilung geregelt. Zusätzlich werden die Berufsvorbereitungsjahre neu gegliedert, da sich die frühere Unterscheidung zwischen berufswahlorientierten, berufsfeldorientierten und integrationsorientierten BVJ als wenig praxisnah erwies. Abgesehen von der neuen Gliederung der Angebote erfahren sie jedoch nur wenige inhaltliche Neuerungen. Für alle BVJ ist vorgesehen, Jugendliche mit besonderem Bildungsbedarf zusätzlich stärker zu begleiten. Ebenso wurden Zuständigkeiten im Aufnahmeverfahren weiter geklärt. Die Vorlehre schliesslich wird ab 2014/15 nicht mehr als Berufsvorbereitungsjahr geführt, sondern als ergänzendes Angebot der kantonalen Berufsfachschulen.

Quellen

Gespräche:

- Telefonisches Gespräch Mittelschul- und Berufsbildungsamt Zürich, 6.2.2014.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

Bis Schuljahr 2013/14:

- Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Berufsbildung (EG BBG) vom 14. Januar 2008, 413.31.
- Verordnung zum EG BBG (VEG BBG) vom 8. Juli 2009, 413.311.
- Verordnung über die Berufsvorbereitungsjahre 2009/2010 bis 2013/14 vom 22. April 2009, 431.311.9.

⁴⁹ Vgl. Stalder, Martin; Walker, Katharina und Frommelt, Maria (2013). Überarbeitete Gesamtschau Übergang I im Kanton Zürich – Bericht. Zürich: KEK CDC Consultants (erhalten am 11.02.2014). Die aus der Studie resultierenden Konzepte und Schlüsse waren bei Redaktionsschluss des Berichts noch in Arbeit.

⁵⁰ Neben dem Kanton Zürich sind auch im Kanton Wallis die Gemeinden für einen Teil der Brückenangebote verantwortlich, da die kommunalen Orientierungsschulen die sog. Vorlehrklassen führen.

⁵¹ Die folgenden Informationen stammen aus den Erläuterungen zu den Verordnungs- und Reglementsänderungen, die der Vernehmlassung beigelegt waren.

([https://www.ewp.zh.ch/vd/appl/awa/vnl/databases/vnl.nsf/vw-all-documents/A4F89DA887337734C1257B580024B5F6/\\$File/Erlaeuterungen_zu%20den_Verordnungs-und_Reglementsaenderungen.pdf](https://www.ewp.zh.ch/vd/appl/awa/vnl/databases/vnl.nsf/vw-all-documents/A4F89DA887337734C1257B580024B5F6/$File/Erlaeuterungen_zu%20den_Verordnungs-und_Reglementsaenderungen.pdf)).

Ab Schuljahr 2014/15:

- Verordnung über die Zulassungsvoraussetzungen und die Abschlussbeurteilung der Berufsvorbereitungsjahre vom 9. Dezember 2013, 413.311.1
- Verordnung über die Finanzierung von Leistungen der Berufsbildung (VFin BBG), Änderung vom 30. April 2014,
([http://data.rrb.zh.ch/appl/rrbzhch.nsf/0/C12574C2002FAA1FC1257CC3002E7E7C/\\$file/Begr._V%20zum%20EG%20BBG_V_Finanzierung%20von%20Leistungen_Aend._30.4.14.pdf?OpenElement](http://data.rrb.zh.ch/appl/rrbzhch.nsf/0/C12574C2002FAA1FC1257CC3002E7E7C/$file/Begr._V%20zum%20EG%20BBG_V_Finanzierung%20von%20Leistungen_Aend._30.4.14.pdf?OpenElement), 10.07.2014).
- Verordnung zum EG BBG (VEG BBG), Änderung vom 30. April 2014,
([http://data.rrb.zh.ch/appl/rrbzhch.nsf/0/C12574C2002FAA1FC1257CC3002E7E7C/\\$file/Begr._V%20zum%20EG%20BBG_V_Finanzierung%20von%20Leistungen_Aend._30.4.14.pdf?OpenElement](http://data.rrb.zh.ch/appl/rrbzhch.nsf/0/C12574C2002FAA1FC1257CC3002E7E7C/$file/Begr._V%20zum%20EG%20BBG_V_Finanzierung%20von%20Leistungen_Aend._30.4.14.pdf?OpenElement), 10.07.2014).

Weitere Dokumente:

- Amt für Jugend und Berufsberatung (2009/10). Brückenangebote im Kanton Zürich.
- Arbeitsintegration Winterthur (2013). Angebote für Jugendliche. Perspektiven und Lehrstellen finden.
- Bildungsdirektion Kanton Zürich (2013). Vernehmlassung zur Änderung der Regelung der Berufsvorbereitungsjahre; Erläuterungen, ([https://www.ewp.zh.ch/vd/appl/awa/vnl/databases/vnl.nsf/vw-all-documents/A4F89DA887337734C1257B580024B5F6/\\$File/Erlaeuterungen_zu%20den_Verordnungs-und_Reglements-aenderungen.pdf](https://www.ewp.zh.ch/vd/appl/awa/vnl/databases/vnl.nsf/vw-all-documents/A4F89DA887337734C1257B580024B5F6/$File/Erlaeuterungen_zu%20den_Verordnungs-und_Reglements-aenderungen.pdf), Zugriff 09.05.2014)
- Bildungsstatistik Kanton Zürich (2011). Schüler/-innen in Brückenangeboten, (<http://www.bista.zh.ch/sbw/Brueckenangebote.aspx>, Zugriff 09.05.2014)
- Egger, Dreher und Partner (2007). Vertiefungsstudie Bildungsangebote im Übergang von der obligatorischen Schule in die Berufsbildung. Erstellt im Auftrag des BBT. Anhang D. Merkmale des Übergangs von der Sekundarstufe I in die Sekundarstufe II in 6 ausgewählten Kantonen (Seiten 83 – 99).
- Jahresbericht 2011 (2012). liz netzwerk kanton zürich.
- Laufbahnzentrum Stadt Zürich (2014). Last-Call, (<http://www.last-call.ch/index.php>, Zugriff 15.05.2014).
- Mittelschul- und Berufsbildungsamt des Kantons Zürich (2011). Antworten auf häufig gestellte Fragen (FAQ). (http://www.mba.zh.ch/internet/bildungsdirektion/mba/de/schulen_berufsbildung/berufsvorbereitungsjahre.html, Zugriff 09.05.2014).
- Mittelschul- und Berufsbildungsamt des Kantons Zürich (2013). Angebotsübersicht der Berufsvorbereitungsjahrschulen im Schuljahr 2013/2014.
- Mittelschul- und Berufsbildungsamt des Kantons Zürich (2013). Merkblatt: Angebote der Berufsvorbereitungsjahre (BVJ).
- Mittelschul- und Berufsbildungsamt des Kantons Zürich (2013). Revision der Berufsvorbereitungsjahre. Zusammenstellung der Vernehmlassungsergebnisse.
- Mittelschul- und Berufsbildungsamt des Kantons Zürich (2014). Berufsvorbereitungsjahre. http://www.mba.zh.ch/internet/bildungsdirektion/mba/de/schulen_berufsbildung/berufsvorbereitungsjahre.html [Zugriff 25.02.2014].

- Regierungsrat Kanton Zürich (2013) Vernehmlassung zur Änderung der Regelung der Berufsvorbereitungsjahre; Medienmitteilung des Regierungsrates (http://www.zh.ch/internet/de/aktuell/news/medienmitteilungen/2013/093_berufsvorbereitungsjahre_vernehmlassung.html, Zugriff 09.05.2014).
- Sozialdepartement Stadt Zürich (2014). Brückenangebote (<https://www.stadt-zuerich.ch/sd/de/index/arbeitswohndrogen/arbeitsintegrationjugend/brueckenangebote.html>, Zugriff 09.05.2014)
- Stalder, Martin, Walker, Katharina und Maria Frommelt (2013). Überarbeitete Gesamtschau Übergang I im Kanton Zürich – Bericht. Zürich: KEK CDC Consultants.
- Vernehmlassung zur Änderung der Regelung der Berufsvorbereitungsjahre; Erläuterungen.
- Volksschulamt des Kantons Zürich (2013). Berufswahl- und Lebensvorbereitung von Jugendlichen in der Sonderschulung, Rahmenkonzept.

A2.2 Kanton Bern

Beschreibung

Eine berufliche Grundbildung wählen im Kanton Bern ähnlich viele SchulabsolventInnen wie in der gesamten Schweiz. Deutlich weniger SchulabgängerInnen gehen jedoch an eine allgemeinbildende Schule und dementsprechend ist die Quote an SchulabsolventInnen in Zwischenlösungen über dem schweizerischen Durchschnitt⁵². Die SEMO oder weitere Angebote ausgeschlossen, besuchten im Jahr 2012/13 2'182 SchülerInnen ein kantonales Brückenangebot⁵³.

Angebot

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kantonale Brückenangebote	Berufsfachschule des Detailhandels	27	1982
	Berufs-, Fach- und Fortbildungsschule BFF BERN	575	
	Berufsbildungszentrum Biel	315	
	Berufsfachschule Emmental	337	
	Berufsfachschule Langenthal	162	
	Bildungszentrum Interlaken	140	
	ceff – Centre de formation professionnelle Berne francophone	104	
	Gewerblich-Industrielle Berufsschule Bern (GIBB)	91	
	Schlossbergsschule Spiez	231	
Integrationskurse ⁵⁴	Berufs-, Fach- und Fortbildungsschule BFF BERN	90	200
	Berufsbildungszentrum Biel	47	
	Berufsfachschule Emmental	32	
	Bildungszentrum Interlaken	15	
	Schlossbergsschule Spiez	16	
SEMO (Plätze)	Sozialamt der Stadt Bern – Kompetenzzentrum Arbeit		253
	Fondation gad Stiftung		
	Stiftung HEKS		
Sonderpädagogische Brückenangebote	Kindheimat Tabor	0	30
	Schulheim Lerchenbühl, Burgdorf	9	
	Sprachheilschule Wabern	7	
	Sunneshyn Steffisburg	14	

Bemerkung: Zahlen für Schuljahr 2012/13, erhoben beim Mittelschul- und Berufsbildungsamt (Kant. Brückenangebote, Integrationskurse) sowie den anbietenden Institutionen (sonderpädagogische Brückenangebote).

⁵² Bundesamt für Statistik (2014). Quote der sofortigen Übergänge in die Sekundarstufe II nach Schulkanton 2011. (<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/17/blank/01.indicator.404301.4041.html?open=104>, 30.04.2014)

⁵³ Zahlen erhoben bei dem Mittelschul- und Berufsbildungsamt, Stichtag: 15.09.2012.

⁵⁴ Sowohl die Integrationskurse als auch die SEMO werden in der Konzeption des Kantons Bern auch als «Kantonale Brückenangebote» bezeichnet.

Angebote des Mittelschul- und Berufsbildungsamts (MBA): Brückenangebote, Integrationskurse

Insgesamt neun Berufsfachschulen des Kantons Bern bieten kantonale Brückenangebote an. Dabei können drei verschiedene Angebotstypen⁵⁵ unterschieden werden:

- das berufsvorbereitende Schuljahr (BVS)
 - mit Schwerpunkt in Allgemeinbildung (BSA)
 - mit Schwerpunkt in Praktische Bildung (BSP)
 - mit Schwerpunkt in Integration von Fremdsprachigen (BSI)
- das berufsvorbereitende Schuljahr Plus (BVS Plus), bis 2013/14 bezeichnet als «Aufstarten»
- die Vorlehre

Während das berufsvorbereitende Schuljahr sowie die Vorlehre als klassische Angebote zählen, entspricht BVS Plus einer niederschweligen Zwischenlösung und ist damit in der Konzeption der Berner Brückenangebote näher an den Zwischenlösungen des Arbeitsamtes sowie der Sozialhilfe.

Weitere Angebote – SEMO und Beschäftigungs- und Integrationsangebote (BIAS)

Im Kanton Bern gibt es mit den Motivationssemestern des Berner Amt für Wirtschaft (beco) ein weiteres Angebot des Kantons für Zwischenlösungen. Die SEMO werden ab dem 1. August 2014 von der Fachstelle Brückenangebote geführt (im Auftrag des beco). Damit sollen Synergieeffekte genutzt und die Koordination mit den anderen Angeboten verbessert werden. Die Beschäftigungs- und Integrationsangebote des kantonalen Sozialamtes sind niederschwelliger und fokussieren auf die Vermittlung von Sozial- und Selbstkompetenzen⁵⁶. Um die Anzahl der Plätze für solche niederschwellige Zwischenlösungen zu vergrössern, wurde neben dem Angebot BVS Plus ein Teil der SEMO⁵⁷ niederschwelliger konzipiert. Diese niederschweligen Angebote sind bereits Anfang 2014 gestartet⁵⁸.

Sonderpädagogische Brückenangebote

Brückenangebote für SchülerInnen in Sonderschulung sind nicht im Konzept KoBra enthalten und gehören nicht dem MBA an. Für SchülerInnen in Sonderschulung bietet das Schulheim Lerchenbühl in Burgdorf eine Berufsfindungsklasse an.

Zulassung und Finanzierung

Der Prozess der Anmeldung an die kantonalen Brückenangebote erfolgt einheitlich im gesamten Kanton. Es muss dabei unterschieden werden zwischen dem Anmeldeprozess für Jugendliche im 9. Schuljahr und Jugendliche und junge Erwachsene nach der obligatorischen Schulzeit. Letztere müssen sich immer an die Triagestelle wenden, wenn sie ein kantonales Brückenangebot besuchen möchten. Für Erstere gilt: In den Wochen 16 bis 18 meldet die Klassenlehrperson sämtliche SchülerInnen ohne Anschlusslösung an. Die Klassenlehrperson kann dabei die SchülerInnen gemäss ihren

⁵⁵ Per 2015 sind Anpassungen an den einzelnen Angeboten vorgesehen, wobei die Grundstruktur gleich bleibt. Die Angebote existieren alle auch auf Französisch: l'année scolaire de préparation professionnelle (APP), l'année scolaire de préparation professionnelle plus (APP plus, früher «démarrer»), le préapprentissage.

⁵⁶ Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2013a). Projekt KoBra: Umsetzungskonzept Teil I, Seite 7.

⁵⁷ Unterschieden wird dann zwischen SEMO Standard und SEMO Plus.

⁵⁸ Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2013a). Projekt KoBra: Umsetzungskonzept Teil I, Seite 3.

Fähigkeiten direkt in die Berufsvorbereitenden Schuljahre (ausser BVS Plus) oder die Vorlehre anmelden. Die Anmeldung der Lehrperson stellt eine verbindliche Empfehlung für die Schulen dar. Nur falls die Unterlagen der Empfehlung widersprechen oder die Schulen nicht genügend Platz haben, können die SchülerInnen das empfohlene Angebot nicht besuchen⁵⁹. Erscheinen diese beiden Angebote nicht geeignet oder sind weitere Abklärungen notwendig, meldet die Klassenlehrperson die SchülerIn bei einer der regionalen Triagestellen im BIZ an. Falls kein Vorlehrvertrag vorliegt bis Woche 25, leitet die Berufsfachschule das Anmeldedossier an die Triagestelle weiter. Die Triagestelle berät die Jugendlichen einmalig und empfiehlt eine geeignete Zwischenlösung. Über die Aufnahme in diese Zwischenlösung entscheidet die Triagestelle zusammen mit den Anbietern⁶⁰. Zugleich wird auch geprüft, ob eine längerfristige Betreuung des Schülers, der Schülerin durch das CM BB notwendig ist.

Die Finanzierung der Brückenangebote erfolgt über den Kanton sowie Schulgelder der Eltern, wobei ein Schulgeld von CHF 1'000 nur für die berufsvorbereitenden Schuljahre (inkl. BVS Plus) erhoben wird. Bei sämtlichen Brückenangeboten kommen noch Materialkosten dazu.

Akteure an der Nahtstelle I

An den Zwischenlösungen der Nahtstelle I beteiligen sich drei Direktionen. Die führende Position nimmt dabei die Erziehungsdirektion ein mit dem Mittelschul- und Berufsbildungsamt MBA, dem die Fachstelle Brückenangebote angehört. Die Fachstelle erarbeitet die Grundlagen für die qualitative und quantitative Ausrichtung der Angebote. Ebenso sorgt sie für eine einheitliche Kommunikation bzw. ist zuständig für das einheitliche Kommunikationsportal Brückenangebote⁶¹. Wie die Fachstelle Brückenangebote hat auch das CM BB mit den regionalen Triagestellen, die seit März 2014 in Betrieb sind, eine sehr wichtige Querschnittsfunktion. Ihr werden Jugendliche und junge Erwachsene von diversen Stellen zugewiesen, wie die Volksschule, das RAV, die Sozialdienste oder die Asylkoordination⁶². Daneben an den Zwischenlösungen beteiligt ist die Volkswirtschaftsdirektion mit dem beco Berner Wirtschaft als Verantwortliche für die SEMO. Die Gesundheits- und Fürsorgedirektion ist einerseits involviert als Verantwortliche für die BIAS, andererseits gehört ihr das Alters- und Behindertenamt an, welches für das Sonderschulwesen zuständig ist⁶³.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Die Nahtstelle I nimmt im Kanton Bern eine wichtige Rolle in der IIZ ein, ist doch die «Koordination Brückenangebote (KoBra)» ein Grundlagenprojekt der Berner IIZ. Im Rahmen des Projektes KoBra werden dabei die folgenden drei Grundsätze verfolgt: *Direkteinstieg vor Zwischenlösung, Kompetenz- und Ressourcenorientierung sowie Bildung vor Arbeitslosigkeit*. An der IIZ beteiligt sind Akteure und Angebote der Erziehungsdirektion, der Volkswirtschaftsdirektion sowie der Gesundheits-

⁵⁹ Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2013b). KoBra – Änderungen bei den Brückenangeboten, BIZBlitz Herbst, Seite 4.

⁶⁰ Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2013a). Projekt KoBra: Umsetzungskonzept Teil I, Seite 12.

⁶¹ Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2013b). KoBra – Änderungen bei den Brückenangeboten, BIZBlitz Herbst, Seite 9.

⁶² Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2013a). Projekt KoBra: Umsetzungskonzept Teil I, Seite 11.

⁶³ Im Projekt KoBra sind sonderpädagogische Brückenangebote nicht berücksichtigt.

und Fürsorgedirektion. Die Erziehungsdirektion ist via Fachstelle für die Erarbeitung der Grundlagen, der Systematik und Koordination zuständig. Sie ist dafür in engem Kontakt mit der Gesundheits- und Fürsorgedirektion sowie der Volkswirtschaftsdirektion und dem Case Management Berufsbildung. In Zusammenarbeit mit den Anbietern und der Triagestelle sammelt die Fachstelle Informationen zum Stand sowie Bedarf der einzelnen Brückenangebote. In einer Konferenz im Herbst wird von beco, Sozialamt, MBA mit den Zuständigen der Brückenangebote eine überdirektionale Angebotsplanung vorgenommen: Diese Planung wird nach Rücksprache mit den Anbietern der Steuergruppe IIZ vorgelegt.

Fazit der Autoren

Im Vergleich zu den anderen Kantonen verfügt der Kanton Bern aufgrund des Projektes KoBra über ein detailliertes Konzept der Zwischenlösungen an der Nahtstelle I, das die Fachstelle Brückenangebote des MBA im Jahr 2013 in intensiver Zusammenarbeit mit den involvierten Ämtern beco und des Sozialamtes erarbeitet hat. Hierfür mussten von allen Seiten Kompromisse gemacht werden. Dieses Konzept wird seit Frühling 2014 umgesetzt. Die Umsetzung zeichnet sich durch die Implementierung zweier systemübergreifender Stellen aus: Einerseits ist eine Fachstelle für die interdirektionale Angebotsplanung und ein harmonisiertes Aufnahmeverfahren verantwortlich, andererseits sorgen regionale Triagestellen für überdirektionale Zuweisungen in die Angebote. Diese Zusammenarbeit geht damit weit über eine bilaterale Zusammenarbeit zwischen den Verantwortlichen der Brückenangebote und Motivationssemester hinaus, wie sie in verschiedenen Kantonen zu finden ist.

Da die Implementierungsphase erst seit einigen Monaten läuft, ist noch unklar, wie sich die verschiedenen Bestandteile bewähren. Noch ausstehend sind zudem geplante Anpassungen im Bereich der niederschweligen Angebote sowie der Umstrukturierung der Berufsvorbereitungsjahre und Integrationskurse.

Quellen

Gespräche

- Telefonisches Gespräch, Mittelschul- und Berufsbildungsamt, Fachstelle KoBra, 10.02.2014.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

- Gesetz über die Berufsbildung, Weiterbildung und die Berufsberatung (BerG) vom 14. Juni 2005, BSG 435.11.
- Verordnung über die Berufsbildung, die Weiterbildung und die Berufsberatung (BerV) vom 9. November 2005, BSG 435.111.
- Direktionsverordnung über die Berufsbildung, die Weiterbildung und die Berufsberatung (BerG) vom 6. April 2006, BSG 435.111.1

Weitere Dokumente:

- Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2012). Projektauftrag: Umsetzung Koordination Brückenangebote KoBra.

- Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2013a). Projekt KoBra: Umsetzungskonzept Teil I. In Zusammenarbeit mit der Volkswirtschaftsdirektion und der Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern.
- Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2013b). KoBra – Änderungen bei den Brückenangeboten, BIZBlitz Herbst, Seiten 3-13.
- Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2013c). Statistikanhang zum Geschäftsbericht 2012 der Erziehungsdirektion des Kantons Bern.
- Erziehungsdirektion des Kantons Bern (2014). Angebotssystematik Brückenangebote Kanton Bern 2014. (www.erz.be.ch/brueckenangebote, 30.04.2014).
- Mittelschul- und Berufsbildungsamt des Kantons Bern (2011). Koordination Brückenangebote im Kanton Bern /KoBra. Schlussbericht.
- Neuenschwander, Markus und Rottermann, Benno (2011). Schlussbericht Evaluation Lehrplan BVS Kanton Bern.
- Spadarotto, Claudio (2011). Koordination Brückenangebote im Kanton Bern (KoBra): Grundlagen – Analyse – Lösungsvorschläge.

A2.3 Kanton Luzern

Beschreibung

Im Kanton Luzern wählen überdurchschnittlich viele Jugendliche nach der obligatorischen Schulzeit die berufliche Grundbildung und daher seltener eine allgemeinbildende Schule. Die Anzahl Lernender in Übergangslösungen ist im Vergleich zur gesamten Schweiz unterdurchschnittlich und liegt bei 8.5 %⁶⁴. Im Schuljahr 2012/2013 besuchten so 566 Jugendliche ein Angebot des Zentrums für Brückenangebote.

Angebot

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kantonale Brückenangebote	Zentrum für Brückenangebote LU	542	
Integrationskurse	Zentrum für Brückenangebote LU	24	566
SEMO (Plätze)	Dreipunkt GmbH Luzern		78
	Schweizerisches Rotes Kreuz Kanton Luzern		
Sonderpädagogische Brückenangebote	die rodtegg	9	11
	Villa Erica	2	
	HPS Sursee ⁶⁵	0	
Weitere Angebote	Stiftung Speranza	41	71
	Caritas Luzern	26	
	Ateliers für Frauen	4	

Bemerkung: Zahlen für Schuljahr 2012/13, erhoben bei Dienststelle für Berufs- und Weiterbildung und bei den anbietenden Institutionen (sonderpädagogische Brückenangebote).

Angebote der Dienststelle Berufs- und Weiterbildung (DBW)

Die von der Dienststelle Berufs- und Weiterbildung finanzierten Angebote werden vom kantonalen Zentrum für Brückenangebote geführt, das 2006 geschaffen wurde⁶⁶. Das kantonale Zentrum für Brückenangebote (ZBA) bietet insgesamt sieben verschiedene schulische (ausschliesslich Unterricht) und kombinierte (Praxis und Unterricht) Brückenangebote. Daneben ist das ZBA auch Anbieter des Integrations-Brückenangebots. In der Konzeption der Brückenangebote im Kanton Luzern ist jedoch nicht zwingend vorgesehen, dass ein/e Jugendliche/r ein bestimmtes Angebot für das ganze Schuljahr wählt, sondern während des Schuljahres den Anteil an Praxis, respektive Schule, seinen Bedürfnissen anpassen kann. Der Inhalt der Brückenangebote folgt dem Rahmenlehrplan Brückenangebote Zentralschweiz, der im August 2005 von der Bildungsdirektorenkonferenz Zentralschweiz der Kantone Luzern, Uri, Schwyz, Obwalden, Nidwalden und Zug beschlossen wurde.

⁶⁴ LUSTAT Statistik Luzern (2014). LUSTAT Jahrbuch 2014, Seite 319. Der Wert bezieht sich, anders als in unserer Darstellung in Abschnitt 4.3.2, auf das Total aller Lernenden auf Sekundarstufe II.

⁶⁵ Sonderpädagogisches Brückenangebot, ab Schuljahr 2014/15.

⁶⁶ LUSTAT Statistik Luzern (2014). LUSTAT Jahrbuch 2014, Seite 321.

Weitere Angebote – SEMO und private Anbieter

Neben den kantonalen Brückenangeboten sind auch Zuweisungen in ein Motivationssemester möglich, welche durch die Beratungsstelle Jugend und Beruf des RAV Emmen erfolgen. Neben den Motivationssemestern existieren noch weitere Angebote, die von gemeinnützigen Trägerschaften organisiert werden und sich jeweils an ein spezifisches Publikum richten. Dies sind erstens die Programme «16plus» sowie «Sprache und Arbeit» der Stiftung Speranza, die neu unter der Bezeichnung «Perspektive Speranza» zusammengefasst werden⁶⁷. Zweitens gibt es die «Ateliers für Frauen», die sich an Frauen in komplexen Problemsituationen richten. Drittens bietet die Caritas Luzern mit «Sprachförderung und Jobtraining» einen Kurs für kürzlich immigrierte Jugendliche und junge Erwachsene zwischen 15 und 20 Jahren an, die noch nicht bereit sind für das Integrationsbrückenangebot⁶⁸. Diese privaten Angebote sowie das Motivationssemester machen im Verhältnis zu den Kursen des ZBA einen kleinen Bestandteil aller Zwischenlösungen aus.

Sonderpädagogische Brückenangebote

Wie in anderen Kantonen üblich, führen auch im Kanton Luzern die einzelnen Institutionen der Sonderschulung eigene Berufsfindungs- oder Berufswahljahre. Daneben bietet ab Schuljahr 2014/15 die Dienststelle für Volksschulbildung in Zusammenarbeit mit der IV an der Heilpädagogischen Schule Sursee zusätzlich ein so genanntes «Sonderpädagogisches Brückenangebot» an. Dieses Brückenangebot ist ein Pilotprojekt und soll Lernende mit leichter geistiger Behinderung auf eine Ausbildung mit Berufsattest EBA oder eine Praktische Ausbildung nach INSOS vorbereiten⁶⁹.

Zulassung und Kosten

Die Zulassung zu den Brückenangeboten ist im Kanton zentral über das Portal «startklar» geregelt. «startklar» gehört der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung (BSLB) an und ist die zuständige Stelle für SchulabgängerInnen und andere junge Erwachsene ohne Anschlusslösung. Alle SchülerInnen, die bis Mitte/Ende Mai keine Lehrstelle oder Anschlusslösung haben, werden durch die Klassenlehrperson bei «startklar» angemeldet. Ein Team aus Beraterinnen und Beratern der BSLB, dem Case Management Berufsbildung, der Schulberatung für Berufsbildung und Gymnasien sowie Berufsintegrationsbegleitern prüft diese Anmeldungs dossiers und sucht nach dem geeigneten Unterstützungsangebot. Neben dem Besuch eines Brückenangebots können dies Begleitungs massnahmen bei der Lehrstellensuche, eine Anmeldung bei der Berufsberatung oder die Abklärung durch das Case Management Berufsbildung sein.

Da die Anbieter ihre Kurse laufend an die Anforderungen der SchulabgängerInnen anpassen, findet vorgängig zur Prüfung der Dossiers eine Schulung statt, in der die einzelnen Angebote sowie deren Zielgruppen vorgestellt werden. Ebenso werden auch die Aufnahmekapazitäten der Anbieter vorgängig abgeklärt. Die Prüfung der Dossiers selbst erfolgt nach dem 6-Augen-Prinzip, d.h. eine Person studiert das Anmeldungs dossier und stellt zwei anderen Personen eine Empfehlung für eine

⁶⁷ Das Angebot «16 plus» eignet sich vor allem für Jugendliche in komplexen Problemlagen.

⁶⁸ Quelle: Webseiten der jeweiligen Anbieter.

⁶⁹ Heilpädagogische Schule Sursee (2013). Grobkonzept zum sonderpädagogischen Brückenangebot der HPS Sursee.

Anschlusslösung vor. Unterscheiden sich die Meinungen, wird das Anmeldungsossier weiter geprüft bis alle zuständigen Personen eine einstimmige Empfehlung abgeben. Die Empfehlung von «startklar» dient dabei als Grobtriage zu den einzelnen Angeboten von Zwischenlösungen, die Feintriage in einen geeigneten Kurs wird den Anbietern selbst überlassen⁷⁰.

«startklar» befasst sich insgesamt mit circa 900 Anmeldungen⁷¹, wobei die Mehrzahl der Fälle im Frühjahr bei der zentralen Erfassung der SchülerInnen ohne Anschlusslösung und nur 60 bis 70 Fälle unterjährig behandelt werden⁷². Trotz dieses koordinierten Vorgehens funktioniert «startklar» nach dem Prinzip der Hilfe zur Selbsthilfe. Das heisst, von den Jugendlichen wird erwartet, dass sie sich weiter um eine Lehrstelle bemühen. Ebenso garantiert «startklar» keinen Platz in einem Brückenangebot.

Die Kosten für die Brückenangebote trägt vornehmlich der Kanton. Die Eltern bezahlen ein Schulgeld sowie die Materialkosten. Das Schulgeld für die einzelnen Brückenangebote des ZBA liegt zwischen CHF 400 und 1'300. Da die Brückenangebote im Kanton Luzern möglichst durchlässig ausgestaltet sind, passt sich so auch das Schulgeld laufend an, wenn zwischen den Kursen gewechselt wird⁷³.

Akteure an der Nahtstelle I

An der Nahtstelle I sind in Luzern insgesamt vier Dienststellen von zwei Departementen involviert. Im Bildungs- und Kulturdepartement sind dies die Dienststelle Berufs- und Weiterbildung (DBW), mit vornehmlich dem ZBA, der BSLB, «startklar» sowie weiteren Angeboten und Stellen zur Berufsintegration. Ebenso hat die DBW Leistungsverträge für die Angebote der Stiftung Speranza sowie Ateliers für Frauen Leistungsvereinbarungen mit den Anbietenden abgeschlossen. Als zweite Dienststelle im Departement ist die Dienststelle für Volksschulbildung (DVS) beteiligt als verantwortliche Dienststelle für die sonderpädagogischen Angebote. Im Gesundheits- und Sozialdepartement schliesslich beteiligen sich die Dienststellen für Arbeit und Wirtschaft (wira) und für Soziales und Gesellschaft (DISG) mit den Motivationssemestern, resp. der Caritas Sprachförderung⁷⁴.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Die verschiedenen, beteiligten Akteure an der Nahtstelle I sind bereits seit der Umsetzung des Case Management Berufsbildung durch ein gemeinsames Gremium verbunden. So wurde 2009 im Zuge der Umsetzung des CM BB die Kommission für Berufsintegration gegründet, die aus 15 Mitgliedern von vier Dienststellen bestand⁷⁵. Als Nachfolge auf die Kommission für Berufsintegration wurde im

⁷⁰ Gespräch Leitung Beratung und Integration, Dienststelle Berufs- und Weiterbildung

⁷¹ Dies sind behandelte Dossiers. Ca. 250 davon haben sich wieder ab gemeldet, weil sie vor dem Programmstart eine Lehrstelle gefunden haben. Quelle: Anmerkungen Irma Zuber; Regierungsrat Kanton Luzern (2013). Stellungnahme zu Postulat Hofer Andreas und Mit. über den Erhalt des Zentrums für Brückenangebote an den drei Standorten Luzern, Wolhusen und Sursee, Seite 3

⁷² Daten Gespräch Leitung Beratung und Integration, Dienststelle Berufs- und Weiterbildung.

⁷³ Gespräch Leitung Beratung und Integration, Dienststelle Berufs- und Weiterbildung.

⁷⁴ Die Kosten für das Angebot «Sprachförderung und Jobtraining» werden zusammen von dem DBW und der DISG getragen.

⁷⁵ Beteiligt waren folgende Akteure: Dienststelle Berufs- und Weiterbildung (Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung, CM BB, Berufsintegrationscoaching, Betriebliche Bildung, Zentrum für Brückenangebote, Berufsfachschulen), Dienststelle Volksschulbildung, Dienststelle Soziales und Gesellschaft, Dienststelle Wirtschaft und Arbeit (Beratungsstelle Jugend und Beruf), Amt für Migration, Fachstelle für Beratung und Integration von AusländerInnen FABIA, IV-Stelle Luzern.

Jahr 2012 das Projekt «FINA – Fokus Integration Nahtstelle I» lanciert, mit dem eine enge institutionenübergreifende Zusammenarbeit an der Nahtstelle verwirklicht wurde. FINA verbindet seit einem halben Jahr die vier Dienststellen Berufs- und Weiterbildung (DBW), Volksschulbildung (DVS), Wirtschaft und Arbeit (wira) sowie Soziales und Gesellschaft (DISG)⁷⁶. Nach dem Leitgedanken «Vier Dienststellen – ein Ziel!» bezweckt FINA die Reduktion der SchülerInnen in einem Brückenangebot auf 12 % der Jugendlichen und eine Erhöhung des Sek-II-Abschlusses von 95 %⁷⁷. Das Projekt FINA richtet sich nach den Grundsätzen «Bildung vor Arbeit» sowie «Direkteinstieg vor Zwischenlösungen» und erarbeitete insgesamt zehn Leitsätze zur Koordination und Zusammenarbeit der Akteure an der Nahtstelle I.

- 1) Wir steuern departementsübergreifend die berufliche Integration an der Nahtstelle I.
- 2) Wir setzen bei der nachhaltigen beruflichen Integration der Jugendlichen an.
- 3) Wir streben den direkten Einstieg in die berufliche Grundbildung an.
- 4) Wir vereinheitlichen und koordinieren die Berufswahl- und Integrationsprozesse.
- 5) Wir sorgen für geeignete Förderangebote rund um den Berufseinstieg.
- 6) Wir weisen Jugendliche ohne Anschlusslösung einem passenden Förderangebot zu.
- 7) Wir setzen sprachliche Integration und Engagement der Jugendlichen voraus.
- 8) Wir beziehen alle wichtigen Partner der Nahtstelle I mit ein.
- 9) Wir nehmen die Eltern in die Pflicht.
- 10) Wir unterstützen die Oberstufenlehrpersonen.

Die Organisation von FINA ist in drei Ebenen aufgeteilt. Die Dienststellenleitenden bilden das Steuerungsgremium und treffen politische und strategische Entscheide. Die zuständigen Abteilungsleitenden der verschiedenen Dienststellen übernehmen im Leitungsgremium die operative Leitung sowie Koordinationsaufgaben. Die umsetzenden Mitarbeitenden der Dienststellen schliesslich bilden die unterste, dritte Ebene von FINA und melden Entwicklungen sowie Bedürfnisse an das Leitungsgremium zurück. Diese Organisation ist als Reaktion auf die Probleme in der Kommission Berufsintegration zu verstehen, die nur beschränkt handlungsfähig war, weil sich Akteure verschiedener Hierarchiestufen in der Kommission zusammen fanden⁷⁸.

Der Wichtigkeit der institutionenübergreifenden Zusammenarbeit trägt der Kanton Luzern schliesslich nicht nur Rechnung mit dem Projekt FINA, sondern auch in der Gesetzgebung selbst. So wird etwa in der Verordnung zum Gesetz über die Berufsbildung und die Weiterbildung festgehalten, dass die Angebote der Berufsbildung sowie der Arbeitsmarktbehörden oder anderen Institutionen miteinander abgestimmt werden (§14b, 2; §70, 3).

Fazit der Autoren

Der Kanton Luzern zeichnet sich bereits heute durch seine führende Position im Bereich der Aktivitäten an der Nahtstelle I aus und entwickelt sein Konzept laufend. Im nächsten Schuljahr 2014/15

⁷⁶ Sämtliche Informationen zum Projekt FINA aus Gespräch B. Beglinger, Dienststelle Berufs- und Weiterbildung (2013). Präsentation FINA.

⁷⁷ Dieses Ziel ist auch festgelegt im Aufgaben- und Finanzplan des Kantons Luzern, Seite 169.

⁷⁸ Gespräch Leitung Beratung und Integration, Dienststelle Berufs- und Weiterbildung.

startet daher das sonderpädagogische Brückenangebot als Pilotprojekt. Ebenso gibt es weitere Bestrebungen, die Jugendlichen an der Nahtstelle I zentral zu erfassen und zu begleiten, sowie die Brückenangebote noch stärker zu individualisieren.

Im Vergleich zu anderen Kantonen unterscheidet sich der Kanton Luzern an der Nahtstelle I in verschiedenen Punkten. Einerseits sind die Brückenangebote sowie der Zugang dazu zentral organisiert. Beim Portal «startklar» werden seit 2010 sämtliche Jugendliche ohne Anschlusslösung durch die Anmeldepflicht der Lehrpersonen zentral erfasst. Bereits früher im Schuljahr 2006/07 wurden die öffentlichen 10. Schuljahre dem Kanton angegliedert und mit den kantonalen Brückenangeboten (ZBA) als fortan einziger kantonaler Anbieter von kantonalen Brückenangeboten sowie Integrationskursen vereinigt. Andererseits verfolgt der Kanton Luzern mit seinen Bestrebungen an der Nahtstelle I ein sehr umfassendes Gesamtkonzept aus Massnahmen für alle beteiligten Akteure. Neben den Massnahmen am Ende der obligatorischen Schulbildung gibt es auch bereits für die SchülerInnen der Volksschule diverse Fördermassnahmen, um den vorbereiteten, jedoch teilweise unmotivierten Jugendlichen zu einer Lehrstelle zu verhelfen. Daneben existiert mit der Berufsintegrations-Begleitung eine Stelle, die für den Kontakt zu den Betrieben als Partner und Abnehmer der Schulabgänger zuständig ist. Schliesslich fällt die im interkantonalen Vergleich gut organisierte interinstitutionelle Zusammenarbeit auf, die ihren Anfang bereits früh in der Kommission für Berufsintegration fand und sich dank grossem persönlichen Einsatz und Offenheit der beteiligten Personen weiterentwickelte.

Quellen

Gespräche

- Gespräch mit Leitung Beratung und Integration, Dienststelle für Berufs- und Weiterbildung, 9.05.2014.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

- Verordnung vom 6. Juni 2006 zum Gesetz über die Berufsbildung und die Weiterbildung (Stand 1. Januar 2014). (Änderungen zu Brückenangebote seit 19.Juni 2009).

Weitere Dokumente

- Ateliers für Frauen Luzern (2014). Ziele/Leitbild. (http://www.ateliersfuerfrauen.ch/ziele_leitbild.php, 15.05.2014).
- Berufs- und Weiterbildung Luzern (2010). Leitsätze für die berufliche Integration von Jugendlichen, (<http://www.beruf.lu.ch/startklar> [30.04.2014](#)).
- Bildungsplanung Zentralschweiz (2005). Rahmenlehrplan Brückenangebote Zentralschweiz, (http://www.beruf-z.ch/website_zbk.cfm?SID=46, 30.04.2014).
- Bildungsdirektoren-Konferenz Zentralschweiz (2005). Empfehlungen zur regionalen Koordination der Brückenangebote vom 25. Februar 2005, (http://www.beruf-z.ch/website_zbk.cfm?SID=46, 30.04.2014).
- Caritas Luzern (2014). Für Jugendliche mit Migrationshintergrund. Sprachförderung und Jobtraining, (http://www.caritas-luzern.ch/cm_data/Flyer_Sprachfoerderung_Jobtraining.pdf, 15.05.2014).
- Dienststelle Berufs- und Weiterbildung (2013). Präsentation zu FINA «FINA Vier Dienststellen – ein Ziel!».

- Dienststelle für Wirtschaft und Arbeit (wira), Beratungsstelle Jugend und Beruf (BJB) (2014). Gemeinsam Lösungen suchen gegen Jugendarbeitslosigkeit (http://www.wira.lu.ch/index/abteilungen/arbeitsmarkt/am_bjb.htm, 15.05.2014).
- Egger, Dreher und Partner (2007). Vertiefungsstudie Bildungsangebote im Übergang von der obligatorischen Schule in die Berufsbildung. Erstellt im Auftrag des BBT.
- Egger, Dreher und Partner (2007). Vertiefungsstudie Bildungsangebote im Übergang von der obligatorischen Schule in die Berufsbildung. Erstellt im Auftrag des BBT. Anhang D. Merkmale des Übergangs von der Sekundarstufe I in die Sekundarstufe II in 6 ausgewählten Kantonen (Seiten 36 – 53).
- Heilpädagogische Schule Sursee (2013). Grobkonzept zum sonderpädagogischen Brückenangebot der HPS Sursee. (http://www.volksschulbildung.lu.ch/index/syst_schulen/ss_hps-sursee/ss_hps-su_ausbildung_arbeiten.htm, 15.05.2014).
- LUSTAT Statistik Luzern (2014). LUSTAT Jahrbuch 2014, 75 Jahre Statistikgeschichte(n). Kapitel 15. Bildung und Wissenschaft. (http://www2.lustat.ch/lustat_jahrbuch_inhalt, 30.04.2014).
- Regierungsrat Kanton Luzern (2013). Stellungnahme zu Postulat Hofer Andreas und Mit. über den Erhalt des Zentrums für Brückenangebote an den drei Standorten Luzern, Wolhusen und Sursee.
- Regierungsrat des Kantons Luzern (2013). Aufgaben- und Finanzplan AFP 2014-2017 mit Voranschlag 2014.
- Spadarotto, Claudio (2011). Koordination Brückenangebote im Kanton Bern (KoBra): Grundlagen – Analyse – Lösungsvorschläge, verfügbar unter www.erz.be/kobra.
- Stalder, Martin, Walker, Katharina und Maria Frommelt (2013). Überarbeitete Gesamtschau Übergang I im Kanton Zürich – Bericht. Zürich: KEK CDC Consultants.
- Stiftung Speranza (2014). Bildungsangebot 16plus (<http://www.stiftungesperanza.ch/default.aspx?navid=172&siteid=283>, 15.05.2014).
- Zentrum für Brückenangebote (2014). Merkblatt. (http://www.beruf.lu.ch/index/berufsbildungszentren/brueckenangebote/brueckenangebote_jugendliche.htm, 08.04.2014).

A2.4 Kanton Glarus

Beschreibung

Im Kanton Glarus wählen SchulabsolventInnen überdurchschnittlich häufig eine berufliche Grundbildung. Dementsprechend entscheiden sich weniger SchülerInnen für allgemeinbildende Schulen. Auch die Teilnehmenden in Übergangslösungen sind unter dem schweizerischen Mittel. Insgesamt befanden sich im Schuljahr 2012/13 43 SchülerInnen in einem kantonalen Brückenangebote oder dem Integrationskurs⁷⁹.

Angebot

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kantonale Brückenangebote	Glerner Brückenangebote GBA	33	33
Integrationskurse	Glerner Brückenangebote GBA	10	10
SEMO (Plätze)	BEVA ⁸⁰		8

Bemerkung: Zahlen für Schuljahr 2012/13, erhoben bei den anbietenden Institutionen.

Angebote der Berufsbildung (Hauptabteilung Höheres Schulwesen und Berufsbildung)

Die Glerner Brückenangebote GBA bieten drei verschiedene Brückenangebote an⁸¹:

- GBA Schule
- GBA Vorlehre
- GBA Integration

Im schulischen Angebot «GBA Schule» besuchen die SchülerInnen drei bis fünf Tage die Woche den Unterricht. Bei der Vorlehre verbringen die SchülerInnen hingegen die meiste Zeit im Betrieb und besuchen den Unterricht nur an einem Tag die Woche. Während «GBA Schule» ehemals als 12. Schuljahr und «GBA Integration» ehemals als Integrationsprogramm schon länger bestehen, wurde die Vorlehre ab dem Sommer 2012 als Pilotprojekt durchgeführt. Mit der Integration der Vorlehre in das Regelangebot im Kanton Glarus wurde schliesslich per Schuljahr 2013/14 auch der Namen der Trägerschaft von «Schulisches Zusatzangebot SZA» zu «Glerner Brückenangebote GBA» geändert.

Weitere Angebote – SEMO und private Anbieter (vgl. dazu auch Fussnote 80)

Neben den kantonalen Brückenangeboten bietet das RAV des Kantons Glarus ein Motivationssemester an. Dieses Motivationssemester mit dem Namen «startUP» wird von der privaten Institution «BEVA – Raum für Persönlichkeitsentfaltung» durchgeführt und ist auf eine Dauer von sechs Monaten ausgelegt⁸². Die Anmeldung für das Motivationssemester erfolgt über das RAV. Jugendliche bis 18 Jahre ohne Anschlusslösung oder Berufsabschluss, die sich direkt beim RAV melden, werden

⁷⁹ Zahlen erhoben bei der anbietenden Institution, Stichtag 13.08.2012.

⁸⁰ Entspricht dem Planungsstand. Im Jahr 2014 bestand allerdings kein Bedarf für ein SEMO. Ob im Herbst 2015 das bereit gestellte Budget auch benötigt wird, ist bei Redaktionsschluss dieses Berichts noch offen.

⁸¹ Neben den Brückenangeboten führt das GBA auch das dritte und obligatorische Oberschuljahr für die Gemeinden Glarus Nord und Glarus.

⁸² Berufsinformationszentrum Glarus (2013). Ist-Situation Brückenangebote Kanton Glarus, (http://www.biz-gl.ch/fileupload/Ist_Situation_Brueckenangebote_Kanton_GL.pdf, 25.06.2014), Seite 3.

jedoch vorerst nicht ins RAV-System aufgenommen, sondern dem GBA überwiesen. Dort wird abgeklärt, ob sich ein Brückenangebot für die Jugendlichen eignen würde. Nur wenn kein Brückenangebot in Frage kommt, werden sie wieder dem RAV zurückgewiesen und für das Motivationssemester angemeldet⁸³.

Sonderpädagogische Brückenangebote

Im Kanton Glarus gab es bisher keine Angebote mit sonderpädagogischem Hintergrund. Ab Schuljahr 2014/15 wird das Heilpädagogische Zentrum Glarnerland ein sonderpädagogisches Brückenangebot durchführen⁸⁴.

Zulassung und Kosten

Die SchülerInnen können sich selbst bis Anfang März bei den GBA anmelden. Zum Anmeldeverfahren gehört ebenfalls, dass die Jugendlichen mit der Berufsberatung ihren Berufswunsch klären und die GBA überprüfen, ob ein Direkteinstieg in die berufliche Grundbildung möglich wäre. Falls für die Jugendlichen der Direkteinstieg nicht in Frage kommt, können sie in die GBA eintreten. Das weitere Aufnahmeverfahren ist dabei nach Punkten geregelt. Punkte werden nicht nur abgegeben für das Anmeldeformular oder beigelegte Bewerbungsschreiben, sondern auch für die Wahrnehmung weiterer Termine nach der Anmeldung selbst, wie etwa der Abschluss des Stellwerktests, die Einhaltung von Fristen der GBA sowie der Besuch des Orientierungstages. Für eine Aufnahme in die GBA benötigen die SchülerInnen 40 von maximal 50 zu erreichenden Punkten⁸⁵. Der definitive Entscheid für die Aufnahme fällt daher erst im Juni, nachdem sämtliche Aktivitäten stattgefunden haben. Die Brückenangebote der GBA richten sich prinzipiell an Jugendliche ohne Anschlusslösung nach der Oberstufe. Das Integrationsangebot hingegen steht auch für Jugendliche von 18 bis 21 Jahren offen, sofern es die Kapazität erlaubt⁸⁶.

Von den drei kantonalen Brückenangeboten ist nur das schulische Angebot kostenpflichtig, wobei CHF 1'000 für Schulmaterial erhoben werden. Kantonsexterne SchülerInnen bezahlen CHF 5'000 für GBA Schule⁸⁷.

Akteure an der Nahtstelle I

An der Nahtstelle I sind hauptsächlich zwei Departemente beteiligt. Zum einen ist dies das Departement für Bildung und Kultur mit der Hauptabteilung Höheres Schulwesen und Berufsbildung (HSBB), in der sowohl die Glarner Brückenangebote als auch die Beratungsdienstleistungen der Berufsberatung und des CM BB zusammengefasst werden. Zum anderen ist das Departement für Volkswirtschaft und Inneres mit dem Amt für Wirtschaft und Arbeit (AWA) involviert, das für «startUP» verantwortlich ist. Seit kurzem zusätzlich involviert ist auch die Schulsozialarbeit (SSA) in

⁸³ Hauptabteilung Höheres Schulwesen und Berufsbildung (2013). Konzept: Koordinationsstelle Glarner Brückenangebote (GBA) und Vorlehre, Seite 2.

⁸⁴ Auskunft auf Nachfrage bei der entsprechenden Institution, 10.7.2014.

⁸⁵ Glarner Brückenangebote GBA (2014). Aufnahmebedingungen Glarner Brückenangebote GBA. (<http://www.gba-glarus.ch/Downloads/>, 01.07.2014).

⁸⁶ Berufsinformationszentrum Glarus (2013). Ist-Situation Brückenangebote Kanton Glarus. (http://www.biz-gl.ch/fileupload/Ist_Situation_Brueckenangebote_Kanton_GL.pdf, 25.06.2014), Seite 6.

⁸⁷ Glarner Brückenangebote GBA (2014). Anmeldung (<http://www.gba-glarus.ch/Anmeldung/>, 1.7.2014).

der Hauptabteilung Soziales im Departement für Wirtschaft. Die SSA soll die Lehrpersonen entlasten, indem sie die SchülerInnen bei der Lehrstellensuche unterstützt⁸⁸.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Vor dem Hintergrund wachsender Zahlen von SchulabsolventInnen der Sekundarstufe I ohne Anschlusslösung initiierte der Regierungsrat des Kantons Glarus am 11. August 2009 ein Vorprojekt zur Nahtstelle. In diesem Vorprojekt wurde eine Bestandsaufnahme an der Nahtstelle I im Kanton Glarus erstellt, aus der 45 Handlungsempfehlungen hervorgingen. 2010 beauftragte daraufhin der Regierungsrat die Direktionen für Bildung und Kultur sowie für Volkswirtschaft und Inneres unter der Leitung der HSBB, diese Empfehlungen umzusetzen. Für diesen Zweck wurden eine Steuergruppe sowie eine jährliche Nahtstellenkonferenz mit beratender Funktion eingesetzt⁸⁹. Die Steuergruppe setzte Schwerpunkte für die Umsetzung und unterteilte die Empfehlungen in acht Teilprojekte⁹⁰. Eines dieser Teilprojekte widmete sich den Brückenangeboten. Die zwei hauptsächlichen Ziele dieses Projektes waren, ein praktisch orientiertes Brückenangebot (Vorlehre) zu schaffen sowie die Koordination zwischen den Brückenangeboten und dem RAV sicherzustellen. Mit der Schaffung der Vorlehre sollte eine praktisch orientierte Alternative geboten werden für jene Jugendlichen, die wenig schulmotiviert sind. Damit sollte auch bezweckt werden, dass diese Jugendlichen nicht nur das Motivationssemester als Zwischenlösung mit hohem Praxisanteil zur Auswahl haben und somit bereits früh in Kontakt mit dem Sozialversicherungssystem treten würden⁹¹. Mit der Aufgabe der Koordination wurde die SZA betraut. Dazu trafen das SZA, das RAV und die HSBB eine schriftliche Vereinbarung. Diese beiden hauptsächlichen Änderungen durch das Teilprojekt Brückenangebote wurden schliesslich durch den Namenswechsel von SZA zu GBA weiter bekräftigt⁹². Der Schlussbericht über die Umsetzung sämtlicher Teilprojekte wurde dem Regierungsrat Glarus im Februar 2014 vorgelegt. Die weitere Umsetzung wird von der Steuergruppe und der weiterhin jährlich tagenden Nahtstellenkonferenz begleitet.

Fazit der Autoren

Mit den kantonalen Brückenangeboten des GBA sowie dem Motivationssemester «startUP» zeichnet sich der Kanton Glarus – auch aufgrund seiner Grösse – durch ein überschaubares Angebot an

⁸⁸ Direktion Bildung und Kultur Glarus (2014). Projekt Nahtstellen Berufsbildung Kanton Glarus. Schlussbericht zuhanden des Regierungsrates. Umsetzung der Empfehlungen zur Erhöhung der Abschlussquote auf Sekundarstufe II, Seite 28.

⁸⁹ Steuergruppe bestehend aus: Leitung HSBB, Leitung Hauptabteilung Volksschule und Sport (HAVS), Leitung RAV, Leitung Soziale Dienste.

Quelle: Direktion Bildung und Kultur Glarus (2014). Projekt Nahtstellen Berufsbildung Kanton Glarus. Schlussbericht zuhanden des Regierungsrates. Umsetzung der Empfehlungen zur Erhöhung der Abschlussquote auf Sekundarstufe II, Seite 1.

Nahtstellenkonferenz bestehend aus: Steuergruppe, Vertreter der Wirtschaft, Gemeinden und Schulen, Kantonale Stellen (Sozialamt, Schulsozialarbeit, IV, Glarner Brückenangebote), Teilprojektleitungen.

Quelle: Hauptabteilung Höheres Schulwesen und Berufsbildung (2013). Nahtstellenkonferenz vom 27. November 2013: Kurzprotokoll.

⁹⁰ Direktion Bildung und Kultur Glarus (2014). Projekt Nahtstellen Berufsbildung Kanton Glarus. Schlussbericht zuhanden des Regierungsrates. Umsetzung der Empfehlungen zur Erhöhung der Abschlussquote auf Sekundarstufe II, Seite 1.

⁹¹ Hauptabteilung Höheres Schulwesen und Berufsbildung (2013). Konzept: Koordinationsstelle Glarner Brückenangebote (GBA) und Vorlehre, Seiten 1-2.

⁹² Direktion Bildung und Kultur Glarus (2014). Projekt Nahtstellen Berufsbildung Kanton Glarus. Schlussbericht zuhanden des Regierungsrates. Umsetzung der Empfehlungen zur Erhöhung der Abschlussquote auf Sekundarstufe II, Seiten 15-18.

Zwischenlösungen aus. Die interinstitutionelle Zusammenarbeit zwischen der Hauptabteilung Höheres Schulwesen und Berufsbildung sowie des Amtes für Wirtschaft und Arbeit als Träger dieser Zwischenlösungen wurde im Rahmen des Teilprojektes 5 des umfassenden Projektes «Nahtstellen Berufsbildung Kanton Glarus» in die Wege geleitet und geklärt. Da die wichtigsten Massnahmen in Teilprojekt 5 erst kürzlich implementiert wurden, ist noch unklar, wie sich diese bewähren werden.

Quellen

Gespräche

- Telefonisches Gespräch Berufs- und Laufbahnberatung, 8. Juli 2014.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

- Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Berufsbildung (EG BBG) vom 06.05.2007 (Stand 01.01.2011), GS IV B/51/1.
- Gesetz über Schule und Bildung vom 06.05.2001 (Stand 25.06.2014), GS IV B/1/3.
- Verordnung vom 13.01.2010 über das Freiwillige Schulische Zusatzangebot (Brückenangebot) (Stand 01.08.2011) GS IV B/50/1.

Weitere Dokumente

- Berufsinformationszentrum Glarus (2013). Ist-Situation Brückenangebote Kanton Glarus, (http://www.biz-gl.ch/fileupload/Ist_Situation_Brueckenangebote_Kanton_GL.pdf, 25.06.2014).
- BIZ Glarus, Berufs- und Laufbahnberatung (2014). Nahtstellenprojekt, (<http://www.biz-gl.ch/index.tpl?rubrik=27&lang=1>, 08.07.2014).
- Direktion Bildung und Kultur Glarus (2014). Projekt Nahtstellen Berufsbildung Kanton Glarus. Schlussbericht zuhanden des Regierungsrates. Umsetzung der Empfehlungen zur Erhöhung der Abschlussquote auf Sekundarstufe II.
- Glarner Brückenangebote GBA (2014). Anmeldung (<http://www.gba-glarus.ch/Anmeldung/>, 01.07.2014).
- Glarner Brückenangebote GBA (2014). Aufnahmebedingungen Glarner Brückenangebote GBA, (<http://www.gba-glarus.ch/Downloads/>, 01.07.2014).
- Glarner Brückenangebote GBA (2014). Startseite, (<http://www.gba-glarus.ch/Startseite/>, 01.07.2014).
- Hauptabteilung Höheres Schulwesen und Berufsbildung (2013). Konzept: Koordinationsstelle Glarner Brückenangebote (GBA) und Vorlehre.
- Schaffner, Dorothee (2010). Nahtstellen Berufsbildung Kanton Glarus. Bestandsaufnahme und Überprüfung der bestehenden Angebote aller Beteiligten. Empfehlungen zur langfristigen, systemübergreifenden Weiterentwicklung.

A2.5 Kanton Zug

Beschreibung

Im Vergleich zur gesamten Schweiz gehen im Kanton Zug AbsolventInnen der neunten Klasse überdurchschnittlich oft an allgemeinbildende Schulen. Eine berufliche Grundbildung wählen im Kanton Zug ähnlich viele SchulabsolventInnen wie in der gesamten Schweiz. Auch bei Zwischenlösungen ist die Quote an SchulabsolventInnen im schweizerischen Mittel⁹³. Die kantonalen Brückenangebote (inkl. Integrations-Brückenangebot) besuchten im Schuljahr 2012/13 insgesamt 197 SchülerInnen⁹⁴.

Angebot

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kantonale Brückenangebote	S-B-A	68	128
	K-B-A	60	
Integrationskurse	I-B-A	69	69
SEMO (Plätze)	Verein für Arbeitsmarktmassnahmen Zug		32
Sonderpädagogische Brückenangebote	Heilpädagogisches Schul- und Beratungszentrum Sonnenberg, Baar	4	4

Bemerkung: Zahlen für Schuljahr 2012/13⁹⁵, erhoben bei der Fachstelle für Statistik bzw. bei den anbietenden Institutionen (sonderpädagogische Brückenangebote).

Angebote des Amtes für Brückenangebote

Gemäss Artikel 3a des Einführungsgesetzes zu den Bundesgesetzen über die Berufsbildung und die Fachhochschulen bietet der Kanton Zug drei verschiedene Angebote an:

- Das schulische Brückenangebot (S-B-A)
- Das kombinierte Brückenangebot (K-B-A)
- Das Integrations-Brückenangebot (I-B-A)

Die drei Angebote sind seit 2009 im Amt für Brückenangebote (ABA) organisatorisch zusammengefasst, wobei die drei Angebote von je einer Trägerschaft einzeln geführt werden. Inhaltlich orientieren sich die Angebote am Zentralschweizerischen Rahmenlehrplan für Brückenangebote. Das kombinierte Brückenangebot sieht drei Tage Praxis vor, wobei diese in Praktikumsbetrieben erfolgt. Ein zusätzliches Integrations-Brückenangebot für junge Erwachsene ab 20 Jahren hat Anfang November 2014 den Betrieb aufgenommen.

⁹³ Bundesamt für Statistik (2014). Quote der sofortigen Übergänge in die Sekundarstufe II nach Schulkanton 2011. (<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/17/blank/01.indicator.404301.4041.html?open=104>, 30.04.2014).

Fachstelle für Statistik Zug (2014). Eingeschlagener Weg nach dem 9. Schuljahr.

(<http://www.zg.ch/behoerden/audirektion/statistikfachstelle/themen/bildung/berufs-und-studienwahl>, 01.07.2014)

⁹⁴ Fachstelle für Statistik Zug (2014). Lernende der Brückenangebote 2009-2013,

(<http://www.zg.ch/behoerden/audirektion/statistikfachstelle/themen/bildung/4-brueckenangebote>, 30.04.2014).

⁹⁵ Fachstelle für Statistik Zug (2014). Lernende der Brückenangebote 2009-2013.

(<http://www.zg.ch/behoerden/audirektion/statistikfachstelle/themen/bildung/4-brueckenangebote>, 30.04.2014).

Weitere Angebote – SEMO

Im Kanton Zug ist die privatrechtliche Organisation «Verein für Arbeitsmarktmassnahmen Zug» VAM Träger des RAV sowie der Arbeitsmarktprogramme. Im Auftrag des VAM wird in Zug das Motivationssemester «Einstieg in die Berufswelt» (EiB) durchgeführt. Die Anmeldung ans EiB erfolgt über das RAV. Das EiB nimmt maximal 32 Jugendliche auf und dauert jeweils 10 Monate. Die Teilnehmenden erhalten eine Verfügung von 6 Monaten, die in einer zweiten Verfügung auf 210 resp. 200 Tage verlängert werden kann.⁹⁶

Sonderpädagogische Brückenangebote

Wie in den meisten Kantonen, existieren auch im Kanton Zug bisher sonderpädagogische Zwischenlösungen nur im Rahmen der mit der Sonderschulung beauftragten Institutionen. Das Heilpädagogische Schul- und Beratungszentrum Sonnenberg in Baar richtet sich auf sehgeschädigte, sprach- oder begegnungsauffällige Kinder sowie Jugendliche und bietet seinen SchülerInnen ein so genanntes Aufbau- und Brückenjahr an mit schulischem Charakter. Seit März 2014 bietet das Zentrum zudem das so genannte Berufsvorbereitungsjahr an, ein kombiniertes Brückenjahr mit Praktikumsplätzen in diversen Berufen⁹⁷. Daneben ist zurzeit ein Brückenangebot mit sonderpädagogischem Hintergrund in Diskussion. Dieses Angebot soll sich an jene SchülerInnen aus der integrierten Oberstufe richten, für die das K-B-A zu wenig niederschwellig ausgestaltet ist. Die Machbarkeit eines solchen Brückenangebotes, etwa in Form eines K-B-A Plus, wird abgeklärt⁹⁸.

Zulassung und Kosten

Die Anmeldetermine für die Brückenangebote sind im Kanton Zug einheitlich geregelt und die SchülerInnen melden sich selbst für die Brückenangebote an⁹⁹. Während Anmeldungen für das Integrationsbrückenangebot direkt an die Trägerschaft adressiert werden, kommen die Anmeldungen für ein schulisches oder kombiniertes Angebot zuerst zum ABA. Das ABA prüft die Anmeldungen im Sinne einer administrativen Triage. Dabei wird abgeklärt, ob die notwendigen Unterlagen vorhanden und rein formale Bedingungen wie der Aufenthaltsstatus gegeben sind. Danach leitet das ABA die Unterlagen an die Schulen weiter und die Schulen entscheiden selbst über die Aufnahme des Schülers¹⁰⁰. Zur Aufnahme gehört auch ein Vorbereitungshalbtag auf das Brückenangebot. Wird der Wunsch für das gewählte Brückenangebot nicht unterstützt, nimmt das ABA Rücksprache mit dem Schüler, der Schülerin und gibt eine Empfehlung für das weitere Vorgehen. Dies kann ein Wechsel vom schulischen Angebot zum kombinierten Angebot sein, der unbürokratisch erfolgt. Unter Umständen wird jedoch auch empfohlen, (erneut) zu einem Gespräch mit der Berufsberatung zu gehen oder sich via das RAV am Motivationssemester anzumelden¹⁰¹.

⁹⁶ Bächinger, B. (2013). Einstieg in die Berufswelt Programm 21-2013. Kurzkonzept, Seite 2.

⁹⁷ Auskunft Heilpädagogisches Schul- und Beratungszentrum, 3.07.2014.

⁹⁸ Gespräch Leitung Amt für Brückenangebote, Finanzplan Seite 134.

⁹⁹ für das Integrations-Brückenangebot besteht die Möglichkeit, sich auch im laufenden Jahr anzumelden.

¹⁰⁰ S-B-A Schulisches-Brücken-Angebot (2014). Aufnahmeverfahren, (http://www.zg.ch/behoerden/volkswirtschaftsdirektion/sba/organisation/copy_of_aufnahmeverfahren, 06.05.2014).

¹⁰¹ Gespräch Leitung Amt für Brückenangebote.

Die Kosten für die Brückenangebote übernimmt vornehmlich der Kanton. Die Eltern bezahlen ein Schulgeld von CHF 250 für das kombinierte Angebot bis maximal CHF 1'200 für das schulische Angebot¹⁰². Bei den Integrations-Brückenangeboten beteiligen sich für SchülerInnen der Sekundarstufe I zusätzlich noch die Gemeinden¹⁰³.

Akteure an der Nahtstelle I

In die Nahtstelle I involviert ist im Kanton Zug vornehmlich die Volkswirtschaftsdirektion, der das Amt für Brückenangebote (ABA) angehört. Das ABA wurde per 1. August 2009 im Zuge des New Public Management Projektes «Pragma» geschaffen, um Synergien zu ermöglichen und sämtliche Brückenangebote zusammenzuführen. Vor 2009 waren die Brückenangebote je unterschiedlichen Direktionen unterstellt. Während das KBA der Gewerbeschule und somit der Volkswirtschaftsdirektion angegliedert war, gehörte das S-B-A als eigenständige Institution der Sekundarstufe II der Bildungsdirektion an. Das I-B-A schliesslich wurde von der Stadt Zug im Auftrag des Kantons durchgeführt. Da die Brückenangebote in der Gesetzgebung zur Berufsbildung gehören und diese in der Volkswirtschaftsdirektion verankert ist, wurde auch das ABA der Volkswirtschaftsdirektion angegliedert. Wichtige Akteure neben dem Amt für Brückenangebote bilden das Amt für Berufsbildung (AfB) mit dem Case Management BB sowie das Amt für Wirtschaft und Arbeit als zuständige Stelle für das Motivationssemester. Die Umsetzung sowohl des Case Managements BB als auch der Motivationssemester erfolgt jedoch im Rahmen eines Leistungsauftrages durch externe Organisationen¹⁰⁴.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Im Kanton Zug treffen sich die Akteure im Bereich der (Berufs-)Bildung im Rahmen der «Steuergruppe Nahtstelle I», bestehend aus den Leitungen des Berufsinformationszentrum BIZ, des Amtes für gemeindliche Schulen (AgS), des AfB, des Amtes Mittelschulen (AMS) und des ABA. Die Zusammenarbeit zwischen dem ABA und weiteren beteiligten Akteuren an der Nahtstelle, wie dem RAV oder den Sozialdiensten, funktioniert sehr gut, da sich die Brückenangebote bereits fest etabliert haben. Im Rahmen der Schaffung von neuen Brückenangeboten, die noch nicht über denselben Bekanntheitsgrad verfügen, sehen die Projektbeschreibungen jedoch explizit eine intensive Zusammenarbeit zwischen den zuweisenden Stellen und dem ABA vor. Das ABA und die Organisatoren des Motivationssemesters EiB als privater Anbieter von Zwischenlösungen schliesslich stehen ebenfalls in Kontakt.

Fazit der Autoren

Der Kanton Zug zeichnet sich durch seine klare Organisation der Brückenangebote in einem eigens dafür zuständigen Amt aus. Die Schaffung eines Amtes für Brückenangebote wird als überaus positiv bewertet. Diese Vorgehensweise ermöglicht eine hohe Selbständigkeit und Flexibilität. Mit nur

¹⁰² Das Schulgeld des schulischen Angebotes beinhaltet die Finanzierung für auswärtige Projektwochen. Für das Integrations-Brückenangebot beträgt das Schulgeld CHF 600.

¹⁰³ Reglement über die Brückenangebote vom 13. Juli 2012, Artikel 6.

¹⁰⁴ Das Case Management wird umgesetzt von «Bildungsnetz Zug», die RAV sowie die arbeitsmarktlichen Massnahmen sind eine Dienstleistung des VAM.

gerade 100 Stellenprozenten ist das ABA zudem sehr schlank organisiert. Im Rahmen der wirkungsorientierten Verwaltungsführung sind dem Amt Zielgrössen vorgegeben, die allesamt erfüllt werden. So werden im S-B-A nahezu 100 %, im KBA 90 % und im I-B-A 80 % eine Anschlusslösung finden, während die Zielgrössen bei 90 %, beziehungsweise bei 80 % und 70 % liegen¹⁰⁵.

Gemäss dem Finanzplan 2014 sind bei den Zuger Brückenangeboten verschiedene aktuelle Entwicklungen zu verzeichnen. Einerseits wird ein leichter Anstieg der Teilnehmerzahlen im KBA erwartet. Andererseits wird auf Veränderungen der Teilnehmenden mit der Konzipierung und Schaffung von zwei neuen Angeboten reagiert. Für junge Erwachsene ab 20 Jahren läuft seit Herbst 2014 das Programm «I-B-A 20 Plus». Ein neues Angebot für Jugendliche zwischen IV und Vermittelbarkeit im ersten Arbeitsmarkt schliesslich steht in der Konzeptionsphase.

Quellen

Gespräche

- Telefongespräch mit der stv. Leiterin des Amts für Brückenangebote, 05.02.14.
- Telefongespräch mit dem Leiter des Amts für Brückenangebote, 21.05.2014.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

- Einführungsgesetz zu den Bundesgesetzen über die Berufsbildung und die Fachhochschulen (EG Berufsbildung) vom 30. August 2001 (Stand 1. August 2013), BGS 413.11.
- Reglement über die Brückenangebote vom 13. Juli 2012 (Stand 1. August 2012), BGS 414.185.

Weitere Dokumente:

- Amstad, Heinz (2012). Rahmenkonzept für Handlungsspielraum und Professionalität an den Brückenangeboten des Kantons Zug (<http://www.zg.ch/behoerden/volkswirtschaftsdirektion/amt-fuer-brueckenangebote>, 30.04.2014).
- Amt für Brückenangebote des Kantons Zug (2014). Brückenangebote Kanton Zug 2014/2015, (<http://www.zg.ch/behoerden/volkswirtschaftsdirektion/amt-fuer-brueckenangebote>, 30.04.2014).
- Bächinger, B. (2013). Einstieg in die Berufswelt Programm 21-2013. Kurzkonzept.
- Direktion für Bildung und Kultur, Volkswirtschaftsdirektion (2009). Abschlussbericht Projekt Nahtstelle Sek I – Sek II, (<http://edudoc.ch/record/36312?ln=en>, 21.05.2014).
- Finanzdirektion des Kantons Zug (2014). Budget 2014. Finanzplan 2014-2017. (www.zg.ch/behoerden/finanzdirektion, 30.04.2014).
- Sonnenberg Baar (2014). Aufbau- und Brückenjahr, (<http://www.sonnenberg-baar.ch/inhalt/schule/aufbau-und-brueckenjahr.php>, 21.05.2014).

¹⁰⁵ Gespräch Leitung Amt für Brückenangebote, Zielgrössen siehe Finanzplan Seite 134 und Fachstelle Statistik Zug unter <http://www.zg.ch/behoerden/audirektion/statistikfachstelle/themen/bildung/4-brueckenangebote>.

A2.6 Kanton Solothurn

Beschreibung

Im Kanton Solothurn wählen überdurchschnittlich viele SchulabsolventInnen eine berufliche Grundbildung. Die Schülerzahlen der allgemeinbildenden Schulen sowie der Übergangslösungen sind unter dem schweizerischen Mittel. So befanden sich im Schuljahr 2012/13 insgesamt 181 SchülerInnen in öffentlichen Brückenangeboten des Kantons (Stand: letzter Schultag)¹⁰⁶. Dazu kommen noch rund 200 SchülerInnen mit privaten (192) oder ausserkantonalen (11) Anschlusslösungen.

Angebot

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kantonale Brückenangebote	BBZ Olten	46	181
	Solothurnischer Bauernverband	21	
	Schulgemeinden (öffentliches 10. Schuljahr Angebot bis 2012/13)	114	
Integrationskurse	BBZ Olten		24
	BBZ Solothurn	24	
SEMO (Plätze)	Verein Step4 Kompetenzzentrum Berufsausbildung		110
Sonderpädagogische Brückenangebote	HPS Solothurn	8	34
	Sonnhalde Gempen	10	
	Schul- und Therapiezentrum für körper- und sinnesbehinderte Kinder	8	
	Zentrum für Sonderpädagogik Kriegstetten	7	
	Sonderpädagogisches Zentrum Bachtelen	1	

Bemerkung: Zahlen für Schuljahr 2012/13, erhoben bei dem Amt für Berufsbildung, Mittel- und Hochschulen sowie den anbietenden Institutionen (sonderpädagogische Brückenangebote).

Angebote des Amtes für Berufsbildung, Mittel- und Hochschulen

Im Kanton Solothurn werden ab dem Schuljahr 2013/14 lediglich kombinierte Brückenangebote geführt, wobei zwischen zwei Angeboten unterschieden werden kann. Einerseits sind dies die Angebote des Berufsvorbereitungsjahres, Hauswirtschaftsjahres und der Vorlehre, die unter dem ‚Berufsvorbereitungsjahr BVJ‘ zusammengefasst wurden und mit den zwei Schwerpunkten Technik/Handwerk und Dienstleistung/Soziales geführt werden. Im Berufsvorbereitungsjahr gehen die SchülerInnen zwei Tage pro Woche in die Schule und arbeiten drei Tage im Praktikumsbetrieb. Angeboten wird es vom kantonalen Berufsbildungszentrum BBZ Olten¹⁰⁷. Eine Alternative zum Berufsvorbereitungsjahr bildet das zweite kombinierte Angebot «Startpunkt Wallierhof». Im Startpunkt Wallierhof des solothurnischen Bauernverbandes leben und arbeiten die SchülerInnen ein Jahr auf einem Bauernhof oder in einem Privathaushalt¹⁰⁸.

¹⁰⁶ Angaben des Amtes für Berufsbildung, Mittel- und Hochschulen.

¹⁰⁷ Reglement für das Berufsvorbereitungsjahr (BVJ-Reglement) vom 18.02.2014 (Stand 01.04.2014), BGS 416.114.1.

¹⁰⁸ Startpunkt Wallierhof (2014). «Hier lerne ich richtig zupacken». Praxisbezug – Lebensschule – Persönlichkeitsbildung, (http://www.startpunktwallierhof.ch/Downloads/Doku_Startpunkt.pdf, 08.07.2014).

Daneben bietet der Kanton Solothurn das Integrationsjahr an, das sich an fremdsprachige Jugendliche von 16 bis 20 Jahren richtet. Das Integrationsjahr gliedert sich je nach Sprachkenntnissen in zwei verschiedene Profile¹⁰⁹.

Im Zuge der Reform der kantonalen Sekundarstufe I wurden die zehnten Schuljahre abgeschafft und infolgedessen werden auch keine vergleichbaren, schulischen Brückenangebote mehr geführt. Zusätzlich zu den kombinierten und integrationsorientierten Brückenangeboten wird als schulische Alternative daher einzig der gestalterische Vorkurs in Aarau oder Basel finanziell unterstützt¹¹⁰.

Weitere Angebote – SEMO und private Anbieter

Neben den kantonalen Brückenangeboten bietet das «Step 4 Kompetenzzentrum für Berufsausbildung» Motivationssemester im Auftrag des Amtes für Wirtschaft und Arbeit an. Die drei verschiedenen Angebote berücksichtigen dabei die unterschiedliche Situation der Jugendlichen und jungen Erwachsenen. So richtet sich das Angebot «Basic plus» an besonders schwache SchülerInnen oder das Angebot «Loop» an Jugendliche, die bereits eine Lehre angefangen hatten. Die Teilnehmenden erhalten eine Verfügung für 6 Monate mit Option auf Verlängerung auf max. 210 resp. 200 Tage¹¹¹. Um ein Motivationssemester besuchen zu können, melden sich die Jugendlichen und jungen Erwachsenen beim RAV. Per Ende Schuljahr werden dabei alle SchülerInnen, die noch keine Anschlusslösung haben, in einem gemeinsamen Formular der BSLB und des RAV erfasst. Das RAV lädt die Jugendlichen zu einem Beratungsgespräch ein und prüft, welches Motivationssemester sich für den Jugendlichen, die Jugendliche am besten eignet¹¹².

Sonderpädagogische Brückenangebote

Der Kanton Solothurn hat keine sonderpädagogischen Brückenangebote in das Regelangebot integriert. Wie die meisten anderen Kantone führen verschiedene heil- oder sonderpädagogische Institutionen eigene Klassen zur Berufsvorbereitung. Gestützt auf das kantonale Rahmenkonzept Sonderpädagogik sowie die Angebotsplanung 2013-2020 hat die Konferenz der Sonderschulinstitutionen des Kantons Solothurn im Sommer 2014 ein Rahmenkonzept zur sonderpädagogischen Beschäftigung und integrativen Berufsvorbereitung (SoBiB) erarbeitet und es beim Volksschulamt zur Genehmigung eingereicht. Im Konzept wird vorgeschlagen, den Anschluss von der Sonderschulung an die Berufswelt zu verbessern, indem ein sonderpädagogisches Berufsvorbereitungsjahr geschaffen würde. Das so genannte BVJ Sonderschulung würde sich dabei orientieren an dem Berufsvorbereitungsjahr mit den Profilen Technik/Handwerk und Dienstleistung/Soziales und an mehreren Standorten in Solothurn geführt werden. Je nach beabsichtigter Anschlusslösung würden die SchülerInnen in die drei Leistungsniveaus EFZ/EBA, PrA INSOS oder Beschäftigung eingeteilt werden¹¹³.

¹⁰⁹ Aufgrund des Fokus auf dem Erwerb der Sprachkompetenz wird das Integrationsjahr im solothurnischen Konzept nur bedingt als Brückenangebot aufgefasst. (Auskunft BSLB).

¹¹⁰ Auskunft BSLB.

¹¹¹ Step 4 Kompetenzzentrum Berufsbildung (2014). Angebote, (<http://www.step4.ch/index.php?id=angebote>, 08.07.2014).

¹¹² Amt für Wirtschaft und Arbeit Solothurn (2011). Jugendarbeitslosigkeit. Aktuelle Situation, Entwicklungen und Massnahmen der Arbeitslosenversicherung. (<http://www.so.ch/fileadmin/internet/dbk/ebbaa/pdf/bsb/Tischmesse%202011%20Jugendarbeitslosigkeit.pdf>, 4.07.2014), S. 8.

¹¹³ Konferenz Solothurner Sonderschulinstitutionen – SoSchKo (2014). Kantonales Rahmenkonzept SoBiB, Stand 27.06.2014. Erhalten von Sonderpädagogisches Zentrum Bachtelen, Leitung Koordination und Entwicklung, 05.08.2014.

Zulassung und Kosten

Das Anmeldeverfahren sowie die Kriterien für die Zulassung sind im Reglement für das Berufsvorbereitungsjahr BVJ (Erlass: Februar 2014) festgelegt. Die SchülerInnen melden sich zwischen dem 15. Mai und 15. Juni direkt bei der Leitung des Berufsvorbereitungsjahres im BBZ Olten an. Über die Aufnahme in das Berufsvorbereitungsjahr entscheidet die Leitung, wobei sie Beratungsstellen für ihren Entscheid dazu ziehen kann¹¹⁴. Für das Angebot «Startpunkt Wallierhof» bewerben sich die SchülerInnen ebenfalls selbst. Zur Anmeldung gehören dabei der Besuch einer Informationsveranstaltung, ein Bewerbungsgespräch sowie mehrere Schnuppertage bei verschiedenen Praktikumsfamilien zur Auswahl des geeigneten Praktikums¹¹⁵.

Aufgrund einer gemeinsamen Initiative des Amtes für Berufsbildung, Mittel- und Hochschulen, des Volksschulamtes sowie des Amtes für Wirtschaft und Arbeit wurde 2004 das Coaching-Projekt «Berufswahlplattform» für SchülerInnen ohne Anschlusslösung gegründet. Mitte März werden jeweils die Lehrpersonen über die aktuellen Massnahmen im Rahmen der Berufswahlplattform informiert. Sie melden alle SchülerInnen, die per Ende März noch ohne Anschlusslösung sind. Mittels Kurzgesprächen mit den SchülerInnen sowie Rücksprachen mit den Lehrpersonen nimmt die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung die Triage der SchülerInnen vor und überprüft, ob und welche Unterstützungsmassnahmen notwendig sind. Dies können eine weitere, intensive Berufsberatung, individuelle Begleitung durch ehrenamtliche Coaches oder die Aufnahme ins Case Management Berufsberatung sein¹¹⁶.

Für den Besuch der kantonalen Brückenangebote fallen für die Eltern Schulmaterial-Kosten an. Diese variieren von CHF 500 für das Berufsvorbereitungsjahr¹¹⁷ sowie für das Integrationsjahr bis CHF 1'200 für den «Startpunkt Wallierhof»¹¹⁸. Das Schulgeld für das Berufsvorbereitungsjahr und den «Startpunkt Wallierhof» für ausserkantonale Lernende richtet sich nach der Berufsschulvereinbarung des jeweiligen Kantons¹¹⁹.

Akteure an der Nahtstelle I

An den Zwischenlösungen sind im Kanton Solothurn insgesamt zwei Departemente beteiligt. Einerseits ist dies das Departement für Bildung und Kultur mit dem Amt für Berufsbildung, Mittel- und Hochschulen (ABMH). Innerhalb des ABMH ist für das Case Management Berufsbildung sowie die weiteren Projekte an der Nahtstelle I, wie die Berufswahlplattform, die Abteilung Berufs-, Studien-

¹¹⁴ Reglement für das Berufsvorbereitungsjahr (BVJ-Reglement) vom 18.02.2014 (Stand 01.04.2014), BGS 416.114.1, §6-§8.

¹¹⁵ Startpunkt Wallierhof (2014). «Hier lerne ich richtig zupacken». Praxisbezug – Lebensschule – Persönlichkeitsbildung, (http://www.startpunktwallierhof.ch/Downloads/Doku_Startpunkt.pdf, 08.07.2014), Seite 5.

¹¹⁶ Amt für Berufsbildung, Mittel- und Hochschulen Solothurn (2014). Information für die Eltern. Berufswahlplattform. Auskunft Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung.

¹¹⁷ Berufsbildungszentrum Olten (2014). Berufsvorbereitungsjahr – Informationen für zukünftige Lernende, abgebende Schulen und Praktikumsbetriebe, (<http://www.so.ch/departemente/bildung-und-kultur/bbz-olten/gibs-olten/foerderpaedagogik/berufsvorbereitungsjahr-thds.html>, 01.07.2014), Seite 3.

¹¹⁸ Reglement für das Berufsvorbereitungsjahr (BVJ-Reglement) vom 18.02.2014 (Stand 01.04.2014), BGS 416.114.1, §9.

¹¹⁹ Startpunkt Wallierhof (2014). «Hier lerne ich richtig zupacken». Praxisbezug – Lebensschule – Persönlichkeitsbildung, (http://www.startpunktwallierhof.ch/Downloads/Doku_Startpunkt.pdf, 08.07.2014), Seite 6.

und Laufbahnberatung (BSLB) verantwortlich. Die Brückenangebote werden vom BBZ Olten geleitet. Die Motivationssemester andererseits werden im Auftrag des Amtes für Wirtschaft und Arbeit (AWA) geführt, das dem Departement für Volkswirtschaft angehört.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Im Rahmen der gemeinsamen Aktion «Berufswahlplattform» arbeiten das ABMH, das Volksschulamt (VSA) sowie das AWA bereits seit 2004 zusammen. Ergänzt wird die «Berufswahlplattform» seit 2009 durch die so genannte Tischmesse «von der Schule zum Beruf». Diese findet im Zweijahresturnus jeweils zwei Monate vor der «Berufswahlplattform» im Januar statt. «von der Schule zum Beruf» wird von der BSLB organisiert und richtet sich an die Schulleitungen, Lehrkräfte der Sekundar- und Berufsfachschulen, Beratende, Lehrbetriebe sowie weitere Interessierte. Aussteller der Tischmesse sind Beratungsdienste, Anbieter von zehnten Schuljahren, Brückenangeboten oder Motivationssemestern. Ziel der Tischmesse ist es, diese verschiedenen Akteure über die Beratungsangebote sowie Anschlusslösungen zu informieren und zu vernetzen¹²⁰.

Fazit der Autoren

Im Gegensatz zu den meisten anderen Kantonen führt der Kanton Solothurn keine schulischen Brückenangebote, sondern konzentriert sich auf kombinierte und integrationsorientierte Lösungen. Diese kombinierten Angebote wurden per Schuljahr 2013/14 unter Berücksichtigung der reformierten Sekundarstufe I noch weiter vereinfacht. Die Zusammenarbeit der verschiedenen involvierten Stellen an der Nahtstelle ist seit 2004 erprobt, als die «Berufswahlplattform» in Zusammenarbeit des ABMH, des VSA sowie des AWA lanciert wurde. Eine Überschneidung der Angebote von ABMH und AWA wird dabei schon aufgrund des zeitlichen Ablaufs der verschiedenen Massnahmen vermieden: Im Rahmen der «Berufswahlplattform» berät und unterstützt die BSLB ab April die Jugendlichen ohne Anschlusslösung. Dabei wird auch geklärt, ob für einen Jugendlichen, eine Jugendliche ein kantonales Brückenangebot in Frage kommen könnte. Um zu vermeiden, dass SchülerInnen aus dem System fallen, erfasst die BSLB dann per Ende Schuljahr noch einmal alle Jugendlichen ohne Anschlusslösung und leitet diese weiter an das zuständige RAV zur Betreuung. Jugendliche, die die Schule ohne Anschlusslösung verlassen, werden so dem RAV für die Aufnahme in Motivationssemester (SEMO) gemeldet.

Quellen

Gespräche

- E-Mail Auskunft, Leitung Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

- Gesetz über die Berufsbildung (GBB) vom 03.09.2008 (Stand 01.01.2012), BGS 416.111.
- Verordnung über die Berufsbildung (VBB) vom 11.11.2008 (Stand 01.01.2014), BGS 416.112.
- Reglement für das Berufsvorbereitungsjahr (BVJ-Reglement) vom 18.02.2014 (Stand 01.04.2014), BGS 416.114.1.

¹²⁰ Kanton Solothurn (2014). Tischmesse. Von der Schule zum Beruf. http://www.so.ch/fileadmin/internet/dbk/eb-baa/pdf/bsb/Info_Flyer-A4_131013_pb.pdf, 04.07.2014).

(http://www.so.ch/fileadmin/internet/dbk/eb-baa/pdf/bsb/Info_Flyer-A4_131013_pb.pdf).

Weitere Dokumente

- Amt für Berufsbildung, Mittel- und Hochschulen Solothurn (2014). Information für die Eltern. Berufswahlplattform.
- Amt für Wirtschaft und Arbeit Solothurn (2011). Jugendarbeitslosigkeit. Aktuelle Situation, Entwicklungen und Massnahmen der Arbeitslosenversicherung. ([http://www.so.ch/fileadmin/internet/dbk/ebbaa/pdf/bsb/Tischmesse%202011 %20Jugendarbeitslosigkeit.pdf](http://www.so.ch/fileadmin/internet/dbk/ebbaa/pdf/bsb/Tischmesse%202011%20Jugendarbeitslosigkeit.pdf), 4.07.2014).
- Berufsbildungszentrum Olten (2014). Berufsvorbereitungsjahr – Informationen für zukünftige Lernende, abgebende Schulen und Praktikumsbetriebe, (<http://www.so.ch/departemente/bildung-und-kultur/bbz-olten/gibs-olten/foerderpaedagogik/berufsvorbereitungsjahr-thds.html>, 1.7.2014).
- Kanton Solothurn (2014). Tischmesse. Von der Schule zum Beruf. (http://www.so.ch/fileadmin/internet/dbk/ebbaa/pdf/bsb/Info_Flyer-A4_131013_pb.pdf, 4.7.2014).
- Kanton Solothurn (2014). Nahtstellenprojekte Sek I/II, (<http://www.so.ch/departemente/bildung-und-kultur/berufsbildung-mittel-und-hochschulen/berufs-studien-und-laufbahnberatung/nahtstellenprojekte-sek-iii.html>, 8.7.2014).
- Konferenz Solothurner Sonderschulinstitutionen – SoSchKo (2014). Kantonales Rahmenkonzept SoBiB, Stand 27.06.2014. Erhalten von Sonderpädagogisches Zentrum Bachtelen, Leitung Koordination und Entwicklung, 5.8.2014.
- Startpunkt Wallierhof (2014). «Hier lerne ich richtig zupacken». Praxisbezug – Lebensschule – Persönlichkeitsbildung, (http://www.startpunktwallierhof.ch/Downloads/Doku_Startpunkt.pdf, 8.7.2014).
- Step 4 Kompetenzzentrum Berufsbildung (2014). Angebote (<http://www.step4.ch/index.php?id=angebote>, 08.07.2014).

A2.7 Kantone Basel-Landschaft und Basel-Stadt

Beschreibung

In den beiden Halbkantonen Basel-Landschaft und Basel-Stadt besuchen überdurchschnittlich viele AbsolventInnen der neunten Klasse allgemeinbildende Schulen, während der Anteil der AbsolventInnen, die eine berufliche Grundbildung wählen, im schweizerischen Vergleich gering ist¹²¹. Im urbanen Kanton Basel-Stadt mit einem hohen Anteil an Migrationsbevölkerung wie auch an Jugendarbeitslosigkeit verglichen mit anderen schweizerischen Städten befinden sich dementsprechend auch vergleichsweise viele SchülerInnen in einer Übergangslösung.

Angebot

		Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kantonale Brückenangebote beider Basel	BL	Bildungszentrum kvBL	181	
	BL	Landwirtschaftliches Zentrum Ebenrain	12	
	BL	Gewerblich-Industrielle Berufsfachschule	51	
	BL	Berufsfachschule Gesundheit	22	
	BS	Allgemeine Gewerbeschule Basel	82	
	BS	Aprentas	4	
	BS	Berufsfachschule Basel	15	
	BS	Zentrum für Brückenangebote	590	
Integrationskurse	BS	Zentrum für Brückenangebote Basel	204	204
SEMO (Plätze)	BS	Stiftung Job Training		
	BS	Stiftung LOTSE		
	BS	Verein Foyers Basel		
	BS	Verein InTeam		
	BS	Verein Tischlein deck dich		
Sonderpädagogische Brückenangebote	BS	<i>Christophorus Schule Basel</i>		
	BL	Therapie Schulzentrum Münchenstein	8	
Weitere Angebote	BL	Austauschprojekte, Amt für Volksschulen BL		
	BL	Bildungszentrum kvBL (BVS2)	189	
	BL	Check-in aprentas	18	

Bemerkung: Zahlen für Schuljahr 2012/13, erhoben bei den anbietenden Institutionen (BS) sowie beim Amt für Berufsbildung und Berufsberatung BL.

Angebote der Berufsbildung (Amt für Berufsbildung und Berufsberatung BL, Bereich Mittelschulen und Berufsschulen BS)

Die beiden Kantone Basel-Landschaft und Basel-Stadt organisieren die ‚Brückenangebote beider Basel‘ gemeinsam. Die einzelnen Angebote werden teilweise nur in einem Kanton geführt (z.B. SBA Basis in Basel-Stadt), aber von Lernenden beider Kantone genutzt. Teilweise werden sie in beiden Kantonen bereitgestellt (z.B. SBA plus) und entsprechend von den Lernenden aus dem jeweiligen Wohnkanton besucht. Gegen Schulgeld stehen sie – je nach Schulabkommen – auch Lernenden aus

¹²¹ Bundesamt für Statistik (2014). Quote der sofortigen Übergänge in die Sekundarstufe II nach Schulkanton 2011. (<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/17/blank/01.indicator.404301.4041.html?open=104,30.04.2014>).

dem Kanton Solothurn und Aargau offen. Vertraglich geregelt wurde die Koordination der ‚Brückenangebote beider Basel‘ anlässlich der Neukonzeption 1999¹²².

Die Brückenangebote beider Basel sind in die drei am meisten verbreiteten Angebotstypen unterteilt. Erstens sind dies insgesamt vier verschiedene schulische Angebote, von welchen sich eines explizit an SchülerInnen mit Migrationshintergrund richtet (Log In). Zweitens die kombinierten Angebote, bei denen zwischen den allgemeiner ausgerichteten berufsorientierten Vorlehren und den spezifischeren berufsfeldbezogenen Vorkursen unterschieden werden kann¹²³. Eine besonders niederschwellige Alternative der kombinierten Angebote bildet dabei «VLA JoB» für Jugendliche, die im schulischen Bereich oder im Verhaltensbereich deutliche Schwierigkeiten haben¹²⁴. Drittens werden integrative Angebote für einerseits spät zugewanderte junge MigrantInnen oder Asylsuchende (IBK, IIK) und andererseits auch für Jugendliche mit besonderem Förderbedarf aufgrund einer geistigen Behinderung geführt (Praxis Plus). Dieses vielfältige Angebot wird durch verschiedene Institutionen sichergestellt. Ein Teil der Vorlehren und Vorkurse wird von den Berufsfachschulen¹²⁵ in Basel-Stadt und Basel-Landschaft bereit gestellt, die meisten restlichen Angebote vom Zentrum für Brückenangebote Basel-Stadt.

Charakter eines Brückenangebotes hat auch die Berufsvorbereitende Schule (BVS2) im Kanton Basel-Landschaft, die jedoch nicht Teil der Brückenangebote beider Basel ist. Erfüllen Jugendliche der Sekundarstufen E oder A die jeweiligen Aufnahmekriterien, können sie direkt in die BVS2 übertreten. Die BVS2 dauert insgesamt zwei Jahre. Nach Abschluss der BVS2 erhalten die SchülerInnen jedoch keinen Abschluss auf Sekundarstufe II, sondern die BVS2 bereitet lediglich auf das spätere Berufsziel vor.

Weitere Angebote

Kanton Basel-Landschaft: unterjährige Angebote der Berufsintegration

Im Kanton Basel-Landschaft führt das kantonale Amt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (KIGA) keine eigenen Motivationssemester, sondern beteiligt sich finanziell an den Angeboten der interdisziplinären Jugendberatungsstelle «wie weiter?» der Hauptabteilung Berufsintegration des AfBB. Die Angebote ergänzen die kantonalen Brückenangebote, da sie auch unterjährig zugänglich sind. Dementsprechend richten sie sich nicht nur an junge Erwachsene, die keine Lehrstelle gefunden haben, sondern auch an junge Erwachsene mit abgebrochener beruflicher Grundbildung oder sonst ohne Bildungsstruktur. «Wie weiter?» bietet neben Beratung und Berufsintegrationsabklärungen vollzeitliche oder teilzeitliche unterjährige Berufsintegrationsprogramme an und begleitet individuelle, massgeschneiderte Re-Integrationslösungen. Eines dieser unterjährigen Angebote ist das niederschwellige Berufsintegrations- und Arbeitstrainingsprogramm «check-in aprentas», das in Zusammenarbeit des AfBB des Kantons Basel-Landschaft und dem Ausbildungsverbund aprentas

¹²² Vertrag zwischen dem Kanton Basel-Stadt und dem Kanton Basel-Landschaft über die Neukonzeption von Brückenangeboten vom 3. Februar / 6. April 1999.

¹²³ Berufsorientierte Vorlehren: VLA, VLA JoB, VLA Aprentas. Berufsfeldbezogene Vorkurse: Vorkurse Chemie, Ernährung, Holz, Medizinische Ausrichtung, Metall, Detailhandel, Betreuung.

¹²⁴ Zentrum für Brückenangebote (2014). Praxis Plus, Seite 1.

¹²⁵ Neben den kantonalen Berufsschulen bietet auch der Ausbildungsverbund für naturwissenschaftliche, technische und kaufmännische Berufe «aprentas» eine Vorlehre an.

entstand. check-in aprentas richtet sich an schulisch schwache Jugendliche im Alter von 16 bis 22 Jahren und steht den Jugendlichen maximal zwei Jahre lang offen. Abgesehen von einem Materialgeld von CHF 50 ist der Besuch von «check-in aprentas» kostenlos. Die Zulassung zum Programm erfolgt in der Hauptabteilung Berufsintegration und geschieht über eine Empfehlung der Jugendberatungsstelle «wie weiter?» sowie nach Rücksprache mit der Leitung des Programms. Die Nutzung aller dieser genannten unterjährigen Angebote ist nur möglich, wenn die Jugendlichen oder jungen Erwachsenen nicht beim RAV angemeldet sind. Damit soll der Grundsatz verwirklicht werden, dass Jugendliche ohne Ausbildung möglichst im pädagogischen Kontext der Bildung bleiben und sich erst dann beim RAV melden, wenn sie tatsächlich arbeiten wollen (Bildung vor Arbeit).

Neben diesem Angebot, das sich vorwiegend auf Arbeitstraining fokussiert, besteht im Kanton Basel-Landschaft auch die Möglichkeit, ein 10. Freiwilliges Schuljahr auf Französisch im Kanton Jura zu absolvieren. Dieses 10. Freiwillige Schuljahr wird vom Amt für Volksschule organisiert und widmet sich nicht spezifisch der Berufsfindung¹²⁶.

Kanton Basel-Stadt: SEMO

Im Kanton Basel-Stadt hat das Amt für Wirtschaft und Arbeit mit insgesamt fünf verschiedenen Anbietern Leistungsverträge für Motivationssemester abgeschlossen. Vom Inhalt her unterscheiden sich die Motivationssemester nur wenig von den Vorlehren. Ihre Zielgruppe bilden jedoch eher Jugendliche, die auch nach einem Brückenangebot keine Anschlusslösung gefunden haben, sowie junge Erwachsene nach einem Lehrabbruch¹²⁷.

Sonderpädagogische Brückenangebote

Im Kanton Basel-Stadt sind bereits zwei Angebote mit sonderpädagogischem Hintergrund in die kantonalen Brückenangebote integriert. Zum einen richtet sich «Praxis plus» an geistig behinderte Jugendliche, die die obligatorische Schule in einer Regelklasse integriert oder in einer Spezialklasse abgeschlossen haben¹²⁸. Zum anderen wird im Rahmen des schulischen Angebots «SBA Basis plus» eine Integrationsklasse geführt mit vier Plätzen für Jugendliche mit besonderem Bildungsbedarf¹²⁹. Im Kanton Basel-Landschaft steht die Vorlehre auch für Jugendliche mit besonderem Bildungsbedarf offen, sofern sie einen Vorlehrbetrieb finden. Sie erhalten entsprechende heil- oder sonderpädagogische Unterstützung in der Schule und im lernortsübergreifenden Arbeiten. Weiter führen daneben, wie in den meisten Kantonen, insgesamt zwei verschiedene sonderpädagogische Institutionen der Kantone Basel-Landschaft und Basel-Stadt zusätzlich noch eigene Brückenangebote, wie Berufs- und Beschäftigungsvorbereitungsjahre.

¹²⁶ Amt für Volksschulen Basel-Landschaft, Service de l'enseignement République et Canton du Jura (2014). Französisch im Alltag erleben – Pour maîtriser l'allemand au quotidien. http://www.av.s.bl.ch/fileadmin/Dateien/Dienstleistungen/Austauschprojekte/Flyer_Franzoesisch_erleben_finalversion_INTERNET.pdf, 25.06.2014).

¹²⁷ Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt Basel-Stadt (2014). Strategieguppe Jugendarbeitslosigkeit. Hilfestellung (<http://www.jugendarbeitslosigkeit.bs.ch/information-u-hilfe/hilfestellung.htm>, 04.07.2014).

¹²⁸ Zentrum für Brückenangebote (2014). Praxis Plus, Seite 1.

¹²⁹ Gespräch Rektorin Zentrum für Brückenangebote Basel.

Zulassung und Kosten

In den Kantonen Basel-Landschaft und Basel-Stadt erfolgt die Anmeldung und Zulassung über je eine eigene kantonale Koordinationsstelle. Im Kanton Basel-Landschaft können sich die SchülerInnen bei der Koordinationsstelle für Brückenangebote im Amt für Berufsbildung und Berufsberatung für maximal zwei Brückenangebote bewerben. Der Anmeldeschluss ist jeweils Ende Februar. In einer Anmelde- und Triagekonferenz unter Beteiligung von Fachleuten aus der Berufsintegration, der Berufsberatung sowie des Case Management BB werden die Anmeldungen geprüft und Zuteilungsempfehlungen zuhanden der Koordinationsstelle Brückenangebote gemacht. Bei Bedarf werden Standortgespräche bei der Berufsberatung oder Berufsintegrationsabklärungen durchgeführt. Berücksichtigt werden die Empfehlung der abgebenden Volksschule, Schulzeugnisse, die Schlüssigkeit mit Blick auf den Anschluss nach dem Brückenjahr sowie die Meinung der Schulleitungen der Brückenangebote und die verfügbaren Plätze. Den Entscheid fällt die Koordinationsstelle Brückenangebote Mitte bis Ende April¹³⁰. Die Prüfung der Anmeldungen zu den Brückenangeboten ist vielfach Ausgangspunkt weiterer berufsintegrativer Unterstützungsmassnahmen, die allesamt darauf zielen, den Direkteinstieg doch noch zu ermöglichen oder den verzögerten Einstieg in eine berufliche Grundbildung spätestens in einem Jahr zu sichern (z.B. Junior Job Service, Mentoring, Case Management BB (BWB), vertiefte Abklärungen mit Blick auf eine allfällige IV-Anmeldung u.a.).

Im Kanton Basel-Stadt melden sich die SchülerInnen ebenfalls über die Triagestelle an, die seit zwei Jahren der Fachstelle Berufsberatung angehört. Jugendliche und junge Erwachsene nach der obligatorischen Ausbildung bis 20 Jahre können sich direkt bei der Triagestelle melden, bzw. angemeldet werden. Für die Jugendlichen aus der neunten Klasse sind die Lehrpersonen für das Triageverfahren zuständig. Dieses beginnt automatisch mit dem Versand eines Elternbriefes und dem Formular «Meine berufliche Zukunft», das alle SchülerInnen ausfüllen müssen und im Anschluss von den Lehrpersonen überprüft wird. Für SchülerInnen mit Anschlusslösung endet das Triageverfahren nach diesem Schritt. SchülerInnen ohne Anschlusslösung betreut die Triagestelle. Die Triagestelle entscheidet dann über das notwendige Unterstützungsangebot; namentlich weitere Berufsberatung, Lehrstellenvermittlung, Anmeldung für ein Brückenangebot, Mentoring oder Aufnahme in das Case Management Berufsbildung (Gap)¹³¹.

In beiden Kantonen bezahlen die Eltern der SchülerInnen ein Schul- resp. Materialgeld. Im Kanton Basel-Landschaft beträgt dieses Schulgeld für schulische Angebote CHF 600 bis CHF 800, für kombinierte Angebote CHF 300 bis CHF 1'300¹³². Im Kanton Basel-Stadt wird den Eltern für sämtliche schulische und kombinierte Angebote ein Materialgeld von CHF 158 verrechnet, wobei zusätzlich CHF 800 bezahlt werden müssen im Falle eines Abbruchs des Brückenangebots. Auch für die Integrationsangebote muss ein Schulgeld (max. CHF 408 für Material und Schullager)¹³³ bezahlt werden.

¹³⁰ Berufsbildung und Berufsberatung Kanton Basel-Landschaft (2014). Brückenangebote – Häufig gestellte Fragen (FAQ), (<http://www.ed-bs.ch/bildung/weiterfuehrende-schulen/berufsbildende-schulen/brueckenangebote>, 25.06.2014).

¹³¹ Basel-Stadt Berufsberatung, Berufs- und Erwachsenenbildung (2014). Das Triageverfahren (<http://www.bbe-bs.ch/jugendliche-eltern/triagestelle>, 25.06.2014).

¹³² Vorlehre Metall: CHF 300 Schulmaterialgeld, Vorlehre Baselland: CHF 600 Schulmaterialgeld, Vorlehre Hauswirtschaft: CHF 1'300 Schulmaterialgeld, inkl. Verpflegung über Mittag.

¹³³ IBK: 1. Jahr CHF 408, 2. Jahr CHF 158 Schulmaterialgeld; bei Abbruch CHF 800 IIK: CHF 150 Schulmaterialgeld, bei Abbruch keine Kosten. Quelle: Zentrum für Brückenangebote Basel (2014). Bewerbungs- und Anmeldeunterlagen (http://www.sba-basel.ch/index.php/Bewerbungs-_und_Anmeldeunterlagen.html, 25.06.2014).

Akteure an der Nahtstelle I

Im Kanton Basel-Landschaft sind vornehmlich zwei Direktionen an den Zwischenlösungen beteiligt. Im Amt für Berufsbildung und Berufsberatung (AfBB) der Bildungs-, Kultur- und Sportdirektion ist die Hauptabteilung Berufsintegration für die kantonalen Brückenangebote verantwortlich. Die 2009 geschaffene Hauptabteilung Berufsintegration führt die Koordinationsstelle Brückenangebote und koordiniert das Angebot mit demjenigen des Kantons Basel-Stadt. Daneben sind ihr auch die unterjährigen Berufsintegrationsangebote und –programme angegliedert: die Jugendberatungsstelle «wie weiter?», das CMBB «BerufsWegBereitung» in Zusammenarbeit mit dem Amt für Volksschulen sowie die Führung des mit Basel gemeinsam organisierten Mentoring beider Basel¹³⁴. Die BIZ gehören der Hauptabteilung Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung an. In der Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion ist das Kantonale Amt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (KIGA) wesentlich an der Nahtstelle I beteiligt. Im Rahmen von IIZ beteiligt sich das KIGA finanziell an den berufsintegrativen Angeboten der Hauptabteilung Berufsintegration für die Anspruchsgruppen der Jugendlichen, welche ohne Anschluss an eine berufliche Grundbildung oder nach Lehrabbruch ohne Bildungs- oder Tagesstruktur sind. Schliesslich gehört dem KIGA auch die Koordinationsstelle Jugendarbeitslosigkeit an, die sich aber vor allem an junge Erwachsene wendet, die eine Stelle und weniger einen Ausbildungsplatz suchen.

Im Kanton Basel-Stadt betreffen die Zwischenlösungen zwei Departemente. Die kantonalen Brückenangebote führt die Abteilung Berufsintegration des Bereiches Mittelschulen & Berufsbildung im Erziehungsdepartement. Auch die Berufsberatung sowie das Case Management Berufsbildung gehören der Abteilung Berufsintegration an. Die Abteilung Berufsintegration wurde mit der Neuorganisation des Erziehungsdepartementes im Januar 2014 gegründet, um der Berufsintegration ein stärkeres Gewicht zu geben. Das Amt für Wirtschaft und Arbeit (AWA) im Departement für Wirtschaft und Soziales mit dem RAV ist für die Steuerung der Motivationssemester verantwortlich und betreut die Strategieguppe Jugendarbeitslosigkeit.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Als Reaktion auf die knappe Lehrstellensituation und der drohenden Jugendarbeitslosigkeit erarbeiteten das AfBB und das KIGA des Kantons Basel-Landschaft 2005 zusammen ein erweitertes Konzept für die Jugendberatungsstelle «wie weiter?». Die Kapazitäten von «wie weiter?» wurden dabei erhöht und das Konzept für «check-in aprentas» als niederschwellige Alternative zu den Brückenangeboten wurde entwickelt. Um eine Konkurrenz der verschiedenen Zwischenlösungen zu vermeiden, beschloss das KIGA, keine Motivationssemester zu führen, sondern stattdessen die Jugendberatungsstelle «wie weiter?» und (später auch) das Programm *check-in aprentas* finanziell zu unterstützen. Diese ersten Bemühungen in der interinstitutionellen Zusammenarbeit wurden in den darauffolgenden Jahren weiter verstärkt. So setzte der Regierungsrat im Jahr 2006 eine direktionsübergreifende Arbeitsgruppe ein, deren Arbeit 2007 im Bericht «Strategien gegen die Erwerbslosigkeit Jugendlicher im Kanton Basel-Landschaft»¹³⁵ zusammengefasst wurde und schliesslich zur

¹³⁴ Dienstordnung des Amtes für Berufsbildung und Berufsberatung vom 9. März 2010 (Stand 1.9.2010), SGS 146.54, Seite 4.

¹³⁵ Arbeitsgruppe Interinstitutionelle Zusammenarbeit (2007). Strategien gegen die Erwerbslosigkeit Jugendlicher im Kanton Basel-Landschaft.

gemeinsamen Lancierung des Case Management Berufsbildung (BerufsWegBereitung) führte. Die Arbeitsgruppe wurde geleitet vom kantonalen Sozialamt. Daneben beteiligten sich alle relevanten Akteure an der Nahtstelle I wie das AfBB, das KIGA sowie das Amt für Volksschulen, wobei je nach Fragestellung auch noch weitere involvierte Stellen hinzugezogen wurden. Zurzeit sind schliesslich weitere Bestrebungen im Gange, die interinstitutionelle Zusammenarbeit noch weiter auszudehnen und zu regeln¹³⁶.

Ebenfalls vor dem Hintergrund einer vergleichsweise hohen Quote von jugendlichen Erwerbslosen und Sozialhilfebezügern beauftragte der Regierungsrat Basel-Stadt 2005 die Strategieguppe Jugendarbeitslosigkeit, ein Konzept zur Senkung der Jugendarbeitslosigkeit zu entwickeln. Dieses Mandat zeigte erste positive Wirkungen und wurde vom Regierungsrat bis Ende 2016 verlängert¹³⁷. In der Strategieguppe Jugendarbeitslosigkeit haben insgesamt zehn Stellen aus drei verschiedenen Departementen Einsitz¹³⁸, wobei der Vorsitz der Strategieguppe sowie die Geschäftsleitung vom AWA wahrgenommen werden. Oberstes Organ ist die regierungsrätliche Delegation für Jugendarbeitslosigkeit mit den Leitungen der drei beteiligten Departemente: Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt, Erziehungs- sowie Präsidialdepartement. Mit dem Rektorat des Zentrums für Brückenangebote, dem AWA und der Abteilung Berufsberatung sind folglich die wichtigsten Akteure an der Nahtstelle I in dieser Strategieguppe vereinigt und können so gemeinsame Projekte in die Wege leiten. So wird zurzeit unter der Führung des Erziehungsdepartements das Triageverfahren weiterentwickelt und im Detail geklärt. Neben der Strategieguppe lanciert auch die Abteilung Berufsintegration des Erziehungsdepartementes gemeinsame Projekte unter Zusammenarbeit mit verschiedenen Akteuren, namentlich mit der Hauptabteilung Berufsintegration Basel-Landschaft oder dem Gewerbeverband Basel-Stadt.

Fazit der Autoren

Die Halbkantone Basel-Landschaft und Basel-Stadt zeichnen sich im Vergleich mit anderen Kantonen durch eine intensive Koordination der Angebote aus. Zudem verläuft in beiden Kantonen die Zulassung zu den Brückenangeboten zentralisiert über eine Koordinations- respektive Triagestelle. Während in beiden Kantonen die Jugendarbeitslosigkeit schon seit mehreren Jahren ein wesentliches Thema in der interinstitutionellen Zusammenarbeit ist, wurden unterschiedliche Lösungen in Bezug auf das Angebot gewählt. Im Kanton Basel-Landschaft verzichtete man so auf die arbeitsmarktliche Massnahme des Motivationssemesters zugunsten der Massnahmen der Jugendberatungsstelle «wie weiter?». Im Kanton Basel-Stadt hingegen werden weiterhin Motivationssemester und kantonale Brückenangebote geführt.

(<http://www.av.s.bl.ch/fileadmin/Dateien/Dienstleistungen/Berufswegbereitung/BWB%20IIZ-Bericht%20Strategien%20gegen%20die%20Erwerbslosigkeit%20Ju.pdf>, 25.06.2014).

¹³⁶ Gespräch Hauptabteilung Berufsintegration, Basel-Landschaft.

¹³⁷ Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt Basel-Stadt (2014). Strategieguppe Jugendarbeitslosigkeit, (<http://www.jugendarbeitslosigkeit.bs.ch/ueber-uns.htm>, 25.06.2014).

¹³⁸ Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt: Amt für Wirtschaft und Arbeit (Vorsitz), Geschäftsführung IV-Stelle, Leitung Sozialhilfe; Erziehungsdepartement: Leitung Dienste Volksschulen, Rektorat Schule für Brückenangebote, Amt für Kindes- und Jugendschutz, Leitung Abteilung Berufsberatung, Berufs- und Erwachsenenbildung, Leitung Ausbildungsbeiträge; Präsidialdepartement: Leitung Fachstelle Diversität und Integration; Leitung Sozialhilfe Gemeinde Riehen. Quelle: Strategieguppe Jugendarbeitslosigkeit (2012). Bilanz 2005-2012 – Strategie 2013 – 2016, Seite 23.

Wie bereits oben erwähnt, zeichnet sich der Kanton Basel-Landschaft im schweizerischen Vergleich dadurch aus, dass keine Motivationssemester geführt werden und so sowohl die kantonalen Brückenangebote als auch die unterjährigen Berufsintegrationsprogramme alle beim AfBB angesiedelt sind. Mit diesem Beschluss wurde die interinstitutionelle Zusammenarbeit schon vergleichsweise früh realisiert. Zurzeit sind – wie in anderen Kantonen auch – einige Änderungen geplant. Diese Änderungen sollen die Koordination und Nutzung von Synergien im System verbessern, die bedarfsgerechte Angebots- und Zugangssteuerung erleichtern sowie ein Monitoring über den gesamten Bereich der Nahtstelle I ermöglichen. So sollen Anfragen, Anmeldungen, Zuweisungen für alle Angebote nur noch über eine zentrale Anlaufstelle laufen. Dies soll nicht nur den Zugang für die Jugendlichen und jungen Erwachsenen vereinfachen, sondern auch passgenaue Zuweisungen sichern sowie die Zusammenarbeit unter den IIZ-Partnern erleichtern.

Der Kanton Basel-Stadt verfügt über eine äusserst breite Palette an Brückenangeboten. Beinahe einzigartig im schweizerischen Vergleich ist das spezielle, schulische Angebot für Jugendliche mit Migrationshintergrund oder die beiden sonderpädagogischen Angebote. Von diesen vielfältigen Angeboten profitieren denn auch die Kantone Basel-Landschaft sowie angrenzende Gemeinden der Kantone Solothurn und Aargau. Im Zeitpunkt unserer Erhebung wurden die Brückenangebote beider Basel evaluiert, wobei von keinem dringenden Handlungsbedarf auszugehen ist. Im Kanton Basel-Stadt werden voraussichtlich Angebote im Fremdsprachenbereich sowie das Triageverfahren weiterentwickelt¹³⁹.

Quellen

Gespräche

- Telefonisches Gespräch, Rektorin Zentrum für Brückenangebote Basel, 4.7.2014.
- Telefonisches Gespräch, Leiterin Hauptabteilung Berufsintegration, 22.7.2014.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

- Vertrag zwischen dem Kanton Basel-Stadt und dem Kanton Basel-Landschaft über die Neukonzeption von Brückenangeboten vom 3. Februar / 6. April 1999.

Basel-Landschaft

- Bildungsgesetz vom 6. Juni 2002 (Stand 1.9.2013), SGS 640.
- Dienstordnung des Amtes für Berufsbildung und Berufsberatung vom 9. März 2010 (Stand 1.9.2010), SGS 146.54.
- Statistisches Amt des Kantons Basel-Landschaft. Lernende der Sekundarstufe II nach Schulart und Geschlecht seit 2000.
http://www.statistik.bl.ch/stabl_data/stabl_generator/titel.php?unterthema_id=41&thema_id=16
(Stand 20.8.2014).
- Verordnung vom 17. März 2009 für die Berufsbildung (Stand 1.9.2012), SGS 681.11.
- Verordnung vom 31. Oktober 2001 über die Aufnahme in die Brückenangebote (Stand 1.09.2006), SGS 640.61.

¹³⁹ Gespräch Zentrum für Brückenangebote, Basel-Stadt.

Basel-Stadt

- Kantonales Gesetz über die Berufsbildung vom 12.09.2007 (Stand 26.01.2014), SG 420.200.
- Schulgesetz vom 4.04.1929 (Stand 26.01.2014), SG 410.100.
- Statistisches Jahrbuch des Kantons Basel-Stadt 2014. 15 Bildung und Wissenschaft, S. 197f. <http://www.statistik-bs.ch/publikationen/jahrbuch/JB2014-K15.pdf> (Abfrage 15.4.2015).
- Verordnung vom 19. September 2000 über die Aufnahme in die Brückenangebote (Stand 13.08.2012), SG 413.400.

Weitere Dokumente

- Amt für Volksschulen Basel-Landschaft, Service de l'enseignement République et Canton du Jura (2014). Französisch im Alltag erleben – Pour maîtriser l'allemand au quotidien, (http://www.av.s.bl.ch/fileadmin/Dateien/Dienstleistungen/Austauschprojekte/Flyer_Franzoesisch_erleben_finalversion_INTERNET.pdf, 25.06.2014).
- Aprentas (2011). Check-in aprentas. Begleitung auf dem Berufsweg. (http://www.aprentas.ch/berufsausbildung/sozialprojekte/check-in_aprentas.cfm, 04.07.2014).
- Arbeitsgruppe Interinstitutionelle Zusammenarbeit (2007). Strategien gegen die Erwerbslosigkeit Jugendlicher im Kanton Basel-Landschaft. (<http://www.av.s.bl.ch/fileadmin/Dateien/Dienstleistungen/Berufswegbeirung/BWB%20IIZ-Bericht%20Strategien%20gegen%20die%20Erwerbslosigkeit%20Ju.pdf>, 25.06.2014).
- Basel-Stadt Berufsberatung, Berufs- und Erwachsenenbildung (2014). Das Triageverfahren (http://www.bbe-bs.ch/jugendliche_eltern/triagestelle, 25.06.2014).
- Berufsbildung und Berufsberatung Kanton Basel-Landschaft (2014). Brückenangebote – Häufig gestellte Fragen (FAQ), (<http://www.baselland.ch/FAQ.292553.0.html>, 25.06.2014).
- Berufsbildung und Berufsberatung Kanton Basel-Landschaft (2014). Jugendberatungsstelle ‚wie weiter?‘, (<http://www.baselland.ch/wie-weiter.315472.0.html>, 04.07.2014).
- Berufsbildung und Berufsberatung Kanton Basel-Landschaft (2014). Kombinierte Brückenangebote (<http://www.baselland.ch/Kombinierte-Angebote.292550.0.html>, 25.06.2014).
- Berufsbildung und Berufsberatung Kanton Basel-Landschaft (2014). Schulische Brückenangebote (<http://www.baselland.ch/Schulische-Angebote.292549.0.html>, 25.06.2014).
- Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt Basel-Stadt (2014). Strategiegruppe Jugendarbeitslosigkeit, (<http://www.jugendarbeitslosigkeit.bs.ch/ueber-uns.htm>, 25.06.2014).
- Departement für Wirtschaft, Soziales und Umwelt Basel-Stadt (2014). Strategiegruppe Jugendarbeitslosigkeit. Hilfestellung (<http://www.jugendarbeitslosigkeit.bs.ch/information-u-hilfe/hilfestellung.htm>, 04.07.2014).
- Erziehungsdepartement Basel-Stadt (2014). Brückenangebote, (<http://www.ed-bs.ch/bildung/weiterfuehrende-schulen/berufsbildende-schulen/brueckenangebote>, 25.06.2014).
- Strategiegruppe Jugendarbeitslosigkeit (2012). Bilanz 2005-2012 – Strategie 2013 – 2016.
- Zentrum für Brückenangebote Basel (2014). Bewerbungs- und Anmeldeunterlagen (http://www.sba-basel.ch/index.php/Bewerbungs-_und_Anmeldeunterlagen.html, 25.06.2014).
- Zentrum für Brückenangebote (2014). Praxis Plus.
- Zentrum für Brückenangebote (2014). Vorlehre A JoB. Heilpädagogisch orientierte Vorlehre mit einem von der Schule organisierten Praktikumsteil.

A2.8 Kanton Schaffhausen

Beschreibung

Im Kanton Schaffhausen wählen SchulabgängerInnen deutlich überdurchschnittlich oft den Weg der beruflichen Grundbildung und daher seltener allgemeinbildende Schulen. Im Bereich der Zwischenlösungen sind die Schaffhauser SchülerInnen im schweizerischen Mittel. Ohne die Motivationssemester sowie weitere Angebote, haben im Schuljahr 2012/13 168 Lernende ein Brückenangebot besucht¹⁴⁰.

Angebot

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kantonale Brückenangebote	BBZ Schaffhausen	141	155
	Lindenforum	14	
Integrationskurse	BBZ Schaffhausen	13	13
SEMO (Plätze)	SBAW Schule für berufliche und allgemeine Weiterbildung		22
Weitere Angebote	Schweizerisches Arbeiterhilfswerk ¹⁴¹	10	10

Bemerkung: Zahlen für Schuljahr 2012/13, erhoben bei den anbietenden Institutionen.

Angebote der Dienststelle Mittelschule und Berufsbildung, Abteilung Berufsbildung

Die kantonalen Brückenangebote werden in Schaffhausen vom Berufsbildungszentrum BBZ geführt. Das BBZ bietet drei verschiedene Typen an:

- Berufsvorbereitungsjahr im Vollzeitmodell
- Berufsvorbereitungsjahr im arbeitsbegleitenden Modell
- Vorlehre

Während sich das Berufsvorbereitungsjahr im Vollzeitmodell insbesondere an Jugendliche richtet, die eine kaufmännische Ausbildung, die Berufsmaturität oder eine Ausbildung an weiterführenden Schulen anstreben, zielt das arbeitsbegleitende Berufsvorbereitungsjahr auf eine Verbesserung der schulischen Leistungen im Hinblick auf ein Berufsfeld hin. In der Vorlehre schliesslich wurde der Berufswahlentscheid bereits getroffen. Neben den kantonalen Brückenangeboten ist das BBZ auch Anbieter des Integrationskurses. Zusätzlich existiert im Kanton Schaffhausen mit dem Gestaltungskurs im Lindenforum ein privates Brückenangebot, bei dem der Kanton einen Beitrag an das Schulgeld leistet¹⁴².

Weitere Angebote – SEMO und private Angebote

Zu den kantonalen Brückenangeboten gibt es im Kanton Schaffhausen bis Ende Schuljahr 2013/14 zwei alternative Angebote, die vom kantonalen Arbeitsamt unterstützt werden. Einerseits bietet die Schule für berufliche und allgemeine Weiterbildung SBAW bis Ende Schuljahr 2013/14 im

¹⁴⁰ BBZ (2014). Schule in Zahlen, (<http://www.bbz-sh.ch/index.dna?rubrik=78&lang=1>, 04.06.2014).

¹⁴¹ Bis Schuljahr 2013/2014. Teilnehmerzahlen im Durchschnitt über das Schuljahr 2012/13. Insgesamt besuchten 33 verschiedene TN BOA, wobei sie durchschnittlich 3.4 Monate im Programm geblieben sind.

¹⁴² Die öffentliche Mitfinanzierung wird per Ende Schuljahr 2014/15 gestrichen. Lindenforum (2014). Brückenjahr / Orientierungsjahr, (<http://www.lindenforum.ch/im-detail/>, 4.6.2014).

Auftrag des kantonalen Arbeitsamts das Motivationssemester «Sprungbrett» an. Eine noch niederschwelligere Alternative bildet andererseits das Programm «BOA» des Schweizerischen Arbeiterhilfswerks Schaffhausen, das sich an erwerbslose Jugendliche und junge Erwachsene im Alter von 16 bis 27 Jahren richtet. Die Anmeldung für «BOA» erfolgt über die Sozialdienste oder das RAV¹⁴³. Sowohl «Sprungbrett» als auch «BOA» werden im Schuljahr 2013/14 zum letzten Mal durchgeführt und werden ab Schuljahr 2014/15 durch das Angebot «READY4BUSINESS» ersetzt, das die SBAW im Auftrag des Arbeitsamtes durchführt. «READY4BUSINESS» richtet sich an Jugendliche zwischen 16 und 19 Jahren und dauert insgesamt bis zu einem Jahr, wobei der Einstieg monatlich möglich ist¹⁴⁴.

Sonderpädagogische Brückenangebote

Für SchülerInnen in Sonderschulung werden bisher noch keine spezifischen Angebote geführt, die spezifisch auf den Übertritt in die Berufswelt vorbereiten sollen. Geplant ist bei den Schaffhauser Sonderschulen die Bildung einer so genannten Werkstufe, in der Jugendliche des zehnten Schuljahres einen Tag pro Woche in einer Erwachseneninstitution oder im ersten Arbeitsmarkt Erfahrungen sammeln werden. Die Werkstufe soll mit einer ersten Klasse im Schuljahr 2014/15 beginnen¹⁴⁵.

Zulassung und Kosten

Die Schülerinnen melden sich für die Brückenangebote selbst an und bewerben sich beim BBZ. Die Bewerbungsfrist ist auf Ende April gesetzt. Bis Mitte Mai entscheidet das BBZ über die Aufnahme anhand von festgelegten und kommunizierten Kriterien. Schülerinnen und Schüler werden in die Berufsvorbereitungsjahre aufgenommen, wenn sie einen ordentlichen Abschluss vorweisen, aktive Berufswahlbemühungen aufzeigen, die notwendige Leistungsbereitschaft mitbringen und damit ein Kompetenzgewinn vom Berufsvorbereitungsjahr zu erwarten ist. Diese Kriterien werden neben den Bewerbungsunterlagen anhand eines Eignungsberichtes von der vorgängigen Schule geprüft¹⁴⁶.

Die kantonalen Brückenangebote werden im Kanton Schaffhausen von keiner zentralen Stelle koordiniert oder gesteuert. Aufgrund der Aufnahme-Kompetenz des BBZ bestimmt die Schule selbst über ihre Schülerzahlen und fungiert als Triagestelle. Abgewiesene Bewerber des BBZ können sich beim RAV melden und so die Möglichkeit erhalten, ein SEMO oder falls notwendig das Programm BOA zu besuchen.

Jugendliche, die noch keine Anschlusslösung gefunden haben, wurden bis 2013 im Rahmen des Projektes «Hotbiz» betreut¹⁴⁷. «Hotbiz» entstand aufgrund einer knappen Lehrstellensituation und richtete sich an jene AbgängerInnen der Brückenangebote sowie der neunten Oberstufe, die bis im

¹⁴³ Schweizerisches Arbeiterhilfswerk SAH (2014). Boa Schaffhausen, (<http://www.sah-sh.ch/bereiche-und-projekte/berufliche-integration/boa-schaffhausen/>, 04.06.2014).

¹⁴⁴ Schule für berufliche und allgemeine Weiterbildung (2014). Ready 4 Business, (<http://www.sbaw.ch/ready-4-business.html>, 01.07.2014).

¹⁴⁵ Schaffhauser Sonderschulen (2014). Jahresbericht 2013, (<http://www.sh-sonderschulen.ch/downloads.php>, 05.06.2014).

¹⁴⁶ BBZ Schaffhausen (2014). Flyer BVJ.

¹⁴⁷ BIZ Schaffhausen (2013). Schulabschluss und Anschlusslösungen 2013 im Kanton Schaffhausen, Seite 2.

März respektive im Mai noch keine Anschlusslösung gefunden hatten. Da sich die Lehrstellensituation in den letzten Jahren verbessert hat, werden anstelle von «Hotbiz» die SchülerInnen ab 2014 neu intensiver individuell betreut und allenfalls aktiv in eine Lehrstelle vermittelt¹⁴⁸.

Die Brückenangebote des BBZ werden vornehmlich vom Kanton finanziert. Für die Eltern ergeben sich Kosten für das Schulgeld sowie Materialien. Diese belaufen sich auf minimal CHF 400 beim Vollzeitmodell und maximal CHF 900 beim Integrationskurs¹⁴⁹. Das Schulgeld für den Gestaltungskurs am Lindenforum ist mit CHF 3'000 pro Quartal oder CHF 12'000 im Jahr beträchtlich höher, wobei der Kanton insgesamt CHF 6'000 übernimmt¹⁵⁰.

Akteure an der Nahtstelle I

In Schaffhausen sind an der Nahtstelle I vornehmlich zwei Departemente beteiligt. Dies ist einerseits das Erziehungsdepartement mit der Dienststelle für Mittelschul- und Berufsbildung, dem das BBZ als Anbieter der kantonalen Brückenangebote angegliedert ist. Zudem gehören die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung sowie die Abteilung Berufsbildung mit dem Case Management BB auch der Dienststelle für Mittelschul- und Berufsbildung an. Andererseits ist dies das Volkswirtschaftsdepartement mit dem kantonalen Arbeitsamt, das für das Motivationssemester «Sprungbrett» zuständig ist.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Aufgrund der kurzen Wege und dem überschaubaren Angebot gestaltet sich die Zusammenarbeit der verschiedenen, an der Nahtstelle I involvierten Akteure unkompliziert¹⁵¹. Die Kommission Koordination Brückenangebote, die vom Leiter des BIZ geleitet wird, tagt bei Bedarf. Die Kommunikation zwischen den kantonalen Brückenangeboten sowie den Motivationssemestern erfolgt daher selten direkt, so dass die Berufsberatung eine wichtige Querschnittsfunktion innehat. Sie verfügt sowohl mit dem BBZ als Anbieter der Berufsvorbereitungsjahre als auch mit dem RAV als Zuweiser in die Motivationssemester über enge Kontakte. So wird den abgewiesenen Bewerbern des BBZ zuerst die Berufsberatung empfohlen, welche dann nach einer geeigneten Anschlusslösung sucht. Die Berufsberatung kann auch für das Motivationssemester/READY4BUSINESS Empfehlung aussprechen, eine definitive Aufnahme wird immer durch das RAV entschieden.

Fazit der Autoren

Als Kanton mit verhältnismässig wenigen Einwohnern hat Schaffhausen ein überschaubares Angebot an der Nahtstelle I, wobei dennoch alle üblichen Angebotstypen abgedeckt werden. Ein Spezialfall ist dabei die Mitfinanzierung des Gestaltungskurses im Lindenforum, die per Schuljahr

¹⁴⁸ Anmerkungen der Leitung Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung.

¹⁴⁹ Für das Vollzeitmodell bezahlen die Eltern CHF 700 Aufnahmegebühr und CHF 150 Materialgeld, für das arbeitsbegleitende Modell CHF 300 Aufnahmegebühr und CHF 100 Materialgeld. Für die Vorlehre fallen keine Kosten an.

¹⁵⁰ Lindenforum (2014). Brückenjahr / Orientierungsjahr, (<http://www.lindenforum.ch/im-detail/>, 04.06.2014).

¹⁵¹ Gespräch Leitung Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung.

2015/16 aufgehoben wird. Im Gegensatz zu anderen Kantonen ist im Kanton Schaffhausen das Mittelschul- und Berufsbildungsamt nicht federführend bei den Kantonalen Brückenangeboten, sondern vielmehr das BBZ als anbietende Institution, welches jedoch dem Amt unterstellt ist.

Quellen

Gespräche

- Telefongespräch mit Leitung Case Management, 06.02.2014.
- Telefongespräch mit Leitung Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung Schaffhausen; 06.02.2014.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

- Verordnung zum Einführungsgesetz zum Berufsbildungsgesetz vom 28. November 2006, 412.101.

Weitere Dokumente:

- BIZ Schaffhausen (2013). Schulabschluss und Anschlusslösungen 2013 im Kanton Schaffhausen, 10.07.2013, (<http://www.biz-sh.ch/index.dna?rubrik=18&lang=1>, 18.03.2014).
- BBZ Schaffhausen (2014). Flyer BVJ, (http://www.bbz-sh.ch/fileupload/BVJ_Flyer.pdf, 18.03.2014).
- BBZ Schaffhausen (2014). Berufsvorbereitungsjahr Schaffhausen, Berufsvorbereitungsjahr Neuhausen, (<http://www.bbz-sh.ch/index.dna?rubrik=15&lang=1>, 18.03.2014).
- BBZ (2014). Schule in Zahlen, (<http://www.bbz-sh.ch/index.dna?rubrik=78&lang=1>, 04.06.2014).
- Lindenforum (2014). Brückenjahr / Orientierungsjahr. (<http://www.lindenforum.ch/im-detail/>, 4.6.2014).
- Schaffhauser Sonderschulen (2014). Jahresbericht 2013, (<http://www.sh-sonderschulen.ch/downloads.php>, 5.6.2014).
- Schule für berufliche und allgemeine Weiterbildung (2014). READY 4 BUSINESS, (<http://www.sbaw.ch/ready-4-business.html>, 1.7.2014).
- Schweizerisches Arbeiterhilfswerk SAH (2014). Boa Schaffhausen, (<http://www.sah-sh.ch/bereiche-und-projekte/berufliche-integration/boa-schaffhausen/>, 4.6.2014).

A2.9 Kanton St. Gallen

Beschreibung

Im Kanton St. Gallen wählen AbsolventInnen der obligatorischen Schule deutlich überdurchschnittlich häufiger den Weg der beruflichen Grundbildung und daher seltener allgemeinbildende Ausbildungen. Die Zahl Lernender in Zwischenlösungen liegt im gesamtschweizerischen Mittel¹⁵². Die SEMO und sonderpädagogische Brückenangebote ausgeschlossen, befanden sich 2012/13 750 Lernende in BA und Integrationskursen. Mit der Integration der kommunalen Angebote in die Kantonalen Brückenangebote, haben sich die Lernendenzahlen von 2006/07 auf 2007/08 beinahe verdoppelt, seither sind die Teilnehmenden in den Brückenangeboten jedoch rückläufig¹⁵³.

Angebot

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kantonale Brückenangebote	BWZ Rapperswil (nur Vorlehre)	46	708
	BWZ Toggenburg	112	
	BZB Buchs	150	
	GBS St. Gallen	345	
	BZ Sarganserland (Angebote bis SJ 2012/13)	27	
	BZGS St. Gallen (Angebot bis SJ 2012/13)	15	
	BZ Wil (Angebot bis SJ 2012/13)	13	
Integrationskurse	BWZ Rapperswil	10	42
	GBS St. Gallen	32	
SEMO (Plätze)	Verband Schreinermeister und Fensterfabrikanten des Kantons St. Gallen VSF, Swissmechanic/Gastro St. Gallen (in Heiden AR)		110
	Rheinspringen bridges (in St. Gallen)		
Sonderpädagogische Brückenangebote	Heilpädagogisches Zentrum Johanneum Neu St. Johann	32	48
	HPV Rorschach	16	

Bemerkung: Zahlen für Schuljahr 2012/13, erhoben beim Amt für Berufsbildung und bei den anbietenden Institutionen (sonderpädagogische Brückenangebote).

Angebote des Amtes für Berufsbildung (ABB) – Brückenangebote und Integrationskurse

In Artikel 5 des Einführungsgesetzes zur Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung sind die insgesamt vier verschiedenen Angebote des Kantons St. Gallen festgelegt:

- Das allgemeine Berufsvorbereitungsjahr
- Der Vorkurs für Gestaltung
- Die Vorlehre
- Der Integrationskurs für fremdsprachige Jugendliche

¹⁵² Bundesamt für Statistik (2014). Quote der sofortigen Übergänge in die Sekundarstufe II nach Schulkanton 2011. (<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/15/17/blank/01.indicator.404301.4041.html?open=104>, 30.04.2014).

¹⁵³ Fachstelle für Statistik Kanton St. Gallen (2014). Schüler/-innen an berufsbildenden Schulen im Kanton St. Gallen. (<http://www.statistik.sg.ch/home/themen/b15/berufsbildung/basis.html>, 30.04.2014).

Während das allgemeine Berufsvorbereitungsjahr ein rein schulisches Angebot ist, entspricht die Vorlehre mit vier Tagen Betriebspraktikum in der Woche einem kombinierten Brückenangebot, wobei zwischen den Schwerpunkten «handwerklich-technisch» sowie «dienstleistungsorientiert-sozial» gewählt werden kann. Ebenso zeichnet sich die Vorlehre im Kanton St. Gallen durch ein ausgeprägtes individuelles Coaching mit drei Wochenlektionen pro Klasse aus¹⁵⁴. Die Brückenangebote finden an vier verschiedenen Standorten statt, wobei nachfragebedingt nicht jeder Standort alle Angebote durchführt. Zur Optimierung der Klassenplanung kann der Schulort mittels der flexiblen Schulkreiseinteilung vom Kanton festgelegt werden. Die Klassenfestlegung erfolgt durch das Amt für Berufsbildung.

Weitere Angebote – SEMO

Die Motivationssemester werden im Auftrag des Amtes für Wirtschaft und Arbeit von zwei Träger-schaften an zwei verschiedenen Standorten durchgeführt und dauern sechs Monate mit der Option einer Verlängerung auf total 210 resp. 200 Tage. Bei der Zulassung zu den Motivationssemestern wird dabei unterschieden zwischen Jugendlichen im ersten Jahr nach der obligatorischen Ausbildung und Jugendlichen oder jungen Erwachsenen ohne Abschlusslösung, deren Abschluss bereits mehr als ein Jahr zurückliegt. Für letztere ist das RAV zuständig (Administration, Beratung und damit die Zulassung zu den Motivationssemestern). Für Jugendliche ohne Anschlusslösung im ersten Jahr nach Schulabschluss ist hingegen die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung (BSLB) als Triagestelle zuständig. Sie berät die Jugendlichen und entscheidet, für wen ein SEMO eher in Frage kommt als ein Brückenangebot. Zur Zielgruppe der Motivationssemester gehören dabei Jugendliche, die einen erhöhten Betreuungsaufwand im Vergleich mit der Vorlehre und eine feste Wochenstruktur brauchen¹⁵⁵. Das RAV hingegen führt die gesamte Administration für die Motivationssemester. Gelangt ein/e Jugendliche/r direkt zum RAV, was selten passiert, wird er/sie daher zur Beratung an die BSLB weitergeleitet¹⁵⁶. 2009 wurden die Motivationssemester evaluiert, wobei die Änderungen seit 2007 mit der neuen Verantwortlichkeit der BSLB im Vordergrund standen. Gemäss der Evaluation hat sich das Konzept der SEMO und die Umstellung auf die BSLB als zuständige Behörde bewährt¹⁵⁷.

Sonderpädagogische Brückenangebote

Im Kanton St. Gallen gibt es keine kantonalen Angebote, die sich spezifisch an SchülerInnen in Sonderschulung richten. Von zwei Heilpädagogischen Schulen im Kanton St. Gallen werden «Berufsfindungsklassen» angeboten, die als Schuljahr nach der obligatorischen Schulzeit zum Finden eines geeigneten Ausbildungsplatzes dienen sollen und daher aus Schul-, Werk- sowie Schnuppermodulen zusammengesetzt sind.

¹⁵⁴ Gespräch Berufsfachschulberatung, 22.04.2014.

¹⁵⁵ Gespräch Berufsfachschulberatung, 22.04.2014.

¹⁵⁶ Gespräch AWA, vor 2014 lag auch die administrative Zuständigkeit bei den BSLB. Seit Januar 2014 sind jedoch die Jugendlichen auch im System der RAV erfasst.

¹⁵⁷ Institut für Bildungsevaluation Pädagogische Hochschule des Kantons St. Gallen (2009). Evaluationsbericht Motivationssemester im Kanton St. Gallen 2009. Kurzzusammenfassung.

Zulassung und Kosten

Der oder die Jugendliche meldet sich selbst bei einer kantonalen Berufsfachschule mit Brückenangeboten an und entscheidet sich selbst für ein Angebot. Im Aufnahmegespräch wird dann überprüft, inwiefern dieses Angebot geeignet ist, und allenfalls wird ein anderes Angebot vorgeschlagen. Besonders sorgfältig wird dies abgeklärt bei Bewerbungen für das schulische Angebot des Berufsvorbereitungsjahres, da dies eine besonders hohe Schulmotivation voraussetzt¹⁵⁸. Für das spezielle Angebot des Vorkurses für Gestaltung mit einer limitierten Anzahl Plätzen muss zudem eine Aufnahmeprüfung abgelegt werden¹⁵⁹. Das Aufnahmeverfahren sowie das Aufnahmekonzept selbst sind im Konzept Brückenangebote definiert¹⁶⁰. Die Anmeldefristen für die einzelnen Angebote sind im gesamten Kanton einheitlich.

Aufgrund der kantonalen Trägerschaft werden die Brückenangebote durch den Kanton sowie mittels des Schulgeldes der Eltern finanziert. Das Schulgeld unterscheidet sich nach Angebotstyp und liegt zwischen maximal CHF 4'200 für den Vorkurs für Gestaltung und CHF 900 für den Integrationskurs oder die Vorlehre, was 15 bis 30 % der Gesamtkosten entspricht. Dazu kommen noch Kosten für Schulmaterialien sowie CHF 200 Anmeldegebühren für das Berufsvorbereitungsjahr und den Vorkurs für Gestaltung.

Akteure an der Nahtstelle I

Im Bereich der Zwischenlösungen sind im Kanton St. Gallen vornehmlich zwei Departemente involviert. Im Bildungsdepartement sind dies die Ämter für Volksschule für den sonderpädagogischen Bereich sowie das Amt für Berufsbildung (ABB). Die Aufgaben des ABB umfassen Steuerung, Inhalte und Organisation der Brückenangebote. Das ABB legt die Anzahl Klassen fest und bearbeitet besondere Gesuche wie etwa Schulortänderungen, Gebührenerlass sowie Gesuche zum Besuch eines zweiten Brückenangebotes. Die Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung (BSLB) innerhalb des ABB bildet die Anlaufstelle für Jugendliche ohne Anschlusslösung in ihrem ersten Jahr nach der obligatorischen Schulbildung. Die Dienstleistungen des Case Managements Berufsbildung («Plan B») wie auch des schulpyschologischen Dienstes stehen auch den Teilnehmenden in Brückenangeboten zur Verfügung. Das Amt für Wirtschaft und Arbeit (AWA) schliesslich gehört dem Volkswirtschaftsdepartement an und ist organisatorisch und finanziell für die SEMO zuständig. Das RAV ist jedoch formell erst Ansprechpartner für Jugendliche, die nicht im Alterssegment von Brückenangeboten sind, d.h. keine Schulabgänger¹⁶¹.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Die Brückenangebote sind innerhalb des Bildungssystems des Kantons sowie der beteiligten Akteure der Volksschule, Berufsbildung und Beratungsstellen ein fest etablierter Bestandteil. Auch über das Bildungsdepartement hinaus wird der Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Akteuren im Bereich der Zwischenlösungen besondere Beachtung geschenkt. So zählt die Koordination

¹⁵⁸ Gespräch Berufsfachschulberatung, 22.04.2014.

¹⁵⁹ Amt für Berufsbildung St. Gallen (2013). Brückenangebote im Kanton St. Gallen ab Schuljahr 2013/2014. Eine Orientierungshilfe, Seite 7.

¹⁶⁰ Gespräch Berufsfachschulberatung, 22.04.2014.

¹⁶¹ Der Stichtag ist der 1. Juni des Jahres nach dem Abschluss der obligatorischen Ausbildung, Gespräch AWA.

der «Brückenangebote mit vergleichbaren Angeboten der Arbeitsvermittlung im Rahmen der Bundesgesetzgebung über die Arbeitslosenversicherung» laut Artikel 7.2 der Berufsbildungsverordnung zu den Aufgaben des ABB. Auch von Seiten AWA wird in offiziellen Dokumenten diese enge Zusammenarbeit betont¹⁶². Die Zuständigen der beiden Ämter treffen sich regelmässig, bei Bedarf kommen auch die Zuständigen des BSLB hinzu, so dass alle Beteiligten stets über laufende Veränderungen informiert sind.

Besonderes: Zusammenarbeit mit den Kantonen Appenzell Inner- und Ausserrhoden

Aufgrund der geographischen Nähe profitieren vereinzelt auch Jugendliche der Kantone Appenzell Innerrhoden und Appenzell Ausserrhoden von den Zwischenlösungen des Kantons St. Gallen. Der Kanton Appenzell Ausserrhoden unterscheidet in Artikel 5 der Verordnung zum Einführungsgesetz des Bundesgesetzes über die Berufsbildung vom 11. Dezember 2007 zwar zwischen schulischen, kombinierten und integrationsorientierten Angeboten, fokussierte aber seit der Neuordnung der Brückenangebote vor allem auf kombinierte Brückenangebote¹⁶³. Aufgrund des Nachfragerückgangs bei den schulischen Angeboten führt der Kanton Appenzell Ausserrhoden ab 2014/15 nur noch das kombinierte Brückenangebot der Trägerschaft «Brücke AR»¹⁶⁴. Für das schulische Vollzeitangebot werden ab Schuljahr 2014/15 private (ausser-)kantonale sowie öffentliche ausserkantonale Brückenangebote vom Kanton anerkannt¹⁶⁵, namentlich der Vorkurs für Gestaltung, das Berufsvorbereitungsjahr sowie der Integrationskurs des Kantons St. Gallen. Der Kanton Appenzell Innerrhoden bietet selber gar keine Brückenangebote an und beteiligt sich am Schulgeld für ausserkantonale private und öffentliche Angebote¹⁶⁶, so dass Jugendliche des Kantons Appenzell Innerrhoden alle vier Angebotstypen im Kanton St. Gallen nutzen können. Schliesslich werden die Motivationssemester von den Arbeitsämtern der Kantone Appenzell Innerrhoden und Ausserrhoden gemeinsam mit dem AWA St. Gallen angeboten.

Die Zusammenarbeit zwischen dem Kanton St. Gallen und den beiden Appenzeller Halbkantonen funktioniert aufgrund der geographischen und persönlichen Nähe gut. Es gibt jedoch keine Koordination des Angebotes zwischen den Kantonen oder eine Zusammenarbeit im Bereich der Inhalte der Brückenangebote¹⁶⁷.

Fazit der Autoren

Der Kanton St. Gallen unterscheidet sich im Vergleich mit den anderen Kantonen in verschiedenen Punkten. Betreffend das Angebot führt der Kanton St. Gallen mit der Vorlehre nur ein kombiniertes Brückenangebot mit sehr hohem Praxisanteil, während andere Kantone zwei Angebote mit unterschiedlichen Praxisanteilen anbieten. Im Hinblick auf die Koordination der Angebote der Berufsbildung sowie des Arbeitsamtes hat der Kanton St. Gallen eine relativ schlanke Lösung gewählt, indem

¹⁶² Siehe Amt für Wirtschaft und Arbeit St. Gallen (2013). Teilnahme am Motivationssemester. Wegleitung für Schulabgängerinnen und Schulabgänger und deren Eltern.

¹⁶³ Amt für Volksschule und Sport (2005). Neuordnung Brückenangebote, Bericht des Departements Bildung, Seite 21.

¹⁶⁴ Kanton Appenzell Ausserrhoden (2014). Brückenangebote (<http://www.ar.ch/?9928>).

¹⁶⁵ Der Kanton Appenzell Ausserrhoden übernimmt 90 % des Schulgeldes, maximal CHF 15'300.

¹⁶⁶ Der Kanton Appenzell Innerrhoden übernimmt 90 % des Schulgeldes, maximal CHF 12'000.

¹⁶⁷ Gespräch Berufsfachschulberatung, Amt für Berufsbildung, 22.04.2014.

die BSLB als Ansprechpartner für die Beratung von Schulabgängern festgelegt sind. Die Brückenangebote im Kanton St. Gallen bestehen bereits seit dem Schuljahr 2007/2008 mehr oder weniger in dieser Form, weswegen aktuell – auch aufgrund des Nachfragerückgangs an Brückenangeboten¹⁶⁸ – Überlegungen zur Konzeption der Brückenangebote gemacht werden.

Quellen

Gespräche

- Telefonisches Gespräch mit Berufsfachschulberatung, Amt für Berufsbildung St. Gallen am 22.04.2014.
- Telefonisches Gespräch mit Berufsfachschulberatung, Amt für Berufsbildung St. Gallen am 30.04.2014.
- Telefonisches Gespräch mit Amt für Wirtschaft und Arbeit St. Gallen am 26.05.2014.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

- Einführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung vom 23. September 2007 (Stand 31. Januar 2012), sGS 231.1.
- Berufsbildungsverordnung vom 11. Dezember 2007 (Stand 1. Dezember 2012), sGS 231.11.

Weitere Dokumente:

- Amt für Berufsbildung St. Gallen (2013). Brückenangebote im Kanton St. Gallen ab Schuljahr 2013/2014. Eine Orientierungshilfe.
(http://www.sg.ch/home/bildung/Berufsbildung/jugendliche_lernende/brueckenangebote.html, 22.04.2014).
- Amt für Berufsbildung St. Gallen (2011). Factsheet Brückenangebote
(<http://www.sg.ch/home/bildung/Berufsbildung/Downloads.html>, 22.04.2014).
- Amt für Wirtschaft und Arbeit St. Gallen (2013). Teilnahme am Motivationssemester. Wegleitung für Schulabgängerinnen und Schulabgänger und deren Eltern.
(http://www.awa.sg.ch/home/aktuelles/bekaempfung_der_jugendarbeitslosigkeit.html, 22.04.2014)
- Institut für Bildungsevaluation Pädagogische Hochschule des Kantons St. Gallen (2009). Evaluationsbericht Motivationssemester im Kanton St. Gallen 2009. Kurzzusammenfassung.
(<http://edudoc.ch/record/31997/files/5934da.pdf>, 22.04.2014).
- Kanton St. Gallen, Fachstelle für Statistik (2013). Schüler/-innen an berufsbildenden Schulen im Kanton St. Gallen.
- Muheim Verena-Maria (2009). Jugendliche in der Vorlehre. Eine empirische Untersuchung der Vorlehre des Kantons St. Gallen, Masterarbeit Universität Fribourg.
- Staatskanzlei St. Gallen (2006). Abstimmungsbroschüre zur Volksabstimmung vom 21. Mai 2006,
(<http://www.abstimmungen.sg.ch/home/sachabstimmungen/abstimmungsbroschueren.html>, 22.04.2014).

¹⁶⁸ Aufgrund des Nachfragerückgangs musste die Anzahl Standorte für Berufsvorbereitungsjahre von vier auf drei Standorte gekürzt werden, damit weiter Niveaunklassen geführt werden können.

- Thurnherr-Schwab Gregor (2009). Evaluation des Motivationssemesters im Kanton St. Gallen. (http://www.zuw.unibe.ch/content/evaluation/das_evaluation/abschlussarbeiten/zusammenfassungen_das_arbeiten_2008_2009/index_ger.html, 22.04.2014).

Benutzte Dokumente zum Kanton Appenzell Innerrhoden

Rechtsetzung

- Standeskommissionsbeschluss betreffend Brückenangebote vom 26. Mai 2008 (Stand November 2010), 413.011.

Weitere Dokumente:

- Kanton Appenzell Innerrhoden Online (2014). Kanton Appenzell Innerrhoden Online Dienstleistungen: Brückenangebote. (http://www.ai.ch/de/verwaltung/dienstleistungen/welcome.php?dienst_id=2497, 22.04.2014)

Benutzte Dokumente zum Kanton Appenzell Ausserrhoden

Rechtsetzung

- Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Berufsbildung vom 24. September 2007 (Stand 1. Januar 2008), bGS 414.11.
- Verordnung zum Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über die Berufsbildung (kant. BBV) vom 11. Dezember 2007 (Stand 1. Januar 2008), bGS 414.111.

Weitere Dokumente

- Kanton Appenzell Ausserrhoden (2014). Brückenangebote (<http://www.ar.ch/?9928>, 22.04.2014)
- Amt für Mittel- und Hochschulen und Berufsbildung (2013). Merkblatt Brückenangebote (<http://www.ar.ch/?9928>, 22.04.2014).
- Amt für Volksschule und Sport (2005). Neuordnung Brückenangebote, Bericht des Departements Bildung (<http://edudoc.ch/record/34935?ln=de>, 22.04.2014).

A2.10 Kanton Graubünden

Beschreibung

Laut Statistik des BFS weist der Kanton Graubünden eine etwas überdurchschnittliche Quote an Abgängern der obligatorischen Schule in der Berufsbildung und folglich eine unterdurchschnittliche Quote in den allgemeinbildenden Schulen auf. Eine Zwischenlösung beanspruchen im schweizweiten Vergleich verhältnismässig wenige AbsolventInnen der obligatorischen Schule.

Angebot

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kantonale Brückenangebote	Academia Engiadina, Samedan	36	204
	Bildungszentrum Surselva, Ilanz	47	
	Evangelische Frauenhilfe GR/Compagna GR/Katholischer Frauenbund GR/Pro Filia GR	14	
	Gewerbliche Berufsschule Chur	44	
	Schule St. Catharina, Cazis	44	
	Verein Bildungszentrum Palottis, Schiers	19	
Integrationskurse	Verein Bildungszentrum Palottis, Schiers	6	6
SEMO (Plätze)	Amt für Industrie, Gewerbe und Arbeit Graubünden, AMM		22
Sonderpädagogische Brückenangebote	Zentrum für Sonderpädagogik Givaulta Rothenbrunnen	8	25
	Casa Depuoz, Trun ¹⁶⁹		
	Schulheim Chur	17	

Bemerkung: Zahlen für Schuljahr 2012/13, erhoben bei den anbietenden Institutionen.

Angebote des Amts für Berufsbildung (AfB) – Brückenangebote und Integrationskurse

In den Artikeln zwei bis vier der Verordnung über Brückenangebote werden drei Angebotstypen unterschieden:

- das schulische Angebot
- das kombinierte Angebot
- das Integrationsbrückenangebot¹⁷⁰

Genauer legt die Regierung in vierjährigen Rahmenkontrakten mit den Trägerschaften fest. In den Rahmenkontrakten selbst ist definiert, welche Profile die Trägerschaften anbieten dürfen. Wiederum spezifiziert werden die Rahmenkontrakte in Jahreskontrakten, die mit dem Erziehungs-, Kultur und Umweltschutzdepartement unterzeichnet werden und die finanziellen Mittel festlegen. Zurzeit hat der Kanton Graubünden Rahmenkontrakte mit sechs Trägerschaften abgeschlossen, die insgesamt elf verschiedene Kurse anbieten. Während die Kurse in Chur und Samedan als klassische

¹⁶⁹ Eine Antwort der Institution blieb bis zur Abgabe des Berichts aus.

¹⁷⁰ Im Wortlaut richtet sich das Integrationsangebot nicht nur an Fremdsprachige, sondern soll allgemein besonderen Schwerpunkt auf die Förderung von Sprach- und Sozialkompetenzen legen (Verordnung Brückenangebote, Art. 4). In Graubünden gibt es daher eigentlich zwei Integrationsangebote, das Angebot der Schule St. Catharina wurde jedoch in unserer Terminologie als Brückenangebot gezählt, da es nicht auf Spätzugewanderte fokussiert.

Brückenangebote bezeichnet werden können, wie sie auch in anderen Kantonen vorhanden sind, lassen die anderen Brückenangebote noch einen stärkeren Bezug zu ihrem Ursprung als Zehntes Schuljahr oder Hauswirtschaftslehrgang erkennen.

Weitere Angebote – SEMO

Das Motivationssemester trägt im Kanton Graubünden den Namen «funtauna» und wird vom RAV selber angeboten. «funtauna» verfügt über insgesamt 22 Jahresplätze. Die Teilnehmenden erhalten eine Verfügung über sechs Monate und haben fallweise die Option für eine Verlängerung max. drei Monaten¹⁷¹.

Sonderpädagogische Brückenangebote

An drei so genannten Sonderschul-Kompetenzzentren werden im Kanton Graubünden Berufswahlklassen oder Berufsintegrationsklassen geführt. Für Praktische Ausbildungen nach diesen Berufswahlklassen gibt es eine Berufsschule im Kompetenzzentrum in Rothenbrunnen. Zwei der drei Kompetenzzentren bieten selbst Ausbildungsplätze an für PrA, wobei diese jedoch vor allem dann genutzt werden sollen, wenn keine Ausbildungsplätze in der Privatwirtschaft gefunden werden können¹⁷².

Zulassung und Finanzierung

Die Jugendlichen melden sich selbst bei den Anbietern an. Diese entscheiden dann über die Aufnahme, wobei jeder Anbieter seine Aufnahmekriterien selbst bestimmt. In den meisten Fällen gehört zum Zulassungsprozess neben dem Versand der mitunter detaillierten Bewerbungsunterlagen auch ein persönliches Aufnahmegespräch. Für die Brückenangebote gelten unterschiedliche Anmeldefristen und die Anbieter koordinieren sich untereinander nur teilweise¹⁷³. Der Koordinationswunsch sei jedoch auch gering, da die Zahl der Volksschulabgänger rückläufig sei und damit die Nachfrage an Brückenangeboten, vermutet die Leiterin des Amtes für Berufsbildung.

Die Brückenangebote werden von den Gemeinden, dem Kanton sowie durch Elternbeiträge finanziert. Das Schulgeld wurde von der Regierung auf CHF 1'750 festgelegt¹⁷⁴. Dazu kommen noch Kosten für Lehrmittel, Diplome, die Verpflegung tagsüber oder für den Aufenthalt im Internat. Bei Einhaltung der Subventionsbedingungen verfügen die Trägerschaften selbst über eine Defizitgarantie, die vom Kanton unter Beteiligung der Gemeinden sichergestellt ist.

Akteure an der Nahtstelle I

In Bezug auf Zwischenlösungen sind zwei Departemente des Kantons Graubündens involviert. Im Erziehungs-, Kultur- und Umweltschutzdepartement sind dies das Amt für Berufsbildung (AfB) mit der Berufs-, Studien- und Laufbahnberatung (BSLB) und dem Case Management Berufsbildung (CM BB) sowie das Amt für Volksschule und Sport (AVS) für den sonderpädagogischen Bereich. Die Steuerung der Brückenangebote läuft über die Rahmenkontrakte sowie in begrenzter Weise über die

¹⁷¹ Amt für Industrie, Gewerbe und Arbeit Graubünden (2014). Angebote für Jugendliche, Seite 1.

¹⁷² Zentrum für Sonderpädagogik Giuvaulta (2012). Konzept Berufspraktische Ausbildung für Jugendliche mit besonderen Lernbedürfnissen.

¹⁷³ Die Anbieter treffen sich in der Konferenz Brückenangebote (ohne SEMO), gemäss telefonischem Gespräch Amt für Berufsbildung.

¹⁷⁴ Gespräch Amt für Berufsbildung, Informationen der Anbieter.

finanziellen Vorgaben in den Jahreskontrakten. An diesen ist das AfB massgeblich beteiligt. Das CM BB selbst ist für die Angebotssteuerung nur insofern wichtig, da es sämtliche Jugendliche erfasst, die keine Anschlusslösung haben¹⁷⁵. Damit bildet das CM BB auch ein Verbindungsglied zum SEMO, das im Departement für Volkswirtschaft und Soziales beim Amt für Industrie, Gewerbe und Arbeit (KIGA) verankert ist. Als drittes Departement schliesslich ist das Departement für Justiz, Sicherheit und Gesundheit an den Zwischenlösungen beteiligt, da die Fachstelle Integration Teile des Integrationsangebots für Fremdsprachige gestaltete und dieses mitfinanzierte. Dieser Integrationskurs ist als Pilotprojekt Bestandteil des Kantonalen Integrationsprogramms¹⁷⁶, wird aber ab Sommer 2014 in das Regelanangebot überführt werden. Der Integrationskurs wird am Bildungszentrum Palottis in Schiers mit einem Leistungsauftrag des Kantons geführt.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Der Zusammenarbeit im Bereich der Zwischenlösungen ist nicht in einem spezifischen Konzept festgelegt, sondern erfolgt situativ. Daneben treffen sich diese Akteure in verschiedenen Gremien. Einerseits ist dies die Schnittstellenkonferenz, die 1- bis 2-mal jährlich stattfindet und an der sich die Anbieter der Brückenangebote, des Motivationssemesters, IV, Sozialämter, das Berufsbildungsamt sowie weitere Akteure an der Nahtstelle zwischen Sekundarstufe I und II treffen. Andererseits treffen sich die Amtsleiter des KIGA, des AfB, der IV, des Sozialamtes sowie der SUVA viermal im Jahr in der IIZ-Steuergruppe und Mitarbeitende dieser Dienststellen einmal monatlich in der IIZ-Arbeitsgruppe. Die interinstitutionelle Zusammenarbeit selbst wird als sehr gut beschrieben und integriert auch das Thema «Jugend», vor allem seit der Einführung des CM BB. Ein Bedarf für eine stärkere Zusammenarbeit, insbesondere zwischen der AfB und dem KIGA, wird nicht geortet, da die Anzahl Teilnehmende an den Motivationssemestern sich in einem überschaubaren Rahmen bewegt und auch die Brückenangebote des AfB in zufriedenstellendem Masse nachgefragt werden.

Fazit der Autoren

Im Vergleich mit den anderen Kantonen unterscheidet sich der Kanton Graubünden alleine aufgrund seiner topographischen sowie sprachlichen Bedingungen von den anderen Kantonen. Zudem scheinen die Brückenangebote noch stärker an ihre Entstehungsgeschichte gebunden zu sein. Im Kanton Graubünden hatte das Hauswirtschaftsjahr in den Internaten eine besondere Bedeutung, was teilweise bis heute anhält. Diesem Umstand trägt die Umsetzung der Verordnung über Brückenangebote Rechnung, da die Angebote trotz den Vorgaben von drei Typen sehr diversifiziert und auf den Anbieter bezogen sind. Dies trägt auch der Kanton mit, indem man die grundsätzliche Wahlfreiheit der Eltern und SchülerInnen nicht einschränken möchte. Daraus folgt ebenso eine relativ lockere Zusammenarbeit zwischen dem Motivationssemester und dem AfB.

Aktuell wird im Bereich der Brückenangebote besonders der Integrationskurs für Fremdsprachige diskutiert. Die Erfahrungen haben gezeigt, dass gewisse Personen schon alleine aufgrund ihres Einstiegsniveaus die Ziele des einjährigen Integrationskurses nicht erreichen können. Daher überlegt

¹⁷⁵ Dies wird mittels einer Austrittsbefragung, einer Befragung in den SEMO sowie während der Berufsbildung durch das Berufsinспекtorat sichergestellt.

¹⁷⁶ Amt für Migration und Zivilrecht Graubünden (2013). Kantonales Integrationsprogramm KIP Graubünden, Seite 36.

das AfB in Zusammenarbeit mit der Fachstelle für Integration, ob dem Integrationskurs ein (Sprach-)Kurs vorgelagert werden könnte, um so diesen nicht verlängern zu müssen.

Quellen

Gespräche

- Telefonisches Gespräch, Leitung Amt für Berufsbildung, 22.04.2014.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

- Gesetz über die Berufsbildung und weiterführende Bildungsangebote (BwBG) vom 17. April 2007, BR 430.000.
- Verordnung über die Brückenangebote, Gestützt auf Art. 45 der Kantonsverfassung von der Regierung erlassen am 12. August 2008, BR 430.200.
- Verordnung über die Defizitfinanzierung der Institutionen der Berufsbildung und weiterführender Bildungsangebote, Gestützt auf Art. 45 der Kantonsverfassung von der Regierung erlassen am 5. Februar 2008, BR 430.300.

Weitere Dokumente

- Academia Engiadina (2014). Bildungs- und Berufsvorbereitungsjahr (<http://www.academia-engiadina.ch/mittelschule/bildungs-und-berufsvorbereitungsjahr/allgemein.html>, 15.04.2014).
- Amt für Industrie, Gewerbe und Arbeit Graubünden (2010). Rahmenkonzept Jugendprogramm Funtauna (<http://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/kiga/projekte/einsatzprogramme/jugendprogramm/Seiten/Konzepte.aspx>, 15.04.2014).
- Amt für Industrie, Gewerbe und Arbeit Graubünden (2014). Angebote für Jugendliche. Angebotsübersicht der aktuellen Unterstützungsangebote für Jugendliche, welche im Kanton Graubünden vorhanden sind. (<http://www.gr.ch/DE/institutionen/verwaltung/dvs/kiga/Documents/AngeboteJugendliche.pdf>, 15.04.2014).
- Amt für Migration und Zivilrecht Graubünden (2013). Kantonales Integrationsprogramm KIP Graubünden.
- Bildungszentrum Palottis (2014). Brückenangebote des Bildungszentrums Palottis (<http://www.palottis.ch/de/angebote/brueckenangebote/index.php>, 15.04.2014).
- Bildungszentrum Surselva (2014). Brückenangebote Formaziun Surselva (<http://www.bzs-surselva.ch/Scola-preprofessionala.139.0.html?&L=2>, 15.04.2014).
- Bündner Sozialjahr (2014). (<http://www.buendnersozialjahr.ch/>, 15.04.2014).
- Gewerbliche Berufsschule Chur (2014). Berufswahlschule (<http://www.gbchur.ch/go/intern/berufswahlschule/>, 15.04.2014).
- Schule St. Catharina (2014). Brückenangebote <http://www.stcatharina.ch/index.cfm?id=178>, 15.04.2014.
- Zentrum für Sonderpädagogik Giuvalta (2012). Konzept Berufspraktische Ausbildung für Jugendliche mit besonderen Lernbedürfnissen.

A2.11 Kanton Aargau

Beschreibung

Im Kanton Aargau wählen überdurchschnittlich viele SchulabsolventInnen der Sekundarstufe I eine Berufsbildung. Die Quote der SchulabsolventInnen, die in allgemeinbildende Schulen oder Zwischenlösungen eintreten, liegt demgegenüber unter dem schweizerischen Mittel. So besuchten im Kanton Aargau 883 SchülerInnen nach ihrem Abschlussjahr ein Brückenangebot.

Angebot

	Trägerschaft	Teilnehmende	Total
Kantonale Brückenangebote	ksb Kantonale Schule für Berufsbildung Aargau	729	729
Integrationskurse	ksb Kantonale Schule für Berufsbildung Aargau	154	154
SEMO (Plätze)	libs		187
	Stiftung Wendepunkt		
	TRINAMO AG		
	verein ipsylon		
	Verein Lernwerk		
	verein social input		
Sonderpädagogische Brückenangebote	zeka zentren körperbehinderte aargau	7	91
	Landenhof	8	
	Kantonales Jugendheim Aarburg		
	Heilpädagogische Schule Windisch	15	
	Berufsbildungsheim Neuhof	16	
	Heilpädagogische Schule Zofingen	16	
	Heilpädagogische Schule Rheinfelden	8	
	Heilpädagogische Schule Bremgarten	2	
	Heilpädagogische Schule Wettingen	13	
	Heilpädagogische Schule Lenzburg	6	
Weitere Angebote	10. Schuljahr in der französischen Schweiz		

Bemerkung: Zahlen für Schuljahr 2012/13, erhoben bei der Abteilung Berufsbildung und Mittelschule sowie den anbietenden Institutionen (sonderpädagogische Brückenangebote).

Angebote der Berufsbildung (Abteilung Berufsbildung und Mittelschule)

Der Kanton Aargau führt schulische, kombinierte sowie integrationsorientierte Brückenangebote. Bei den kombinierten Brückenangeboten stehen den SchülerInnen vier verschiedenen Typen zur Verfügung. Die praktische Ausbildung kann neben Praxisbetrieben etwa auch in einem speziellen landwirtschaftlichen Betrieb (Kombijahr Landhaus) oder in Praxisfamilien (Kombijahr Hauswirtschaft) absolviert werden. Ebenso können die SchülerInnen auch von dem schulischen Brückenangebot zu dem kombinierten Angebot wechseln, sobald sie eine Lehrstelle haben. Die praktische Ausbildung können sie dann –wenn möglich – direkt im zukünftigen Ausbildungsbetrieb machen (Kombi +). Das Integrationsangebot schliesslich ist auf zwei Jahre ausgelegt. Anbieterin aller dieser Brückenangebote ist die ksb Kantonale Schule für Berufsbildung an den Standorten Aarau, Baden,

Wohlen und Rheinfelden. Neben den Angeboten der ksb stehen den SchülerInnen aus Aargauer Gemeinden, die an den Kanton Basel-Stadt angrenzen, auch Angebote des ZBA Basel offen¹⁷⁷.

Neben diesen Angeboten der nachobligatorischen Bildung verfügt der Kanton Aargau auch bereits während der Volksschule über diverse Angebote mit besonderem Fokus auf die Berufsintegration. Jugendliche, die weniger als zwei Jahre in der Schweiz sind, können etwa alternativ das neunte Schuljahr in einer Integrations- und Berufsfindungsklasse besuchen. Daneben bestehen mit dem Berufswahljahr und dem Werkjahr noch zwei weitere Angebote, die jedoch per Schuljahr 2016/17 abgeschafft werden¹⁷⁸. Ohne besonderen Fokus auf die Berufswahl bietet schliesslich die Abteilung Volksschule an, ein zehntes Schuljahr in der französischen Schweiz zu absolvieren.

Weitere Angebote – SEMO und andere Angebote

Die kantonalen Brückenangebote werden ergänzt durch Motivationssemester, die im Auftrag des Amtes für Wirtschaft und Arbeit angeboten werden. Fünf Institutionen bieten insgesamt sieben Motivationssemester an, die sich in ihrer Fokussierung auf verschiedene Zielgruppen oder Berufsfelder unterscheiden¹⁷⁹. Zwei von diesen sieben Motivationssemester richten sich an junge MigrantInnen¹⁸⁰ und deren spezifische Probleme beim Einstieg ins Berufsleben. Die Motivationssemester dauern in der Regel sechs Monate und sind in erster Linie für Jugendliche oder junge Erwachsene über 18 Jahren, die bereits ein Brückenangebot besucht haben¹⁸¹. Um in ein Motivationssemester zu gelangen, bedarf es einer Anmeldung beim RAV. Ab dem Frühjahr 2015 wird der Zugang zu den Motivationssemestern gemeinsam mit den kantonalen Brückenangeboten über die zentrale Anlaufstelle «Wegweiser» geregelt.

Sonderpädagogische Brückenangebote

Im Kanton Aargau sind keine sonderpädagogischen Brückenangebote im Regelangebot enthalten. Diverse Einrichtungen führen jedoch eigene Berufsvorbereitungsklassen (sonderpädagogisch) oder Werkstufen (heilpädagogisch), die auf die Bedürfnisse der jeweiligen SchülerInnen abgestimmt sind. Die Angebote der heilpädagogischen Einrichtungen werden per Schuljahr 2015/16 harmonisiert und in drei Standorten zentralisiert¹⁸². Neben den Heilpädagogischen Schulen Zofingen und Rheinfelden wird dabei als Pilotprojekt das Heilpädagogische Zentrum für Werkstufe und Berufsvorbereitung in Othmarsingen eröffnet, das alle Massnahmen am Übergang von Sonderschule ins Erwerbsleben bündeln soll. Die Zielgruppe sind dabei Jugendliche mit einer Intelligenzminderung,

¹⁷⁷ Die Integrationsangebote IIK und IBK des ZBA Basel sind offen für SchülerInnen der Bezirksschulkreise Laufenburg, Rheinfelden, Möhlin und Frick. Die Vorlehre A steht Aargauer SchülerInnen ebenfalls offen, sofern die Gemeinde eine Kostengutsprache ausstellt.

¹⁷⁸ Die Abschaffung des Berufswahljahres per Schuljahr 2016/17 wurde vom Grossen Rat Aargau am 24. Juni 2014 beschlossen.

¹⁷⁹ Bis im März 2013 gab es zusätzlich das Projekt «Neustart» des Lernwerks Turgi, das nach Beendigung der Pilotphase eingestellt wurde.

¹⁸⁰ Motivationssemester des Vereins social input.
https://www.ag.ch/de/bks/berufsbildung_mittelschulen/berufsvorbereitung_brueckenangebote/semo/motivationssemester.jsp, 05.08.2014.

¹⁸¹ Regierungsrat Kanton Aargau (2011). Interpellation Dr. Andreas Brunner, CVP, Oberentfelden, vom 3. Mai 2011 betreffend Lehrstellenförderung und Berufsintegration; Beantwortung, Seite 3.

Für SchülerInnen, für die weder Motivationssemester noch kantonale Brückenangebote in Frage kommen, bestand zudem bis im Jahr 2013 die Möglichkeit, einen Platz im Programm der Stiftung Speranza zu erhalten.

¹⁸² Stiftung Schürmatt (2014b). HZWB aktuell. Informationen zum Heilpädagogischen Zentrum für Werkstufe und Berufsvorbereitung, Juli 2014.

die dann in zwei Schuljahren auf eine Berufsausbildung PrA INSOS oder EBA vorbereitet werden sollen. Diese Jugendlichen sollen in der Regel mit 15 Jahren von den Heilpädagogischen Schulen in das Heilpädagogische Zentrum für Werkstufe und Berufsvorbereitung übertreten¹⁸³.

Zulassung und Kosten

Das Anmelde- und Zulassungsverfahren für die Brückenangebote der ksb wird im Schuljahr 2014/15 neu geregelt. Im früheren, bis im Schuljahr 2013/14 angewendeten Anmeldeverfahren bewarben sich die SchülerInnen selbst bei der ksb. Nach der Bewerbung fand dann der Aufnahmeprozess statt, darin eingeschlossen Abklärungsgespräche sowie weitere Veranstaltungen an der ksb¹⁸⁴. Aufgrund dieses Aufnahmeverfahrens traf die Schulleitung der ksb den Aufnahmeentscheid und teilte den Schüler, die Schülerin in ein bestimmtes Angebot ein¹⁸⁵. Ab dem Schuljahr 2014/15 melden sich die SchülerInnen, die noch keine Anschlusslösung haben, im vierten Quartal des Schuljahres mit einem Dossier bei der zentralen Anlaufstelle «Wegweiser» an. «Wegweiser» klärt den Förderbedarf der Schülerin, des Schülers ab und empfiehlt so die am besten geeignete Zwischenlösung¹⁸⁶.

Für SchulabgängerInnen der Volksschule, die kurz vor Ende des Schuljahres noch keine Lehrstelle gefunden haben, organisiert ask! zusätzlich die Aktion «Lehrstelle JETZT». «Lehrstelle JETZT». läuft von Ende April bis Ende August und unterstützt sowie berät die Jugendlichen in Gruppen von vier bis sechs Personen, bei Bedarf auch einzeln¹⁸⁷. Im Zuge der neuen Organisation mit der zentralen Stelle «Wegweiser» wird das Angebot «Lehrstelle JETZT» zu «Lehrstelle JETZT PLUS» ausgebaut. «Lehrstelle JETZT PLUS» wird neu von Februar bis April stattfinden, erstmals im Jahr 2015, und umfasst neben dem heutigen Angebot auch das Aufnahmeverfahren in die ksb¹⁸⁸. Daneben bietet ask! auch Mentoringprogramme an sowie weitere zusätzliche Massnahmen wie «rent-a-stift»¹⁸⁹.

Die Kosten für die Angebote der ksb betragen CHF 1'400 für das ganze Jahr. CHF 300 müssen zusätzlich für das Aufnahmeverfahren bezahlt werden.

Akteure an der Nahtstelle I

An der Nahtstelle I sind im Kanton Aargau hauptsächlich zwei Departemente beteiligt. Einerseits das Departement für Bildung, Kultur und Sport mit der Abteilung Berufsbildung und Mittelschule, die verantwortlich ist für die Brückenangebote sowie das Case Management Berufsbildung (Fachstelle Team 1155). Die Berufsberatung im Kanton Aargau wird vom Verein ask! im Auftrag des Departements für Bildung, Kultur und Sport organisiert, wobei ask! nicht nur die Berufsberatung,

¹⁸³ Stiftung Schürmatt (2014a). HZWB aktuell. Informationen zum Heilpädagogischen Zentrum für Werkstufe und Berufsvorbereitung, Juni 2014.

¹⁸⁴ Kantonale Schule für Berufsbildung (2014). Leistung schafft Perspektiven. Wir kommen weiter, (<http://www.berufsbildung.ag/angebot/schulische-angebote/>, 10.07.2014), Seite 12.

¹⁸⁵ Verordnung über die Kantonale Schule für Berufsbildung vom 07.11.2007 (Stand 01.08.2013), SAR 422.221, §18-19.

¹⁸⁶ Departement Bildung, Kultur und Sport Aargau (2014a). Berufsvorbereitung & Zwischenlösungen, (https://www.ag.ch/de/bks/berufsbildung_mittelschulen/berufsvorbereitung_zwischenloesungen/berufsvorbereitung_zwischenloesungen.jsp, 11.08.2014).

¹⁸⁷ Ask! –Beratungsdienste für Ausbildung und Beruf Aargau (2014). Lehrstelle JETZT, (<http://www.beratungsdienste-aargau.ch/berufswahlstudienwahl/wege-zur-lehrstelle/lehrstellensuche/ask-zusatzleistungen/lehrstelle-jetzt.html>, 10.07.2014).

¹⁸⁸ Departement Bildung, Kultur und Sport (2014b). Lehrstelle JETZT PLUS. (https://www.ag.ch/de/bks/berufsbildung_mittelschulen/berufsvorbereitung_zwischenloesungen/lehrstelle_jetzt/lehrstelle_jetzt.jsp, 11.08.2014).

¹⁸⁹ «Junior Mentoring» sowie «gemeinsam unterwegs», das sich speziell an Jugendliche mit Migrationshintergrund richtet.

sondern auch andere Beratungsdienste zu Ausbildung, Beruf, Arbeit und Gesundheit im Kanton Aargau bereitstellen. Neben der Abteilung Berufsbildung und Mittelschule ist auch die Abteilung Volksschule mit den Massnahmen wie dem 10. Schuljahr oder dem Berufswahljahr an der Nahtstelle I beteiligt. Andererseits ist das Amt für Wirtschaft und Arbeit (AWA) im Departement für Volkswirtschaft und Inneres für die Motivationssemester zuständig.

Zusammenarbeit der Akteure – IIZ

Im Kanton Aargau ist die Koordination der verschiedenen Massnahmen an der Nahtstelle I seit Ende 2010 das Thema des Projektes «Gesamtsteuerung der Unterstützungsmassnahmen beim Übertritt von der Sekundarstufe I in die Sekundarstufe II». Geleitet vom Departement für Bildung, Kultur und Sport wurde dieses Projekt lanciert, nachdem der Regierungsrat im Dezember 2010 Leitsätze zur Gesamtsteuerung der Unterstützungsmassnahmen beim Übertritt in die Sekundarstufe II erlassen hatte. Ziel dieses Projektes ist es, das gesamte System der Unterstützungsmassnahmen analysieren und Doppelspurigkeiten identifizieren¹⁹⁰. Die Ergebnisse dieses Projektes werden nun im Schuljahr 2014/15 umgesetzt und die Unterstützungsmassnahmen reorganisiert. Brückenangebote und Motivationssemester sollen demgemäss nur als letzte Option wahrgenommen und Direktübertritte sollen gefördert werden. Um dies zu erreichen, wird die Berufswahlunterstützung intensiviert und das Angebot der «Lehrstelle JETZT» ausgebaut. Ebenso wird das Anmeldeverfahren für die Brückenangebote und die Motivationssemester geändert, indem sich die SchülerInnen nur bei der zentralen Anlaufstelle «Wegweiser» anmelden können¹⁹¹.

Die verschiedenen involvierten Akteure an der Nahtstelle I arbeiten schliesslich im Kanton Aargau nicht nur auf konzeptioneller Ebene des Projektes zur Gesamtsteuerung der Unterstützungsmassnahmen zusammen, sondern sind auch in der Schulkommission der ksb vertreten¹⁹².

Fazit der Autoren

Mit der Kantonalen Schule für Berufsbildung ksb als alleinige Anbieterin verfügt der Kanton Aargau seit 2005 über ein sehr übersichtliches Angebot von kantonalen Brückenangeboten und Integrationskursen. Diese werden ergänzt von einem vergleichsweise breiten Angebot von Motivationssemestern. Um dieses gesamte System an Zwischenlösungen noch besser zu steuern und die Zusammenarbeit der Berufsbildung mit dem Amt für Wirtschaft zu verstärken, wurden die Unterstützungsmassnahmen am Übergang von der Sekundarstufe I zur Sekundarstufe II per Schuljahr 2014/15 reorganisiert. Als Folge dieser Reorganisation erfolgt der Zugang zu den Zwischenlösungen (Brückenangebote und SEMO) nur noch über die zentrale Anlaufstelle «Wegweiser» laufen. «Wegweiser» wird ergänzt durch das ausgebauten Angebot «Lehrstelle JETZT PLUS», das ask! Beratungsdienste durchführen.

¹⁹⁰ Regierungsrat Kanton Aargau (2011). Interpellation Dr. Andreas Brunner, CVP, Oberentfelden, vom 3. Mai 2011 betreffend Lehrstellenförderung und Berufsintegration; Beantwortung, (http://www.ag.ch/grossrat/temp/tqvsutv18p9aqvdahalsm5cc9728099688543230_11%20167%20Beantwortungsentwurf.pdf, 10.07.2014).

¹⁹¹ Auskunft Abteilung Berufsbildung und Mittelschule, Sektion Berufsvorbereitung, Beratung und Weiterbildung, 5.08.2014.

¹⁹² Die Schulkommission wird von der Abteilung Berufsbildung und Mittelschulen gewählt und umfasst 7 bis 9 Mitglieder aus der Wirtschaft, der Berufsbildung, der Berufs- und Laufbahnberatung, des AWA.

Quellen

Gespräche

- Mailverkehr Abteilung Berufsbildung und Mittelschule, Sektion Berufsvorbereitung, Beratung und Weiterbildung, 5.08.2014.

Benutzte Dokumente (Rechtsetzung)

- Gesetz über die Berufs- und Weiterbildung (GBW) vom 06.03.2007 (Stand 01.08.2013), SAR 422.200.
- Verordnung über die Berufs- und Weiterbildung (VBW) vom 07.11.2007 (Stand 01.08.2013), SAR 422.211.
- Verordnung über die Kantonale Schule für Berufsbildung vom 07.11.2007 (Stand 01.08.2013), SAR 422.221.

Weitere Dokumente

- Amt für Wirtschaft und Arbeit (2013). Kollektive Kurse, Programme. Spezielle Massnahmen. Arbeitsmarktliche Massnahmen 2013.
(https://www.ag.ch/media/kanton_aargau/dvi/dokumente_5/awa_2/awa_3/arbeitslosigkeit/Angebote-fuer-Stellensuchende-2012.pdf, 09.7.2014).
- Ask! –Beratungsdienste für Ausbildung und Beruf Aargau (2014). Lehrstelle JETZT, (<http://www.beratungsdienste-aargau.ch/berufswahlstudienwahl/wege-zur-lehrstelle/lehrstellensuche/ask-zusatzleistungen/lehrstelle-jetzt.html>, 10.7.2014).
- Departement Bildung, Kultur und Sport Aargau (2014a). Berufsvorbereitung & Zwischenlösungen, (https://www.ag.ch/de/bks/berufsbildung_mittelschulen/berufsvorbereitung_zwischenloesungen/berufsvorbereitung_zwischenloesungen.jsp, 11.8.2014).
- Departement Bildung, Kultur und Sport Aargau (2014b). Berufsvorbereitung & Zwischenlösungen, (https://www.ag.ch/de/bks/berufsbildung_mittelschulen/berufsvorbereitung_zwischenloesungen/berufsvorbereitung_zwischenloesungen.jsp, 11.8.2014).
- Departement Bildung, Kultur und Sport (2012). Projekt Gesamtsteuerung Nahtstelle I im Kanton Aargau. (http://www.ch-semb.ch/public/035/data/Praesentation_Projekt_Gesamtsteuerung_Nahtstelle_1_im_Kanton_AG.pdf, 10.7.2014).
- Kantonale Schule für Berufsbildung (2014). Leistung schafft Perspektiven. Wir kommen weiter, (<http://www.berufsbildung.ag/angebot/schulische-angebote/>, 10.07.2014).
- Regierungsrat Kanton Aargau (2011). Interpellation Dr. Andreas Brunner, CVP, Oberentfelden, vom 3. Mai 2011 betreffend Lehrstellenförderung und Berufsintegration; Beantwortung, (http://www.ag.ch/grossrat/temp/tqvsutv18p9aqvda-halsm5cc9728099688543230_11_%20167_%20Beantwortungsentwurf.pdf, 10.07.2014).
- Statistik Aargau (2013). Schulstatistik 2012/13. Lernende in Brückenangeboten der Kantonalen Schule für Berufsbildung, 2005-2012.
- https://www.ag.ch/de/bks/berufsbildung_mittelschulen/berufsvorbereitung_brueckenangebote/semb/motivationssemester.jsp
- Stiftung Schürmatt (2014a). HZWB aktuell. Informationen zum Heilpädagogischen Zentrum für Werkstufe und Berufsvorbereitung, Juni 2014.
- Stiftung Schürmatt (2014b). HZWB aktuell. Informationen zum Heilpädagogischen Zentrum für Werkstufe und Berufsvorbereitung, Juli 2014.

A2.12 Kanton Tessin

Beschreibung

Die Jugendlichen des Kantons Tessin besuchen nach ihrem Schulaustritt (Schuljahr 2012/13) überdurchschnittlich häufig eine Mittelschule (42.6 %) bzw. eine Vollzeit-Berufsausbildung (24.1 %; berufliche Grundbildung total: 44.7 %). Im Kantonsprofil fällt einerseits das im schweizerischen Vergleich tiefe Verhältnis von Lehrstellen zu Arbeitsstellen auf (3.7 %; Schweiz: 5.7 %), andererseits die mit dem Kanton Neuenburg gemeinsame höchste Jugendarbeitslosigkeit (6.3 %; NE: 6.4 %).

Der Anteil von Jugendlichen, die ein Brückenangebot / eine Vorlehre (Pretirocinio) besuchen, ist im schweizerischen Vergleich tief. Demgegenüber ist die Kapazität der SEMO deutlich höher als im interkantonalen Vergleich (8.9 % gemessen am Total der 17jährigen; Schweiz: 3.2 %).

Angebot (2012/13)

Zwischenlösung	Trägerschaft/Standort	Teilnehmende	Total
Pretirocini di orientamento	Cantone Ticino (DFP), Lugano (6 Klassen).		178
	Cantone Ticino (DFP), Gordola (9 Klassen).		
	Cantone Ticino (DFP), Viganello (2 Klassen).		
Pretirocinio di integrazione	Cantone Ticino (DFP), Lugano (4 Klassen)	53	89
	Cantone Ticino (DFP), Gerra Piano (3 Klassen)	36	
SEMO Plätze	Cantone Ticino (DFP), Bellinzona		188
	Labor Transfer SA, Bilancio giovani, Camorino		
Sonderpädagogische Brückenangebote	Keine Angabe		

Quelle: Rendiconto 2013. Divisione della formazione professionale DFP. S. 105 ff.

Vorlehren – Berufspraxis kombiniert mit Schule – haben im Kanton Tessin eine lange Tradition. Anfang der 90erjahre führten Erfahrungen mit neuen Einwanderergruppen zur weiteren Ausdifferenzierung des bereits bestehenden Angebots. Im kantonalen Gesetz über die Berufs- und Laufbahnberatung und die berufliche Aus- und Weiterbildung (Legge sull'orientamento scolastico e professionale e sulla formazione professionale e continua, 1998) sind die Eckpfeiler für die Brückenangebote definiert. In Art. 9 Abs. 1 verpflichtet sich der Kanton – in Vorwegnahme des späteren Art. 12 Abs. 1 BBG¹⁹³ – zur Bereitstellung von Brückenangeboten a) für die berufliche Orientierung, b) für die Integration spät zugewanderter Jugendlicher und c) zur Motivation von Jugendlichen, deren erster Einstieg in die berufliche Grundbildung bzw. eine allgemeinbildende Schule der Sekundarstufe II nicht erfolgreich war.

Angebote des Istituto della transizione e del sostegno

Seit Beginn des Schuljahres 2014/15 sind im Kanton Tessin die Brückenangebote bzw. Vorlehren (Vorlehren sowie Integrationsvorlehren), die fachkundige individuelle Begleitung (FiB, vgl. EBA), das Case Management Berufsbildung sowie – als kantonale Besonderheit – die SEMO im *Istituto della*

¹⁹³ «I cantoni adottano provvedimenti per preparare alle formazione professionale di base le persone che denotano lacune nella loro formazione alle fine della scuola dell'obbligo».

transizione e del sostegno zusammengefasst. Dies erlaubt eine effiziente und wirksame Steuerung der Nahtstelle I in enger Kooperation mit der Divisione della scuola, der neben der scuola media (Sekundarstufe I) auch die Berufsberatung (Ufficio del orientamento scolastico e professionale) angegliedert ist. Im Kanton Tessin sind zwei Typen von Brückenangeboten eingerichtet:

- **Pretirocinio di orientamento (PTO)**

Der PTO richtet sich an Jugendliche, die die obligatorische Schule abgeschlossen haben, aber für die Wahl einer Berufsbildung noch nicht ausreichend bereit sind. Das Schulprogramm beinhaltet die Unterstützung in der Wahl und auf der Suche nach einer geeigneten Ausbildung, Förderung der Selbstkompetenz, Motivation für schulische Leistungen sowie Förderung der grundlegenden Fähigkeiten, die für ein erfolgreiches Absolvieren einer Ausbildung unabdingbar sind. Neben schulischen Fächern wie Mathematik, Italienisch oder Informatik geht es auch um das Kennenlernen der lokalen Strukturen und öffentlichen Dienstleistungen, Tagesaktualität, Körper und Gesundheit sowie kreative Aktivitäten. Ferner werden Pünktlichkeit, Zuverlässigkeit, soziales Verhalten, Konstanz im Schulbesuch und engagierte und verlässliche Beteiligung in der oder den Schnupperlehre(n) eingeübt. Wenngleich im Angebot die Unterstützung bei der Lehrstellensuche gewährleistet ist, bleiben die Eltern in ihre Verantwortung eingebunden.

Der PTO startet im September und richtet sich am Kalender der obligatorischen Schule aus. Neben Aktivitäten in der Klasse sowie Betriebsführungen und den individuell konzipierten/organisierten Stages in Unternehmen (stage orientativi, vergleichbar den Schnupperlehren) bietet der PTO auch Einzelgespräche und –Support an, auch während einer bereits angetretenen beruflichen Grundbildung.

- **Pretirocinio di integrazione (PTI)**

Der PTI richtet sich an nicht italienischsprachige (neu immigrierte) Jugendliche. Er hat das Ziel, deren sprachlichen Kompetenzen so weit zu fördern, dass sie eine Ausbildung (Vollzeit oder dualer Weg) anzutreten in der Lage sind. Italienisch soll soweit gefördert werden, dass die soziale und berufliche Integration leichter möglich ist. Zudem erlernen die Jugendlichen schulische Inhalte, die für den späteren Besuch der Berufsfachschule notwendig sind. Und schliesslich werden die Jugendlichen mit den Ausbildungsmöglichkeiten vertraut gemacht und auf die Lehrstellensuche oder den Besuch einer Vollzeitausbildung vorbereitet. Da die Leistungsspanne von spät zugewanderten Jugendlichen sehr weit auseinandergeht, ist der Unterricht sehr stark individualisiert bzw. werden praktisch individuelle Förderprogramme definiert.

Die beiden Typen der Vorlehre (PTO und PTI) werden an mehreren Standorten (Berufsfachschulen) geführt: PTO in Gordola, Viganello und Lugano, PTI in Camorino und Bellinzona.

Weitere Angebote – SEMO

Im Kanton Tessin werden die SEMO von der Dienststelle IST (Istituto della transizione e del sostegno) der Abteilung Berufsbildung des DECS verwaltet. Das IST ist gleichzeitig auch Trägerin bzw. Veranstalterin eines SEMO, dies neben der privaten Akteurin Labor Transfer SA (Bilancio giovani). Zur Zielgruppe gehören 16-18jährige Jugendliche, die eine berufliche Grundbildung oder Mittelschule abgebrochen haben oder nach Schulabschluss keine Ausbildung der Sekundarstufe II

begonnen haben – sie machen den grössten Teil der SEMO-Teilnehmenden aus. Ältere Jugendliche (19 Jahre und älter) werden dem Programm Bilancio giovani zugewiesen.

Zulassung und Kosten

Die Prüfung der Anmeldungen und die Zuweisung zu den Zwischenlösungen PTO, PTI und SEMO erfolgt durch eine einzige Stelle, das Istituto della transizione e del sostegno (s. oben).

Die Kosten für die beiden Vorlehren-Typen übernimmt der Kanton; den Eltern wird lediglich ein Anteil von CHF 250 für Material und auswärtige Exkursionen verrechnet.

Akteure an der Nahtstelle I

Im Kanton Tessin sind Aktivitäten im Zusammenhang mit Zwischenlösungen fast ausnahmslos im *Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport* gebündelt (Ufficio dell'insegnamento medio, Berufs- und Laufbahnberatung, berufliche Grundbildung/Berufsfachschulen und Mittelschulen, Zwischenlösungen, Ufficio della pedagogia speciale, FiB, Trägerschaft bzw. Koordination SEMO).

Fazit der Autoren

Der Kanton Tessin bietet für Jugendliche an der Nahtstelle I (SchulabgängerInnen, Jugendliche ohne Teilnahme an einer Mittelschule oder beruflichen Grundbildung, spät zugewanderte Jugendliche oder junge Erwachsene) mit Bedarf für eine Zwischenlösung optimale Zugangswege zu den Dienstleistungen an. Die Konzeption der Angebote, die Mengensteuerung sowie die Triage zu den angemessenen Angeboten erfolgt an einer Stelle. Eine allfällige Koordination (z.B. mit der Sozialhilfe oder der Invalidenversicherung) oder die Vermeidung von Doppelspurigkeiten sind durch die Konzentration der Verantwortlichkeiten (Bereich Zwischenlösungen) im DECS gewährleistet.

Diverse Forschungsarbeiten und die Situation reflektierende Dokumente widerspiegeln das Interesse des Kantons an einer optimalen Gestaltung des Übergangs von der obligatorischen Schule in die Sekundarstufe II.

Quellen

Benutzte Dokumente

Gesetzliche Grundlagen:

- Legge sull'orientamento scolastico e professionale e sulla formazione professionale e continua (Lorform) (del 4 febbraio 1998).

Andere Dokumente:

- Marcionetti, J., Calvo, S., & Donati, M. (2014). Sguardi sulle scelte e i percorsi degli allievi del Pretirocinio d'orientamento. Locarno: Centro Innovazione e Ricerca sui Sistemi Educativi.
- Moresi, Gianni (2000). Die Integrationsvorlehre im Kanton Tessin: eine konstruktive Erfahrung. Referat im Rahmen der Nationalen Tagung zum Thema Integrationsförderung. Bern: EKA. <http://www.gianni-moresi.ch/lang/pdf/CFS%2023.11.200%20%D0%95Deut%20G.%20Mores.pdf> (Zugriff 28.12.2014).
- Rendiconto 2013. Divisione della formazione professionale DFP. Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport (DECS).
- Ufficio di statistica del Cantone Ticino (2014). 15: Formazione. http://www3.ti.ch/DFE/DR/USTAT/allegati/prodima/3515_formazione.pdf (Zugriff 28.12.2014).

A2.13 Canton de Vaud

Situation actuelle

Par comparaison avec les élèves de toute la Suisse, les élèves du canton de Vaud choisissent particulièrement souvent des établissements d'enseignement général à l'issue de la scolarité obligatoire. Le taux des élèves dans des mesures transitoires est également très élevé en comparaison. Pendant l'année scolaire 2012/13, 1'383 élèves fréquentaient une des offres transitoires cantonales, en excluant les SEMO et les programmes pour les jeunes bénéficiant de l'aide sociale.

Offre

	Autorité responsable	participants	Total
Offres transitoires cantonales	Centre de compétences des professions de l'alimentation et de la restauration (école Montreux)	6	
	Centre d'enseignement professionnel de Vevey	48	
	Centre d'enseignement professionnel de Morges	33	
	Centre d'orientation et de formation professionnelle	131	
	Centre professionnel du Nord vaudois	42	
	École professionnelle du Chablais	17	
	École professionnelle de Lausanne	36	
	OPTI	982	
Cours d'intégration	OPTI	145	145
SEMO (Plätze)	Association Mobilet		
	Association Plate-forme Jeunesse		
	Association Pro-Jet		
	Association SeMoY		
	Fondation Cherpillod		
	OSEO Vaud		
Offres transitoires de l'enseignement spécialisé	Fondation de Verdeil		
	Institution de Lavigny, école de la passerelle		

Remarque: Chiffres pour l'année scolaire 2012/13, obtenu du Département de la Formation, de la Jeunesse et de la Culture (2014). Statistiques, <http://www2.dfg.vd.ch/>

Offres de la Direction générale de l'enseignement postobligatoire (DGEP)¹⁹⁴

Les offres transitoires de la DGEP se composent de formations sous forme scolaire et pratique combinées ainsi que de mesures concernant les jeunes allophones. Toutes les offres de transition mettant l'accent sur le rattrapage et la préparation scolaire, et cela pendant 70 % à 80 % du temps de cours, sont proposées par l'Organisme pour le Perfectionnement scolaire, la Transition et l'Insertion

¹⁹⁴ Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle (2013). Mesures de Transition 1 dans le Canton de Vaud, http://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/formation/orientation/fichiers_pdf/filieres_infos/resume_mesures_T1_vd.pdf (22.12.2014).

professionnelle (OPTI), sur sept sites¹⁹⁵ différents dans le Canton de Vaud. Parmi ces offres présentées sous forme scolaire de manière scolaire, il existe actuellement deux programmes différents: Le premier, «OPTI secteurs professionnels», s'adresse aux jeunes qui ont déjà un intérêt pour un domaine spécifique et les prépare pour un apprentissage dans un de ces domaines¹⁹⁶. Le deuxième programme «OPTI secteur appui et soutien scolaire» est destiné aux jeunes qui n'ont pas encore de projet professionnel assez défini et ayant des lacunes scolaires importantes. Aussi, ce programme met un accent particulier sur le comportement des jeunes. A partir de janvier 2015, OPTI offrira des «classes d'insertion rapide» s'adressant à des jeunes qui ont déjà choisi une voie de formation mais n'ont pas encore trouvé une place d'apprentissage¹⁹⁷. Les pré-apprentissages comme les offres transitoires focalisées sur la pratique sont proposés par le Centre d'Orientation et de Formation Professionnelle (COFOP) ainsi que par des écoles professionnelles. Parmi les pré-apprentissages du COFOP, il faut faire une distinction entre le programme CHARTEM¹⁹⁸ et l'atelier d'orientation professionnelle. Alors que les unités de CHARTEM sont adressées à des jeunes qui s'intéressent à un métier spécifique, les jeunes n'ayant pas encore de projet professionnel peuvent se familiariser avec différents domaines dans les unités de l'atelier d'orientation professionnelle. Les cours d'intégration pour les jeunes allophones de 15 à 20 ans sont également offerts par l'OPTI.

D'autres offres – SEMO

En plus des offres proposées par la DGEP, il y a encore d'autres mesures-ciblant à des publics différents, notamment des jeunes en rupture de formation postobligatoire ou d'autres jeunes de moins de 25 ans en difficulté. Le service de l'emploi offre des semestres de motivation (SEMO) qui mettent nettement l'accent sur la pratique avec 90 % d'activités d'ordre pratique. Ces programmes fonctionnant comme de petites entreprises, les jeunes se familiarisent avec divers métiers et peuvent ainsi (ré-)définir leur projet professionnel. Les SEMO s'adressent à des jeunes refusant l'éducation, mais aptes à s'insérer sur le marché du travail. Avec 400 places disponibles au total, les SEMO sont proposés sur à six sites différents dans le Canton de Vaud et durent en moyenne de 2 à 6 mois, allant jusqu'à 12 mois au maximum. En outre, dans le cadre du programme FORJAD du Service de Prévoyance et Aides Sociales, OPTI offre un cours de rattrapage à temps partiel pour les jeunes bénéficiant de ce programme. De même, un cours de rattrapage à temps partiel de français et mathématique est proposé à des jeunes accompagnés par le Case Management (AT1). Finalement, les élèves arrivés en fin de scolarité peuvent aussi fréquenter les classes de raccordement I et II, rattachées à l'enseignement obligatoire, afin d'obtenir un certificat dans une voie de formation plus élevée¹⁹⁹. Ces classes de raccordement ne sont cependant pas focalisées sur l'orientation professionnelle.

¹⁹⁵ OPTI Centre (Bussigny, Lausanne), OPTI Morges, OPTI Yverdon, OPTI Payerne, OPTI Aigle, OPTI Vevey.

¹⁹⁶ Au total, six secteurs différents sont offerts: art et artisanat, alimentation (métiers de la bouche), bâtiment (construction et dessin), gestion-vente, technologie et industrie, santé et social. Pas tous les centres OPTI n'offrent également tous les secteurs. OPTI secteurs professionnels dispose de 860 places disponibles.

¹⁹⁷ <http://www.optivd.ch/les-sites-opti/opti-centre/cir/>

¹⁹⁸ Centre horizon d'activités et de relais transition école-métier

¹⁹⁹ Raccordement I: de la Voie secondaire à options à la Voie secondaire générale; Raccordement II: de la Voie secondaire générale à la Voie secondaire de baccalauréat. Des classes de raccordement sont offertes sur 5 sites – selon la demande des élèves – au maximum du Canton de Vaud.

Mesures de transition de l'enseignement spécialisé

Comme dans d'autres cantons, des institutions d'enseignement spécialisé proposent des cours à leurs élèves à la fin de la scolarité obligatoire dans des classes de «préformation» ou de «Transition Ecole Métier»²⁰⁰, afin de les préparer à la formation professionnelle.

Admission et frais

Depuis janvier 2010, toute admission à une mesure de transition passe par une procédure unique et harmonisée, gérée par les guichets T1 qui sont rattachés aux cinq centres régionaux d'orientation. Les guichets T1 sont ainsi responsables de l'admission aux mesures offertes par l'OPTI, aux préapprentissage ainsi qu'aux SEMO. La procédure d'admission se différencie principalement entre celle pour les élèves venant de l'école obligatoire et celle pour les autres jeunes. Les élèves qui n'ont pas encore trouvé une solution immédiate après leur scolarité obligatoire déposent une demande d'admission dans une mesure de transition en ligne. La demande est normalement remplie avec l'aide du conseiller en orientation de l'établissement ou bien avec le soutien du titulaire de la classe. Une consultation avec le/la psychologue conseiller/conseillère est obligatoire pour déposer une demande dans les mesures d'OPTI SAS et dans les préapprentissage. Aussi, les parents de tous les élèves terminant la scolarité obligatoire reçoivent une lettre de l'office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle qui les informe sur la procédure à suivre. Le délai pour les demandes d'admission expire en avril. Après ce délai, les coordinateurs case managers dans les centres d'orientation professionnelle examinent les demandes et proposent la mesure de transition qui correspond le mieux aux besoins de l'élève. Si la mesure de transition proposée ne répond pas à celle désirée par l'élève dans la demande, des vérifications complémentaires sont faites. De plus, d'autres offres du guichet T1 peuvent être envisagées, notamment «le centre de bilan» permettant à l'élève de trouver son projet professionnel, ainsi que le programme de coaching «Start'up»²⁰¹. En juin ou juillet, les élèves sont informés de l'état de leur demande d'admission. Contrairement aux élèves encore à l'école obligatoire, les jeunes qui ont quitté leur formation au gymnase ou à l'école professionnelle ainsi que d'autres jeunes en difficulté peuvent s'adresser au guichet T1 pendant toute l'année.²⁰² En outre des frais d'application de CHF 70, les mesures de transition ne prélèvent pas de frais de scolarité²⁰³.

Canton de Vaud (2014). Les classes de raccordement, <http://www.vd.ch/themes/formation/scolarité-obligatoire/cursus-scolaire/cycle-3/raccordements/>, (22.12.2014).

²⁰⁰ Fondation Verdeil, Transition Ecole Métier, <http://www.vaudfamille.ch/N3663/fondation-de-verdeil-ecole-d-enseignement-specialise-de-verdeil.html> (22.12.2014). Institut de Lavigny – La Préformation, http://www.ilavigny.ch/#/la_passerelle/structures/preformation (22.12.2014).

²⁰¹ Le coaching «Start'up» vise à accompagner les jeunes pendant leur structure de transition, leur formation ou encore dans le marché de travail (Jacquier 2012). Ce projet s'adresse donc seulement à une minorité d'élèves à la fin de la scolarité obligatoire et plutôt à des jeunes en difficulté.

²⁰² Bachmann Hunziker, Karin (2012). Faciliter la transition entre l'école et le monde du travail avec le Case Management: Fonctionnement du dispositif vaudois et évaluation, pages 21 à 22.

Jacquier, Lionel (2012). «Vaud: différents services autour de solutions d'intégration», Panorama – Formation, Orientation, Marché du travail, Edition 02, http://www.panorama.ch/dyn/1108.aspx?id_article=59.

²⁰³ Canton de Vaud (2014). FAQ Transition 1, <http://www.vd.ch/themes/formation/orientation/formations/transition-1/faq-t1/> (22.12.2014).

Les acteurs de la transition

Les acteurs de la transition T1 dans le canton de Vaud sont rattachés à trois départements différents. Avec quatre services concernés par les problématiques de transition, la plupart des acteurs font partie du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC). Chargé de la coordination de toutes les mesures de transition, le service de l'enseignement spécialisé et de l'appui à la formation (SESAF) en est l'un des acteurs principaux. Le SESAF est également responsable des centres régionaux d'orientation scolaire et professionnelle et par conséquent des guichets T1. En dehors de la gestion de l'admission aux mesures transitoires, les guichets s'occupent de la mise en œuvre du Case Management²⁰⁴. De plus, la Direction générale de l'enseignement postobligatoire (DGEP) est impliquée dans la transition 1 en étant responsable des écoles de transition et de leurs formations – OPTI, le COFOP ainsi que les écoles professionnelles. Le service de la protection de la jeunesse (SPJ) fait aussi partie de la transition comme partenaire des contrats avec les écoles d'enseignement spécialisé ainsi qu'avec les écoles privées offrant la scolarité en internat. La Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO) est, en tant que quatrième service du DFJC, également concernée par les mesures de transition. Au sein du Département de l'économie et du sport (DES), le service de l'emploi est impliqué dans la transition T1 en offrant les SEMO. Le département de la santé et de l'action sociale (DSAS), notamment le service de la prévoyance et aides sociales (SPAS), est également concerné par les problématiques de transition comme prestataire des aides sociales aux jeunes adultes en difficulté et comme service responsable du programme FORJAD.

Collaboration entre les différents acteurs – CII

Afin d'améliorer l'efficacité de l'ensemble des dispositifs au sein de la transition T1, le Conseil d'Etat a confié aux six chefs de services concernés par les problématiques de la transition T1 le mandat d'élaborer un dispositif de collaboration interinstitutionnelle. Le dispositif a été adopté en avril 2008 et se compose des trois groupes d'acteurs sur des niveaux organisationnels différents. Le pilotage stratégique est géré par la Délégation du Conseil d'Etat à la formation et aux sports, y compris le DFJC, le DEC, le DSAS, ainsi que la direction interservices pour la T1, notamment les six services concernés par la problématique de la transition²⁰⁵. La direction interservices est présidée par le SESAF qui est responsable de la coordination interinstitutionnelle et de l'évaluation des mesures transitoires. Les adjoints des chefs des services qui sont chargés de la mise en œuvre opérationnelle sont réunis à un niveau inférieur dans le comité appelé «Unité T1»²⁰⁶. En outre, une commission consultative T1 accompagne la mise en œuvre des mesures transitoires²⁰⁷.

²⁰⁴ Service de l'enseignement spécialisé et de l'appui à la formation (2010). Rencontre avec les Directions d'institutions en charge d'enseignement/formation spécialisés, 24 mars 2010 Le-Mont-sur-Lausanne, http://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/dfj/sesaf/oes/Enseignement_specia-lise/OES_ppt_rencontre_institutions_ES_T1.pdf, (22.12.2014).

²⁰⁵ Les six services sont le SESAF, le SPJ, la DGEP, la DGEO, le SPAS et le SDE. Leurs fonctions sont mentionnées dans la section précédente.

²⁰⁶ L'unité T1 est composé du secrétaire de l'exécutif (secret. execut.), de l'Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle, de l'Office de l'enseignement spécialisé (SESAF), RC OPTI, RC COFOP, RC Préapprentissage de la DGEP; CH MIS de la DGEO; du délégué pour les SEMO du SDE; RC unité de pilotage des prestations éducatives contractualisées du SPJ; du RC des mesures de préparation à la formation professionnelle du SPAS.

²⁰⁷ Service de l'enseignement spécialisé et de l'appui à la formation (2010). Rencontre avec les Directions d'institutions en charge d'enseignement/formation spécialisés, 24 mars 2010 Le-Mont-sur-Lausanne.

Unité T1 (adjoints des chefs de services) voir p. 135 «Rencontre avec les Directions d'institutions»

- Secret execut
- COCOSP Coordinateur de l'Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle
- COES Office de l'enseignement spécialisé
- RC Ressort Coordinateur UPPEC Unité de pilotage des prestations éducatives contractualisées
- RC MIS JAD
- Délégué SDE pour SEMO
- RC OPTI
- RC COFOP
- RC PREAPP
- CH MIS DGEO

Ces trois départements collaborent déjà également dans le cadre du programme «formation professionnelle pour les jeunes adultes en difficulté» (FORJAD). Ce programme a été lancé en 2006 et s'adresse aux jeunes adultes en difficulté de 18 à 25 ans qui bénéficient de l'aide sociale. FORJAD permet aux jeunes de trouver leur projet professionnel en leur garantissant un revenu suffisant pour vivre. Un des éléments clés de ce programme est qu'il offre en plus un accompagnement individuel des jeunes durant leur apprentissage.

Discussion

Le canton de Vaud dispose d'une conception globale des mesures de transition en ce qui concerne l'orientation des mesures ainsi que l'accès à ces mesures. Toutes les mesures se composent d'un mélange différent, entre préparation scolaire, activités pratiques ou bien préparation des compétences sociales, qui est adapté aux besoins du public ciblé respectif. Alors que les mesures de pré-apprentissage et de l'OPTI sont adressées à des jeunes de 15 à 18 ans terminant l'école, les autres mesures – y compris les SEMO – se destinent plutôt à des jeunes en difficulté de 18 à 25 ans. L'admission à toutes ces mesures est harmonisée et est uniquement gérée par les guichets T1 dans les centres régionaux d'orientation professionnelle. Cette collaboration interinstitutionnelle intensive peut aussi être considérée comme une conséquence du nombre de jeunes ayant recours à ces mesures, celui-ci étant plus élevé que dans la plupart des autres cantons. D'après une enquête datant de 2010, le taux des élèves se trouvant dans des filières de transition est en augmentation. Ainsi, en 2010, un cinquième des élèves a poursuivi sa formation dans une mesure de transition à l'issue de la scolarité²⁰⁸.

http://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/dfj/sesaf/oes/Enseignement_speciale/OES_ppt_rencontre_institutions_ES_T1.pdf, (22.12.2014).

Bachmann Hunziker, Karin (2012). Faciliter la transition entre l'école et le monde du travail avec le Case Management: Fonctionnement du dispositif vaudois et évaluation, pages 18 à 19.

²⁰⁸ Statistique Vaud SCRIS (2011). Orientation à l'issue de la scolarité obligatoire et des filières de transition. Résultats de l'enquête «Choix 2010», page 7.

Quels sont les derniers développements?

- OPTI Classes d’insertion rapide
- Nouveau résumé des mesures de transition mettant plus l’accent sur OPTI secteurs professionnels et SEMO comme étant des programmes prévus pour tous les élèves, alors que OPTI SAS ainsi que les préapprentissage sont plutôt des programmes prévus pour des élèves ayant des besoins spéciaux (spécifiques?)

Sources

Bases légales:

Loi sur la formation professionnelle (LVLFPPr) du 9 juin 2009, 413.01.

Règlement d’application de la loi du 9 juin sur la formation professionnelle (RLVLFPr) du 30 juin 2010, 413.01.1

Autres documents:

Bachmann Hunziker, Karin (2012). Faciliter la transition entre l’école et le monde du travail avec le Case Management: Fonctionnement du dispositif vaudois et évaluation.

Canton de Vaud (2014). Les classes de raccordement, <http://www.vd.ch/themes/formation/scolarite-obligatoire/cursus-scolaire/cycle-3/raccordements/>, (22.12.2014).

Jacquier, Lionel (2012). «Vaud: différents services autour de solutions d’intégration», Panorama – Formation, Orientation, Marché du travail, Edition 02, http://www.panorama.ch/dyn/1108.aspx?id_article=59.

Office cantonal d’orientation scolaire et professionnelle (2013). Mesures de Transition 1 dans le Canton de Vaud, http://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/themes/formation/orientation/fichiers_pdf/filieres_infos/resume_mesures_T1_vd.pdf [22.12.2014].

Service de l’enseignement spécialisé et de l’appui à la formation (2010). Rencontre avec les Directions d’institutions en charge d’enseignement/formation spécialisés, 24 mars 2010 Le-Mont-sur-Lausanne, http://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/dfj/sesaf/oes/Enseignement_specialise/OES_ppt_rencontre_institutions_ES_T1.pdf, (22.12.2014).

Statistique Vaud SCRIS (2011). Orientation à l’issue de la scolarité obligatoire et des filières de transition. Résultats de l’enquête «Choix 2010», page 7.

Unité insertion sociale du Service de prévoyance et de l’aide sociale du Canton de Vaud (2009). Programme FORJAD: un bilan après 3 ans.

A2.14 Canton du Valais

Contexte

Le canton bilingue du Valais est représentatif de la moyenne suisse en ce qui concerne l'ensemble des solutions transitoires après l'école obligatoire. Pour l'année 2012/2013, 504 élèves ont bénéficié d'offres transitoires cantonales (cours d'intégration, semestres de motivation SEMO et autres offres non compris).

Offres

Solution transitoire	Organe responsable	Participants	Total
Offres transitoires cantonales	Oberwalliser Mittelschule St. Ursula, Brig	cf. Tuilerie	504
	Ecole de commerce, de culture générale et préprofessionnelle de St-Guérin	cf. Tuilerie	
	Collège de la Tuilerie, Saint-Maurice	389	
	Cycle d'Orientation de Monthey	14	
	Cycle d'Orientation des Liddes, Sierre	12	
	Cycle d'Orientation des Perraires, Collombey-Muraz	11	
	Institut Don Bosco, Sion	13	
	Cycle d'Orientation régional des Collines de Sion, Sion	11	
	Cycle d'Orientation Sainte-Jeanne-Antide, Martigny	25	
	Ecole du Haut-lac, Vouvry	12	
	Orientierungsschule Brig-Glis	8	
Orientierungsschule Visp	9		
SEMO (places)	OPRA		176
	Tremp'l'Interim		
	Centre régional travail orientation		
	OSEO Valais		
Offres transitoires dans le domaine de la pédagogie spécialisée	Institut Saint-Raphaël		
	Kinderdorf St. Antonius		
Cours d'intégration	Berufsfachschule Oberwallis		
	Ecole professionnelle de Martigny		
Autres offres	Bureau des échanges linguistiques (10 ^e année)	63	63

Chiffres issus de plusieurs sources relatives aux offres transitoires cantonales²⁰⁹.

Offres du Service de l'enseignement et du Service de la formation professionnelle

²⁰⁹ Préapprentissage: Effectifs CO 12-13

<http://www.vs.ch/navig/navig.asp?MenuID=14519&RefMenuID=0&RefServiceID=0>,

Préparation professionnelle: statistique des écoles du degré secondaire II général

<http://www.vs.ch/navig/navig.asp?MenuID=14520&RefMenuID=0&RefServiceID=0>,

10^e année scolaire dans une autre région linguistique: Rapport de gestion 2013, Bureau des Echanges Linguistiques du canton du Valais: version détaillée.

Le canton du Valais propose trois profils d'offres transitoires: l'offre transitoire scolaire, l'offre transitoire combinée et les cours d'intégration:

- Ecole préprofessionnelle
- Classes de préapprentissage
- Classes d'intégration – classes d'accueil de la scolarité post-obligatoire (CASPO)

En Valais, l'offre scolaire (école préprofessionnelle EPP) est proposée dans trois écoles de différents niveaux²¹⁰. Depuis 2014, les élèves francophones du Bas-Valais peuvent profiter de l'offre transitoire «EPP en immersion» proposée par le Haut-Valais germanophone²¹¹. L'objectif de cette offre est de les préparer à entrer dans la vie professionnelle (apprentissage) ou dans une école du degré secondaire II. L'école préprofessionnelle offre deux filières: la formation dite de base, qui propose une orientation générale (théorie) et le système dit en alternance (théorie et pratique), qui met l'accent sur un champ professionnel spécifique²¹².

Les classes de préapprentissage peuvent être comparées à des offres transitoires combinées: les personnes en formation fréquentent l'école deux jours par semaine et sont en stage les trois autres jours. Ces classes de préapprentissage durent au maximum un an et s'adressent aux élèves issus de l'enseignement spécialisé ainsi qu'à ceux de 8^e année qui ont terminé l'école obligatoire mais qui n'ont pas obtenu leur certificat. Ces classes de préapprentissage sont proposées par les communes et organisées conjointement par plusieurs établissements scolaires. L'enseignement est dispensé dans les écoles de degré secondaire II.

Les classes d'intégration CASPO s'articulent autour de deux axes principaux: d'une part, les classes d'accueil et d'intégration et, d'autre part, les classes d'accueil préprofessionnelles. Ces dernières peuvent être considérées comme une offre transitoire. Chaque région linguistique dispose d'un site pour ces classes d'intégration, lui-même rattaché à une école professionnelle²¹³.

Autres offres – SEMO

Sur mandat du Services de l'industrie, du commerce et du travail, quatre organes responsables valaisans proposent chacun, en plus des offres transitoires, un semestre de motivation. Le Service de l'action sociale accompagne les personnes en formation pendant leur semestre de motivation afin qu'elles puissent aller jusqu'au bout malgré des difficultés extraprofessionnelles. La durée maximale de l'«accompagnement social dans le cadre d'un semestre de motivation» est de six mois, renouvelable deux fois trois mois au maximum²¹⁴. Une initiative privée, le «Programme Action Apprentissage» de la Fondation Valaisanne Action Jeunesse (fvaj), sert de dernier recours aux jeunes

²¹⁰ Ecole de culture générale et école de commerce à Brig et à Sion, cycle d'orientation régional à Saint-Maurice.

²¹¹ Cette offre a été mise sur pied par l'école de culture générale de Brig en collaboration avec l'école d'orientation professionnelle et est proposée en lieu et place d'une 10^e année scolaire à Brig.

²¹² Les deux types ne sont pas proposés par toutes les écoles. Champs professionnels: créativité, santé, social, technique. Source: ECCG-EPP Sion (2014).

²¹³ Haute école spécialisée de Suisse occidentale (2012). Programme d'intégration cantonal. Domaines, acteurs et projets dans l'optique de la mise en place du programme d'intégration des étrangers dans le canton du Valais, http://www.vs.ch/NavigData/DS_355/M25620/fr/1_%20Rapport%20HES-SO%20VS%20-%20Programme%20d%27int%C3_%A9gration%20cantonal.pdf (22.12.2014), p. 46.

²¹⁴ Service de l'action sociale (2014). Accompagnement social dans le cadre d'un semestre de motivation, <http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=16633&Language=fr> (22.12.2014).

qui ont terminé l'école obligatoire ou ont interrompu une formation professionnelle initiale et qui ont déjà bénéficié des solutions transitoires existantes (école préprofessionnelle, classes de préapprentissage). Le programme englobe les principales étapes de l'orientation et de la formation professionnelles, du test d'évaluation à l'accompagnement individuel pendant la première année d'apprentissage en passant par le choix d'une profession, le rattrapage scolaire et la recherche d'une place d'apprentissage. Ce programme est soutenu par le Service de la formation professionnelle. Bilingue, le canton du Valais propose en outre une troisième solution: une 10^e année d'école dans une autre région linguistique, organisée par le Bureau des échanges linguistiques. Cette 10^e année ne met cependant pas l'accent sur l'orientation professionnelle.

Offres transitoires de l'enseignement spécialisé

Les classes de préapprentissage faisant partie intégrante de l'enseignement spécialisé, les offres du domaine de la pédagogie spécialisée sont intégrées dans les offres transitoires cantonales régulières. Deux institutions proposent par ailleurs des classes spéciales en lien avec l'orientation professionnelles²¹⁵. Le Centre de Préapprentissage de l'Institut Saint-Raphaël s'adresse à des jeunes ayant des troubles du comportement, alors que le Kinderdorf St. Antonius à Loèche (Kinderdorf Leuk) gère une école d'orientation professionnelle destinée aux jeunes présentant des besoins particuliers en matière de formation²¹⁶.

Admission et coûts

L'admission aux solutions transitoires se déroule de diverses manières. L'admission à l'école préprofessionnelle est liée aux conditions de réussite du degré secondaire. Les personnes en formation qui ont terminé la 3^e année d'école obligatoire et obtenu leur diplôme peuvent s'y inscrire, de même que les personnes qui n'ont pas obtenu leur diplôme, mais dont la note moyenne globale est supérieure à 4 et qui ont réussi trois des quatre branches de niveau II²¹⁷. Le délai d'admission est en mars. Pour être admis dans une classe de préapprentissage, trois acteurs doivent donner leur accord: la direction, l'enseignant de l'école secondaire fréquentée et le conseiller en orientation professionnelle. Pour s'inscrire à un semestre de motivation, les jeunes doivent s'annoncer auprès de l'ORP.

Les coûts des offres transitoires cantonales sont pris en charge par le canton. Les parents financent le matériel pédagogique, les repas et les transports²¹⁸.

Acteurs concernés par la transition I

Dans le canton du Valais, trois départements jouent un rôle dans la transition I. Tout d'abord, le Département de la formation et de la sécurité intervient avec trois de ses services. Le Service de

²¹⁵ Institut de Saint-Raphaël (2014). Ecole, <http://saint-raphael.ch/ecole> (22.12.2014).

²¹⁶ Kinderdorf Leuk (2014). BWS Schule, <http://www.kinderdorf-leuk.ch/bwss.php> (22.12.2014).

²¹⁷ Différenciation entre le niveau I et le niveau II, le niveau II correspondant au niveau le plus bas.

Oberwalliser Mittelschule St. Ursula Brig (2014). Conditions d'admission, <http://www.oms-brig.ch/ausbildungsangebot/schule-fuer-berufsvorbereitung-sfb-epp/zulassungsbedingungen> (22.12.2014).

²¹⁸ Les coûts de transport sont en partie pris en charge par le canton (degré sec. II) ou par la commune. Dans les classes de préapprentissage, la commune finance le trajet jusqu'à l'école, et les parents le trajet jusqu'au lieu de stage. Les communes paient 70 % des coûts liés aux repas.

l'enseignement est chargé de l'école préprofessionnelle, des classes de préapprentissage, des offres transitoires du domaine de la pédagogie spécialisée ainsi que de la 10^e année dans une autre région linguistique²¹⁹. Le Service de la formation professionnelle s'occupe des écoles professionnelles qui proposent des cours d'intégration, de la mise en œuvre du Case Management «Formation professionnelle» (promotion des places d'apprentissage) ainsi que des mesures de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière. Ensuite, le Département de l'économie, de l'énergie et du territoire s'implique dans la transition I avec son Service de l'industrie, du commerce et du travail, qui encadre les semestres de motivation. Finalement, le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture avec son Service de l'action sociale, qui, en plus des offres d'aide sociale destinées aux jeunes adultes, propose un accompagnement social dans le cadre d'un semestre de motivation.

Bilan des auteurs

Le canton du Valais propose, de même que d'autres cantons, des offres transitoires scolaires, combinées et d'intégration. Ce système traditionnel se singularise cependant par le fait que plusieurs services se chargent de ces offres et que l'offre globale apparaît dès lors fragmentée, du moins sous l'angle institutionnel. Généralement, les offres du Bas-Valais et du Haut-Valais de recourent, exception faite de l'initiative «Programme Action Apprentissage» de la Fondation Valaisanne Action Jeunesse, qui n'est pas proposée dans le Haut-Valais. Ce dernier teste, quant à lui, l'offre «EPP en immersion». Une des spécialités du Valais en comparaison nationale sont les classes de préapprentissage. En effet, si des préapprentissages sont proposés dans de nombreux cantons, ils sont rattachés aux offres des écoles professionnelles et donc à l'orientation professionnelle. En Valais au contraire, les classes de préapprentissage sont l'affaire de l'enseignement spécialisé et sont rattachées localement aux écoles secondaires.

Sources

Bases légales:

- Loi d'application du 13 juin 2008 de la loi fédérale sur la formation professionnelle, SGS/VS 412.1.
- Loi du 25 juin 1986 sur l'enseignement spécialisé, SGS/VS 411.3.
- Règlement du 19 décembre 2007 des écoles préprofessionnelles du canton du Valais, SGS/VS 413.109.
- Ordonnance du 9 février 2011 concernant la loi d'application de la loi fédérale sur la formation professionnelle, SGS/VS 412.100.

Autres documents:

- Service d'action sociale (2014). Accompagnement social dans le cadre d'un semestre de motivation, <http://www.vs.ch/Navig/navig.asp?MenuID=16633&Language=fr> (22.12.2014).

²¹⁹ Les responsabilités des différentes offres se répartissent comme suit: le Bureau des échanges linguistiques se charge de la 10^e année scolaire; le Service de l'enseignement spécialisé est compétent pour les classes de préapprentissage et les offres de l'enseignement spécialisé; la division des écoles du degré secondaire II s'occupe de l'école préprofessionnelle.

- ECCG-EPP Sion (2014). Ecole préprofessionnelle de Sion, Du projet personnel au projet professionnel, http://www.ecsion.ch/index.php?option=com_content&view=article&id=4&Itemid=119&jsmallfib=1&dir=JSROOT/Documents+EPP/Grille+horaire+-+Conditions+d%27admission+-+D%C3%A9bouch%C3%A9s (22.12.2014).
- Fondation Valaisanne Action Jeunesse (2012). Programme Action Apprentissage, <http://www.fvaj.ch/openpublish2/sites/default/files/1.%20Descriptif%20PAA.pdf> (22.12.2014).
- Haute École Spécialisée de Suisse occidentale (2012). Programme d'intégration cantonal. Domaines, acteurs et projets dans l'optique de la mise en place du programme d'intégration des étrangers dans le canton du Valais, http://www.vs.ch/NavigData/DS_355/M25620/fr/1%20Rapport%20HES-SO%20VS%20-%20Programme%20d%27int%C3%A9gration%20cantonal.pdf (22.12.2014).
- Oberwalliser Mittelschule St. Ursula Brig (2014). EPP en immersion, <http://www.oms-brig.ch/ausbildungsangebot/schule-fuer-berufsvorbereitung-sfb-epp/epp-en-immersion> (22.12.2014).
- Oberwalliser Mittelschule St. Ursula Brig (2014). Conditions d'admission, <http://www.oms-brig.ch/ausbildungsangebot/schule-fuer-berufsvorbereitung-sfb-epp/zulassungsbedingungen> (22.12.2014).

A3 Liste des offres transitoires et des SEMO

A3.1 Offres transitoires scolaires et combinées (état au 31.10.2014)

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
AG	Aarau	Kombi+	ksb Kantonale Schule für Berufsbildung Aargau
AG	Aarau	Kombijahr	ksb Kantonale Schule für Berufsbildung Aargau
AG	Aarau	Kombijahr Hauswirtschaft	ksb Kantonale Schule für Berufsbildung Aargau
AG	Aarau	Kombijahr Landhaus	ksb Kantonale Schule für Berufsbildung Aargau
AG	Aarau	Schulisches Angebot	ksb Kantonale Schule für Berufsbildung Aargau
AR	Herisau	Brücke AR	BBZ Herisau
AR	Trogen	10. Schuljahr Kanti Trogen	Kantonsschule Trogen
AR	Herisau	10. Schuljahr KUNST SBW Herisau	SBW Haus des Lernens
AR	Herisau	10. Schuljahr SBW Herisau	SBW Haus des Lernens
BE	Bern	Vorlehre	Berufsfachschule des Detailhandels
BE	Bern	Aufstarten	Berufs-, Fach- und Fortbildungsschule BFF BERN
BE	Bern	Berufsvorbereitungsjahr BSA	Berufs-, Fach- und Fortbildungsschule BFF BERN
BE	Bern	Berufsvorbereitungsjahr BSP	Berufs-, Fach- und Fortbildungsschule BFF BERN
BE	Biel/Bienne	Aufstarten / démarrer	Berufsbildungszentrum Biel
BE	Biel/Bienne	Berufsvorbereitungsjahr BSA/année scolaire de préparation SF	Berufsbildungszentrum Biel
BE	Biel/Bienne	Berufsvorbereitungsjahr BSP/année scolaire de préparation SP	Berufsbildungszentrum Biel
BE	Biel/Bienne	Vorlehre /Préapprentissage	Berufsbildungszentrum Biel
BE	Burgdorf	Berufsvorbereitungsjahr BSA	Berufsfachschule Emmental
BE	Burgdorf	Berufsvorbereitungsjahr BSP	Berufsfachschule Emmental
BE	Burgdorf	Vorlehre	Berufsfachschule Emmental
BE	Langenthal	Berufsvorbereitungsjahr BSA	Berufsfachschule Langenthal
BE	Langenthal	Berufsvorbereitungsjahr BSP	Berufsfachschule Langenthal
BE	Langenthal	Vorlehre Oberaargau	Berufsfachschule Langenthal
BE	Interlaken	Berufsvorbereitungsjahr BSA	Bildungszentrum Interlaken
BE	Interlaken	Berufsvorbereitungsjahr BSP	Bildungszentrum Interlaken
BE	Moutier	Année Scolaire de Préparation Professionnelle APSE	ceff – Centre de formation professionnelle Berne francophone
BE	Moutier	Année Scolaire de Préparation Professionnelle APSP	ceff – Centre de formation professionnelle Berne francophone
BE	Moutier	Préapprentissage	ceff – Centre de formation professionnelle Berne francophone
BE	Bern	Vorlehre	Gewerblich-Industrielle Berufsschule Bern (GIBB)
BE	Spiez	Berufsvorbereitungsjahr BSA	Schlossbergschule
BE	Spiez	Berufsvorbereitungsjahr BSP	Schlossbergschule
BE	Spiez	Vorlehre	Schlossbergschule
BL	Liestal	10. Freiwilliges Schuljahr Jura	Austauschprojekte, Amt für Volksschulen
BL	Muttenz	Schulisches Brückenangebot plus modular	Bildungszentrum kvBL
BL	Sissach	Vorlehre hauswirtschaftliche Richtung	Fachschule Ebenrain

Transition I – Etat des lieux des solutions transitoires

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
BL	Liestal	Vorlehre Baselland	Gewerblich-Industrielle Berufsfachschule
BS	Basel	Vorkurse AGS	Allgemeine Gewerbeschule Basel
BS	Basel	Vorlehre A Aprentas	Aprentas
BS	Basel	Vorkurse BFS	Berufsfachschule Basel
BS	Basel	Vorlehre Betreuung	Berufsfachschule Basel
BS	Basel	Basis	Zentrum für Brückenangebote
BS	Basel	Basis plus	Zentrum für Brückenangebote
BS	Basel	Kaufmännische Vorbereitungsschule	Zentrum für Brückenangebote
BS	Basel	Praxis plus	Zentrum für Brückenangebote
BS	Basel	VLA Job	Zentrum für Brückenangebote
BS	Basel	Vorlehre A	Zentrum für Brückenangebote
FR	Fribourg	Vorlehre	Gewerbliche und Industrielle Berufsfachschule (GIBS)
FR	Bulle	10. Partnersprachliches Schuljahr	Koordinationsstelle für Schüleraustausch des Kantons Freiburg
FR	Posieux	Vorlehre	Landwirtschaftliches Institut des Kantons Freiburg
GE	Genève	Classe de préparation professionnelle	Centre de Formation des Arts Appliqués CFPAA
GE	Genève	Classe préparatoire	Centre de formation professionnelle commerce
GE	Genève	Classe de transition	Centre de formation professionnelle nature et environnement
GE	Genève	Classe préparatoire de transition professionnelle santé et social	Centre de formation professionnelle santé et social
GE	Genève	Classes de transition professionnelle duale	Centre de la Transition professionnelle
GE	Genève	Classes de transition professionnelle plein temps	Centre de la Transition professionnelle
GE	Genève	Classe préparatoire	Ecole de Culture générale Ella Maillart
GE	Genève	Classe préparatoire	Ecole de Culture générale Henry-Dunant
GE	Genève	Classe préparatoire	Ecole de Culture générale Jean Piaget
GL	Ziegelbrücke	GBA Schule	Glarner Brückenangebote GBA
GL	Ziegelbrücke	GBA Vorlehre	Glarner Brückenangebote GBA
GR	Samedan	Bildungs- und Berufsvorbereitungsjahr	Academia Engiadina
GR	Illanz	BZS-10. Schuljahr Allgemeinbildung	Bildungszentrum Surselva
GR	Illanz	BZS-10. Schuljahr Informatik und Sprachen	Bildungszentrum Surselva
GR	Illanz	BZS-Chancenjahr	Bildungszentrum Surselva
GR	Cazis	Bündner Sozialjahr	Evang. Frauenhilfe/Compagna/Kath. Frauenbund/Pro Filia (alle GR)
GR	Chur	Berufswahlschule (kombiniertes BA)	Berufswahlschule Chur
GR	Chur	Berufswahlschule (schulisches BA)	Berufswahlschule Chur
GR	Cazis	Integratives Brückenangebot (IBA)	Schule St. Catharina
GR	Cazis	Schulisches Brückenangebot (SBA)	Schule St. Catharina
GR	Schiers	Schulisches Brückenangebot/10. Schuljahr	Verein Bildungszentrum Palottis
JU	Delémont	Atelier de formation pratique	CEJEF Division artisanale

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
JU	Delémont	Cycle de transition: option préapprentissage	CEJEF Division artisanale
JU	Delémont	Cycle de transition: option projet professionnel (réussite)	CEJEF Division artisanale
JU	Delémont	Cycle de transition: option orientation	CEJEF Division santé-social-arts
JU	Delémont	12ème année linguistique	Service de l'Enseignement, échanges linguistiques
LU	Luzern	Kombinierte Brückenangebote	Zentrum für Brückenangebote LU
LU	Luzern	Schulische Brückenangebote	Zentrum für Brückenangebote LU
NE	Neuchâtel	Classe P-OIA	CPLN – École des arts et métiers
NE	Neuchâtel	Voie intégration	CPLN – École des arts et métiers
NE	Neuchâtel	Voie orientation	CPLN – École des arts et métiers
NE	La Chaux-de-Fonds	Raccordement	Ecole du secteur tertiaire (ESTER)
NE	La Chaux-de-Fonds	Voie intégration	Ecole du secteur tertiaire (ESTER)
NE	La Chaux-de-Fonds	Voie orientation	Ecole du secteur tertiaire (ESTER)
NE	Neuchâtel	Raccordement	Lycée Jean Piaget, école supérieure de commerce
NW	Stans	Kombiniertes Brückenangebot (KBA)	Berufsfachschule NW
NW	Stans	Schulisches Brückenangebot (SBA)	Berufsfachschule NW
OW	Sarnen	Kombiniertes Brückenangebot (KBA)	Berufs- und Weiterbildungszentrum OW
OW	Sarnen	Schulisches Brückenangebot (SBA)	Berufs- und Weiterbildungszentrum OW
SG	Rapperswil	Vorlehre BWZ Rapperswil-Jona	BWZ Rapperswil
SG	Lichtensteig	Berufsvorbereitungsjahr BWZ Toggenburg	BWZ Toggenburg
SG	Lichtensteig	Vorlehre BWZ Toggenburg	BWZ Toggenburg
SG	Buchs	Berufsvorbereitungsjahr bzb Buchs	BZB Buchs
SG	Buchs	Vorlehre bzb Buchs	BZB Buchs
SG	St. Gallen	Berufsvorbereitungsjahr GBS St. Gallen	GBS St. Gallen
SG	St. Gallen	Gestalterischer Vorkurs GBS St. Gallen	GBS St. Gallen
SG	St. Gallen	Vorlehre GBS St. Gallen	GBS St. Gallen
SH	Neuhausen	Berufsvorbereitungsjahr Arbeitbegleitendes Modell	BBZ Schaffhausen
SH	Neuhausen	Berufsvorbereitungsjahr Vollzeitmodell	BBZ Schaffhausen
SH	Neuhausen	Vorlehre	BBZ Schaffhausen
SH	Lohn	Grundkurs für Gestaltung	Lindenforum
SO	Olten	Berufsvorbereitungsjahr BVJ	GIBS Olten
SO	Olten	Hauswirtschaftsjahr	GIBS Olten
SO	Olten	Vorlehre	GIBS Olten
SO	Riedholz	Startpunkt Wallierhof	Solothurnischer Bauernverband SOBV
SZ	Goldau	Schulisches Brückenangebot	Berufsbildungszentrum Goldau
SZ	Pfäffikon	Kombiniertes Brückenangebot	Berufsbildungszentrum Pfäffikon
SZ	Pfäffikon	Schulisches Brückenangebot	Berufsbildungszentrum Pfäffikon

Transition I – Etat des lieux des solutions transitoires

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
TG	Kreuzlingen	BA-A	Bildungszentrum für Bau und Mode Kreuzlingen
TG	Kreuzlingen	BA-P	Bildungszentrum für Bau und Mode Kreuzlingen
TG	Frauenfeld	BA-A	Bildungszentrum für Technik Frauenfeld
TG	Frauenfeld	BA-P	Bildungszentrum für Technik Frauenfeld
TG	Weinfelden	BA-P (Hauswirtschaft)	Gewerbliches Bildungszentrum Weinfelden
TG	Romanshorn	BA-A	SBW Haus des Lernens
TG	Romanshorn	BA-P	SBW Haus des Lernens
TI	Lugano	Pretirocino di orientamento	DECS, Sede scolastica sottoceneri
TI	Gordola	Pretirocino di orientamento	Società Svizzera Impresari Costruttori
UR	Altdorf	BVS Schulisches Brückenangebot	Berufs- und Weiterbildungszentrum Uri
UR	Altdorf	KBA kombiniertes Brückenangebot	Berufs- und Weiterbildungszentrum Uri
VD	Clarens	Préapprentissage	Centre de compétences des professions de l'alimentation et de la restauration
VD	Vevey	Préapprentissage (Vorlehre)	Centre d'enseignement professionnel de Vevey
VD	Lausanne	Préformation: Ateliers d'orientation professionnelle	Centre d'orientation et de formation professionnelles
VD	Lausanne	Préformation: CHARTEM	Centre d'orientation et de formation professionnelles
VD	Yverdon	Préapprentissage (Vorlehre)	Centre professionnel du Nord vaudois
VD	Aigle	Préapprentissage	École professionnelle du Chablais
VD	Lausanne	Préapprentissage (Vorlehre)	ERACOM
VD	Lausanne	Préapprentissage (Vorlehre)	ETML
VD	Aigle	OPTI SAS	OPTI Aigle
VD	Aigle	OPTI Secteurs	OPTI Aigle
VD	Lausanne	OPTI SAS	OPTI Centre (Lausanne & Bussigny)
VD	Lausanne	OPTI Secteurs	OPTI Centre (Lausanne & Bussigny)
VD	Morges	OPTI SAS	OPTI Morges
VD	Morges	OPTI Secteurs	OPTI Morges
VD	Payerne	OPTI SAS	OPTI Payerne
VD	Payerne	OPTI Secteurs	OPTI Payerne
VD	Vevey	OPTI Secteurs	OPTI Vevey
VD	Yverdon	OPTI SAS	OPTI Yverdon
VD	Yverdon	OPTI Secteurs	OPTI Yverdon
VS	Sion	10 Schuljahr immersion, 10ième année scolaire	Büro für Sprachaustausch
VS	St Maurice	l'école préprofessionnelle	Collège de la Tuilerie
VS	Monthey	Classes de préapprentissage	Cycle d'Orientation de Monthey
VS	Sierre	Classes de préapprentissage	Cycle d'Orientation des Liddes
VS	Collombey-Muraz	Classes de préapprentissage	Cycle d'Orientation des Perraires
VS	Sion	Classes de préapprentissage	Institut Don Bosco
VS	Sion	Classes de préapprentissage	Cycle d'Orientation régional des Collines de Sion

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
VS	Martigny	Classes de préapprentissage	Cycle d'Orientation Sainte-Jeanne-Antide
VS	Sion	l'école préprofessionnelle	École de commerce, de culture générale et préprofessionnelle de St Guérin
VS	Vouvry	Classes de préapprentissage	écoles du haut-lac
VS	Brig	Schule für Berufsvorbereitung	Oberwalliser Mittelschule St. Ursula Brig
VS	Brig-Glis	Vorlehrrklassen (classes préapprentis-sages)	Orientierungsschule Brig-Glis
VS	Visp	Vorlehrrklassen (classes préapprentis-sages)	Orientierungsschule Visp
ZG	Zug	K-B-A kombiniertes Brückenangebot	K-B-A
ZG	Zug	S-B-A	S-B-A
ZH	Zürich	Vorlehre	Berufsfachschule für Detailhandel Zürich
ZH	Winterthur	Vorlehre	Berufsfachschule Winterthur
ZH	Zürich	Vorlehre	Berufsschule Mode und Gestaltung
ZH	Wetzikon	Betriebliches BVJ	Berufswahl- und Weiterbildungsschule Zürcher Oberland
ZH	Wetzikon	BVJ Berufsfeld	Berufswahl- und Weiterbildungsschule Zürcher Oberland
ZH	Wetzikon	BVJ Berufswahl A	Berufswahl- und Weiterbildungsschule Zürcher Oberland
ZH	Wetzikon	BVJ Berufswahl B	Berufswahl- und Weiterbildungsschule Zürcher Oberland
ZH	Horgen	Berufseinstiegsjahr (Betriebliches BVJ)	Berufswahlschule Bezirk Horgen
ZH	Horgen	BVJ Berufswahl A	Berufswahlschule Bezirk Horgen
ZH	Horgen	BVJ Berufswahl B	Berufswahlschule Bezirk Horgen
ZH	Bülach	BVJ Berufsfeld	Berufswahlschule Bülach
ZH	Bülach	BVJ Berufswahl A	Berufswahlschule Bülach
ZH	Bülach	BVJ Berufswahl B	Berufswahlschule Bülach
ZH	Effretikon	BVJ Berufswahl A	Berufswahlschule Effretikon
ZH	Effretikon	BVJ Berufswahl B	Berufswahlschule Effretikon
ZH	Kloten	BVJ Berufsfeld	Berufswahlschule Kloten
ZH	Kloten	BVJ Berufswahl A	Berufswahlschule Kloten
ZH	Kloten	BVJ Berufswahl B	Berufswahlschule Kloten
ZH	Dietikon	Betriebliches BVJ	Berufswahlschule Limmattal
ZH	Dietikon	BVJ Berufswahl A	Berufswahlschule Limmattal
ZH	Dietikon	BVJ Berufswahl B	Berufswahlschule Limmattal
ZH	Uster	Betriebliches BVJ	Berufswahlschule Uster
ZH	Uster	BVJ Berufsfeld	Berufswahlschule Uster
ZH	Uster	BVJ Berufswahl A	Berufswahlschule Uster
ZH	Uster	BVJ Berufswahl B	Berufswahlschule Uster
ZH	Winterthur	BVJ Berufswahl B	Berufswahlschule Winterthur
ZH	Zürich	Betriebliches BVJ	Fachschule Viventa Zürich
ZH	Zürich	BVJ Berufsfeld	Fachschule Viventa Zürich
ZH	Zürich	BVJ Berufswahl A	Fachschule Viventa Zürich

Transition I – Etat des lieux des solutions transitoires

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
ZH	Zürich	BVJ Berufswahl B	Fachschule Viventa Zürich
ZH	Winterthur	BVJ Berufsfeld	Hauswirtschaftliche Fortbildungsschule
ZH	Winterthur	BVJ Berufswahl A	Hauswirtschaftliche Fortbildungsschule
ZH	Winterthur	Vorlehre	Hauswirtschaftliche Fortbildungsschule
ZH	Küsnacht	Berufsfeld Gestaltung	Tempus am See
ZH	Küsnacht	Betriebliches BVJ	Tempus am See
ZH	Küsnacht	BVJ Berufswahl A	Tempus am See
ZH	Küsnacht	BVJ Berufswahl B	Tempus am See
ZH	Winterthur	BVJ Berufsfeld	Werkjahrsschule Winterthur
ZH	Winterthur	BVJ Berufswahl A	Werkjahrsschule Winterthur
ZH	Winterthur	Vorlehre	Werkjahrsschule Winterthur
SG	Sargans	Sarganserländer Sozialjahr (in andere Angebote integriert per 2013/14)	BZSL Sargans
SG	Sargans	Berufsvorbereitungsjahr BZSL (in andere Angebote integriert per 2013/14)	BZSL Sargans
SG	Rheineck	Hauswirtschaftsjahr (in andere Angebote integriert per 2013/14)	BZGS St. Gallen
SG	Will	Hauswirtschaftsjahr (in andere Angebote integriert per 2013/14)	BZW Wil
BL	Muttenz	Kaufmännische Vorbereitungsschule	kvBL
VD	Morges	Préapprentissage	Centre d'Enseignement Professionnel de Morges
VD	Lausanne	Préapprentissage	Ecole professionnelle Lausanne
SO	div. Schulen	10. öffentliches Schuljahr	Schulgemeinden div. Schulen
ZH	Zürich	Vorlehre	Berufsschule für Gestaltung

A3.2 Offres transitoires Intégration

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
AG	Aarau	Integrationsprogramm	ksb Kantonale Schule für Berufsbildung Aargau
BE	Bern	Berufsvorbereitungsjahr BSI	Berufs-, Fach- und Fortbildungsschule BFF BERN
BE	Biel/Bienne	Berufsvorbereitungsjahr BSI/année préparatoire scolaire intégration	Berufsbildungszentrum Biel
BE	Burgdorf	Berufsvorbereitungsjahr BSI	Berufsfachschule Emmental
BE	Interlaken	Berufsvorbereitungsjahr BSI	Bildungszentrum Interlaken
BE	Spiez	Berufsvorbereitungsjahr BSI	Schlossbergschule
BS	Basel	Integrations- und Berufswahlklassen (IBK)	Zentrum für Brückenangebote Basel
BS	Basel	Intensiv-Integrationskurse (IIK)	Zentrum für Brückenangebote Basel
BS	Basel	Log in	Zentrum für Brückenangebote Basel
FR	Fribourg	Integrationskurs / Cours d'intégration	Gewerbliche und industrielle Berufsfachschule (GIBS)
GE	Châtelaine	Classes d'accueil	Service de l'accueil du post-obligatoire (ACPO)
GE	Châtelaine	accueil scolaire	Service de l'accueil du post-obligatoire (ACPO)
GE	Châtelaine	Classe d'insertion scolaire	Service de l'accueil du post-obligatoire (ACPO)
GE	Genève	Classe d'insertion professionnelle	Service de l'accueil du post-obligatoire (ACPO)
GL	Ziegelbrücke	GBA – Integration	Glerner Brückenangebote GBA
GR	Schiers	Brückenangebot Sprache + Integration	Verein Bildungszentrum Palottis
JU	Porrentruy	Classe d'accueil et de transition	Collège Stockmar
LU	Luzern	Integrations-Brückenangebote	Zentrum für Brückenangebote LU
LU	Luzern	Sprache und Jobtraining	Caritas
LU	Luzern	Sprache und Arbeit	Stiftung Speranza
NE	Neuchâtel	Classes Jeunes en Transition	CPLN – École des arts et métiers
NE	La Chaux-de-Fonds	Classes Jeunes en Transition	Ecole du secteur tertiaire
NW	Stans	Integratives Brückenangebot (IBA)	Berufsfachschule NW
SG	Rapperswil	Integrationskurs BWZ Rapperswil-Jona	BWZ Rapperswil
SG	St. Gallen	Integration f Fremdsprachige GBS St. Gallen	GBS St. Gallen
SH	Neuhausen	Integrationskurs	BBZ Schaffhausen
SO	Olten	Integrationsjahr	GIBS Olten
SO	Solothurn	Integrationsjahr	GIBS Solothurn
SZ	Pfäffikon	Integratives Brückenangebot (IBA)	Berufsbildungszentrum Pfäffikon
TI	Cugnasco	Pre tirocinio di integrazione	Centro Professionale e Sociale
TI	Canobbio	Pre tirocinio di integrazione	Centro Professionale Trevano
VD	Lausanne	OPTI Accueil	OPTI Centre (Lausanne & Bussigny)
VS	Visp	Integrationsklasse	Berufsfachschule Oberwallis
VS	Martigny	Classe d'accueil – CASPO	Ecole professionnelle de Martigny
ZG	Zug	I-B-A Integrations-Brücken-Angebot	I-B-A
ZH	Wetzikon	BVJ Sprache und Kultur	Berufswahl- und WBildungsschule Zürcher Oberland

Transition I – Etat des lieux des solutions transitoires

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
ZH	Bülach	BVJ Sprache und Kultur	Berufswahlschule Bülach
ZH	Dietikon	BVJ Sprache und Kultur	Berufswahlschule Limmattal
ZH	Uster	BVJ Sprache und Kultur	Berufswahlschule Uster
ZH	Zürich	BVJ Sprache und Kultur	Fachschule Viventa Zürich
ZH	Winterthur	BVJ Sprache und Kultur	Hauswirtschaftliche Fortbildungsschule
ZH	Küsnacht	BVJ Sprache und Kultur	Tempus am See
ZH	Zürich	Integrationsklasse	Fachschule Viventa Zürich

A3.3 Classes préprofessionnelles/offres transitoires dans le domaine de la pédagogie spécialisée

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
AG	Aarau	Berufswahlschule	zeka zentren körperbehinderte aargau
AG	Unterentfelden	Brückenjahr	Landenhof
AG	Aarburg	Berufsvorbereitungsklasse	Kantonales Jugendheim Aarburg
AG	Windisch	regionale Werkstufe	Heilpädagogische Schule Windisch
AG	Birr	Berufsvorbereitungsklasse	Berufsbildungsheim Neuhof
BE	Burgdorf	Berufsreifungsjahr	Schulheim Lerchenbühl
GR	Trun	Berufliche Vorbereitung	Casa Depuoz
GR	Chur	Berufsintegrationsklasse	Schulheim Chur
GR	Rothenbrunnen	Berufswahl- und Werkklasse	Zentrum für Sonderpädagogik Giuvaulta
LU	Luzern	Berufsfindungsjahr (BWJ)	die rodtegg
LU	Nebikon	Nachobligatorisches 10. Schuljahr / Berufsfindungsjahr	Villa Erica
SG	Neu St. Johann	Berufsfindungsklasse	Heilpädagogisches Zentrum Johanneum
SG	Rorschach	Berufsfindungsklasse	HPV Rorschach
ZG	Baar	Aufbau- und Brückenjahr (ABJ)	Heilpädagogisches Schul- und Beratungszentrum Sonnenberg
ZH	Dielsdorf	Berufswahlvorbereitung	Vivendra
ZH	Hausen a. Albis	Berufsfindungsklasse	Stiftung Albisbrunn
ZH	Russikon	Berufsvorbereitungsklasse	Stiftung Buechweid
ZH	Uster	Berufsfindungsklasse	HPS Uster
ZH	Wetzikon	Berufsfindungsklasse	HPS Wetzikon
ZH	Winkel	Werkstufe Kloten	HPS Bülach
ZH	Winterthur-Seen	Werkstufe	HPS Winterthur, Michaelschule
ZH	Wädenswil	Berufsfindungsjahr	Bühl Wädenswil
ZH	Zürich	Brückenangebote	HPS Zürich, Schulhaus Gutsstrasse
ZH	Zürich	OSSL 15 plus	Oberstufenschule Lengg
ZH	Zürich	Werkstufe	Rafaelschule Zürich
ZH	Zürich	Abschlussklasse	Etz Chaim Zürich
ZH	Humlikon	Werkklasse	HPS Humlikon
ZH	Zürich	Orientierungsklasse	SKB
ZH	Wetzikon	WSW	WSW Werkstattschule Wetzikon
AR	Bühler	Oberstufenschule Kohli	Verein tipiti
BL	Münchenstein	Berufs- und Beschäftigungsvorbereitungsjahr	Therapie Schulzentrum Münchenstein
BS	Basel	10. Schuljahr	Christopherus Schule Basel
OW	Sachselen	Berufsfindungsklasse	Stiftung Rütimattli
SO	Solothurn	BASA (Brückenangebot Sonderschule- Arbeitswelt)	HPS Solothurn

Transition I – Etat des lieux des solutions transitoires

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
SO	Solothurn	Orientierungsstufe	Schul- /Therapiezentrum für körper- und sinnesbehinderte Kinder
SO	Gempen	Werkschule	Sonnhalde Gempen
SZ	Ibach	Anschlussstufe	Heilpädagogisches Zentrum Innerschwyz
SZ	Freienbach	Anschlussstufe	Heilpädagogisches Zentrum Ausserschwyz
TG	Lengwil	Werkstufe / Berufsvorbereitung	Ekkarthof
TG	Sirnach	Berufsvorbereitungsklasse	Förderschule Fischingen
TG	Romanshorn	Berufsvorbereitungsklasse	Heilpädagogisches Zentrum Romanshorn
TG	Kreuzlingen	Berufswahlvorbereitung (10. Schuljahr)	Haus zum Kehlhof
TG	Kefikon	Berufswahljahr (10. Schuljahr)	Schule Schloss Kefikon
FR	Fribourg	Berufsvorbereitungsklasse	Stiftung Les Buissonnets
FR	Villars-sur-Glâne	classe terminale (pré-professionnelle)	Institut St-Joseph
FR	Villars-sur-Glâne	Classe de préformation professionnelle	Centre scolaire de Villars-Vert
NE	Boudevilliers	Préformation COPS (CO professionnelle et sociale)	Centre pédagogique de Malvilliers
NE	La Chaux-de-Fonds	année d'orientation / année préparatoire	Centre régional d'apprentissages spécialisés
VD	Lausanne	centres de formation transition école métier	Fondation de Verdeil
VD	Lavigny	la préformation	Institution de Lavigny, école la passerelle
VS	Champlan	Centre de préapprentissage et de préformation	Institut Saint-Raphaël
VS	Leuk	Berufswahlschule Leuk	Kinderdorf St. Antonius
VS	Leuk	Sonderschulabschlussklasse	Kinderdorf St. Antonius
GL	Oberurnen	16plus	Heilpädagogisches Zentrum Glarnerland
BE	Steffisburg	Berufsreifungsjahr	sunneschyn Steffisburg
BE	Biel	Berufsvorbereitungsjahr	HPT Biel
BE	Bolligen	Werkklasse	Christopherus Schule
BE	Frutigen	Berufsreifungsjahr	Kinderheimat Tabor
BE	Belp	10. Schuljahr Berufsreifungsjahr	Sonnegg
BE	Münchenbuchsee	WWS	Stiftung Sonderschulheim Mätteli
BE	Wabern	10. Schuljahr Berufsreifungsjahr	Sprachheilschule Wabern
SO	Kriegstetten	Nachobligatorischer Unterricht im Rahmen der Oberstufenklasse	Zentrum für Sonderpädagogik Kriegstetten
SO	Grenchen	Individuelle Zwischenlösung	Sonderpädagogisches Zentrum Bachtelen
AG	Zofingen	Werkstufe	Heilpädagogische Schule Zofingen
AG	Rheinfelden	Werkstufe	Heilpädagogische Schule Rheinfelden
AG	Bremgarten	Werkstufe	Heilpädagogische Schule Bremgarten
AG	Wettingen	Werkstufe	Heilpädagogische Schule Wettingen
AG	Lenzburg	Werkstufe	Heilpädagogische Schule Lenzburg
ZH	Zürich	Vorlehre	Berufsschule für Hörgeschädigte

A3.4 Semestre de motivation (SEMO) Etat au 11.5.2015

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
ZH	Dübendorf	ABC-Berufswelt	Stiftung Arbeitsgestaltung
ZH	Dübendorf	YouWork	Stiftung Arbeitsgestaltung
ZH	Horgen	Motivationssemester go!	Zweckverband Soziales Netz Bezirk Horgen
ZH	Schlieren	BIP Betreuung	proBIP
ZH	Schlieren	BIP Handwerk	proBIP
ZH	Schlieren	BIP Verkauf	proBIP
ZH	Wallisellen	AOZ Next Level EP	AOZ
ZH	Wallisellen	AOZ Next Level GP	AOZ
ZH	Winterthur	CHECK-IN SRK	Schweizerisches Rotes Kreuz Kanton Zürich
ZH	Winterthur	Transit Gastro	Arbeitsintegration Winterthur
ZH	Winterthur	Transit Gastro Praktika	Arbeitsintegration Winterthur
ZH	Winterthur	Transit Handwerk	Arbeitsintegration Winterthur
ZH	Winterthur	Transit Handwerk Praktika	Arbeitsintegration Winterthur
ZH	Winterthur	Transit Verkauf + Textil	Arbeitsintegration Winterthur
ZH	Winterthur	Transit Verkauf Praktika	Arbeitsintegration Winterthur
ZH	Zürich	access.kreativ & dialog	Verein Access bridge to work
ZH	Zürich	access.maler & facility	Verein Access bridge to work
ZH	Zürich	BIPTech	Berufswahlschule Limmattal
ZH	Zürich	Impulsis Detailhandel	Verein Impulsis
ZH	Zürich	Impulsis HandWerk	Verein Impulsis
ZH	Zürich	Impulsis Hotel Marta (EP)	Verein Impulsis
ZH	Zürich	Impulsis Hotel Marta (GP)	Verein Impulsis
ZH	Zürich	Impulsis KV und Logistik	Verein Impulsis
ZH	Zürich	Impulsis Technik und Handwerk	Verein Impulsis
ZH	Zürich	JOB PLUS Detailhandel	Laufbahnenzentrum der Stadt Zürich
ZH	Zürich	JOB PLUS KV&Logistik	Laufbahnenzentrum der Stadt Zürich
ZH	Zürich	JOB PLUS Technik	Laufbahnenzentrum der Stadt Zürich
ZH	Zürich	Motivationssemester SEB Profil Gastronomie	Soziale Einrichtungen und Betriebe Stadt Zürich
ZH	Zürich	Motivationssemester SEB Profil Gewerbe	Soziale Einrichtungen und Betriebe Stadt Zürich
ZH	Zürich	Motivationssemester SEB Profil Handwerk	Soziale Einrichtungen und Betriebe Stadt Zürich
ZH	Zürich	Motivationssemester SEB Profil Spice	Soziale Einrichtungen und Betriebe Stadt Zürich
ZH	Zürich	Plan B	Schweizerisches Arbeiterhilfswerk Zürich
ZH	Zürich	Prospectiva Junior	Soziale Unternehmungen Zürich SUZ
BE	Bern	[to do]	Sozialamt der Stadt Bern / Kompetenzzentrum Arbeit
BE	Biel	move Seeland & Jura bernois	Fondation gad Stiftung

Transition I – Etat des lieux des solutions transitoires

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
BE	Burgdorf	HEKS KICK	Stiftung HEKS
BE	Thun	move Berner Oberland	Fondation gad Stiftung
LU	Luzern	Careplus	Schweizerisches Rotes Kreuz Kanton Luzern
LU	Luzern	Jobhouse	Dreipunkt GmbH Luzern
UR	s. SZ	Kompass	Amt für Arbeit Schwyz
SZ	Goldau	Kompass	Amt für Arbeit Schwyz
OW	s. SZ	Kompass	Amt für Arbeit Schwyz
NW	s. SZ	Kompass	Amt für Arbeit Schwyz
ZG	Baar	Einstieg in die Berufswelt	Verein für Arbeitsmarktmassnahmen Zug (VAM)
SO	Solothurn	Step4 Kompetenzzentrum Berufsausbildung	Verein Step4 Kompetenzzentrum Berufsausbildung
BS	Basel	InTeam	Verein InTeam
BS	Basel	Interkulturelles Foyer Bildung und Beruf	Verein FoyersBasel
BS	Basel	Job Training	Stiftung Job Training
BS	Basel	lotse bildung+arbeit/coaching	Stiftung LOTSE
BS	Basel	Tischlein deck dich	Verein Tischlein deck dich
SH*	Schaffhausen	READY4BUSINESS	SBAW Schule für berufliche und allgemeine Weiterbildung
AR	s. SG	fit4job	VSF Kanton SG, Swissmechanic / Gastro St. Gallen
AR	s. SG	rheinspringen bridges	rheinspringen
AI	s. SG	fit4job	VSF Kanton SG, Swissmechanic / Gastro St. Gallen
AI	s. SG	rheinspringen bridges	rheinspringen
SG	Heiden	fit4job	VSF Kanton SG, Swissmechanic / Gastro St. Gallen
SG	St. Gallen	rheinspringen bridges	rheinspringen
GR	Chur	Funtauna	KIGA, Abteilung AMM
AG	Aarau	die Autonauten	verein social input
AG	Aarau	level5	TRINAMO AG
AG	Aarau	The Beautyfairies	verein social input
AG	Baden	Second Chance	libs
AG	Lenzburg	ModulPlus	verein ipsylon
AG	Muhen	Wendepunkt «Reload»	Stiftung Wendepunkt
AG	Turgi	Starthilfe	Verein Lernwerk
TG	Weinfelden	basis-job	Stiftung Zukunft Thurgau
FR	Fribourg	Fondation Intervalle Fribourg	Fondation Intervalle
FR	Grolley	PREFO	PREFO Centre de préformation professionnelle
FR	Fribourg	SEMO REPER	Association REPER
VD	Bex	Plate-forme Jeunesse	Association Plate-forme Jeunesse
VD	Nyon	Pro-Jet	Association Pro-Jet
VD	Payeme	SEMO Broye	Fondation Cherpillod

Ct.	Lieu	Désignation	Organe responsable
VD	Renens	Mobilier	Association Mobilier
VD	Vevey	SEMO Riviera	OSEO Vaud
VD	Yverdon-les-Bains	SEMO Nord	Association SeMoY
VS	Brig	Jugendsemester Oberwallis (JUSEMO)	OPRA
VS	Martigny	SEMO Martigny	Tremp'l'Interim
VS	Monthey	SEMO CRTO	Centre régional travail orientation
VS	Sion	SEMO OSEO	OSEO Valais
NE	La Chaux-de-Fonds	RAISO	Direction de la formation du Service de l'emploi
NE	Neuchâtel	Mode d'Emploi	Service de la jeunesse et de l'intégration de la ville de Neuchâtel
GE	Acacias	SEMO CRG	Croix-Rouge genevoise
GE	Carouge	SEMO OSEO	OSEO Genève
TI	Bellinzona	Semestre di motivazione	Ufficio delle Misure Attive / Divisione della formazione professionale
TI	Camorino	Bilancio giovani	Ufficio delle Misure Attive / Labor Transfer SA
JU	Bassecourt	SEMO	EFEJ Espace Formation. Emploi Jura, Secteur Jeunes

A4 Sélection de statistiques de cantons et d'organes responsables

A4.1 Débouchés après l'école obligatoire

Kanton Basel Stadt

(Zentrum für Brückenangebote)

Schulabgänger

	Gymnasium	andere weiterführende Schule	Brückenangebot / 12. Schuljahr	Lehre / Praktikum	andere Lösungen	Zur Zeit keine Lösung in Sicht
2006/07	35.20%	13.60%	34.50%	11.90%	4.20%	0.70%
2007/08	36.10%	12.80%	33.60%	13.60%	3.30%	0.50%
2008/09	37.60%	12.50%	34.80%	11.10%	3.90%	0.20%
2009/10	38.00%	12.90%	31.10%	13.10%	4.30%	0.70%
2010/11	39.50%	11.90%	30.00%	13.90%	4.10%	0.70%
2011/12	40.80%	10.20%	31.90%	11.80%	4.90%	0.40%

Quelle: Jahresberichte 2006/07 – 2011/12.

Kanton Thurgau

Schul- und Berufswahl im Jahresvergleich

	Jahr												Gesamt: absolut	Gesamt: in %
	2009		2010		2011		2012		2013		2014			
Anschlusslösungen	absolut	in %	absolut	in %	absolut	in %	absolut	in %	absolut	in %	absolut	in %		
Anderes	44	1%	26	1%	10	0%	14	0%	17	1%	24	0.80%	135	1%
Berufliche Ausbildung	2162	66%	2109	65%	2134	67%	2101	69%	2111	72%	2041	68.90%	12658	68%
Mittelschule	310	9%	293	9%	356	11%	306	10%	301	10%	339	11.53%	1905	10%
Noch ohne Anschlusslösung	151	5%	202	6%	148	5%	115	4%	93	3%	59	1.97%	768	4%
Schul. und prakt. Brückenangebote	616	19%	602	19%	553	17%	506	17%	425	14%	497	16.79%	3199	17%
Gesamtergebnis	3283	100%	3232	100%	3201	100%	3042	100%	2947	100%	2960	100.00%	18665	100%

© Bildungsstatistik Kanton Thurgau

Letzte Aktualisierung 14.7.2014

A4.2 Effectifs

Lernende der Brückenangebote

Kanton Zug, 2009-2014

Angebot	Angebotsjahr				
	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14
Total Lernende	180	181	208	197	189
Schulisches Brücken-Angebot (S-B-A)	67	61	76	68	55
Kombiniertes Brücken-Angebot (K-B-A)	54	62	62	60	60
Integrations-Brücken-Angebot (I-B-A)	59	58	70	69	74

Quelle: Kanton Zug, Amt für Brückenangebote

Kanton Basel-Landschaft: Belegung der Brückenangebote 2009/10 – 2012/13

	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14
SBA Basis	101	119	121	102	103
SBA Plus	113	107	116	107	82
VL BL	57	59	42	38	37
VL aprentas	9	6	4	4	3
Vorlehren	79	84	54	59	59
KVS	116	104	77	74	73
Vorkurse	68	57	59	62	66
Total	543	536	473	446	423

Quelle: BKS 2014, S. 13: Belegung der Brückenangebote.

Veränderung zum Vorjahr (eigene Berechnungen)		- 1.3 %	- 11.8 %	- 5.7 %	- 5.2 %
---	--	---------	----------	---------	---------

A4.3 Débouchés après une formation transitoire

Kanton Zug

Anschlusslösungen der Lernenden der Brückenangebote

Kanton Zug, 2009-2013

Anschlusslösungen	Angebotsjahr				
	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2012/13 (%)
Total Lernende	139	154	166	164	100.0
Berufsausbildung mit EFZ (ohne BM)	78	85	88	86	52.4
Berufsausbildung mit EBA (inkl. Anlehre)	15	12	22	21	12.8
Allgemeinbildende Schulen (z.B. FMS, WMS...) und Berufsmatura	11	14	17	15	9.1
Arbeit oder Praktikum	7	9	14	19	11.6
Brückenangebote (für I-B-A)	8	5	9	5	3.0
Andere Zwischenlösungen (z.B. EiB)	8	18	6	6	3.7
Lernende an die Oberstufe	0	2	2	6	3.7
keine Anschlusslösung	12	9	8	6	3.7

Anmerkung: Die Zahl der Lernenden in dieser Aufstellung ist nicht identisch mit dem Total der Lernenden der Brückenangebote, weil die Lernenden des I-B-A in der Regel ein Aufbaujahr besuchen und hier nicht enthalten sind.

Quelle: Kanton Zug, Amt für Brückenangebote, Abfrage 5.9.2014

Kanton Aargau: Kantonale Schule für Berufsbildung (KSB) 2010 – 2013

		2010	%	2011	%	2012	%	2013	%
Anschlusslösung	Allgemeinbildende Schule	1'360	20.4	1'381	21.1	1'451	21.8	1'447	21.6
	Berufl. Grundbildung: Vollzeitschule	164	2.5	161	2.5	184	2.8	186	2.8
	Berufl. Grundbildung: dual	3'664	55.0	3'657	56.0	3'679	55.3	3'712	55.5
Zwischenlösung	Brückenangebot/SEMO	765	11.5	795	12.2	791	11.9	802	12.0
	Sprachaufenthalt	100	1.5	94	1.4	78	1.2	89	1.3
	Praktikum/Erwerbsarbeit	228	3.4	180	2.8	197	3.0	192	2.9
Ohne Anschlusslösung		129	1.9	119	1.8	94	1.4	91	1.4
Repetition 9. Schuljahr		249	3.7	143	2.2	182	2.7	169	2.5
TeilnehmerInnen total		6'656	100.0	6'530	100.0	6'656	100.0	6'688	100.0

Quelle: Statistik Aargau und Departement Bildung Kultur und Sport. STEP I 2011 – 2013.

Kanton Schwyz

In den Rechenschaftsberichten des Kantons Schwyz (2011, 2012 und 2013) werden global Erfolgsquoten zwischen **86.8 % und 100 %** Anschlusslösungen ausgewiesen. Dazu gehören neben den Eintritt in eine berufliche Grundbildung auch Übertritte in eine Erwerbsarbeit. Die Standard-Vorgabe ist bei allen Profilen der Brückenangebote 85 %.

Kanton Basel Stadt

Quelle: Jahresberichte der Schule bzw. des Zentrums für Brückenangebote 2011/12 und 2012/13

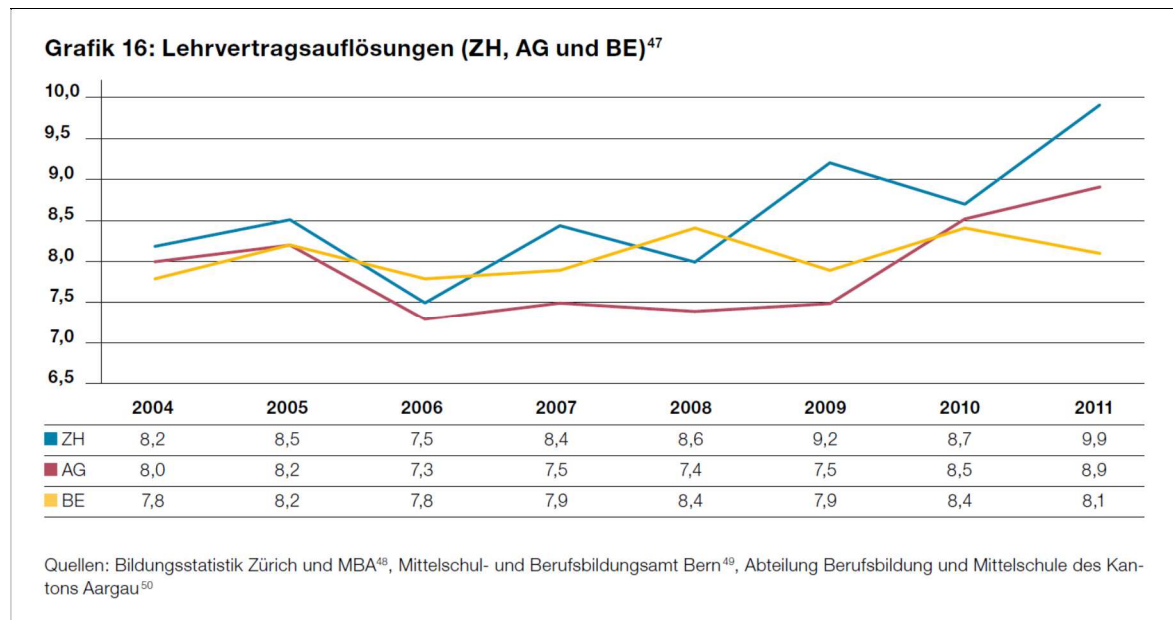
Anschlusslösung	2011/12	2012/13
Berufliche Grundbildung, Praktikum	57 %	56 %
Brückenangebot	13 %	21 %
2. Jahr IBK	7 %	12 %
Weiterführende Schule	7 %	3 %
Andere Lösung, Arbeitsstelle	7 %	5 %
Keine Lösung	9 %	3 %
Total TeilnehmerInnen	736	760

Anmerkung: Ca. 80 % der TeilnehmerInnen haben Wohnsitz im Kanton Basel Stadt.

A5 Autres données

A5.1 Résiliation de contrats d'apprentissage (cantons de ZH, AG et BE)

Aus: Mittelschul- und Berufsbildungsamt des Kantons Zürich 2013: 32f.



Quellen:

Bildungsstatistik Zürich und MBA, Mittelschul- und Berufsbildungsamt Bern, Abt. Berufsbildung und Mittelschule des Kantons Aargau.

Mit der so genannten «prospektiven Auflösungsquote» wird angegeben, wie viele Prozente der Lernenden eines Jahrgangs den Lehrvertrag irgendwann während der Ausbildungszeit auflösen. Sie lag im Kanton Bern bei gut 20 % (Untersuchungen des LEVA-Projekts). Es ist anzunehmen, dass auch im Kanton Zürich ungefähr jeder fünfte Lehrvertrag vorzeitig aufgelöst wird.

Die meisten Lehrverträge werden vor Lehrbeginn oder im ersten Lehrjahr aufgelöst. 2011 waren es deutlich mehr als die Hälfte (57,8 %). Im zweiten Lehrjahr waren es noch 27,3 %, im dritten 12,6 % und im vierten 2,3 %. Diese Quote variiert stark zwischen den verschiedenen Berufen. Berufe mit tieferen Anforderungen haben höhere Auflösungsquoten.

Die Mehrheit der Lernenden setzt nach einer Lehrvertragsauflösung die Ausbildung fort: 60,8 % nehmen im Verlauf von rund drei Jahren wieder eine zwei-, drei- oder vierjährige berufliche Grundbildung auf. Rund die Hälfte macht diesen Schritt in den ersten zwei Monaten (30,2 %). Nach einem Jahr sind es 45 %, zwei Jahre danach gut 55 %. Wer bis dann keine neue Ausbildung begonnen hat, wird dies mit grosser Wahrscheinlichkeit auch nicht mehr tun.⁵²

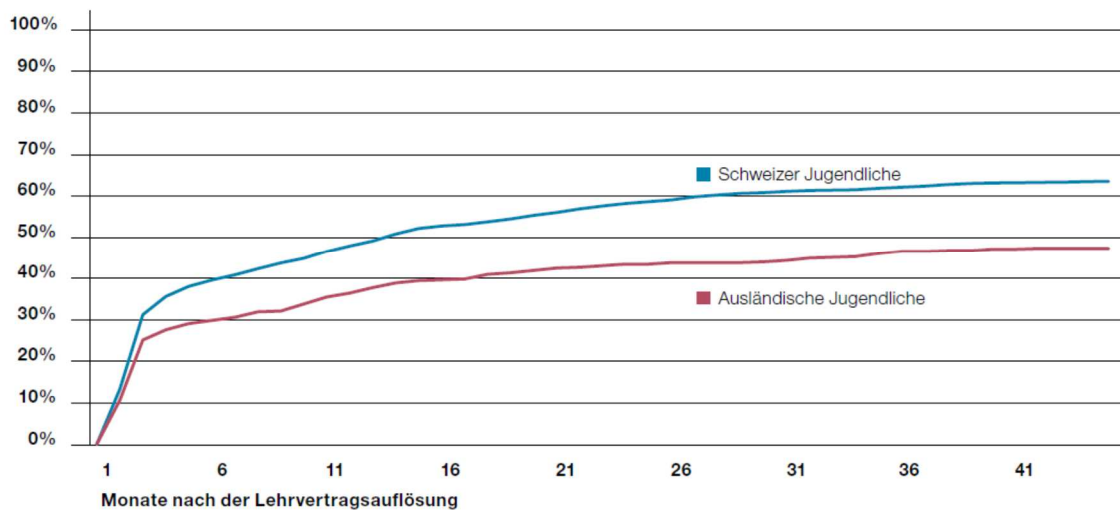
Im Kanton Bern waren nach drei Jahren 75 % der Jugendlichen wieder in eine Ausbildung eingestiegen. Ein Teil der Differenz lässt sich auf die unterschiedliche Datengrundlage zurückführen. Die Quote der Wiedereinsteigerinnen und Wiedereinsteiger dürfte aber im Kanton Zürich trotzdem um mindestens 10 % tiefer liegen als in Bern. Damit lässt sich die im Vergleich zum Kanton Bern tiefe Zürcher Sekundarstufe-II-Abschlussquote zum Teil erklären (vgl. Grafik 4).

⁵² Evi Schmid: Lehrvertragsauflösungen im Kanton Zürich: Wiedereinstieg und Anschlusslösung. Zürich, Institut für Gymnasial- und Berufspädagogik, 2011.

⁵³ E-Mail des Instituts für Gymnasial- und Berufspädagogik vom 12.4.2011.

Die meisten Jugendlichen wechseln nach einer Lehrvertragsauflösung nicht den Beruf, sondern den Betrieb oder das Anforderungsniveau. Zwei Jahre nach Lehrvertragsauflösung zeigt sich beim Auflosungsjahrgang 2007 folgendes Bild: Betriebswechsel 25,9 %, Niveauwechsel im Berufsfeld 15,4 %, Berufsfeldwechsel 13,6 %.

**Grafik 17: Wiedereinstieg in eine Sekundarstufe-II-Ausbildung nach Nationalität
(Auflosungsjahrgang 2007)**



Quelle: Schmid (2011), S. 8⁵³

Anmerkung: Bei der hier dargestellten Auflosungsquote ist zu beachten, dass Personen, die einen Vertrag auflösen und im gleichen Jahr einen neuen abschliessen, die Zahl der neuen Lehrverträge erhöhen und damit die Quote der Lehrvertragsauflösungen etwas senken.

A5.2 Places d'apprentissage dans le total des emplois par cantons 2008

		Arbeitsstellen	Lehrstellen	Anteil in %
Total	CH	3'397'005	194'311	5.7
Espace Mittelland	BE	419'062	27'594	6.6
	FR	89'895	6'058	6.7
	JU	28'782	1'544	5.4
	NE	75'570	3'221	4.3
	SO	98'635	6'530	6.6
Genferseeregion	GE	240'805	4'955	2.1
	VD	276'946	13'641	4.9
	VS	110'682	7'397	6.7
Nordwestschweiz	AG	231'133	16'330	7.1
	BL	105'666	5'386	5.1
	BS	134'616	5'913	4.4
Ostschweiz	AI	5'138	490	9.5
	AR	17'614	1'387	7.9
	GL	15'392	1'346	8.7
	GR	82'230	5'654	6.9
	SG	205'815	16'569	8.1
	SH	32'223	2'581	8.0
	TG	89'990	7'089	7.9
Tessin	TI	157'037	5'753	3.7
Zentralschweiz	LU	150'541	11'398	7.6
	NW	15'084	1'158	7.7
	OW	14'144	1'122	7.9
	SZ	50'531	3'363	6.7
	UR	12'423	1'156	9.3
	ZG	69'066	3'552	5.1
Zürich	ZH	667'984	33'124	5.0

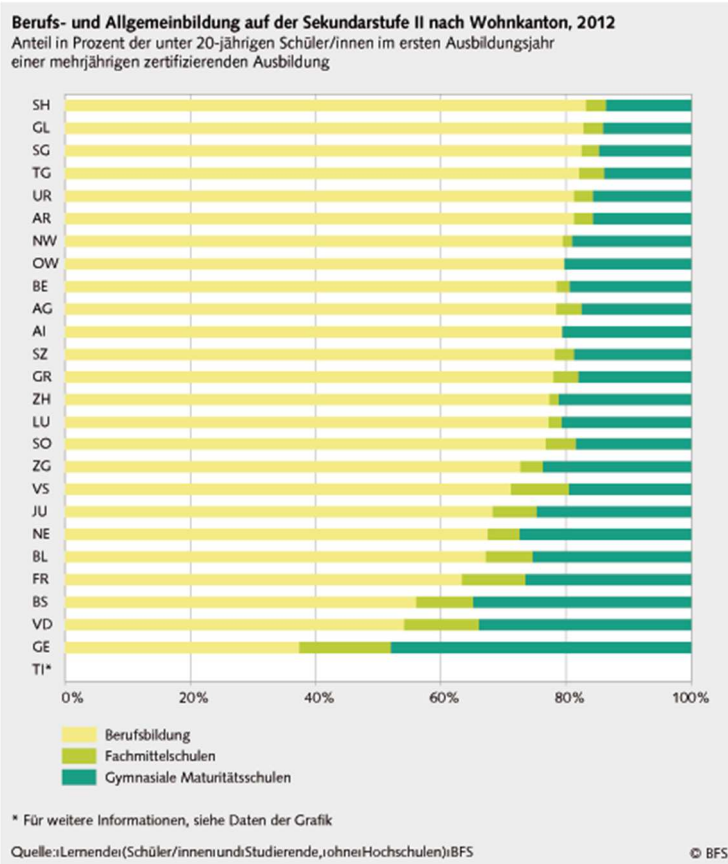
© 2009 OFS / BFS / UST

Quelle: Betriebszählung BFS

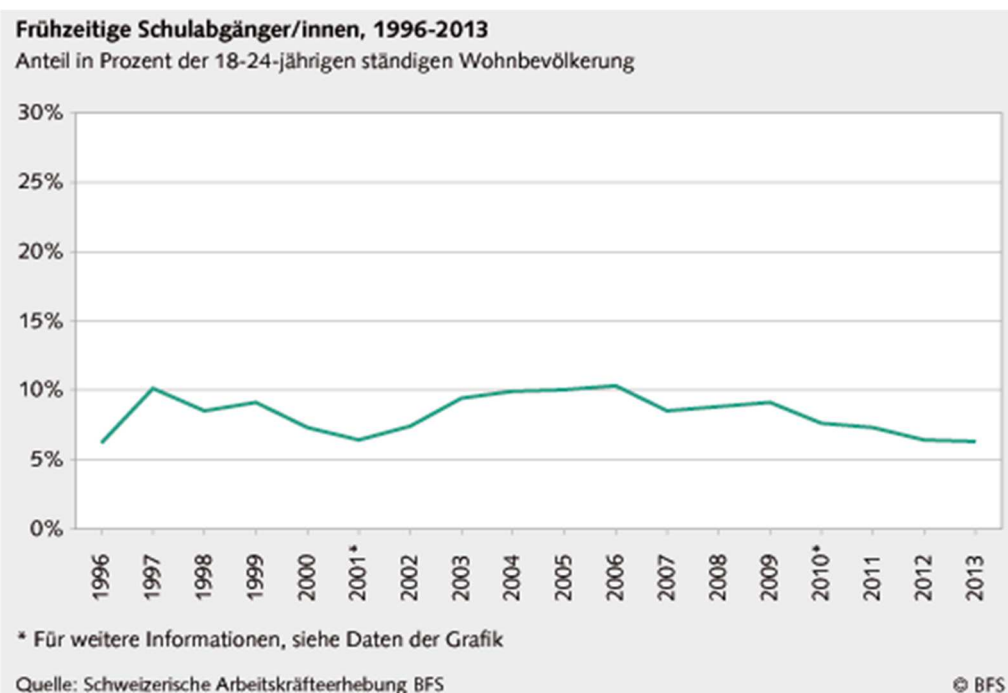
Auskunft: educlndicators@bfs.admin.ch

Bildungsindikatoren

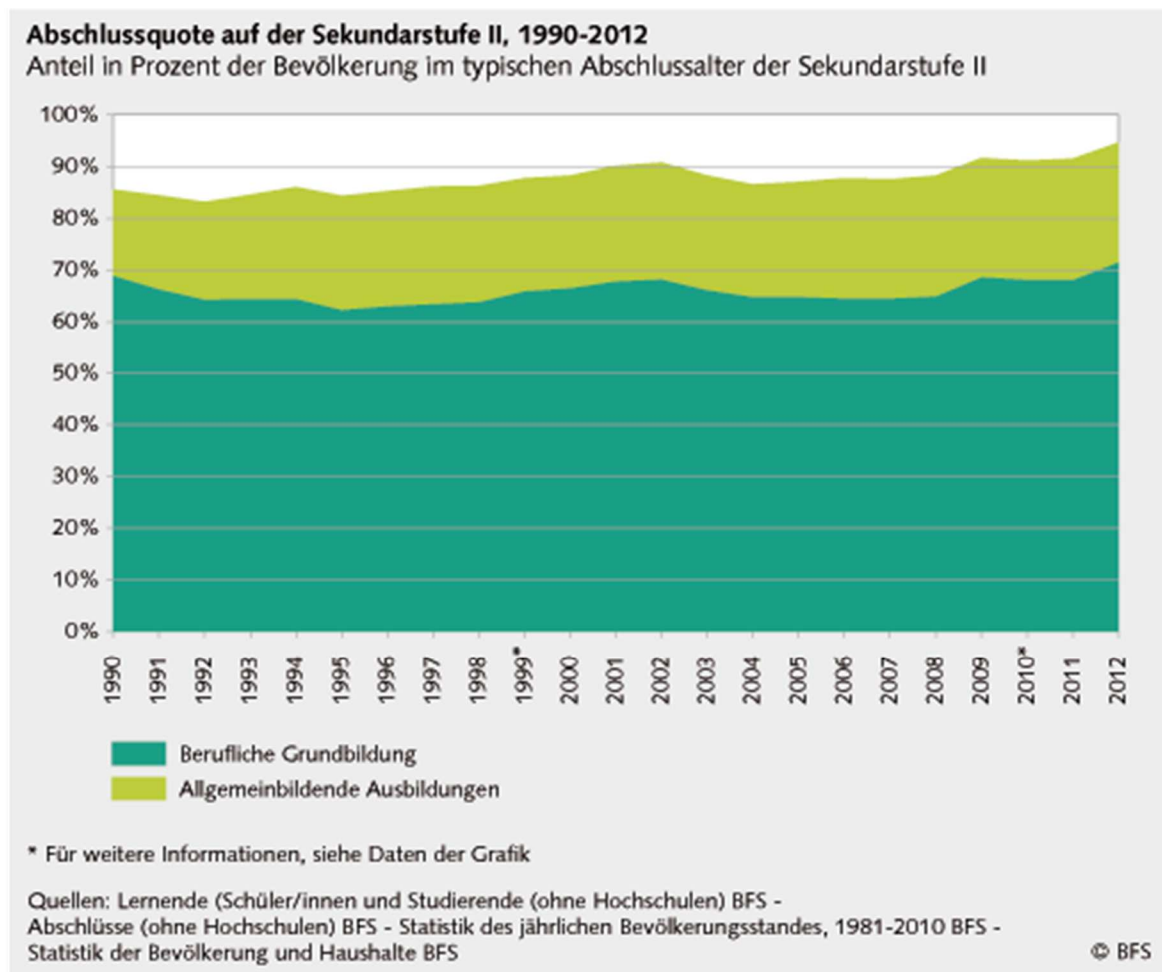
A5.3 Répartition des formations au degré secondaire II



A5.4 Jeunes quittant prématurément l'école 1996 – 2013: évolution



A5.5 Taux de diplômes au degré secondaire II (1990 – 2012)



Auf der Sekundarstufe II qualifizieren sich die Jugendlichen nach der obligatorischen Schule zum ersten Mal. Eine abgeschlossene Ausbildung auf der Sekundarstufe II öffnet also nicht nur den Zugang zur nächsten Bildungsstufe (höhere Berufsbildung, Fachhochschule, Hochschule). Sie bereitet junge Erwachsene ebenfalls darauf vor, als qualifizierte Arbeitskräfte in den Arbeitsmarkt einzutreten. Vor dem Hintergrund einer generellen Zunahme des Qualifikationsniveaus der Bevölkerung in der Schweiz wird ein Abschluss auf der Sekundarstufe als minimale Voraussetzung für einen erfolgreichen Eintritt in das Erwerbsleben betrachtet.

Die Abschlussquote auf der Sekundarstufe II kann als Output und damit als Leistungsindikator des Bildungssystems betrachtet werden. Sie gibt aber keine Auskunft über die Qualität der Ausbildungen. Der Indikator bietet aber trotzdem wichtige Anhaltspunkte für die Bildungspolitik und inwieweit es dem Bildungssystem gelingt, Jugendliche darauf vorzubereiten den Mindestanforderungen des Arbeitsmarktes zu entsprechen.

Der Indikator zeigt eine Schätzung des Anteils der Personen, die im Referenzjahr einen Erstabschluss auf der Sekundarstufe II erworben haben, am Total der Personen im typischen Abschlussalter dieser Ausbildungen.